99e ANNÉE
VOL. 99

N° 51
7201

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 23 décembre 1967

Quebec, Saturday, December 23, 1967

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N. B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

A. J. P. électronique inc.
A. J. P. Electronics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jacques Arbec, homme d'affaires, Pierrette Larivière, ménagère, épouse dudit Jacques Arbec, tous deux de 343, Paquin, LaSalle, et Bertrand Chaput, chauffeur, 223, St-Martin, Napierville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises ou appareils électriques ou électroniques, sous le nom de « A. J. P. électronique inc. — A. J. P. Electronics Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 343, rue Paquin, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4756-67

L'Acadie Builders Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Peter Cohen, 1150, Mill Hill, Peter Wolofsky, 1932, chemin Rockland, tous deux administrateurs, Joan Cadley, réceptionniste, célibataire, 3797, boulevard Décarie, et Sandra Sheinfeld, sténographe, célibataire, 6942, de Vimy, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

A. J. P. électronique inc.
A. J. P. Electronics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Arbec, businessman, Pierrette Larivière, housewife, wife of the said Jacques Arbec, both of 343 Paquin, LaSalle, and Bertrand Chaput, chauffeur, 223 St-Martin, Napierville, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of electrical or electronic merchandise or appliances, under the name of "A. J. P. électronique inc. — A. J. P. Electronics Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 343 Paquin St., LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4756-67

L'Acadie Builders Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Peter Cohen, 1150 Mill Hill, Peter Wolofsky, 1932 Rockland Road, both executives, Joan Cadley, receptionist, spinster, 3797 Décarie Boulevard, and Sandra Sheinfeld, stenographer, spinster, 6942 de Vimy, all four of Montreal, for the following purposes:

Administrer et faire le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « L'Acadie Builders Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires ayant une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées ayant une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2244S 4527-67

Acier Maheu inc.
Maheu Steel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Ludger Maheu, industriel, Yolande Gingras, ménagère, épouse dudit Ludger Maheu, tous deux de Saint-Paul-d'Abbotsford, et Micheline Lussier, secrétaire, épouse d'Alain Boudreau, 420, rue St-Viateur est, Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Acier Maheu inc. — Maheu Steel Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 742, rue St-Jacques, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4732-67

L'Accueil de Ville Saint-Georges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gervais Poulin, bijoutier, Donat Drouin, agent, Dr Rodolphe Maheux, médecin, 424, 1re avenue, Rosaire Morin, agent d'assurances, 258, 2e avenue, et Jacques Drouin, gérant, 145, 12e rue, tous cinq de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Construire et administrer un foyer pour personnes âgées, sous le nom de « L'Accueil de Ville Saint-Georges inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4102-67

Agence Champigny inc.
Champigny Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: André Beaudoin, 1275, rue Lépine, Saint-Laurent, Émile Fournelle, 51, rue Beloeil, Outremont, tous deux gérants, et Michel Fournelle, avocat, 2444, rue Benny, Montréal, pour les objets suivants:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "L'Acadie Builders Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each and 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4527-67

Acier Maheu inc.
Maheu Steel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ludger Maheu, industrialist, Yolande Gingras, housewife, wife of the said Ludger Maheu, both of Saint-Paul-d'Abbotsford, and Micheline Lussier, secretary, wife of Alain Boudreau, 420 St-Viateur St. East, Granby, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles made entirely or partially of metal or wood, under the name of "Acier Maheu inc. — Maheu Steel Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 742 St-Jacques St., Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4732-67

L'Accueil de Ville Saint-Georges inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gervais Poulin, jeweller, Donat Drouin, agent, Dr. Rodolphe Maheux, doctor, 424, 1st Avenue, Rosaire Morin, insurance agent, 258, 2nd Avenue, and Jacques Drouin, manager, 145, 12th Street, all five of Saint-Georges, for the following purposes:

To establish and administer a home for aged persons, under the name of "L'Accueil de Ville Saint-Georges inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is $500,000.

The head office of the corporation is at Saint-Georges-Est, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4102-67

Agence Champigny inc.
Champigny Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: André Beaudoin, 1275 Lépine Street, Saint-Laurent, Émile Fournelle, 51 Beloeil Street, Outremont, both managers, and Michel Fournelle, advocate, 2444 Benny Street, Montreal, for the following purposes:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'agent manufacturier, sous le nom de « Agence Champigny inc.— Champigny Agency Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4524-67

To carry on business as manufacturers' agent and deal in goods of all kinds, under the name of "Agence Champigny inc.— Champigny Agency Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4524-67

Agenco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en Loi de la reine, 107, Normandy Drive, Mont Royal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, James Galileo, 1607, Massenet, tous deux de Laval, et Michel Taddeo, 6428, boulevard Monk, Montréal, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des ameublements et fournitures de bureau et de tenue de maison, en faire le commerce sous le nom de « Agenco Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8255, Mountain Sights, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4783-67

Agenco Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 107 Normandy Drive, Mount Royal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, James Galileo, 1607 Massenet, both of Laval, and Michel Taddeo 6428 Monk Boulevard, Montreal, the latter three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in office and household furniture and equipment, under the name of "Agenco Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8255 Mountain Sights, Montreal, judicial district of of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4783-67

Aldred Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Gerald Schneider, 149, chemin Finchley, Hampstead, Lionel Schwartz, 6458 avenue MacDonald, Montréal, et Lionel Segal, 5803 avenue Eldridge, Côte Saint-Luc, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Aldred Development Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « A » de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4742-67

Aldred Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald Schneider, 149 Finchley Road, Hampstead, Lionel Schwartz, 6458 MacDonald Avenue, Montreal, and Lionel Segal, 5803 Eldridge Avenue, Côte Saint-Luc, all three notaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Aldred Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 2,500 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4742-67

Ameublement et Lingerie d'Aubaines ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Marc La Fontaine, Jean-Roch Cloutier, tous deux comptables, et Jean Langevin, comptable agréé, tous trois de 266, 1re avenue, Saint-Georges, pour les objets suivants:

Ameublement et Lingerie d'Aubaines ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc La Fontaine, Jean-Roch Cloutier, both accountants, and Jean Langevin, chartered accountant, all three of 266, 1st Avenue, Saint-Georges, for the following purposes:

Faire le commerce de tous produits ou marchandises, neufs ou usagés, que l'on retrouve généralement dans un magasin d'aubaines, sous le nom de « Ameublement et Lingerie d'Aubaines ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4620-67

To carry on business in merchandise and products of all kinds, new or second-hand, as can be bought usually in bargain stores, under the name of "Ameublement et Lingerie d'Aubaines ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4620-67

Ameublement Philippe Ouellet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Louis Lacourse, comptable agréé, Marielle Nicole, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Lacourse, tous deux de 900, rue Boissy, Saint-Lambert, et Monique Jolicoeur, secrétaire, fille majeure, 571, rue Guizot est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement Philippe Ouellet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune, 2,900 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,200 actions privilégiées classe « B » de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4706-67

Ameublement Philippe Ouellet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Lacourse, chartered accountant, Marielle Nicole, housewife, wife separate as to property of the said Louis Lacourse, both of 900 Boissy St., Saint-Lambert, and Monique Jolicoeur, secretary, spinster of the full age of majority, 571 Guizot St. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of furniture, under the name of "Ameublement Philippe Ouellet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $5 each, 2,900 preferred class "A" shares of $10 each and 1,200 preferred class "B" shares of $5 each.

The head office of the company is at Saint John, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4706-67

Les Amis du Mont-Fortin de Kénogami inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Nadeau, 117, King George, Adrien Audet, 221, Ste-Famille, Onias Fortin, 27, Ste-Famille, tous trois commerçants, Lucien Bouchard, contremaître, 94, St-Joseph, Éphrem Chiasson, arpenteur-géomètre, 65, King George, Raymond Gilbert, ingénieur, 93, Bourassa, Dr Alphonse Laliberté, médecin, 160, Ste-Famille, Armand Rousseau, 35, Fortin, Edgar Normandeau, 70, Cabot, tous deux épiciers, Jean-Jacques Turcotte, avocat, 65, King George, Egide Claveau, 257, Ste-Famille, Roch Tremblay, 71, King George, tous deux industriels, Dr Philippe Desbiens, dentiste, 69A, King George, France Fortin, 87, King George, et Claude Lévesque, 50, Ste-Famille, ces deux derniers pharmaciens, tous de Kénogami, pour les objets suivants:

Le développement et l'amélioration du Centre de ski du Mont-Fortin, sous le nom de « Les Amis du Mont-Fortin de Kénogami inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 71, King George, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4602-67

Les Amis du Mont-Fortin de Kénogami inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges Nadeau, 117 King George, Adrien Audet, 221 Ste-Famille, Onias Fortin, 27 Ste-Famille, all three traders, Lucien Bouchard, foreman, 94 St-Joseph, Éphrem Chiasson, land-surveyor, 65 King George, Raymond Gilbert, engineer, 93 Bourassa, Dr. Alphonse Laliberté, doctor, 160 Ste-Famille, Armand Rousseau, 35 Fortin, Edgar Normandeau, 70 Cabot, both grocers, Jean-Jacques Turcotte, advocate, 65 King George, Egide Claveau, 257 Ste-Famille, Roch Tremblay, 71 King George, both industrialists, Dr. Philippe Desbiens, dentist, 69A King George, France Fortin, 87 King George, and Claude Lévesque, 50 Ste-Famille, the latter two pharmacists, all of Kénogami, for the following purposes:

The development and improvement of the Mont-Fortin Ski Centre, under the name of "Les Amis du Mont-Fortin de Kénogami inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at 71 King George, Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4602-67

Aric ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: José Cachao Da Silva, électricien, 3350, chemin Côte Ste-Catherine, Jean Marchand, gérant, 1764, Berne, tous deux de Montréal, André Patriarche, 83, 15e rue, Roxboro, et Jean Miniou, 11434, Edgar, Montréal-Nord, ces deux derniers linotypistes, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Aric ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6945, rue Christophe-Colomb, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4762-67

Aric ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: José Cachao Da Silva, electrician, 3350, Côte Ste-Catherine Road, Jean Marchand, manager, 1764, Berne, both of Montreal, André Patriarche, 83, 15th Avenue, Roxboro, and Jean Miniou, 11434 Edger, Montreal-North, the latter two linotypists, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Aric ltée", with a total capital atock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6945 Christophe-Colomb Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4762-67

Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond, Tremblay et Compagnie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Ghislain Arsenault, Réal Arsenault, tous deux de 1-A, rue Pinsonnault, et Gilles Raymond, 197, rue Bouthillier, tous trois comptables, de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond, Tremblay et Compagnie limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1-A, rue Pinsonnault, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4276-67

Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond, Tremblay et Compagnie limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ghislain Arsenault, Réal Arsenault, both of 1-A Pinsonnault St., and Gilles Raymond, 197 Bouthillier St., all three accountants, of Saint John, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, contruction, investment and holding company, under the name of "Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond, Tremblay et Compagnie limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1-A Pinsonnault St., Saint John, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4276-67

Association Citadel Pee Wee de Neufchâtel

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Picard, fonctionnaire, 64, boulevard l'Ormière, Guy Roberge, ferblantier, 8, rue Thibault, et Marcel Asselin, vendeur d'automobiles, 115, rue Hermine, tous trois de Neufchâtel, pour les objets suivants:

Opérer un club de hockey d'âge pee-wee, sous le nom de « Association Citadel Pee Wee de Neufchâtel ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est à Neufchâtel, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 1561-65

Association Citadel Pee Wee de Neufchâtel

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Picard, civil servant, 64 l'Ormière Boulevard, Guy Roberge, tinsmith, 8 Thibault Street, and Marcel Asselin, automobile salesman, 115 Hermine Street, all three of Neufchâtel, for the following purposes:

To operate a pee wee hockey team, under the name of "Association Citadel Pee Wee de Neufchâtel".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $5,000.

The head office of the corporation is at Neufchâtel, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 1561-65

Association des Loisirs St-Raymond de Hull

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice L'Écuyer, 29, rue St-Raymond, Paul Maltais, 77, rue St-Raymond, tous deux fonctionnaires, Jean Chartrand, cuisinier, 24, rue Gratton, Guy Gagnon, commis, 40a, rue Joffre, et Claude Villeneuve, comptable, 19, rue Gratton, tous cinq de Hull, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association des Loisirs St-Raymond de Hull ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4599-67

Association des Loisirs St-Raymond de Hull

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice L'Écuyer, 29 St-Raymond Street, Paul Maltais, 77 St-Raymond Street, both civil servants, Jean Chartrand, cook, 24 Gratton Street, Guy Gagnon, clerk, 40a Joffre Street, and Claude Villeneuve, accountant, 19 Gratton Street, all five of Hull, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Association des Loisirs St-Raymond de Hull".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4599-67

L'Association des Natifs d'Agnone (Lega Agnonese) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Pasquale Di Pietro, journalier, 9244, Esplanade, Nicola Cannatelli, poseur de tuiles, 9459, Hamelin, et Felice Sabelli, aide-mécanicien, 9255, Tolhurst, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels, sportifs et patriotiques des membres, sous le nom de « L'Association des Natifs d'Agnone (Lega Agnonese) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 3801-67

L'Association des Natifs d'Agnone (Lega Agnonese) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pasquale Di Pietro, labourer, 9244 Esplanade, Nicola Cannatelli, tile layer, 9459 Hamelin, and Felice Sabelli, mechanics' aide, 9255 Tolhurst, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote the cultural, sports and patriotic interests of the members, under the name of "L'Association des Natifs d'Agnone (Lega Agnonese) inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 3801-67

L'Association des Propriétaires et des Locataires du Lac Corbeau

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Madeleine Lamy, ménagère, épouse séparée de biens de Fernand Gariépy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 1675, Muir, Saint-Laurent, Gertrude Dénommé, ménagère, épouse commune en biens de Maurice Robert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 11e Rang, Lac Corbeau, Saint-Damien, et Édouard Doucet, journaliste, 117, rue Labonté, Longueuil, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels, sociaux et économiques des propriétaires, locataires et résidents du Lac Corbeau, sous le nom de « L'Association des Propriétaires et des Locataires du Lac Corbeau ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

L'Association des Propriétaires et des Locataires du Lac Corbeau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Madeleine Lamy, housewife, wife separate as to property of Fernand Gariépy, and duly authorized by him for these presents, 1675 Muir, Saint-Laurent, Gertrude Dénommé, housewife, wife common as to property of Maurice Robert, and duly authorized by him for these presents, 11th Range, Lac Corbeau, Saint-Damien, and Édouard Doucet, journalist, 117 Labonté St., Longueuil, for the following purposes:

To promote the cultural, social and economic interests of the proprietors, tenants and residents of Lac Corbeau, under the name of "L'Association des Propriétaires et des Locataires du Lac Corbeau".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Damien, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4739-67

The head office of the corporation is at Saint-Damien, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4739-67

L'Association des Voituriers de Grand'Mère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Charles Béland, 111, chemin du Lac, Saint-Théophile, Roger Carignan, 280, 10e avenue, et André Pellerin, 781, 14e avenue, ces deux derniers de Grand'Mère, tous trois voituriers-publics, pour les objets suivants:

Protéger, promouvoir et défendre les droits et les intérêts communs des personnes exerçant les commerces de propriétaires de taxis, d'autobus, de véhicules de livraison ou de transport, sous le nom de « L'Association des Voituriers de Grand'-Mère inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Grand'-Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4467-67

L'Association des Voituriers de Grand'Mère inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Charles Béland, 111 Lake Road, Saint-Théophile, Roger Carignan, 280, 10th Avenue, and André Pellerin, 781, 14th Avenue, the latter two of Grand'Mère, all three public carriers, for the following purposes:

To protect, promote and defend the common rights and interests of the persons carrying on the business of taxi, bus and delivery or transportation vehicles owners, under the name of "L'Association des Voituriers de Grand'Mère inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire or possess is $20,000.

The head office of the corporation is at Grand'-Mère, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4467-67

L'Association hôtelière Mont-Orford inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Lachance, Eastman, Roger Lamoureux, Lac Orford, et Clément Tessier, 377, rue Ste-Catherine, Magog, tous trois hôteliers, pour les objets suivants:

Travailler à l'expansion de l'industrie hôtelière de la région de Magog et des environs, sous le nom de « L'Association hôtelière Mont-Orford inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4241-67

L'Association hôtelière Mont-Orford inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Lachance, Eastman, Roger Lamoureux, Lac Orford, and Clément Tessier, 377 Sainte-Catherine Street, Magog, all three innkeepers, for the following purposes:

To work at expanding hostelry industry in the Magog region and vicinity, under the name of "L'Association hôtelière Mont-Orford inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be bought and owned by the corporation is to be limited, in $50,000.

The head office of the corporation is at Magog, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4241-67

Association Jos. Hébert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gaspard Duguay, employé municipal, 699, Joliette, Gérard Scherrer, professeur, 12, Frontenac, Lauréat Méthot, aviseur, 370, Gamache, John Méthot, assureur, 24, La Vérendrye, et Roger Boudreault, travailleur professionnel, 456, Dequen, tous cinq de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts sociaux, économiques et culturels de ses membres, sous le nom de « Association Jos. Hébert inc. ».

Association Jos. Hébert inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gaspard Duguay, municipal employee, 699 Joliette, Gérard Scherrer, professor, 12 Frontenac, Lauréat Méthot, adviser, 370 Gamache, John Méthot, insurance agent, 24 La Vérendrye, and Roger Boudreault, professional worker, 456 Dequen, all five of Sept-Iles, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all manners the social, economical and cultural interests of its members, under the name of "Association Jos. Hébert inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4424-67

Association of Food Merchants of Montreal Inc. Association des marchands d'alimentation de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Angelo Zaurrini, 1040, Croissant de la Picardière, Laval, Moe Samuels, 921, Hartland, Outremont, Andre Kires, 2327, chemin Côte Ste-Catherine, Marcel Lalumière, 10738, d'Iberville, et Louis K. Weiner, 4879, Isabella, ces trois derniers de Montréal, tous les cinq marchands, pour les objets suivants:

Étudier, surveiller, stimuler et protéger le commerce des marchands d'alimentation, sous le nom de « Association of Food Merchants of Montreal Inc.— Association des marchands d'alimentation de Montréal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4761-67

Atlas Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Arthur J. Marcovitch, 5525, avenue Trent, Richard S. Gottlieb, 7519, chemin Bailey, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Elizabeth Serrao, secrétaire, célibataire, 11777, De Meulles, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des billes, bois de construction, pieux, poteaux, bois de charpente et bois de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Atlas Lumber Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10791, rue Alfred, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4736-67

Atwater Hardwood Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Clarence A. Fiske, 1230, McGregor, app. 205, Montréal, Charles E. Emery, 227, Elizabeth Circle, Rosemère, et Yves Lauzon, 365, 38e avenue, Lachine, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is $100,000.

The head office of the corporation is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4424-67

Association of Food Merchants of Montreal Inc. Association des marchands d'alimentation de Montréal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Angelo Zaurrini, 1040 Croissant de la Picardière, Laval, Moe Samuels, 921 Hartland, Outremont, Andre Kires, 2327 Côte Ste-Catherine Road, Marcel Lalumière, 10738 d'Iberville, and Louis K. Weiner, 4879 Isabella, the latter three of Montreal, all five merchants, for the following purposes:

To study, supervise, promote and to protect the trade of the food merchants, under the name of "Association of Food Merchants of Montreal Inc.— Association des marchands d'alimentation de Montréal inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4761-67

Atlas Lumber Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur J. Marcovitch, 5525 Trent Avenue, Richard S. Gottlieb, 7519 Bailey Road, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Elizabeth Serrao, secretary, spinster, 11777 De Meulles, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sawlogs, timber, piles and poles, lumber and wood of all kinds, under the name of "Atlas Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 10791 Alfred Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4736-67

Atwater Hardwood Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clarence A. Fiske, 1230 McGregor, Apt. 205, Montreal, Charles E. Emery, 227 Elizabeth Circle, Rosemère, and Yves Lauzon, 365, 38th Avenue, Lachine, all three advocates, for the following purposes:

Fabriquer des billes, bois de charpente, pieux, poteaux et bois de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Atwater Hardwood Sales Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4099-67

Au Petit Collet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Georges Wurtèle, avocat, 32, Blainville est, Sainte-Thérèse, Michel Hétu, notaire, 10, Féré, Saint-Eustache, et Yvette Fortin, secrétaire, fille majeure, 120, Équerre, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des tavernes et restaurants, sous le nom de « Au Petit Collet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4634-67

Aux Gamins inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Denis-Richard Lanctôt, avocat, 48, Cicot, Boucherville, Christian Hurst, étalagiste, et Nicole Gariépy, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Christian Hurst, ces deux derniers de 6065, Lachenaie, Saint-Léonard,pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Aux Gamins inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordiniares de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4767-67

Les Aventuriers de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Beauregard, commis de bureau, 544, Anna, Québec, Yvon Levasseur, et Pierre McGrath, ces deux derniers techniciens en électronique, de 762, Myrand, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Réunir un groupe de jeunes de façon à promouvoir l'amitié, la fraternité et l'entente dans ce groupe, sous le nom de « Les Aventuriers de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

To manufacture and deal in sawlogs, timber, piles and poles, lumber and wood of all kinds, under the name of "Atwater Hardwood Sales Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4099-67

Au Petit Collet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Wurtèle, advocate, 32 Blainville east, Sainte-Thérèse, Michel Hétu, notary, 10 Féré, Saint-Eustache, and Yvette Fortin, secretary, spinster of the full age of majority, 120 Équerre, Laval, for the following purposes:

To operate taverns and restaurants, under the name of "Au Petit Collet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4634-67

Aux Gamins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis-Richard Lanctôt, advocate, 48 Cicot, Boucherville, Christian Hurst, window-dresser, and Nicole Gariépy, public merchant, wife separate as to property of the said Christian Hurst, the two latter of 6065 Lachenaie, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds, of clothing, under the name of "Aux Gamins inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4767-67

Les Aventuriers de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Beauregard, office clerk, 544 Anna, Quebec, Yvon Levasseur, and Pierre McGrath, the two latter electronics technicians, of 762 Myrand, Sainte-Foy, for the following purposes:

To unite a group of young people to promote friendship, fraternity and understanding within the group, under the name of "Les Aventuriers de Québec ».

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4271-67

B.T.U. Electrix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Patrick Emmet Kierans, 3548, avenue Vendôme, Montréal, Pierre-Jacques Guay, 189, Spring Grove Crescent, Outremont, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Christian Turianskyj, avocat, 409, ouest, avenue Mont Royal, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des appareils, pièces, accessoires et articles électriques, en faire le commerce, sous le nom de « B.T.U. Electrix Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4543-67

Becotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Yvon Genest, 825, Buck, Jacques O'Bready, 581, Bouchette, tous deux avocats, et Rosario Grenier, comptable, 580, Pelletier, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Becotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4790-67

Bel-Main Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jean-Paul Marcotte, agent manufacturier, 783, Chèvremont, Pierre Joli-Coeur, avocat, 1312, Teillet, tous deux de Sainte-Foy, et Jean-Paul Beaudry, homme d'affaires, 1320, Lemoyne, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce et toutes les autres opérations se rapportant aux tissus et fibres de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que de tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Bel-Main Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,500 actoons ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Vanier, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4560-67

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4271-67

B.T.U. Electrix Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Patrick Emmet Kierans, 3548 Vendôme Avenue, Montreal, Pierre-Jacques Guay, 189 Spring Grove Crescent, Outremont, both advocates and Queen's Counsels, and Christian Turianskyj, advocate, 409 Mount Royal Avenue West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances tus, parts, accessories and articles, under the name of "B.T.U. Electrix Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares having no par value and 10,000 preferred shares of the par value of $5 each.

The head office of the company is at Outremont, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4543-67

Becotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Genest, 825 Buck, Jacques O'Bready, 581 Bouchette, both advocates, and Rosario Grenier, accountant, 580 Pelletier, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Becotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4790-67

Bel-Main Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Marcotte, manufacturing agent, 783 Chèvremont Street, Pierre Joli-Coeur, advocate, 1312 Teillet Street, both of Sainte-Foy, and Jean-Paul Beaudry, businessman, 1320 Lemoyne Avenue, Sillery, for the following purposes:

To carry on business and deal in fabrics and material of all kinds, whether real or synthetic, as well as their products and by-products, under the name of "Bel-Main Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Vanier, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4560-67

J. et P. Bélanger, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jacques-R. Bélanger, 11810, De Meulles, Montréal, Pierre-U. Bélanger, 1635, Dutrisac, Saint-Laurent, tous deux pharmaciens, Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « J. et P. Bélanger, ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 20 actions ordinaires de $10 chacune, 14,960 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 237, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4789-67

J. et P. Bélanger, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques-R. Bélanger, 11810 De Meulles, Montreal, Pierre-U. Bélanger, 1635 Dutrisac, Saint-Laurent, both pharmacists, Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur west, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles St., Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "J. et P. Bélanger, ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 20 common shares of $10 each, 14,960 preferred class "A" shares of $10 each and 200 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 237 Côte Vertu, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4789-67

Bens Delicatessen and Restaurant Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Abraham Kravitz, 2040, rue Metcalfe, Israel Kravitz, 406, chemin Dufferin, tous deux de Montréal, et Sollie Kravitz, 64, rue Roy, Dorval, tous trois restaurateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Bens Delicatessen and Restaurant Corporation », avec un capital total de $500,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et 450,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4887-67

Bens Delicatessen and Restaurant Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Kravitz, 2040 Metcalfe Street, Israel Kravitz, 406 Dufferin Road, both of Montreal, and Sollie Kravitz, 64 Roy Street, Dorval, all three restaurateurs, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Bens Delicatessen and Restaurant Corporation", with a total capital stock of $500,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 450,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4887-67

Bijouterie Cartier de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jacques Champagne, courtier, Claire Morin, secrétaire, fille majeure, et Pierre Hogue, avocat, tous trois de 4237, St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme importateur, exportateur, distributeur, vendeur et grossiste dans le domaine de la bijouterie, sous le nom de « Bijouterie Cartier de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4721-67

Bijouterie Cartier de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Champagne, broker, Claire Morin, secretary, spinster of the full age of majority, and Pierre Hogue, advocate, all three of 4237 St. Hubert, Montreal, for the following purposes:

To act as importers, exporters, distributors, salesmen and wholesalers in the field of jewellery, under the name of "Bijouterie Cartier de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4721-67

Bildon Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation: John Barry Fetherstonhaugh, 312, Berkeley Circle, Dorval, William Patrick Keating, 552, avenue Berwick, Mont Royal, et James Edward Drody, 3468, rue Drummond, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des matériaux de construction, en faire le commerce, sous le nom de « Bildon Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 407, boulevard Labelle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4745-67

Boites contreplaquées St-Laurent ltée
St-Lawrence Plywood Boxes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: J.-Rosaire Matton, commerçant, Yvette Arseneau, ménagère, épouse dudit J.-Rosaire Matton, et Ginette Matton, ménagère, épouse de Gilles Piché, tous trois de Saint-Louis-de-France, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la fabrication de contenants et autres articles de bois, sous le nom de « Boîte contreplaquées St-Laurent ltée — St-Lawrence Plywood Boxes Ltd. », avec un capital total de $45,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 760, boulevard St-Louis, Saint-Louis-de-France, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4482-67

Brasserie Baby inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jacques-A. Gaudette, 428, Marie-Rollet, Gilles-P. Gaudette, 409, Carré Dieppe, et Louis Lefebvre, 708, Normandie, tous trois comptables agréés, de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants et faire le commerce d'aliments, liqueurs, vins, bières et autres breuvages alcooliques ou non, sous le nom de « Brasserie Baby inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4564-67

Les Breuvages Ex-Tra inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Bildon Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Barry Fetherstonhaugh, 312 Berkeley Circle, Dorval, William Patrick Keating, 552 Berwick Avenue, Mount Royal, and James Edward Drody, 3468 Drummond Street, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials, under the name of "Bildon Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 407 Labelle Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4745-67

Boites contreplaquées St-Laurent ltée
St-Lawrence Plywood Boxes Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J.-Rosaire Matton, trader, Yvette Arseneau, housewife, wife of the said J.-Rosaire Matton, and Ginette Matton, housewife, wife of Gilles Piché, all three of Saint-Louis-de-France, for the following purposes:

To manufacture containers and other wood articles and to carry on business under the name of "Boîtes contreplaquées St-Laurent ltée — St-Lawrence Plywood Boxes Ltd.", with a total capital stock of $45,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 760 Saint-Louis Boulevard, Saint-Louis-de-France, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4482-67

Brasserie Baby inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques-A. Gaudette, 428 Marie-Rollet, Gilles-P. Gaudette, 409, Carré Dieppe, and Louis Lefebvre, 708 Normandie, all three chartered accountants, of Saint John, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, and to deal in food, drink, wine, beer and other alcoholic or non-alcoholic beverages, under the name of "Brasserie Baby inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4564-67

Les Breuvages Ex-Tra inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1967, have been issued

patentes, en date du 10e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Guy Côté, courtier, 2829, Chambelle, Sainte-Foy, Jean-Guy Desjardins, membre des Forces Armées, 265, rue Garceau, Valcartier, et Marcel Carrier, journalier, 8485, Ampleman, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de liqueurs douces, eaux gazeuses et minérales, bière et porter et autres de même nature, sous le nom de « Les Breuvages Ex-Tra inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1829, rue Poulin, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4715-67

patentes, en date du 10e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Guy Côté, courtier, 2829, Chambelle, Sainte-Foy, Jean-Guy Desjardins, membre des Forces Armées, 265, rue Garceau, Valcartier, et Marcel Carrier, journalier, 8485, Ampleman, Charlesbourg, pour les objets suivants:

To manufacture and deal in softdrinks, aerated and mineral water, beer and porter and others of the same nature, under the name of "Les Breuvages Ex-Tra inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1829 Poulin St., Giffard, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4715-67

Bryson Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Lorne A. Mollot, 24, chemin Nelson, André Soumis, 37, rue Laval, Hull, tous deux avocats, et Paul A. Martineau, avocat et conseil en Loi de la reine, Lucerne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Bryson Construction Company Limited », avec un capital-actions divisé en 2,500 actions ordinaires sans valeur au pair et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bryson, district judiciaire de Pontiac.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4063-67

Bryson Construction Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lorne A. Mollot, 24 Nelson Road, Lucerne, André Soumis, 37 Laval Street, Hull, both advocates, and Paul A. Martineau, advocate and Queen's Counsel, Lucerne, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Bryson Construction Company Limited", with a capital stock divided into 2,500 common shares without par value and 750 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Bryson, judicial district of Pontiac.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4063-67

Caisse de la Jeune Fille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Pierre Audy, cartographe, 1321, de Callières, Québec, Alain Audy, étudiant, 83, Père Lelièvre, Duberger, et Jean Gauvin, avocat, 706, Alsace, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'articles ménagers, sous le nom de « Caisse de la Jeune Fille inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1321, de Callières, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4585-67

Caisse de la Jeune Fille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Audy, cartographer, 1321 de Callières Street, Quebec, Alain Audy, student, 83 Père Lelièvre Street, Duberger, and Jean Gauvin, advocate, 706 Alsace, Sainte-Foy, for the following purposes:

To deal in all kinds of special household commodities, under the name of "Caisse de la Jeune Fille inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1321 de Callières Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4585-67

Centre de pneus de l'Est inc.
East End Tire Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Fernand Lussier, Michel Lussier, tous deux commerçants, de 5689,

Centre de pneus de l'Est inc.
East End Tire Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Lussier, Michel Lussier, both traders, of 5689, 10th Ave., and Roger Arse-

10e avenue, et Roger Arsenault, administrateur, 10912, Tanguay, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus de toutes sortes, sous le nom de « Centre de pneus de l'Est inc.— East End Tire Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2501, Lacordaire, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4823-67

nault, administrator, 10912 Tanguay, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in tires of all kinds, under the name of "Centre de pneus de l'Est inc.— East End Tire Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2501 Lacordaire, Montreal, judicial district of Montreal.

* * *

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4823-67

Centre d'Escompte Mont Royal inc. Mount Royal Discount Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Issie Olshansky, marchand, 7910, chemin Côte Saint-Luc, David I. Schatia, avocat, 7025, chemin Clover, et Colette Plouffe, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 12053, avenue Bois de Boulogne, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de marchandises, articles et effets, en faire le commerce sous le nom de « Centre d'Escompte Mont Royal inc.— Mount Royal Discount Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2244S 4786-67

Centre d'Escompte Mont Royal inc. Mount Royal Discount Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Issie Olshansky, merchant, 7910 Côte St. Luc Road, David I. Schatia, advocate, 7025 Clover Road, and Colette Plouffe, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 12053 Bois de BoulogneAvenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "Centre d'Escompte Mont Royal inc.— Mount Royal Discount Center Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4786-67

Roland Champagne transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Roland Champagne, artisan, 8, 70e avenue, Bernard Dorais, avocat, 720, Latour, tous deux de Sainte-Thérèse, et Yvette Fortin, secrétaire, fille majeure, 120, Équerre, Laval, pour les objets suivants:

Faire le transport de personnes par autobus et plus particulièrement le transport des étudiants, sous le nom de « Roland Champagne transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2244S-o 4558-67

Roland Champagne transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Champagne, craftsman, 8, 70th Ave., Bernard Dorais, advocate, 720 Latour, both of Sainte-Thérèse, and Yvette Fortin, secretary, spinster of the full age of majority, 120 Équerre, Laval, for the following purposes:

To transport people by autobus, and especially to transport students, under the name of "Roland Champagne transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4558-67

Charcuterie Ste-Thérèse inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Goerges Wurtèle, avocat, 32, Blainville est, Sainte-Thérèse, Yvette Fortin, secrétaire, fille majeure, 120, Équerre, Laval, et Michel Hétu, notaire, 10, Féré, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Charcuterie Ste-Thérèse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Wurtèle, advocate, 32 Blainville east, Sainte-Thérèse, Yvette Fortin, secretary, spinster of the full age of majority, 120 Équerre, Laval, and Michel Hétu, notary, 10 Féré, Saint-Eustache, for the following purposes:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Charcuterie Ste-Thérèse inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4633-67

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Charcuterie Ste-Thérèse inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4633-67

Chauffage Bonaventure ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Allan Marcus, 1212, ouest, des Pins, Abel Selick, 1605, chemin Norway, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, fille majeure, 10437, d'Auteuil, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce de systèmes de chauffage et celui de marchands de combustibles, sous le nom de « Chauffage Bonaventure ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4728-67

Chauffage Bonaventure ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan Marcus, 1212 Pine West, Abel Selick, 1605 Norway Road, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, unmarried of the full age of majority, 10437 d'Auteuil, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in heating systems and to carry on the business of a fuel merchant, under the name of "Chauffage Bonaventure ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4728-67

City and District Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Nicholas Brindalos, agent d'immeubles, Helen Brindalos, ménagère, épouse dudit Nicholas Brindalos, tous deux de 40, De Guire, et Sabetay Haguel, agent d'immeubles, 2620, avenue Kent, app. 221, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « City and District Development Inc. », avec un capital total de $49,000, divisé en 490 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4469-67

City and District Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicholas Brindalos, real estate agent, Helen Brindalos, housewife, wife of the said Nicholas Brindalos, both of 40 De Guire, and Sabetay Haguel, real estate agent, 2620 Kent Avenue, Apt. 221, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "City and District Development Inc.", with a total capital stock of $49,000, divided into 490 commom shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4469-67

Gilles Cloutier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Gilles Cloutier, pharmacien, Denise Fagnant, ménagère, épouse dudit Gilles Cloutier, tous deux de 10470, Olympia, Montréal, et Jacques Boudrias, comptable, 655, Filiatreault, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Gilles Cloutier inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune, 99,800 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Gilles Cloutier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Cloutier, pharmacist, Denise Fagnant, housewife, wife of said Gilles Cloutier, both of 10470 Olympia, Montreal, and Jacques Boudrias, accountant, 655 Filiatreault, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in all products, articles and goods, under the name of "Gilles Cloutier inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10 common shares of $10 each, 99,800 class "A" preferred shares of $1 each and 100 class "B" preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 1492, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4701-67

Club d'Autos-neige Nominingue inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: François Quevillon, étudiant, Lyse Dumas, ménagère, épouse dudit François Quevillon, Jacqueline Landry, ménagère, épouse de Raymond Dumas, Henri Chartrand, menuisier, Armande Paiement, commis de bureau, fille majeure, J.-Alcide Larocque, commerçant, André Dupré, opérateur, Yvon Émond, vendeur, tous huit de Nominingue, et Yves Berthelet, industriel, 1230, rue d'Auteuil, Laval, pour les objets suivants:

Former et opérer un club sportif et promouvoir en particulier le sport d'autos-neige, sous le nom de « Club d'Autos-neige Nominingue inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Nominingue, district judiciaire de Labelle.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4798-67

Le Club des 50 Sportifs inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Micheline Mongrain, secrétaire, fille majeure, 557, Des Forges, app. 6, Denis Bouchard, avocat, 1950, Victoria, tous deux de Trois-Rivières, et Huguette Dargis, secrétaire, fille majeure, 75, Charbonneau, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Le Club des 50 Sportifs inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4255-67

Collège A. Dionne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Achille Dionne, instituteur, Flavienne Desmarais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Achille Dionne, tous deux de 482, rue Ferland, Drummondville, et Jean-Paul Boisvert, comptable, 825, rue Ste-Marie, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter une école privée, sous le nom de « Collège A. Dionne inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

The head office of the company is at 1492 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4701-67

Club d'Autos-neige Nominingue inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: François Quevillon, student, Lyse Dumas, housewife, wife of the said François Quevillon, Jacqueline Landry, housewife, wife of Raymond Dumas, Henri Chartrand, joiner, Armande Paiement, office clerk, spinster of the full age of majority, J.-Alcide Larocque, trader, André Dupré, operator, Yvon Émond, salesman, all eight of Nominingue, and Yves Berthelet, industrialist, 1230 d'Auteuil St., Laval, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote the sport of snow mobiles in particular, under the name of "Club d'Autos-neige Nominingue inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Nominingue, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4798-67

Le Club des 50 Sportifs inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Micheline Mongrain, secretary, spinster of the full age of majority, 557 Des Forges, apt. 6, Denis Bouchard, advocate, 1950 Victoria, both of Trois-Rivières, and Huguette Dargis, secretary, spinster of the full age of majority, 75 Charbonneau, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To form and operate a sporting club, under the name of "Le Club des 50 Sportifs inc.".

To amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is $100,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4255-67

Collège A. Dionne inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Achille Dionne, professor, Flavienne Desmarais, housewife, wife separate as to property of said Achille Dionne, both of 482 Ferland Street, Drummondville, and Jean-Paul Boisvert, accountant, 825, Ste-Marie Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a private school, under the name of "Collège A. Dionne inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4588-67

The head office of the corporation is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4588-67

Collège d'affaires de Chicoutimi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-Roger Vachon, 806, d'Iberville, Roger Boulianne, 414, ruelle Grenon, tous deux professeurs, de Chicoutimi, et Jeanne Riverin, professeur, fille majeure, boulevard St-Anicet, Bagotville, pour les objets suivants:

Établir et opérer un collège d'enseignement général et spécialisé dans tous les domaines de l'enseignement, sous le nom de « Collège d'affaires de Chicoutimi inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 549, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4368-67

Collège d'affaires de Chicoutimi inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre-Roger Vachon, 806 d'Iberville Street, Roger Boulianne, 414 Grenon Lane, both professors of Chicoutimi, and Jeanne Riverin, professor, spinster of the full age of majority, Saint-Anicet Boulevard, Bagotville, for the following purposes:

To set up and manage a school for general and vocational education in every field of learning, under the name of "Collège d'affaires de Chicoutimi inc.".

The total amount of immovable property which can be purchased and owned by this corporation shall not exceed $100,000.

The head office of the corporation is at 549 Jacques-Cartier Street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4368-67

Comité des Loisirs St-Bonaventure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Ulysse Forcier, journalier, Jean-Paul Pépin, cultivateur, et Denis Caya, charpentier, tous trois de Saint-Bonaventure, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des Loisirs St-Bonaventure inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Bonaventure, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4710-67

Comité des Loisirs St-Bonaventure inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ulysse Forcier, labourer, Jean-Paul Pépin, farmer, and Denis Caya, carpenter, all three of Saint-Bonaventure, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Comité des Loisirs St-Bonaventure inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Bonaventure, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4710-67

Comité d'éducation agricole inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Provencher, Roger Rheault et Florentin Provencher, tous trois cultivateurs, de Saint-Sylvère, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des personnes qui s'occupent de l'agriculture ou de questions agricoles sous tous ses angles, sous le nom de « Comité d'éducation agricole inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Comité d'éducation agricole inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without shares capital: Jean-Claude Provencher, Roger Rheault and Florentin Provencher, all three farmers of Saint-Sylvère, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way, economic, social and professional interests of the people who deal with agriculture on all kinds of farming matters, under the name of "Comité d'éducation agricole inc.".

The total amount of immovable property which can be purchased and owned by the corporation shall not exceed $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Sylvère, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4656-67

Conseil de Développement du Territoire des Iles-de-la-Madeleine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Octave Turbide, gérant, René-W. Deveau, commerçant, Augustin Richard, commis de bureau, et Philippe-Aurèle Beauchesne, fonctionnaire, tous quatre des Iles-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Procéder à la fondation du Conseil régional de développement de l'Est du Québec, sous le nom de « Conseil de Développement du Territoire des Iles-de-la-Madeleine inc. ».

La corporation ne peut posséder aucun immeuble.

Le siège social de la corporation est à Cap-aux-Meules, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4101-67

Conseil Économique Régional des Laurentides, inc. Laurentian Regional Economic Council, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gérald Cyr, éditeur, 316, St-Georges, Alain Gauthier, voyageur de commerce, 153, Théorêt, tous deux de Saint-Jérôme, Guy Vaillancourt, entrepreneur, case postale 245, Saint-André-Est, J.-Marc Fontaine, évaluateur, 969, St-Louis, Terrebonne, et Marcel Gionet, directeur des services français, Lachute, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées au développement, au progrès et à la prospérité des industries et des commerces existants dans les Laurentides, sous le nom de « Conseil Économique Régional des Laurentides, inc. — Laurentian Regional Economic Council, Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4726-67

Les Constructions Élan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Oscar Hudon, gérant, 3445, boulevard Gouin ouest, Yvon Perras, avocat et conseil en Loi de la reine, 135, rue Sherbrooke est, app. 1103, et Solanges Laperle, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvon Perras, 10930, rue Frigon, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at Saint-Sylvère, judicial district of Nicolet.

Assistant Secretary of the Province.
RAYMOND DOUVILLE,

22448 4656-67

Conseil de Développement du Territoire des Iles-de-la-Madeleine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: J.-Octave Turbide, manager, René-W. Deveau, trader, Augustin Richard, office clerk, and Philippe-Aurèle Beauchesne, civil servant, all four of Iles-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To proceed to the foundation of "Conseil régional de développement de l'Est du Québec", under the name of "Conseil de Développement du Territoire des Iles-de-la-Madeleine inc.".

The corporation cannot own any immovable.

The head office of the corporation is at Cap-aux-Meules, judicial district of Gaspé.

Assistant Secretary of the Province.
RAYMOND DOUVILLE,

22448 4101-67

Conseil Économique Régional des Laurentides, inc. Laurentian Regional Economic Council, Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gérald Cyr, editor, 316 St-Georges, Alain Gauthier, commercial traveller, 153 Théorêt, both of Saint-Jérôme, Guy Vaillancourt, contractor, post office box 245, Saint-André-East, J.-Marc Fontaine, appraiser, 969 St-Louis, Terrebonne, and Marcel Gionet, director of French services, Lachute, for the following purposes:

To group together the persons interested in the development, progress and prosperity of existing industries and trades in the Laurentians, under the name of "Conseil Économique Régional des Laurentides, inc. — Laurentian Regional Ecomonic Council, Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

Assistant Secretary of the Province.
RAYMOND DOUVILLE,

22448 4726-67

Les Constructions Élan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Hudon, manager, 3445 Gouin Boulevard, West, Yvon Perras, advocate, and Queen's Counsel, 135 Sherbrooke Street, east, apt. 1103, and Solanges Laperle, secretary, wife contractually separate as to property of said Yvon Perras, 10930 Frigon Street, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Constructions Élan inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 40,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 170, boulevard Dorchester est, suite 406, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4647-67

Contre-plaqués Victo ltée
Victo Veneers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Claude Pinard, avocat, Ginette Rousseau, secrétaire, épouse séparée de biens de Yvon Labelle, Jacques Côté, gérant, et Nciole Rousseau, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Claude Delisle, tous quatre de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, du bois et autres matériaux et leurs produits, ainsi que tous articles et marchandises se rapportant à ce commerce, sous le nom de « Contre-plaqués Victo ltée — Victo Veneers Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4659-67

Copains des Neiges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Noël, professeur, 19, rue St-Philippe, Pauline Paquet, secrétaire, fille majeure, 94, rue du Moulin, et Roger Godbout, gérant de crédit, 17, rue Fraser, tous trois de Windsor, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au sport du ski, sous le nom de « Copains des Neiges inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 33, rue Principale, Windsor, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4449-67

F. Corbeil Cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Fernand Corbeil, gérant des ventes, Doris Corbeil, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fernand Corbeil, tous deux de 3950, Broadway, app. 110, Lachine, et Jean Théorêt, vendeur, 165, McVey, LaSalle, pour les objets suivants:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Constructions Élan inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 40,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 170 Dorchester Boulevard, East, suite, 406, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4647-67

Contre-plaqués Victo ltée
Victo Veneers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Pinard, advocate, Ginette Rousseau, secretary, wife separate as to property of Yvon Labelle, Jacques Côté, manager, and Nicole Rousseau, secretary, wife separate as to property of Jean-Claude Delisle, all four of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business in furniture and dry goods of all kinds, in wood products and other materials and their by-products, as well as all goods and merchandise related to this trade, under the name of "Contre-plaqués Victo ltée — Victo Veneers Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each and 600 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4659-67

Copains des Neiges inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Noël, professor, 19 St-Philippe Street, Pauline Paquet, secretary, spinster of the full age of majority, 94 du Moulin Street, and Roger Godbout, credit manager, 17 Fraser Street, all three of Windsor, for the following purposes:

To interest youngsters in skiing, under the name of "Copains des Neiges inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at 33 Principale Street, Windsor, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4449-67

F. Corbeil Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Corbeil, sales manager, Doris Corbeil, housewife, wife separate as to property of the said Fernand Corbeil, both of 3950 Broadway Street, Apt. 110, Lachine, and Jean Théorêt, salesman, 165 McVey Street, LaSalle, for the following purposes:

Opérer un commerce d'agent manufacturier ou représentant ou distributeur et agir en cette capacité pour les manufacturiers de produits et marchandises et de produits alimentaires, sous le nom de « F. Corbeil Cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3950, Broadway, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4159-67

To carry on business as manufacturers' agent, representative or distributor and act in this capacity for manufacturers of goods, merchandise and food products, under the name of "F. Corbeil Cie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3950 Broadway Street, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4159-67

Cowansville Construction (1967) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Yvon Perras, avocat et conseil en Loi de la reine, 135, est, rue Sherbrooke, Solanges Laperle, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Yvon Perras, 10930, rue Frigon, et Fernand Lévesque, avocat, 3655, rue Papineau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « Cowansville Construction (1967) Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 170, est, boulevard Dorchester, suite 406, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4555-67

Cowansville Construction (1967) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Perras, advocate and Queen's Counsel, 135 Sherbrooke Street East, Solanges Laperle, secretary, wife separate as to property of the said Yvon Perras, 10930 Frigon Street, and Fernand Lévesque, advocate, 3655 Papineau Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Cowansville Construction (1967) Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 170 Dorchester Boulevard East, Room, 406, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4555-67

Daco Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: David Cohen, vendeur, Nyrna Rabinovitch, gérante, épouse séparée de biens dudit David Cohen, tous deux de 158, rue Braeside, Dollard-des-Ormeaux et Nathan Cohen, gérant, 2640, Goyer, Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Daco Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4784-67

Daco Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Cohen, salesman, Nyrna Rabinovitch, manageress, wife separate as to property of the said David Cohen, both of 158 Breaside Street, Dollard-des-Ormeaux, and Nathan Cohen, manager, 2640 Goyer, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Daco Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4784-67

Noël Deshaies inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Sylvia Paradis, secrétaire, fille majeure, 10587, St-Hubert, Maurice Bastien, notaire, 118, rue Liège ouest, tous deux de Montréal, et Denise Desroches, secrétaire, épouse de Claude Aude, 69, 5e rue, Laval, pour les objets suivants:

Noël Deshaies inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sylvia Paradis, secretary, spinster of the full age of majority, 10587 St. Hubert, Maurice Bastien, notary, 118 Liège St. West, both of Montreal, and Denise Desroches, secretary, wife of Claude Aude, 69, 5th St., Laval, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité, chauffage, plomberie, réfrigération, climatisation et ferblanterie, sous le nom de « Noël Deshaies inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5579, Paul-Pau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4411-67

To carry on business as electrical, heating, plumbing, refrigeration, air conditioning and tinwork contractors, under the name of "Noël Deshaies inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5579 Paul-Pau, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4411-67

Les Développements Ross inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Victor Loubier, hôtelier, 227, 1re avenue, Gilles Bernier, annonceur de radio, 207, 3e avenue, et Georges-Émile Champagne, commerçant, 197, 27e rue, tous trois de Saint-Georges-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Développements Ross inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4606-67

Les Développements Ross inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Victor Loubier, hotel-keeper, 227, 1st Ave., Gilles Bernier, radio announcer, 207, 3rd Ave., and Georges-Émile Champagne, trader, 197, 27th St., all three of Saint-Georges-East, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Développements Ross inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4606-67

Dixie Take Out Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Adélard Roussel, décorateur, Lauretta Bouchard, ménagère, épouse dudit Adélard Roussel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 75, avenue Voyer, Mont-Joli, et André Roussel, commis, 60, Père Divet, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, sous le nom de « Dixie Take Out Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 895, avenue Laure, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4781-67

Dixie Take Out Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adélard Roussel, decorator, Lauretta Bouchard, housewife, wife of the said Adélard Roussel, and duly authorized by him for these presents, both of 75 Voyer Ave., Mont-Joli, and André Roussel, clerk, 60 Père Divet, Sept-Iles, for the following purposes:

To operate restaurants, under the name of "Dixie Take Out Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 895 Laure Ave., Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4781-67

Le Domaine de la Rivière Ste-Anne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Robert Mailhot, industriel, Martha P. Mailhot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Mailhot, et Fernand Laflèche, électricien, tous trois de Sainte-Anne-de-la-Pérade, pour les objets suivants:

Exploiter des centres touristiques, sportifs et récréatifs, sous le nom de « Le Domaine de la Rivière Ste-Anne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le Domaine de la Rivière Ste-Anne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Mailhot, industrialist, Martha P. Mailhot, housewife, wife separate as to property of the said Robert Mailhot, and Fernand Laflèche, electrician, all three of Sainte-Anne-de-la-Pérade, for the following purposes:

To operate tourist, sports and recreational centers, under the name of "Le Domaine de la Rivière Ste-Anne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4727-67

Doman inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Dominique Mandanice, homme d'affaires, Yvette Lavoie, ménagère, épouse commune en biens dudit Dominique Mandanice, et Liette Mandanice, ménagère, épouse séparée de biens de René Léonard, tous trois de 6966, boulevard L'Assomption, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme hôtelier, aubergiste, tavernier et restaurateur, sous le nom de « Doman inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6546, Upper Lachine Road, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4735-67

J. Doucet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jean Doucet, commerçant, Réjeanne Pratte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Doucet, tous deux de 547, boulevard des Forges, et Marcel-J.-G. Beaumier, avocat, 2965, boulevard St-Louis, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, tissus naturels ou synthétiques, cuits, ainsi que leurs produits et sous-produits, sous le nom de « J. Doucet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 490, des Forges, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4681-67

École Ellis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Marin, instituteur, Angèle Langlois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lionel Marin, tous deux de 946, Ste-Thérèse, Drummondville-Sud, et Jacques Scalzo, instituteur, 188, Lindsay, Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter une école privée, sous le nom de « École Ellis inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

The head office of the company is at Sainte-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4727-67

Doman inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dominique Mandanice, businessman, Yvette Lavoie, housewife, wife common as to property of the said Dominique Mandanice, and Liette Mandanice, housewife, wife separate as to property of René Léonard, all three of 6966 L'Assomption Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, innkeepers, tavern-keepers and restaurateurs, under the name of "Doman inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6546 Upper Lachine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4735-67

J. Doucet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Doucet, trader, Réjeanne Pratte, housewife, wife separate as to property of the said Jean Doucet, both of 547 des Forges Blvd., and Marcel-J.-G. Beaumier, advocate, 2965 St-Louis Blvd., all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing, natural or synthetic textiles, leather, as well as their products and by-products, under the name of "J. Doucet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 490 des Forges, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4681-67

École Ellis inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Lionel Marin, professor, Angèle Langlois, housewife, wife contractually separate as to property of said Lionel Marin, both of 946 Ste-Thérèse, Drummondville-South, and Jacques Scalzo, professor, 188 Lindsay, Drummondville, for the following purposes:

To operate a private school, under the name of "École Ellis inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4539-67

Les Entreprises Orion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Reginald Landry, entrepreneur, 7416, François-Chartrand, Laval, Robert Bastianelli, entreprenuer, 5943, 2e avenue, et Lorant Mark, ingénieur, 5970, 2e avenue, app. 207, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Les Entreprises Orion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5943, 2e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4610-67

Les Entreprises Roger Roy ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Roger Roy, marchand, Gisèle Paquette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Roy, tous deux de 150, Mariale, et Marie-Jeanne Léger, ménagère, veuve de Rosaire Roy, 107, rue Giroux, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Entreprises Roger Roy ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 984, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4394-67

Everest Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Everest Lumber Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hemmingford, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4596-67

The head office of the corporation is at Drummundville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4539-67

Les Entreprises Orion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Reginald Landry, contractor, 7416 François-Chartrand, Laval, Robert Bastianelli, contractor, 5943, 2nd Avenue, and Lorant Mark, engineer, 5970, 2nd Avenue, Apt. 207, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Les Entreprises Orion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5943, 2nd Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4610-67

Les Entreprises Roger Roy ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Roy, merchant, Gisèle Paquette, housewife, wife separate as to property of the said Roger Roy, both of 150 Mariale, and Marie-Jeanne Léger, housewife, widow of Rosaire Roy, 107 Giroux St., all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises Roger Roy ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 984 Labelle Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4394-67

Everest Lumber Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

The lumber industry and trade, under the name of "Everest Lumber Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Hemmingford, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4596-67

Executive Health Clubs of Quebec Ltd.
Les Clubs de santé pour administrateurs du Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, avocat, 71, chemin Hampstead, Kenneth Overland, commis en Loi, 2860, avenue Ekers, Montréal, Vivienne Manners, secrétaire, fille majeure, 200 Kensington, app. 501, Westmount, et Libby Dunsky, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney Vosberg, 65, Brittany, app. 403, Mont Royal, pour les objets suivants:

Mettre en valeur, construire, acquérir, posséder, monter, entretenir, exploiter des studios de santé et accommodations pour hommes et femmes, sous le nom de « Executive Health Clubs of Quebec Ltd.— Les Clubs de santé pour administrateurs du Québec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4618-67

Executive Health Clubs of Quebec Ltd.
Les Clubs de santé pour administrateurs du Québec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Theodore H. Polisuk, advocate, 71 Hampstead Road, Hampstead, Kenneth Overland, law clerk, 2860 Ekers Avenue, Montreal, Vivienne Manners, secretary, fille majeure, 200 Kensington, Apt. 501, Westmount, and Libby Dunsky, secretary, wife separate as to property of Sydney Vosberg, 65 Brittany, Apt. 403, Mount Royal, for the following purposes:

To develop, construct, acquire, own, promote, maintain, operate, use and manage health studios and facilities for both men and women, under the name of "Executive Health Clubs of Quebec Ltd.— Les Clubs de santé pour administrateurs du Québec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4618-67

Far East Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: J. Frank Lee, restaurateur, Elaine Lee, ménagère, épouse dudit J. Frank Lee, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 379, Lacharité, LaSalle, et Chung Ming Teng, restaurateur, 325, Côte Vertu, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Far East Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4204-67

Far East Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J. Frank Lee, restaurateur, Elaine Lee, housewife, wife of the said J. Frank Lee, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 379 Lacharité, LaSalle, and Chung Ming Teng, restaurateur, 325 Côte Vertu, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Far East Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4204-67

Finances Bluenose inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Robert Gagnon, financier, Rita Bélanger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Gagnon, tous deux de 173, boulevard Rivière-du-Moulin, Gaston Tremblay, comptable agréé, et Louise Smith, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Tremblay, ces deux derniers de 691, Salazar, tous quatre de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Finances Bluenose inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Finances Bluenose inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Gagnon, financier, Rita Bélanger, housewife, wife separate as to property of said Robert Gagnon, both of 173 Rivière-du-Moulin Blvd., Gaston Tremblay, chartered accountant, and Louise Smith, housewife, wife separate as to property of said Gaston Tremblay, the latter two of 691 Salazar, all four of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the general business money lenders in all and any of its specialties, under the name of "Finances Bluenose inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 800 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 250, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4791-67

The head office of the company is at 250 Racine Street, East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4791-67

John Foster Construction Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux avocats de Hampstead, et Sheila Raymond, secrétaire, célibataire, 89, Roxton Crescent, Montréal-ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de placements, sous le nom de « John Foster Construction Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4757-67

John Foster Construction Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both advocates, of Hampstead, and Sheila Raymond, secretary, spinster, 89 Roxton Crescent, Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and investment company, under the name of "John Foster Construction Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4757-67

G. A. Aluminium inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Fernand Gagné, André Anderson, tous deux vendeurs, de 224, St-Georges, et Kenneth Gagné, avocat, 217, Notre-Dame, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

Acquérir, réparer, améliorer, construire, aliéner des maisons ou autres édifices, sous le nom de « G. A. Aluminium inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 226, rue St-Georges, Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4623-67

G. A. Aluminium inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Gagné, André Anderson, both salesmen, of 224 Saint-Georges street, and Kenneth Gagné, advocate, 217 Notre-Dame street, all three of Matane, for the following purposes:

To purchase, repair, improve, build, transfer houses and other buildings, under the name of "G. A. Aluminium inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 226 Saint-Georges street, Matane, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4623-67

Galeries de l'Élégance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Robert Raymond, commerçant, Dame Robert Raymond, ménagère, épouse dudit Robert Raymond, tous deux de 833, 9e avenue, et Cécile Désy, secrétaire, fille majeure, 795, 8e avenue, tous trois de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers de confection, sous le nom de « Galeries de l'Élégance inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4763-67

Galeries de l'Élégance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Raymond, dealer, Dame Robert Raymond, housewife, wife of said Robert Raymond, both of 833, 9th Avenue, and Cécile Désy, secretary, spinster of the full age of majority, 795, 8th Avenue, all three of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To operate a ready-made shop, under the name of "Galeries de l'Élégance inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4763-67

General Steel International, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation: W. Ashley Gray, fils, George K. Hoblitzelle et Preston D. Law, tous trois officiers de compagnie, 1417, rue State, Granite City, Illinois, des États-Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Apporter des conseils en affaire et en finance et assistance de gestion aux personnes, firmes et corporations et faire le commerce de marchandises, articles, effets et propriété personnelle de tout genre et de toute description, sous le nom de « General Steel International, Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4775-67

General Steel International, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: W. Ashley Gray Junior, George K. Hoblitzelle and Preston D. Law, all three corporate officers, of 1417 State Street, Granite City, Illinois, of the United States of America, for the following purposes:

To render business and financial advice and namagement assistance to persons, firms and corporations and to deal in goods, wares, merchandise and personal property of every type and description, under the name of "General Steel International, Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at La Prairie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4775-67

Gestion — Évaluation Élite inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre constituant en corporation: Gilles Leroux, ingénieur, 245, Bélanger, Vanier, Pierre Bolduc, courtier d'assurances, 1618, chemin Ste-Foy, et Travers Henderson, administrateur, 1255, de Repentigny, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Gestion – Évaluation Élite inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions crdinaires de $1 chacune et en 80,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7650, avenue Trudelle, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4488-67

Gestion — Évaluation Élite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gilles Leroux, engineer, 245 Bélanger Street, Vanier, Pierre Bolduc, insurance broker, 1618 Sainte-Foy Road, and Travers Henderson, administrator, 1255 de Repentigny Street, the latter two of Quebec, for the following purposes:

Evaluate, estimate and appreciate all sorts of property, belongings and establishments, under the name of "Gestion – Évaluation Élite inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 80,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7650 Trudelle Avenue, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4488-67

Nazaire Gingras inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Nazaire Gingras, commerçant, Marcelle Demers, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nazaire Gingras, et Clémence Demers, secrétaire, fille majeure, tous trois de Saint-Nicolas, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments aratoires, de machinerie de ferme, véhicules automobiles et autres, sous le nom de « Nazaire Gingras inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Nicolas, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4439-67

Nazaire Gingras inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Nazaire Gingras, trader, Marcelle Demers, housewife, wife separate as to property of said Nazaire Gingras, and Clémence Demers, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Saint-Nicolas, for the following purposes:

To deal in farming implements, engines, motor vehicles, etc., under the name of "Nazaire Gingras inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Nicolas, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4439-67

H. & H. Realty Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Hyman Gorodensky, marchand, Helen Gorodensky, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hyman Gorodensky, tous deux de 170, Netherwood Crescent, Harold Murawnik, marchand, et Sylvia Murawnik, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harold Murawnik, ces deux derniers de 11, chemin Belsize, tous quatre de Hampstead, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « H. & H. Realty Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4693-67

Harricana Granite Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gerald Cooper, Denis Belley, Laurent Laforge, tous trois contremaîtres, Guy Ladouceur, métallurgiste, Edgar Provencher, capitaine, Keith Sutherland, commis, Henri Cauvier, chef électricien, et Jean-Guy Delisle, payeur, tous huit de Joutel, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du curling, sous le nom de «Harricana Granite Club ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Joutel, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4699-67

Hôtel La Guadeloupe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Roméo Tremblay, hôtelier, Pauline Gosselin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roméo Tremblay, et Martial Gosselin, garçon de table, tous trois de La Guadeloupe, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel La Guadeloupe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4502-67

L'Huile Moderne ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

H. & H. Realty Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hyman Gorodensky, merchant, Helen Gorodensky, housewife, wife separate as to property of the said Hyman Gorodensky, both of 170 Netherwood Crescent, Harold Murawnik, merchant, and Sylvia Murawnik, housewife, wife separate as to property of the said Harold Murawnik, the latter two of 11 Belsize Road, all four of Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "H. & H. Realty Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4693-67

Harricana Granite Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gerald Cooper, Denis Belley, Laurent Laforge, all three foremen, Guy Ladouceur, metal worker, Edgar Provencher, captain, Keith Sutherland, clerk, Henri Cauvier, chief, electrician and Jean-Guy Delisle, paymaster, all eight of Joutel, for the following purposes:

To form and operate a sporting club and to promote particularly the sport of curling, under the name of "Harricana Granite Club".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is $100,000.

The head office of the corporation is at Joutel, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4699-67

Hôtel La Guadeloupe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roméo Tremblay, hotel-keeper, Pauline Gosselin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roméo Tremblay, and Martial Gosselin, waiter, all three of La Guadeloupe, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel La Guadeloupe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Coaticook, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4502-67

L'Huile Moderne ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1967, have been issued by

patentes, en date du 3e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Irenée Laguë, commerçant, Vilma Lucente, ménagère, épouse séparée de biens dudit Irenée Laguë, tous deux de 689, boulevard St-Luc, Saint-Luc, comté de Saint-Jean, et Claude Trudeau, avocat, 234, Longueuil, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « L'Huile Moderne ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 689, boulevard St-Luc, Saint-Luc, comté de Saint-Jean, district judiciaire Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4270-67

I. E. P. corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jean Detanne, 5456, Sherbrooke ouest, Jean Barnich, 5999, Monkland, tous deux gérants, et Charles Atala, juriste, 5830, chemin de la Côte St-Luc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer toutes les activités de conseillers en affaires et de conseillers en administration, sous le nom de « I. E. P. corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4289-67

Les Immeubles Grandson ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Pinja E. Britt, 4505, Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Grandson ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5857, boulevard Langelier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4651-67

Les Importations Ste-Hélène inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1967, constituant en corporation: René Caron, homme d'affaires, 691, Le Laboureur, Boucherville, Pauline Marandola, secrétaire, fille majeure, 3453, Orléans, Montréal, et Jacques Bélanger, courtier d'assurances, 4851, boulevard Lasalle, Verdun, pour les objets suivants:

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irenée Laguë, tradesman, Vilma Lucente, housewife, wife separate as to property of said Irenée Laguë, both of 689, St. Luc Boulevard, Saint-Luc, St. John's County, and Claude Trudeau, advocate, 234 Longueuil Street, St. John's, for the following purposes:

To carry on business in all sorts of appliances or heating systems, fuel and lubricant of any kind, under the name of "L'Huile Moderne ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 689 Saint-Luc Boulevard, Saint-Luc, St. John's County, judicial district of d'Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4270-67

I. E. P. corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Detanne, 5456 Sherbrooke Street West, Jean Barnich, 5999 Monkland Avenue, both managers, and Charles Atala, jurist, 5830 Côte Saint-Luc Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as business and administrative advisers with all that this implies, under the name of "I. E. P. corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4289-67

Les Immeubles Grandson ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pinja E. Britt, 4505 Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Grandson ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5857 Langelier Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4651-67

Les Importations Ste-Hélène inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Caron, businessman, 691 Le Laboureur, Boucherville, Pauline Marandola, secretary, spinster of the full age of majority, 3453 Orléans, Montreal, and Jacques Bélanger, insurance broker, 4851 Lasalle Blvd., Verdun, for the following purposes:

Importer, exporter et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les Importations Ste-Hélène inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4841-67

To import, export and deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Les Importations Ste-Hélène inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4841-67

Imprimerie commerciale de Thetford ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: J.-Marcel Huard, industriel, 378, rue Cyr ouest, Damien Huppé, 125, rue Smith, et Émilien Huppé, 418, rue Gingras, ces deux derniers linotypistes, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Imprimerie commerciale de Thetford ltée », avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4752-67

Imprimerie commerciale de Thetford ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J-Marcel Huard, industrialist, 378 Cyr Street West, Damien Huppé, 125 Smith Street, and Émilien Huppé, 418 Gingras Street, the latter two linotypists, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, and bookbinders, under the name of "Imprimerie commerciale de Thetford ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4752-67

Les Industries Du Bois inc.
Du Bois Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Yves Dubois, contrôleur, Florent Dubois, vendeur, tous deux de 10414, Charton, Montréal, et Réjean Dubois, vendeur, 10, Rose-de-Lima, Sainte-Thérèse-de-Blanville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Industries Du Bois inc. — Du Bois Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10, Rose-de-Lima, Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4353-67

Les Industries Du Bois inc.
Du Bois Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Dubois, comptroller, Florent Dubois, salesman, both of 10414 Charton Street, Montreal, and Réjean Dubois, salesman, 10 Rose-de-Lima Street, Sainte-Thérèse-de-Blainville, for the following purposes:

To trade and deal in wood products, under the name of "Les Industries Du Bois inc. — Du Bois Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 10 Rose-de-Lima Street, Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4353-67

Institut Denys (1967) inc.
Denys Institute (1967) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Denys Thivierge, directeur d'école, Marcelle Roussin, institutrice, épouse séparée de biens dudit Denys Thivierge, tous deux de 1633, DesRocs, Sainte-Foy, et Jean-Paul Laganière, comptable, 2036, St-Vincent Ferrier, Duberger, pour les objets suivants:

Maintenir une école qui dispense l'enseignement sous toutes ses formes, sous le nom de « Institut Denys (1967) inc.— Denys Institute (1967) Inc. ».

Institut Denys (1967) inc.
Denys Institute (1967) Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Denys Thivierge, school principal, Marcelle Roussin, teacher, wife separate as to property of said Denys Thivierge, both of 1633 DesRocs, Sainte-Foy, and Jean-Paul Laganière, accountant, 2036, St-Vincent Ferrier, Duberger, for the following purposes:

To operate a school of teaching in all its forms, under the name of "Institut Denys (1967) inc.— Denys Institute (1967) Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4365-67

International Diving Centre Inc.
Centre International de Plongée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Agnès-Françoise Doutriaux, commerçante, épouse contractuellement séparée de biens de Harold D. G. Smyth, 1112, rue Grenade, Chambly, Laurent Van Den Bremt, vendeur, 7364, boulevard Lévesque, Laval, et Pierre Germain Doutriaux, notaire honoraire, 200, rue de la Rianderie, Mercq-en-Baroeul, Nord-France, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de plongée et faire le commerce de costumes, vêtements et tous accessoires utiles ou nécessaires à la plongée, sous le nom de « International Diving Centre Inc.— Centre International de Plongée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6350, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4734-67

Joint Record Company Limited
La Compagnie du dossier conjoint limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Viateur Lagacé, vendeur, 510, Faillon, Huguette Marcil, secrétaire, fille majeure, 3067, Langlois, tous deux de Montréal, et Michelle Généreux, infirmière, fille majeure, 346, St-Alexandre, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire tous travaux d'imprimerie et d'impression et de reproduction photostatique de toutes sortes, sous le nom de « Joint Record Company Limited — La Compagnie du dossier conjoint limitée », avec un capital divisé en 36,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 40 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4724-67

Kelly Elevator Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Asher Kahn, 489, chemin Dufferin, Hampstead, Irving Narvey, 2400, rue Gold, Saint-Laurent, tous deux avocats, Grace Blackett, 5622, ouest, rue Sherbrooke, et Sheila Raymond, 89, Roxton Crescent, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

The amount to which is limited he value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

22448 4365-67

International Diving Centre Inc.
Centre International de Plongée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Agnès-Françoise Doutriaux, trader, wife contractually separate as to property of Harold D. G. Smyth, 1112 Grenade St., Chambly, Laurent Van Den Bremt, salesman, 7364 Lévesque Blvd., Laval, and Pierre Germain Doutriaux, honorary notary, 200 de la Rianderie St., Mercq-en-Baroeul, Nord-France, for the following purposes:

To establish and operate a diving center, and to deal in costumes, clothing and all accessories useful or necessary for diving, under the name of "International Diving Centre Inc.— Centre International de Plongée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6350 Papineau St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4734-67

Joint Record Company Limited
La Compagnie du dossier conjoint limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Viateur Lagacé, salesman, 510 Faillon, Huguette Marcil, secretary, spinster of the full age of majority, 3067 Langlois, both of Montreal, and Michelle Généreux, nurse, spinster of the full age of majority, 346 St-Alexandre, Longueuil, for the following purposes:

To do all printing works and photostatic reproductions of all kinds, under the name of "Joint Record Company Limited — La Compagnie du dossier conjoint limitée", with a capital-stock divided into 36,000 common shares without nominal value and 40 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4724-67

Kelly Elevator Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Asher Kahn, 489 Dufferin Road, Hampstead, Irving Narvey, 2400 Gold Street, Saint-Laurent, both advocates, Grace Blackett, 5622 Sherbrooke Street West, and Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, the latter two secretaries, spinsters of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer, exploiter et vendre des ascenseurs et pourvoir à leur entretien, sous le nom de « Kelly Elevator Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4697-67

Gilles Langlois ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jacques Laurent, 195, rue Marcotte, Saint-Laurent, Raymond Crevier, 497, chemin de la Côte Ste-Catherine, Outremont, Pierre Legrand, 1435, avenue Cap Éternité, Laval, et Louis-Yves Fortier, 40, avenue Arlington, Westmount, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Ériger, maintenir et opérer des stations de gazoline, d'huile et autres produits pétroliers, et de service aux véhicules-moteurs et engins de toutes sortes, sous le nom de « Gilles Langlois ltée », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Édouard, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4571-67

Lasalle Metal Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Guy Sévigny, ferblantier, Monique Renaud, secrétaire, épouse dudit Guy Sévigny, tous deux de 8992, 14e avenue, Saint-Michel, et Claude Pageau, avocat, 6455, 9e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de plastique, métaux ou bois, sous le nom de « Lasalle Metal Works Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4827-67

Levelec ltée
Levelec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Bernard-C. Forest, 3760, avenue Harvard, Bernard Laberge, 5040, Louis-Colin, app. 2, et Guy Lacoste, 3787, avenue Vendôme, tous trois notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques ou mécaniques et en faire l'entretien, sous le nom de « Levelec ltée — Levelec Ltd. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

To manufacture, operate and deal in elevators and to provide maintenance therefor, under the name of "Kelly Elevator Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4697-67

Gilles Langlois ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Laurent, 195 Marcotte Street, Saint-Laurent, Raymond Crevier, 497 Côte Sainte-Catherine Road, Outremont, Pierre Legrand, 1435 Cap-Éternité Avenue, Laval and Louis-Yves Fortier, 40 Arlington Avenue, Westmount, all four advocates, for the following purposes:

Set up, maintain and operate gasoline, oil and other mineral-oil product stations as well as service motor vehicles and motors of all kinds, under the name of "Gilles Langlois ltée", with a capital stock divided into 400 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Saint-Édouard, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4571-67

Lasalle Metal Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Sévigny, tinsmith, Monique Renaud, secretary, wife of said Guy Sévigny, both of 8992, 14th Avenue, Saint-Michel, and Claude Pageau, advocate, 6455, 9th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise manufactured totally or in part from plastic, metal or wood, under the name of "Lasalle Metal Works Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

22448 4827-67

Levelec ltée
Levelec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard-C. Forest, 3760 Harvard Avenue, Bernard Laberge, 5040 Louis-Colin Street, Apt. 2, and Guy Lacoste, 3787 Vendôme Avenue, all three notaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture all kinds of electrical or mechanical appliances, carry on business and see to the maintenance of same, under the name of "Levelec ltée — Levelec Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 5462, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4400-67

Ligue de Hockey Senior « B » du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: André Bachand, 111, rue Hallé, André Fortier, 209, rue Rolland, tous deux avocats, et Clermont Perreault, évaluateur d'assurance, 403, rue Sud, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Former et opérer une ligue de clubs de hockey, sous le nom de « Ligue de Hockey Senior « B » du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4274-67

M. B. industries inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Pierre Massicotte, vendeur, 11435, Hébert, Maurice Bruneau, ferblantier, 11365, Georges-Pichet, tous deux de Montréal-Nord, et Jacques Henri, comptable, 7040, Terrasse Sagamo, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur général et sous-entrepreneur dans le domaine de l'air climatisé, la ventilation, le chauffage et la réfrigération, sous le nom de « M. B. industries inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11365, Georges-Pichet, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4718-67

Les Machineries aratoires et industrielles de Sabrevois, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Monique Duval, secrétaire, épouse de Denis Rocheleau, Madeleine Lévesque, secrétaire, fille majeure, et François Lévesque, avocat, tous trois de Bedford, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments aratoires, de machinerie de ferme, véhicules motorisés et autres appareils à vapeur de toutes sortes, sous le nom de « Les Machineries aratoires et industrielles de Sabrevois, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chcaune.

The head office of the company is at 5462 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4400-67

Ligue de Hockey Senior "B" du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Bachand, 111 Hallé Street, André Fortier, 209 Rolland Street, both advocates, and Clermont Perreault, insurance appraiser, 403 South Street, all three of Cowansville, for the following purposes:

To form and operate a league of hockey clubs, under the name of "Ligue de Hockey Senior "B" du Québec inc.".

The total amount of immovables which can be purchased or owned by the corporation shall not exceed $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4274-67

M. B. industries inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Massicotte, salesman, 11435 Hébert, Maurice Bruneau, tinsmith, 11365 Georges-Pichet Street, both of Montreal-North, and Jacques Henri, accountant, 7040 Sagamo Terrace, Montreal, for the following purposes:

To act as general contractor and sub-contractor in air-conditioning, ventilation, heating, refrigeration, under the name of "M. B. industries inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and in 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 11365 Georges-Pichet Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4718-67

Les Machineries aratoires et industrielles de Sabrevois, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monique Duval, secretary, wife of Denis Rocheleau, Madeleine Lévesque, secretary, spinster of the full age of majority, and François Lévesque, advocate, all three of Bedford, for the following purposes:

To carry on business dealing in farming implements, farm machinery, motor vehicles and other steam apparatus of all kinds, under the name of "Les Machineries aratoires et industrielles de Sabrevois, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value ot $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-de-Sabrevois, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4754-67

Gérard Maheu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Gérard Maheu, commerçant, Jeanne Trépanier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérard Maheu, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Yvan Maheu, commerçant, tous trois de Saint-Louis-de-Gonzague, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Gérard Maheu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Louis-de-Gonzague, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4805-67

Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Othni Nathaneal Daniels, retraité, 1081, 4e avenue, John Marshalleck, accordeur de piano, 1021, 5e avenue, tous deux de Verdun, Frank Cooper, retraité, 5573, Verneuil, Anjou, Frederick Athelston Moe, 3820, avenue Linton, Edward Jackman, 2387, Coursol, tous deux ingénieurs, Charles Henry Ashby, 2106, Bordeaux, David Shaw, 2085, Bossuet, George Williams, 3172, St-Antoine, Walter Collymore, 1825, D'Arcy McGee, Walter, Keiser, 131, Selby, Levi Augustus Dixon, 3070, St-Antoine, tous les six retraités, George Herbert Lord, électricien, 4287, Rivard, Carl Victor Jones, 765, rue Chatham, Thomas Burton, 3921, Barclay, tous deux portiers, Earl Swift, agent de travail, 5791, 12e avenue, Sylvester Leroy Shaw, tailleur, 2274, ouest, Dorchester, Richard Jeffers, étudiant, 1825, D'Arcy McGee, et Rawle Nicholls, bijoutier, 6695, Côte St-Luc, les quinze derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Constituer une organisation fraternelle dans la ville de Montréal, en la province de Québec, qui sera une unité ou loge du « Grand United Order of Odd Fellows » en Amérique, sous le nom de « Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $30,000.

Le siège social de la corporation est 710, rue Fulford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4692-67

The head office of the company is at Sainte-Anne-de-Sabrevois, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4754-67

Gérard Maheu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Maheu, trader, Jeanne Trépanier, housewife, wife separate as to property of the said Gérard Maheu, and duly authorized by him for these presents, and Yvan Maheu, trader, all three of Saint-Louis-de-Gonzague, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Gérard Maheu inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Louis-de-Gonzague, judlial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4805-67

Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Othni Nathaneal Daniels, retired, 1081, 4th Avenue, John Marshalleck, piano tuner, 1021, 5th Avenue, both of Verdun, Frank Cooper, retired, 5573 Verneuil, Anjou, Frederick Athelston Moe, 3820 Linton Avenue, Edward Jackman, 2387 Coursol, both engineers, Charles Henry Ashby, 2106 Bordeaux, David Shaw, 2085 Bossuet, George Williams, 3172 St. Antoine, Walter Collymore, 1825 D'Arcy McGee, Walter Keizer, 131 Selby, Levi Augustus Dixon, 3070 St. Antoine, all six retired, George Herbert Lord, electrician, 4287 Rivard, Carl Victor Jones, 765 Chatham Street, Thomas Burton, 3921 Barclay, both porters, Earl Swift, labor agent, 5791, 12th Avenue, Sylvester Leroy Shaw, tailor, 2274 Dorchester West, Richard Jeffers, student, 1825 D'Arcy McGee, and Rawle Nicholls, jeweller, 6695 Côte St. Luc, the latter fifteen of Montreal, for the following purposes:

To constitute a fraternal organization in the city of Montreal, province of Quebec, which shall be a unit or lodge of the "Grand United Order of Odd Fellows in America", under the name of "Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation is at 710 Fulford Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4692-67

Marché Lionel Bourdon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Lionel Bourdon inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9162, boulevard Gouin est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4771-67

Marché Lionel Bourdon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Lionel Bourdon inc.", with a capital stock divided into 200 common shares of no nominal value and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9162 Gouin Blvd. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4771-67

Montreal Techni-Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Marcel Guillette, soudeur, 5153, de la Gare, Montréal-Nord, Jean Serra, industriel, 338, De l'Épée, Outremont, et Bernard Beaudry, polisseur, 580, Belec, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de métaux, plastique ou bois, sous le nom de « Montreal Techni-Metal Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune, 2,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10912, Tanguay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4821-67

Montreal Techni-Metal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Guillette, welder, 5153 de la Gare, Montreal-North, Jean Serra, industrialist, 338 de l'Épée, Outremont, and Bernard Beaudry, polisher, 580 Belec, Laval, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise manufactured totally or in part from metal, plastic or wood, under the name of "Montreal Techni-Metal Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,500 common shares of $10 each, 2,500 preferred class "A" shares of $10 each and into 2,500 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at 10912 Tanguay, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4821-67

Musique Albert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Robert St-Cyr, commerçant, 2796, Liégeois, Guy St-Cyr, 3211, Bellefeuille, tous deux de Sainte-Foy, et Luc Jolicœur, 7275, Delisle, Charlesbourg, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de disques, musique de tous genres et accessoires de musique, sous le nom de « Musique Albert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 751, rue St-François est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4709-67

Musique Albert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert St-Cyr, tradesman, 2796 Liégeois, Guy St-Cyr, 3211 Bellefeuille, both of Sainte-Foy, and Luc Jolicoeur, 7275 Delisle Street, Charlesbourg, the latter two accountants, for the following purposes:

To carry on business as dealers in music records and instruments of all kinds, under the name of "Musique Albert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 751 Saint-François East Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4709-67

North Argenteuil Snowmobile Club Inc.
Club auto-neige Argenteuil-Nord inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Percy Staniforth, garagiste, Rathwell Morrison, hôtelier, et Earl Gray, roulier, tous trois d'Arundel, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et gérer un club athlétique, sous le nom de « North Argenteuil Snowmobile Club Inc.— Club auto-neige Argenteuil-Nord inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Arundel, district judiciaire de Terebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4609-67

North Argenteuil Snowmobile Club Inc.
Club auto-neige Argenteuil-Nord inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Percy Staniforth, garage owner, Rathwell Morrison, hotel keeper, and Earl Gray, carrier, all three of Arundel, for the following purposes:

To establish, maintain and manage an athletic club, under the name of "North Argenteuil Snowmobile Club Inc.— Club auto-neige Argenteuil-Nord inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Arundel, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4609-67

L'Ordre des Conquérants du Nord

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Bureau, commis de bureau, Aline Binette, secrétaire, épouse de Marcel Audet, et Dominique Godbout, notaire, tous trois de La Sarre, pour les objets suivants:

Établir et régir un ordre patriotique dans le but de promouvoir la mise en valeur des territoires de la Baie James et de la Baie d'Hudson, sous le nom de « L'Ordre des Conquérants du Nord ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4677-67

L'Ordre des Conquérants du Nord

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Bureau, office clerk, Aline Binette, secretary, wife of Marcel Audet, and Dominique Godbout, notary, all three of La Sarre, for the following purposes:

To establish and direct a patriotic order with a view to promote and develop the James Bay and Hudson's Bay territories, under the name of "L'Ordre des Conquérants du Nord".

The total amount of immovables property which can be purchased or owned by the corporation shall not exceed $100,000.

The head office of the corporation is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4677-67

Phono-Vue inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Louis-A. Toupin, 3455, McCarthy, Saint-Laurent, Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, tous deux avocats, et Micheline Villeneuve, secrétaire, fille majeure, 10736, rue Des Prairies, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines ou appareils automatiques servant au divertissement du public, sous le nom de « Phono-Vue inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,200 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4589-67

Phono-Vue inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-A. Toupin, 3455 McCarthy, Saint-Laurent, Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, both advocates, and Micheline Villeneuve, secretary, spinster of the full age of majority, 10736 Des Prairies St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of machines or automatic apparatus used to entertain the public, under the name of "Phono-Vue inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,200 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4589-67

Pisapia Construction (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, C. Ralph Lipper, 4350, ouest, rue Sherbrooke, Westmount, et Robert S. Litvack, 590, Stanstead, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Pisapia Construction (Quebec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1872, ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4776-67

Pisapia Construction (Quebec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, C. Ralph Lipper, 4350 Sherbrooke Street West, Westmount, and Robert S. Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, investment and construction company, under the name of "Pisapia Construction (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1872 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4776-67

Piscines Caron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Richard Caron, Louis Caron et Lévis Caron, tous trois commerçants, de 130, Lacordaire, L'Assomption, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de piscines, bains de vapeur et tous genres d'installation ou d'accessoires pouvant servir à l'exercice, la détente ou le confort du corps humain, sous le nom de « Piscines Caron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 643, boulevard L'Ange Gardien, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4746-67

Piscines Caron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Caron, Louis Caron and Lévis Caron, all three traders of 130 Lacordaire, L'Assomption, for the following purposes:

To manufacture and deal in pools, steam baths and all kinds of installations or accessories used for the exercise, relaxation or comfort of the human body, under the name of "Piscines Caron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 643 L'Ange Gardien Boulevard, L'Assomption, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4746-67

Placements Cécile Verreault, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1967, consituant en corporation: Cécile Anctil, financière, veuve de Joseph-E. Verreault, 2133, boulevard Laurier, Sillery, Huguette Lepage, ménagère, épouse de Padoue Desbiens, 76, du Domaine, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, et Louise Lepage, ménagère, épouse de Guy Mercier, Saint-Joseph-de-Beauce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Cécile Verreault, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20 actions ordinaires de $10 chacune, 3,975 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 50 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2133, boulevard Laurier, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4486-67

Placements Cécile Verreault, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Cécile Anctil, financier, widow of Joseph-E. Verreault, 2133 Laurier Boulevard, Sillery, Huguette Lepage, housewife, wife of Padoue Desbiens, 76 Du Domaine Road, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, and Louise Lepage, housewife, wife of Guy Mercier, Saint-Joseph-de-Beauce, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Cécile Verreault, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20 common shares of $10 each, 3,975 class "A" preferred shares of $10 each and 50 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2133 Laurier Boulevard, Sillery, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4486-67

Quebec Arabian Horse Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy-Nord, Françoise Fouquet, secrétaire majeure fille majeure, 1011, McManamy, et Nicole Racine, secrétaire, épouse séparée de corps et de biens de Yves Racine, 630, boulevard Jacques-Cartier, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Vouer les intérêts collectifs de la province de Québec aux éleveurs et admirateurs de chevaux arabes en vue de l'amélioration de l'élevage et le dressage des chevaux arabes, sous le nom de « Quebec Arabian Horse Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 800, chemin Authier, Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4515-67

Québec Haut-Parleurs inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, 984, Mont St-Denis, Sillery, Jean McNicoll, 2529, Gregg, Sainte-Foy, et Jules Bernatchez, 8170, de Vienne, Charlesbourg, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire l'entretien et la réparation des haut-parleurs, radios, télévisions et autres marchandises semblables, sous le nom de « Québec Haut-Parleurs inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4787-67

Restaurant Le Florence inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en Loi de la reine, 107, Normandy Drive, Mont Royal, James Galileo, 1607, Massenet, Laval, et Michel Taddeo, 6428, boulevard Monk, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Florence inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3482, est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4696-67

Restaurant Le Kajama inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Quebec Arabian Horse Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Coulombe, lawyer, 874 Kennedy North, Françoise Fouquet, major secretary, fille majeure, 1011 McManamy, and Nicole Racine, secretary, wife separated as to board of Yves Racine, 630 Jacques-Cartier Boulevard, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To devote the collective interests of the Province of Quebec Arabian Horse breeders and admirers toward the improvement of the breeding and training of the Arabian horses, under the name of "Quebec Arabian Horse Association".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at 800 chemin Authier, Mont-Saint-Hilaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4515-67

Québec Haut-Parleurs inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sydney Lazarovitz, 984 Mont St-Denis, Sillery, Jean McNicoll, 2529 Gregg, Sainte-Foy, and Jules Bernatchez, 8170 de Vienne, Charlesbourg, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture, maintain and repair loud-speakers, radios, televisions and other similar merchandise, under the name of "Québec Haut-Parleurs inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4787-67

Restaurant Le Florence inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 107 Normandy Drive, Mount Royal, James Galileo, 1607 Massenet, Laval, and Michel Taddeo, 6428 Monk Boulevard, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Florence inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3482 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4696-67

Restaurant Le Kajama inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued

patentes, en date du 14e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Yvon Pépin, entrepreneur, 41C, Aqueduc, Victoriaville, Claude Carmichaël, chef de département, 537, 17e rue, Québec, et Jacqueline Rodrigue, secrétaire, épouse de Marcel Dubeau, 239, St-Michel, Beauport, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurant Le Kajama inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 895, Côte d'Abraham, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4738-67

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Pépin, contractor, 41C, Aqueduct, Victoriaville, Claude Carmichaël, department head, 537, 17th St., Quebec, and Jacqueline Rodrigue, secretary, wife of Marcel Dubeau, 239 St-Michel, Beauport, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurant Le Kajama inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 895 Côte d'Abraham, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4738-67

Restaurant Pierre & Paul inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Marcel Hamel, comptable agréé, Claude Tessier, notaire, et Ross Gordon Mason, libraire, tous trois de 201, Churchill, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Pierre & Paul inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4359-67

Restaurant Pierre & Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marcel Hamel, chartered accountant, Claude Tessier, notary, and Ross Gordon Mason, librarian, all three of 201 Churchill, Greenfield Park, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Pierre & Paul inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4359-67

Marc-André Rioux ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Marc-André Rioux, entrepreneur funéraire, Rita D. Rioux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marc-André Rioux, tous deux de Saint-Arsène, et Berchmans Chénard, comptable, 124, Lafontaine, Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Marc-André Rioux ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 180 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 169, Lafontaine, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4680-67

Marc-André Rioux ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc-André Rioux, undertaker, Rita D. Rioux, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marc-André Rioux, both of Saint-Arsène, and Berchmans Chénard, accountant, 124 Lafontaine, Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as undertaker with all the special duties that it implies, under the name of "Marc-André Rioux ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, 2,000 preferred class "A" shares of $1 each and 180 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at 169 Lafontaine street, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4680-67

La Ronde Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Marvin Walter, boucher, 1108, Shorecrest, Laval, Berel Hoppenheim, administrateur, 2190, Athlone, et Iornnis Konstantarakos, restaurateur, 5840, est, rue Jean-Talon, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La Ronde Steak House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marvin Walter, butcher, 1108 Shorecrest, Laval, Berel Hoppenheim, executive, 2190 Athlone, and Iornnis Konstantarakos, restaurateur, 5840 Jean-Talon Street East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Faire commerce de restaurateurs, sous le nom de « La Ronde Steak House Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5490, est, boulevard Henri-Bourassa, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4759-67

To carry on business as restaurateurs, under the name of "La Ronde Steak House Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5490 Henri-Bourassa Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4759-67

Service d'Auxiliaires familiales de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Yolande Lachapelle, travailleuse sociale professionnelle, épouse séparée de biens de Gilles Grégoire, 1144, avenue Murray, Priscille Chastenay, travailleuse sociale professionnelle, fille majeure, 2590, Maufils, app. 1, Thérèse St-Onge, infirmière, fille majeure, 1159, 3e avenue, Georgette Gagné, fonctionnaire provincial, fille majeure, 1088, Salaberry, Roland Plamondon, travailleur social professionnel, 34, rue Belle-Rive, Jean-Guy Hébert, fonctionnaire provincial, 475, boulevard Charest ouest, tous six de Québec, Guy Champagne, travailleur social professionnel, 2081, rue Chapdelaine, Sainte-Foy, Raymond Gilles, vendeur d'assurance-vie, 8273, rue des Castors, Orsainville, et Eric Gosling, fonctionnaire provincial, 10111, avenue Royale, Sainte-Anne-de-Beaupré, pour les objets suivants:

Venir en aide à la famille dont la mère est provisoirement incapable de remplir ses rôles, sous le nom de « Service d'Auxiliaires familiales de Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4788-67

Service d'Auxiliaires familiales de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yolande Lachapelle, professional social worker, wife separate as to property of Gilles Grégoire, 1144 Murray Ave., Priscille Chastenay, professional social worker, spinster of the full age of majority, 2590 Maufils, Apt. 1, Thérèse St-Onge, nurse, spinster of the full age of majority, 1159, 3rd Ave., Georgette Gagné, provincial civil servant, spinster of the full age of majority, 1088 Salaberry, Roland Plamondon, professional social worker, 34 Belle-Rive St., Jean-Guy Hébert, provincial civil servant, 475 Charest Blvd. West, all six of Quebec, Guy Champagne, professional social worker, 2081 Chapdelaine St., Ste-Foy, Raymond Gilles, life insurance salesman, 8273 des Castors St., Orsainville, and Eric Gosling, provincial civil servant, 10111 Royale Ave., Sainte-Anne-de-Beaupré, for the following purposes:

To come to the aid of families, the mother of which is temporarily unable to fulfill her role, under the name of "Services d'Auxiliaires familiales de Québec inc.".

The amount to which the value of the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4788-67

Service des Loisirs Saint-Damase de la Cité de Saint-Michel

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Belcourt, garagiste, 7421, 21e avenue, Pierre Le Brun, agent d'assurances, 6566, 19e avenue, # 2, et André Paquette, comptable agréé, 7448, boulevard Pie IX, tous trois de Saint-Michel, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des Loisirs Saint-Damase de la cité de Saint-Michel ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4308-67

Service des Loisirs Saint-Damase de la Cité de Saint-Michel

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Robert Belcourt, garage keeper, 7421, 21st Avenue, Pierre Le Brun, insurance agent, 6566, 19th Avenue, #2, and André Paquette, chartered accountant, 7448, Pie IX Boulevard, all three of Saint-Michel, for the following purposes:

The organization of a recreational centre under the name of "Service des Loisirs Saint-Damase de la Cité de Saint-Michel".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire or possess is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4308-67

Six Acres inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jean-Marc Poulin, avocat, Andrée Poulin, avocate, épouse dudit Jean-Marc Poulin, tous deux de 11765, Alexandre-Lacoste, et Ruth DeKinder, secrétaire, épouse de Louis DeKinder, 10184, Marquette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Six Acres inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4714-67

Six Acres inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Poulin, advocate, Andrée Poulin, advocate, wife of said Jean-Marc Poulin, both of 11765 Alexandre-Lacoste, and Ruch DeKinder, secretary, wife of Louis DeKinder, 10184 Marquette, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Six Acres inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4714-67

Someco Colbert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, rue Des Écores, Diane St-Hilaire, 6356, rue Iberville, et Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir un certain terrain situé sur le boulevard Deguire et y construire et exploiter un édifice à appartements, sous le nom de « Someco Colbert inc. », avec un capital composé de 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie est Place Victoria, 800, rue St-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4772-67

Someco Colbert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Viau, 6834 Des Écores St., Diane St-Hilaire, 6356 Iberville St., and Ginette Murray, 2351 Bellechasse St., all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To acquire a certain lot of land situated on Deguire boulevard, and to construct thereon and operate an apartment building, under the name of "Someco Colbert inc.", with a capital stock composed of 1,000 common shares of no nominal or par value.

The head office of the company is at Place Victoria, 800 St. James St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4772-67

Special Clothing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Joseph Cloutier, manufacturier, Gisèle Bondy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph Cloutier, tous deux de 562, Juge Guibault, Joliette, et Charles Morin, industriel, 4828, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de vêtements, sous le nom de « Special Clothing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3637, boulevard Métropolitain est, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 3913-67

Special Clothing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph Cloutier, manufacturer, Gisèle Bondy, housewife, wife separate as to property of said Joseph Cloutier, both of 562 Juge Guibault, Joliette, and Charles Morin, industrialist, 4828 St-Denis, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing, under the name of "Special Clothing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3637 Metropolitan Boulevard, east, St. Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 3913-67

Sports T.M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des

Sports T.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1967, have been issued by

lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Émile Couture, rue Carette, Léo Fantinato, 9e avenue, tous deux industriels, Maurice Côté, rue Dubé, Yves Pelletier, rue St-Patrick, Gaétan Métivier, rue Monfette, tous trois gérants, Christian Beaudoin, avocat, rue St-Patrick, Gaétan Théberge, comptable agréé, rue Ouellet, Gaudias Harvey, comptable, 13e avenue, Bernard Lamarche, entrepreneur, rue Saint-Jean-Baptiste, Gérard Béliveau, 7e avenue, Donat Grenier, boulevard Sainte-Marthe, tous deux marchands, Jules Roberge, pharmacien, rue Ouellet, et Robert Croteau, restaurateur, 1re rue, tous de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Former et opérer un club sportif et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Sports T.M. inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $50 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4495-67

the Government Administrator of the Province, incorporating: Émile Couture, Carette St., Léo Fantinato, 9th Ave., both industrialists, Maurice Côté, Dubé St., Yves Pelletier, St-Patrick St., Gaétan Métivier, Monfette St., all three managers, Christian Beaudoin, advocate, St-Patrick St., Gaétan Théberge, chartered accountant, Ouellet St., Gaudias Harvey, accountant, 13th Ave., Bernard Lamarche, contractor, Saint-Jean-Baptiste St., Gérard Béliveau, 7th Ave., Donat Grenier, Sainte-Marthe Blvd., both merchants, Jules Roberge, pharmacist, Ouellet St., and Robert Croteau, restaurateur, 1st St., both of Thetford Mines, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote hockey in particular, under the name of "Sports T.M. inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $50 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4495-67

Studio J.P.M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455, McCarthy, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Micheline Pilotte, secrétaire, fille majeure, 0727, Charlevoix, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un studio d'art et de rédaction publicitaire, sous le nom de « Studio J.P.M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4512-67

Studio J.P.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield Avenue, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455 McCarthy Street, Saint-Laurent, both lawyers, and Micheline Pilotte, secretary, spinster of the full age of majority, 0727 Charlevoix Street, Montreal, for the following purposes:

To operate an art and drafting studio with a view to publicity, under the name of "Studio J. P.M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4512-67

Sureau & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Réal Sureau, comptable agréé, Armand Gilbert, notaire, tous deux de 838, 3e avenue, Maurice Fortin, assureur-vie agréé, case postale 340, tous trois de Val d'Or, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Pratiquer sous toutes ses formes la profession et faire office de conseillers en administration et d'aviseurs financiers, sous le nom de « Sureau & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 80 actions classe « A » de $1 chacune, 20 actions classe « B » de $1 chacune et en 39,900 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 3212-67

Sureau & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Sureau, chartered accountant, Armand Gilbert, notary, both of 838, 3rd Ave., Maurice Fortin, accredited life insurer, post office box 340, all three of Val d'Or, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To practice, in all its forms, the profession of and to act as management consultants and financial advisers, under the name of "Sureau & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 80 class "A" shares of $1 each, 20 class "B" shares of $1 each and 39,900 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 3212-67

Sybel construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1967 constituant en corporation: Cécile Contant, fille majeure et usant de ses droits, 5060, boulevard Pie IX, Montréal, Lucille Blais, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Fernande Paquin, épouse de Paul Paquin, 7424, 9e avenue, Saint-Michel, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, d'immeuble, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Sybel construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1733, rue Leroyer, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4712-67

Sybel construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cécile Contant, spinter of the full age of majority, and in the use of her rights, 5060 Pie IX Boulevard, Lucille Blais, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, and Fernande Paquin, wife of Paul Paquin, 7424, 9th Avenue, Saint-Michel, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a construction, real estate, investment and holding company, under the name of "Sybel construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1733 Leroyer Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4712-67

T-R Réfrigération ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Raymond Grégoire, 280, 49e rue ouest, Jacques Lachance, 1076, Place Bon-Air, tous deux de Charlesbourg, et Yvon Moffet, 10, de la Morendière, Beauport, tous trois gérants, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tout équipement de réfrigération, chauffage et climatisation, sous le nom « T-R Réfrigération ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4676-67

T-R Réfrigération ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Grégoire, 280, 49th St. West, Jacques Lachance, 1076 Place Bon-Air, both of Charlesbourg, and Yvon Moffet, 10 de la Morendière, Beauport, all three managers, for the following purposes:

To carry on business dealing in all refrigerating, heating and air conditioning equipment, under the name of "T-R Réfrigération ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judiciaire district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4676-67

Taverne Canuck inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Henri Anka, homme d'affaires, Richard E. Anka, étudiant en droit, et Garry J. Anka, étudiant en sciences politiques et commerce, tous trois de 159, rue Laval, Gatineau, pour les objets suivants:

Exploiter des tavernes, sous le nom de « Taverne Canuck inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4556-67

Taverne Canuck inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Anka, businessman, Richard E. Anka, law student, and Garry J. Anka, political science and commerce student, all three of 159 Laval St., Gatineau, for the following purposes:

To operate taverns, under the name of "Taverne Canuck inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4456-67

Terrain Enterprises Inc.
Les Entreprises Terrain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Terrain Enterprises Inc.
Les Entreprises Terrain inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1967, have been issued by the

patentes, en date du 2e jour de novembre 1967, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, 919, chemin Caledonia, Mont Royal, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, et Théodore William Martinson, teneur de livres, 4217, avenue Western, Westmount, pour les objets suivants:

Fournir toutes sortes de services, descriptions et assistances, y compris la gestion, la recherche, l'opération, la consultation, l'administration, l'acquisition, la comptabilité, l'analyse, la statistique, les services de surveillance, du personnel, des matériaux et outillage, sous le nom de « Terrain Enterprises Inc. — Les Entreprises Terrain inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4058-67

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, 919 Caledonia Road, Mount Royal, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, and Theodore William Martinson, bookkeeper, 4217 Western Avenue, Westmount, for the following purposes:

To provide all kinds and descriptions of services and assistance, including management, research, operating, consulting, administrative, procurement, accounting, analytical, statistical, supervisory services, personnel, materials and equipment, under the name of "Terrain Enterprises Inc. — Les Entreprises Terrain inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4058-67

Tracy commerce inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a acordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Laurier-R. Ménard, pharmacien, Hélène Meunier, ménagère, épouse dudit Laurier-R. Ménard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gilles Ménard, électricien, tous trois de 9105, route Marie-Victorin, Tracy, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, ateliers et boutiques, sous le nom de « Tracy commerce inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 905, route Marie-Victorin, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 4674-67

Tracy commerce inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurier-R. Ménard, pharmacist, Hélène Meunier, housewife, wife of the said Laurier-R. Ménard, and duly authorized by him for these presents, and Gilles Ménard, electrician, all three of 9105 Marie-Victorin Highway, Tracy, for the following purposes:

To operate stores, workrooms and shops, under the name of "Tracy commerce inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 905 Marie-Victorin Highway, Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 4674-67

Les Transports Pionniers ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Louis Orenstein, 5654, MacDonald, John Michelin, 5754, Lockwood, tous deux de Côte Saint-Luc, Jason Ruby, 47, place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, tous trois avocats, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, Forest Hill, Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce général de camionnage et du transport des marchandises, articles et effets, sous le nom de « Les Transports Pionniers ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 637, rue Craig, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4667-67

Les Transports Pionniers ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, 5654 MacDonald, John Michelin, 5754 Lockwood, both of Côte Saint-Luc, Jason Ruby, 47 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, all three advocates, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill, Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Les Transports Pionniers ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 637 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4667-67

Viscount Leasing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Sidney Cutler, 2708, Soissons, Jack Boidman, 5320, MacDonald, app. 902, tous deux de Montréal, et Edward Druker, 5763, McMurray, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un hotel, motel, taverne, auberge et restaurant, sous le nom de « Viscount Leasing Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacne.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4691-67

Viscount Leasing Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sidney Cutler, 2708 Soissons, Jack Boidman, 5320 MacDonald, Apt. 902, both of Montreal, and Edward Druker, 5763 McMurray, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To operate hotel, motel, tavern, public house and restaurant, under the name of "Viscount Leasing Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4691-67

Youville Corporation
Corporation Youville

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Roger-L. Beaulieu, avocat et conseil en Loi de la reine, 3044, St-Sulpice, Jean-L. Sansoucy, 1485, ouest, Bernard, tous deux de Montréal, et Michel Lassonde, 2408, O'Brien, Saint-Laurent, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire commerce comme compagnie de mise en valeur de terrains, d'entreprises, de projection de plans, de placements, de portefeuille et de gestion, sous le nom de « Youville Corporation — Corporation Youville », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur pair de $1 chacune et 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448 4244-67

Youville Corporation
Corporation Youville

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger-L. Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, 3044 St. Sulpice, Jean-L. Sansoucy, 1485 Bernard West, both of Montreal, and Michel Lassonde, 2408 O'Brien, Saint-Laurent, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as land developers, contractors, project planners, investment, holding and managing company, under the name of "Youville Corporation — Corporation Youville", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 40,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448-o 4244-67

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3364

Québec, le 7 décembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements numéro I et numéro II du Barreau du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE, sous l'autorité de la Loi du Barreau, soient approuvés les articles 2, 3, 6, 7, 9, 26, 29 à 100 et la formule VII (serment d'office) du règlement numéro I, dont le texte est joint au présent arrêté en conseil;

QUE ce règlement numéro I ainsi que ses annexes, et le règlement numéro II, qui est également joint au présent arrêté en conseil, soient, suivant la loi, publiés dans la *Gazette officielle de Québec.*

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉSENT.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3364

Quebec, December 7, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING by-laws number I and number II of the Bar of the Province of Quebec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT, under the authority of the Bar Act, sections 2, 3 6, 7, 9, 26, 29 to 100 and Form VII (Oath of Office) of by-law number I, the text of which is annexed to the present Order in Council, be approved;

THAT said by-law number I as well as its appendices, and by-law number II, which is annexed to the present Order in Council, be, according to law, published in the *Quebec official Gazette.*

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENT I

IMMATRICULATION, ADMISSION À L'EXAMEN ET À L'EXERCICE DE LA PROFESSION

Dispositions générales

1. Les formalités de l'immatriculation, de l'admission à l'examen et à l'exercice de la profession sont exécutées au secrétariat du Barreau.

2. Outre les qualifications requises par d'autres dispositions de la Loi et des règlements du Barreau, le candidat doit, pour être admis à l'examen:

1) Être respectueux de l'ordre public;

2) Être de bonnes moeurs et avoir bonne réputation.

3. Le Comité mentionné à l'article 60 de la Loi ne peut rejeter une demande d'admission à l'examen pour une cause prévue à l'article 2 sans faire part au candidat de l'objection formulée et sans lui permettre de se faire entendre.

Immatriculation

4. Avec sa demande d'immatriculation faite selon la formule I, le candidat doit verser les honoraires déterminés à l'article 6 et produire:

a) Son acte de naissance ou, s'il lui est impossible de se le procurer, une preuve satisfaisante de la date et du lieu de sa naissance;

b) Une attestation, jugée suffisante, des autorités compétentes qu'il satisfait aux exigences des alinéas *a* ou *b* de l'article 53 de la Loi;

c) Son dossier académique complet;

d) Ses réponses au questionnaire selon la formule II.

5. 1) Le Bureau peut demander aux répondants désignés par le candidat ou à toute autre personne les renseignements supplémentaires qu'il juge nécessaires. Ces renseignements sont strictement confidentiels.

2) Si la demande d'immatriculation est agréée, le secrétaire général remet au candidat un certificat selon la formule III.

6. 1) Les honoraires d'immatriculation sont de $25 et sont payables au Barreau.

2) Toutefois, un candidat qui a commencé son cours de droit avant l'année académique 1966-67 paye les honoraires prévus aux règlements en vigueur à l'époque du début de son cours.

3) Les honoraires sont remis si la demande d'immatriculation est refusée ou si le candidat la retire avant qu'elle soit acceptée.

Reconnaissance des facultés de droit

7. Pour être reconnue au sens des articles 61 et 62 de la Loi une faculté doit:

1) Assurer aux candidats à l'exercice de la profession d'avocat un enseignement substantiel obligatoire dans les matières suivantes: histoire du droit et droit romain, droit civil, procédure civile, droit et procédure criminels, droit international public, droit international privé, droit constitutionnel, droit administratit, droit municipal, droit commercial, y compris le droit des assurances, des compagnies, la loi des lettres de change, le droit de faillite, droit maritime et droit aérien, droit fiscal, droit du travail;

2) Répartir son enseignement sur une période d'au moins trois années, chacune comportant environ 30 semaines d'au moins 15 heures d'enseignement et d'études dirigées;

3) Disposer d'une bibliothèque suffisante;

BY-LAW I

MATRICULATION, ADMISSION TO EXAMINATION AND TO PRACTICE OF LAW

General provisions

1. Matriculation and admission to examination and to practice of law are processed at the office of the secretary-general.

2. In addition to the qualifications specified elsewhere in the Bar Act and these by-laws, a candidate for admission to the examination must:

(1) Be respectful of the public order;

(2) Be of good morals and have a good reputation.

3. The committee mentioned in section 60 of the Bar Act may not reject an application for admission to examination for any cause set out in article 2 without informing the candidate of the objection raised and without permitting him to be heard.

Matriculation

4. With his application for matriculation, made in conformity with Form I, the candidate shall pay the fee required by article 6 and file:

(*a*) His birth certificate or, if it is impossible to obtain same, satisfactory proof of the date and place of his birth;

(*b*) An appropriate certificate, from the competent authorities, that he fulfills the requirements of paragraphs *a* or *b* of section 53 of the Act;

(*c*) His complete scholastic record;

(*d*) His answers to a questionnaire as per Form II.

5. (1) The Board may obtain from references furnished by the candidate or from any other person any additional information deemed necessary. This information is strictly confidential.

(2) If the application for matriculation is accepted, the secretary-general grants the candidate a certificate in accordance with Form III.

6. (1) The fee for matriculation is $25, payable to the Bar.

(2) However a candidate who has started his law course before the academic year 1966-67 shall pay the fee provided by the by-laws in force at the time he started such law course.

(3) The fee is refunded if the application for matriculation is rejected or if the candidate withdraws it prior to its acceptance.

Recognition of the Law Faculties

7. To be recognized under sections 61 and 62 of the Act, a Law Faculty must:

(1) Provide candidates for practice of the profession with substantial instruction, obligatory in the following subjects: History of law and Roman law, Civil law, Civil procedure, Criminal law and procedure, Public international law, Private international law, Constitutional law, Administrative law, Municipal law, Commercial law, including Insurance law, Company law, Law of bills of exchange and Bankruptcy law, Maritime law and Air law, Fiscal law, Labour law;

(2) Apportion the instruction over a period of at least three years, each comprising approximately 30 weeks of at least 15 hours of instruction and guided studies;

(3) Have an adequate library;

4) Compter parmi son corps professoral au moins cinq professeurs de carrière.

Entraînement professionnel

8. 1) L'entraînement professionnel prévu à l'article 61 de la Loi du Barreau comprend un stage obligatoire sous l'autorité et la responsabilité d'un avocat et des cours pratiques dispensés par le Barreau, à Québec et à Montréal.

2) Le Comité des études universitaires et de la formation professionnelle définit le programme de l'entraînement professionnel. Deux sous-comités assistent un directeur à Montréal et un directeur à Québec dans l'exécution des modalités définies à l'Annexe B.

3) Toute décision relative à l'engagement, au traitement et aux conditions de travail du personnel permanent de l'entraînement professionnel relève du Comité exécutif.

Admission à l'examen

9. Au moins dix jours avant l'examen le candidat doit déposer au secrétariat l'avis selon la formule IV et la somme de $125.

10. 1) Nul ne peut subir l'examen s'il n'est citoyen canadien.

2) À compter du 1er juin 1966, nul ne peut subir l'examen plus de trois fois.

3) À compter du 1er juin 1968 l'échec partiel est aboli; toutefois les droits acquis de ceux qui ont échoué partiellement à l'examen de janvier 1968 ou auparavant sont consignés aux paragraphes 8 et suivants.

4) Pour réussir l'examen le candidat doit conserver 65% sur l'ensemble et les pourcentages minimums indiqués au paragraphe 5.

5) Les séances, les matières de l'examen, les points attribués et les pourcentages minimums sont:

	Pts	%
1re et 2e séances:		
Droit civil et Procédure civile	300	60
3e et 4e séances:		
Droit criminel et Lois diverses	200	60
	500	

6) L'examen comporte quatre séances de trois heures. À chacune des deux premières séances les questions portent sur le droit civil et la procédure civile indifféremment. Les questions sur le droit criminel et les lois diverses peuvent être réparties au gré du Bureau, au cours des deux autres séances.

7) Les lois diverses sont:
Lois des cités et villes,
Code municipal,
Lois fédérale et provinciale des compagnies,
Loi sur la faillite,
Loi sur les lettres de change,
Assurances (Titre V du Code civil),
Lois de l'impôt sur le revenu,
Lois des droits successoraux,
Code du travail,
Code de la route,
Loi d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile,
Loi et règlements du Barreau.

Les questions peuvent comporter des élements de droit civil et de procédure civile.

8) Pour les fins du paragraphe 2 l'examen partiel est considéré comme l'examen.

(4) Number amongst its teaching staff at least five full-time teachers.

Professional training

8. (1) The professional training provided for in section 61 of the Bar Act comprises mandatory clerkship under the authority and responsibility of an advocate and pratical instruction given by the Bar, in Quebec and Montreal.

(2) The Committee on University Studies and Professional Instruction defines the programme of professional training. Two sub-committees assist a director in Montreal and another director in Quebec in the execution of the modalities outlined in Appendix B.

(3) The Executive Committee makes all final decisions pertaining to the hiring, salary and working conditions of the permanent staff of the professional training programme.

Admission to the examination

9. At least ten days prior to the examination a candidate shall transmit to the secretariat Form IV and a fee of $125.

10. (1) No one may write the examination unless he is a Canadian citizen.

(2) From June 1, 1966, no one may write the examination more than three times.

(3) From June 1, 1968, partial failure is abolished; however, the acquired rights of those who failed partially the examination of January 1968 or before are reserved in paragraphs 8 and following.

(4) To pass the examination, the candidate must attain 65% in all the subjects taken as a whole and the minimum percentages indicated in paragraph 5.

(5) The sittings, the subjects of the examination, the marks allotted and the minimum percentages are as follows:

	Marks	%
1st and 2nd sittings:		
Civil law and Civil procedure	300	60
3rd and 4th sittings:		
Criminal law and Various statutes	200	60
	500	

(6) The examination consists of four sittings of three hours. At each of the two first sittings the questions are on civil law and civil procedure without distinction. The questions on criminal law and various statutes may be asked at the two other sittings as the Board may decide.

(7) The various statutes are:
Cities and Towns Act,
Municipal Code,
Federal and provincial Companies Acts,
Bankruptcy Act,
Bills of Exchange Act,
Insurance (Title V of the Civil Code),
Income Tax Acts,
Succession Duties and Estate Tax Acts,
Labour Code,
Highway Code,
Highway Victims Indemnity Act.

Bar Act and By-Laws.

The questions may contain elements of civil law and civil procedure.

(8) For the purposes of paragraph 2 a partial examination is considered as the examination.

9) Nonobstant le paragraphe 2 le candidat qui a subi un échec partiel à l'examen de juin 1966, janvier 1967, juin 1967 ou janvier 1968 peut subir l'examen quatre fois.

10) *a*) Le candidat qui a échoué dans l'une des matières de droit civil ou de procédure civile (théorique ou pratique) doit subir l'examen de la première séance.

b) L'examen partiel en droit criminel s'effectue à la troisième séance et le candidat ne répond qu'aux questions désignées par le Bureau comme étant celles sur le droit criminel.

c) L'examen partiel sur les lois diverses s'effectue à la quatrième séance et le candidat ne répond qu'aux questions désignées par le Bureau comme étant celles sur les lois diverses.

d) L'examen partiel sur la partie pratique de l'examen consiste en l'examen tel que décrit au paragraphe 5.

11) Pour réussir l'examen partiel dans une seule matière, le candidat doit obtenir au moins 65% des points attribués. Si l'examen partiel porte sur plus d'une matière, le paragraphe 4 s'applique.

12) Les honoraires d'admission à l'examen partiel sont $75.

13) Dans tous les cas, les honoraires d'admission sont remis au candidat s'il ne se présente pas à l'examen.

Bureau des examinateurs et examen

11. 1) Les questions de l'examen sont choisies et rédigées par une commission composée du président et d'au moins cinq examinateurs choisis par lui. Le secrétaire général est secrétaire de cette commission.

2) La commission et les autres membres du Bureau que le président lui adjoint, s'il le juge à propos, préparent les données essentielles des réponses et établissent les points attribués à chacune.

3) Dans chaque matière le nombre des questions est laissé à la discrétion de la commission.

12. 1) Durant les séances de l'examen les candidats peuvent utiliser des codes et des textes de lois. Les formulaires, de quelque nature qu'ils soient et les notes, où qu'elles soient inscrites, sont interdits de même que les traités ou autres ouvrages de doctrine.

2) Les questions, polycopiées en français et en anglais, sont distribuées aux candidats réunis dans une ou plusieurs salles et espacés les uns des autres de manière qu'ils ne puissent communiquer l'un avec l'autre.

13. Durant l'examen le candidat doit exhiber, sur demande, une carte d'identité portant sa photographie.

14. La surveillance des candidats durant l'exament est décidée par résolution du Bureau.

15. 1) Aucun examinateur parent ou allié d'un candidat, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, ne peut prendre part aux séances de l'examen auquel ce candidat se présente.

2) Un avocat qui trangresse les prescriptions du présent article ou qui manque à l'un ou l'autre des devoirs qui lui sont imposés par la Loi du Barreau et les règlements concernant la tenue de l'examen, commet un acte dérogatoire à l'honneur du Barreau et encourt la peine que détermine le Comité de discipline, sur une plainte formée par le président du Barreau. Cette plainte est entendue et décidée suivant les dispositions de la section VIII de la Loi.

(9) Notwithstanding paragraph 2 the candidate who failed partially the examination in June 1966, January 1967, June 1967 or January 1968 may write the examination four times.

(10) (*a*) The candidate who failed in one of the subjects of civil law or civil procedure (theoretical or practical) must write the examination at the first sitting.

(*b*) The partial examination on criminal law is written at the third sitting and the candidate answers only the questions on criminal law as indicated by the Board.

(*c*) The partial examination on various statutes is written at the fourth sitting and the candidate answers only the questions on various statutes as indicated by the Board.

(*d*) The partial examination on the practical part of the examination consists of the examination as described in paragraph 5.

(11) To pass the partial examination in one subject only, the candidate must attain at least 65% of the marks allotted. In the case of a partial examination on more than one subject, paragraph 4 applies.

(12) The admission fee for the partial examination is $75.

(13) In every case the admission fee shall be refunded it the candidate does not present himself for the examination.

Board of examiners and examination

11. (1) The Bar examination questions are selected and drafted by a commission composed of the chairman and not less than five examiners chosen by him. The secretary-general is the secretary of this commission.

(2) The commission, together with such other members of the Board as the chairman may see fit to coopt, prepares the essential elements of the answers and determines the marks assigned to each.

(3) The number of questions in each subject is left to the discretion of the commission.

12. (1) During the sittings of the examination the candidates may use codes and statutes. Treatises or other textbooks and books of forms of any kind whatsoever, as well as notes, wheresoever written, are forbidden.

(2) The questions, polycopied in English and in French, are distributed to the candidates assembled in one or more rooms and separated from one another so that they cannot communicate with each other.

13. During the examination a candidate shall, upon request, produce an identity card bearing his photograph.

14. The supervision of the candidates during the examination is decided by resolution of the Board.

15. (1) No examiner who is related or allied to a candidate, to and including the degree of first cousin, may take part in the examination in which such candidate is concerned.

(2) Any advocate who violates the provisions of this article or fails in any of the duties imposed upon him by the Bar Act and the by-laws respecting the holding of the examination commits an act derogatory to the honour of the Bar, and is liable to the penalty laid down by the Committee on Discipline upon a complaint lodged by the chairman of the Board. This complaint is heard and decided in accordance with the provisions of division VIII of the Act.

16. 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article 12, il est strictement défendu aux candidats de s'aider de livres ou de notes, de tenter d'aider ou de se faire aider, de se parler et de se faire des signes, ou de parler aux examinateurs ou surveillants pendant l'examen, pas même au sujet des questions.

2) Le Bureau doit exclure de l'examen tout candidat qui contrevient aux dispositions du présent article.

17. Le président, le secrétaire ou un examinateur qu'ils pourront désigner conjointement ont seuls le droit de parler aux candidats durant l'examen.

18. Les candidats ne peuvent sortir durant l'examen excepté en cas de nécessité urgente et accompagnés d'une surveillant.

19. 1) Après la première séance le cahier est mis dans une enveloppe que le candidat scelle lui-même et sur laquelle il appose sa signature en présence d'un examinateur. Cette enveloppe est confiée au secrétaire.

2) La même procédure est suivie après les deux séances subséquentes. Après la quatrième séance, le candidat reprend possession des enveloppes qu'il a scellées et signées successivement, les ouvre en présence d'un examinateur, constate si les cahiers qui y sont contenus sont bien les siens, insère ces cahiers, avec le cahier de la dernière séance et une petite enveloppe scellée contenant son nom inscrit sur un feuillet, dans une autre grande enveloppe qu'il scelle en présence d'un examinateur et sur laquelle n'apparaît aucun nom, pseudonyme, signe ou marque d'identification quelconque.

3) Quand le dernier candidat a observé cette procédure, toutes les enveloppes sont confiées au secrétaire.

4) Selon le progrès de la correction, les enveloppes sont ouvertes, une à une, par le secrétaire qui, à ce moment, appose un numéro d'ordre qui, pour chaque candidat, est le même sur la grande enveloppe, sur chacun des cahiers et sur la petite enveloppe scellée contenant le nom du candidat. Cette petite enveloppe est aussitôt remise dans la grande enveloppe et la correction des cahiers se fait ensuite selon le mode prévu à l'article 20.

20. 1) Les cahiers des candidats sont corrigés soit en comité plénier, soit par des sous-comités composés de trois examinateurs au moin et constitués par le président.

2) Le président constitue des comités de revision composés de six membres chacun et en désigne les présidents.

3) Les cahiers d'un candidat qui, selon la correction faite par un sous-comité, n'a pas le minimum de points requis pour réussir l'examen sont référés à un comité de revision pour décision finale.

4) Toutefois, si dans l'opinion majoritaire des membres d'un comité de revision une des réponses d'un candidat peut être interprétée différemment par d'autres examinateurs, cette réponse seulement peut être soumise au Bureau réuni en comité plénier pour décision finale, mais uniquement dans le cas où cette procédure est nécessaire pour déterminer le total des points requis pour admission.

21. Les petites enveloppes contenant les noms des candidats ne peuvent être ouvertes qu'une fois la revision terminée.

16. (1) Subject to the provisions of paragraph 1 of article 12, candidates are strictly forbidden to resort to the use of books or notes, to attempt to assist one another or to obtain assistance, to speak to one another, to make signs to each other or to speak to the examiners or invigilators during the examination, even in connection with the examination questions.

(2) The Board shall exclude from the examination any candidate who contravenes the provisions of the present article.

17. Only the chairman, the secretary or one examiner appointed by them jointly are entitled to speak to the candicates during the examination.

18. No candidate shall leave the room during the examination, save in case of urgent necessity and accompanied by an invigilator.

19. (1) After the first sitting, each candidate, in the presence of one of the examiners, personally places his examination book in an envelope, which he seals and on which he signs his name. This envelope is given into the custody of the secretary.

(2) The same procedure is followed after the next two sittings. After the fourth sitting, the candidate receives back the envelopes that he has successively sealed and signed, opens same in the presence of an examiner, verifies that they contain his own examination books, which he inserts, with the examination book of the last sitting and a small sealed envelope containing his name, in another large envelope which he seals in the presence of an examiner and which bears no name, pseudonym, sign or mark of identification whatsoever.

(3) When the last candidate has followed this procedure, all the envelopes are given into the custody of the secretary.

(4) As the correction progresses, the secretary opens the envelopes one by one and writes a serial number, the same for each candidate, on the large envelope, on each of the examination books and on the small sealed envelope containing the name of the candidate. This small envelope is immediately replaced in the large envelope and the examination books are then corrected in the manner provided in article 20.

20. (1) The candidates' examination books are corrected either by the Board in plenary session or by sub-committees of at least three examiners appointed by the chairman.

(2) The chairman sets up committees of review of six members each and appoints their chairmen.

(3) The examination books of a candiddate who, according to the correction made by a subcommittee, fails to obtain the minimum marks required to pass the examination are referred to a committee of review for final decision.

(4) However, if in the opinion of the majority of the members of a committee of review one of a candidate's answers might be interpreted differently by other examiners, such answer alone may be submitted to the Board in plenary session for final decision, but only when this procedure is necessary to determine the total marks required for admission.

21. The small envelopes containing the names of the candidates may not be opened before the revision is completed.

22. Un candidat est refusé si son nom ou une autre indication de son identité apparaît où que ce soit dans ou sur l'un ou l'autre de ses cahiers.

23. Le résultat de l'examen est communiqué par la poste.

24. Immédiatement après l'examen le secrétaire général en transmet le résultat aux bâtonniers des sections.

25. Le secrétaire général conserve les cahiers pendant un an et les détruit à l'expiration de ce délai.

CHARGES OU FONCTIONS INCOMPATIBLES

26. Sont incompatibles avec l'exercice de la profession d'avocat:

a) La fonction judiciaire ou quasi judiciaire à temps complet;

b) Les emplois, à temps complet, d'officiers de justice ou de fonctionnaires attachés aux tribunaux;

c) Le ministère du culte;

d) L'exercice de tout métier ou de toute autre profession régie par une loi;

e) Les chartes ou fonctions de syndic de faillite, de sténographe auprès des tribunaux, d'agent de la paix, d'agent de police ou d'huissier;

f) Les fonctions, emplois ou occupations, à temps complet ou à titre permanent, d'agent d'affaires, d'agent financier, d'agent de recouvrement, d'agent ou courtier d'assurances ou d'immeubles, de courtier en douane, en affaires maritimes ou aériennes, de prêteur d'argent, de prêteur sur gage, d'agent de change ou de courtier en valeurs, d'agent de réclamations, d'enquêteur ou d'investigateur, directement ou indirectement, personnellement ou par personne interposée ou par le truchement d'une corporation;

g) L'exploitation de tout commerce ou industrie à son profit et comme occupation principale, directement ou indirectement ou par personne interposée ou par le truchement d'une corporation.

STAGIAIRES

27. Un citoyen canadien licencié ou bachelier en droit d'une université reconnue en vertu de l'article 67 de la Loi du Barreau et immatriculé peut, dès l'obtention de son grade en droit, vaquer aux activités judiciaires ou quasi judiciaires ci-après énumérées, sous l'autorité et la responsabilité de l'avocat qui a requis le certificat prévu à l'article 28:

1) *En matières civiles:*

a) Toutes les procédures non contentieuses;

b) L'audition, en Cour supérieure et en Cour provinciale, de tous moyens préliminaires ou requêtes;

c) L'interrogatoire sur faits et articles, l'enquête et l'audition des causes par défaut et l'interrogatoire du débiteur après jugement;

d) Toute procédure, sauf l'enquête, devant les régies et commissions fédérales et provinciales;

e) Toute procédure, y compris l'enquête, devant la Commission des relations de travail et tout conciliateur ou conseil d'arbitrage.

Quant aux enquêtes auxquelles pourront donner lieu les procédures mentionnées aux alinéas *a)* et *b)*, tel licencié ou bachelier en droit ne pourra y participer qu'accompagné de l'un des avocats de la partie.

22. A candidate shall be disqualified if his name or another indication of his identity appears wheresoever in or on any one of his examination books.

23. The results of the examination are mailed to each candidate.

24. Immediately after the examination, the secretary-general transmits the results thereof to the bâtonniers of the sections.

25. The secretary-general shall retain the examination books for one year and shall then destroy them.

INCOMPATIBLE OFFICES AND DUTIES

26. Are incompatible with the practice of the profession of law:

(*a*) Permanent office of a judicial or quasi-judicial nature;

(*b*) Full-time employment as an officer of justice or a functionary to the Courts;

(*c*) The avocation of minister of any religion;

(*d*) The practice of any trade or any other profession governed by a statute;

(*e*) The office of trustee in bankruptcy, court stenographer, peace officer, constable or bailiff;

(*f*) The post, employment or occupation, full-time and permanently, of business agent, financial agent, collection agent, real estate or insurance agent or broker, customs broker, ship-broker or air-freight broker, money-lender, pawn-broker, stock broker, dealer in securities, claims agent, investigator or appraiser, directly or indirectly, personnally or by persons interposed or by the intermediary of a corporation.

(*g*) The operation of any commence or industry on one's behalf and as one's main occupation, directly or indirectly or by persons interposed or by the intermediary of a corporation.

ARTICLED STUDENTS

27. A Canadian citizen, licentiate or bachelor of law of a university recognized under section 62 of the Bar Act and matriculated may, on obtaining his law degree, engage in the judicial and quasi-judicial activities hereinafter enumerated under the authority and responsibility of the advocate at whose request the certificate prescribed by article 28 has been issued:

(1) *In civil matters:*

(*a*) All non-contentious proceedings;

(*b*) Hearings, in the Superior Court and in the Provincial Court, of all preliminary exceptions and motions;

(*c*) Interrogatories upon articulated facts, proof and hearing in cases by default and examination of debtors after judgment;

(*d*) All proceedings except proof (*enquête*) before federal or provincial boards and commissions;

(*e*) All proceedings, including proof, before the Labour Relations Board, a conciliator or an arbitration council.

At any examination of witnesses (*enquête*) that may arise in the proceedings mentioned in sub-paragraphs (*a*) and (*b*), such licentiate or bachelor of law may act only if he is accompanied by one of the attorneys of the party.

2) *En matières criminelles, première instance:*

a) Comparution: plaidoyer de non-culpabilité et fixation de date pour procès ou enquête, plaidoyer de culpabilité et représentations sur sentence;

b) Demande de cautionnement: représentations pour ou contre cette demande;

c) Demande de remise d'enquête ou de procès: représentations pour ou contre cette demande;

d) Toutes autres procédures qui ne comportent pas d'enquête, telles que:

1) « examen volontaire »;

2) option pour procès devant un juge seul;

3) mise en accusation et plaidoyer de culpabilité;

4) forfaiture de cautionnement;

e) Procès relatifs aux contraventions aux lois et règlements de circulation (provinciaux et municipaux).

28. 1) Pour se prévaloir des dispositions de l'article 27 le stagiaire doit avoir obtenu un certificat conforme à la formule V de l'Annexe A, émis par le secrétaire général à la demande d'un avocat.

2) Ce certificat peut être annulé pour cause.

3) Il peut être renouvelé une fois pour une période n'excédant pas un an.

CODE D'ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE

Principes généraux

29. 1) L'avocat doit servir la justice et soutenir l'autorité des tribunaux. Jamais il ne doit compromettre l'honneur et la dignité du Barreau. Il doit être fidèle à ses clients, loyal et courtois envers ses confrères. Il est donc tenu d'observer scrupuleusement les devoirs que lui imposent les règles, traditions et usages professionnels.

2) Les règles énoncées aux articles 29 à 100 ne restreignent en aucune manière les juridictions respectives du Conseil général, du Comité de discipline et du Conseil de discipline en vertu des dispositions des articles 13 et 105 de la Loi du Barreau et n'excluent pas l'existence d'autres devoirs également impérieux qui n'y seraient pas définis; celui qui enfreint ces règles et devoirs commet un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité du Barreau.

30. L'avocat ne doit pas prononcer des paroles, publier des écrits, commettre ou tolérer des actes contraires aux lois ni aider, conseiller ou autrement assister quiconque veut y porter atteinte.

31. 1) L'avocat ne doit jamais offrir, donner, recevoir ou solliciter de l'argent ou d'autres bénéfices en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir un avantage pour lui-même, son client ou toute autre personne, de la part d'un juge, d'un employé ou d'un fonctionnaire dans les services de l'administration de la justice.

2) Il ne doit pas non plus laisser croire ou déclarer que cet argent ou ces bénéfices sont nécessaires pour obtenir un tel avantage.

3) Les gratifications aux employés et fonctionnaires de l'administration de la justice sont interdites sauf par souscription collective et anonyme organisée par le conseil de section.

L'avocat et le tribunal

32. 1) L'avocat a le devoir de maintenir à l'égard des tribunaux une attitude respectueuse dans ses paroles et ses procédures.

(2) *In criminal matters, first instance:*

(*a*) Appearance: plea of not guilty and application to set a date for trial or hearing, plea of guilty and representations as regards the sentence;

(*b*) Application for bail: representations for or against such application;

(*c*) Motion for postponement of enquiry or trial: representations for or against such motion;

(*d*) All other proceedings which do not require proof, such as:

(1) voluntary statement;

(2) option for trial before a judge alone;

(3) arraignment and plea of guilty;

(4) forfeiture of bail;

(*e*) Trials related to violation of provincial and municipal traffic laws and regulations.

28. (1) To avail himself of the provisions of article 27, the articled student must have secured a certificate in accordance with Form V of Apprendix A, issued by the secretary-general, at the request of an advocate.

(2) This certificate may be annulled for cause.

(3) It may be renewed once for a period not exceeding one year.

CODE OF PROFESSIONAL ETHICS

General principles

29. (1) An advocate must serve justice and uphold the authority of the Courts. He must never compromise the honour and dignity of the Bar. He must be faithful to his clients and honest and courteous to other advocates. So he must scrupulously discharge the duties imposed by the rules, traditions and customs of the profession.

(2) The rules contained in articles 29 to 100 in no way limit the respective jurisdictions of the General Council, of the Committee on Discipline and of the Council on Discipline under the provisions of sections 13 and 105 of the Bar Act nor do they exclude the existence of other duties equally imperative though not specifically mentioned, and he who violates these rules and duties commits an act derogatory to the honour and dignity of the Bar.

30. An advocate must not utter words, publish any writing, commit or permit any act contrary to law, or aid, counsel or otherwise assist any one so disposed to break the law.

31. (1) An advocate must never offer, give, receive or solicit money or other benefits in order to procure or to try to procure an advantage for himself, his client or any other person, from a judge, an employee or an officer engaged in the administration of justice.

(2) He must neither state nor lead anyone to believe that such money or benefits are necessary to procure such advantage.

(3) Gratuities to employees and officers engaged in the administration of justice are forbidden except by means of collective anonymous subscription organized by the council of a section.

The advocate and the courts

32. (1) I is the duty of an advocate to maintain towards the Courts a respectful attitude in word and in the drafting of his proceedings.

2) Sa conduite doit être empreinte d'objectivité, de modération et de la dignité qui convient à son rôle.

3) Il ne peut tenter d'induire la Cour en erreur ou, par des moyens illégaux, créer le doute en faveur de son client.

33. Relativement à des procédures judiciaires il ne doit pas faire, publier ou autrement diffuser un rapport ou des commentaires faux ou injurieux pour la magistrature.

34. La conduite de l'avocat doit être en tout temps marquée par la franchise et la droiture. Tout en sauvegardant son indépendance dans l'exécution de ses devoirs professionnels envers son client, il ne doit pas encourager ce dernier ou l'un des témoins à poser un acte ou prononcer une parole qu'il ne pourrait lui-même se permettre à l'égard des tribunaux, des officiers judiciaires, des jurés, des parties, des confrères ou des autres témoins.

35. L'avocat ne doit pas comparaître ou plaider devant un juge, un magistrat ou autre fonctionnaire siégeant dans une cour ou exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires, avec lequel il est parent ou allié aux termes de l'article 234 (par. 9) C.P. ou qui exerce sa profession dans une même étude légale.

L'avocat et le Barreau

36. 1) Un avocat qui connaît un empêchement quelconque, moral ou autre, à l'admission d'un candidat au Barreau doit immédiatement en informer le secrétaire du Bureau.

2) L'avocat a le devoir de faire connaître au syndic tout acte dérogatoire, commis par un confrère, dont il est informé autrement que sous le sceau du secret professionnel.

37. Il est dérogatoire pour un avocat de se tenir habituellement sans raison valable, dans les salles et corridors d'un palais de justice ou d'un édifice où siège un tribunal.

38. 1) L'avocat qui exerce dans le Québec doit y avoir une étude légale.

2) L'étude légale d'un avocat est un local distinct et convenable qu'il occupe et où il peut être atteint personnellement, recevoir des clients privément, préparer ses causes, rédiger ou faire rédiger ses opinions et procédures et conserver ses dossiers.

39. L'avocat ne peut verser un traitement à un huissier pour agir en cette qualité ou partager avec lui d'aucune manière les honoraires ou autres frais que l'un ou l'autre a droit d'exiger pour ses services.

40. Une sanction peut être imposée à l'avocat qui enfreint quelque disposition de la Loi et des règlements du Barreau.

41. 1) Comment un acte dérogatoire l'avocat qui, sans justification, refuse ou néglige de se rendre à la demande du syndic, de l'un de ses adjoints ou d'un syndic correspondant quand l'un deux requiert des renseignements ou des explications sur toute matière relative à l'exercice de la profession.

2) Après enquête sommaire le syndic doit, par lettre recommandée, mettre cet avocat en demeure de verser une amende d'au plus dix dollars pour chacune des lettres auxquelles il n'aura pas répondu ou pour chacune des convocations auxquelles il a refusé ou négligé de donner suite, s'il lui était possible de le faire.

(2) Objectivity, moderation and the dignity befitting his office shall mark his conduct.

(3) He shall not attempt to lead the Court in error or, by illegal means, create doubt in favour of his client.

33. An advocate shall not make, publish or otherwise circulate any report or comment in respect to judicial proceedings which is false or damaging to the Bench.

34. The conduct of an advocate must at all times be characterized by candour and fairness. While maintaining his independence in the discharge of his professional duty to his client, he must not encourage the latter or any witness to do or say anything that he could not permit himself to do or say as regards the Court, judicial officers, jurors, litigants, colleagues or witnesses.

35. An advocate shall not appear or plead before any judge, magistrate or other functionary sitting in a Court of law or exercising judicial or quasi-judicial functions, to whom he is related or allied within the degree prohibited by article 234 (paragraph 9) of the Code of Civil Procedure or who practises his profession in the same law office.

The advocate and the Bar

36. (1) An advocate who knows of any impediment, moral or otherwise, to the admission of a candidate to the Bar must forthwith make it known to the secretary of the Board.

(2) It is the duty of an advocate to inform the syndic of any professional misconduct by a fellow-member of the Bar, save if such behaviour was made known to him by privileged communication.

37. It is derogatory for an advocate to loiter habitually without valid reason in the rooms and corridors of a court house or any building where a court holds its sittings.

38. (1) An advocate who practises in the Province of Quebec must maintain a law office therein.

(2) The law office of an advocate must consist of suitable and separate premises which he occupies and where he can be reached personally and can interview clients privately, prepare his cases, opinions and proceedings, and keep his records.

39. An advocate may not hire a bailiff on a salary basis to act in such capacity nor share with him in any way the fees or other costs that one or the other has the right to demand for his services.

40. Penalties may be imposed on an advocate who violates any provision of the Bar Act or the by laws.

41. (1) An advocate who, without justification, refuses or neglects to comply with the request of the syndic, of one of his assistants or of a corresponding syndic when one of them requires information or explanations on any matter relating to the practice of the profession is guilty of professional mis-conduct.

(2) After summary enquiry the syndic shall, by registered mail, put this advocate in default to pay a fine of not more than ten dollars for each of the letters he did not answer or for each of the interviews which he refused or neglected to attend when it was possible for him to do so.

3) À défaut de payement de l'amende dans le délai imparti, le syndic doit porter une plainte. Pour les fins de cette plainte, la mise en demeure du syndic constitue une preuve suffisante et le Comité de discipline n'a qu'à décider si les raisons du silence ou de l'abstention de l'avocat sont valables.

42. Commet un acte dérogatoire l'avocat qui, informé d'une enquête sur sa conduite professionnelle par le syndic ou l'un de ses adjoints ou après signification d'une plainte, communique avec le plaignant sans la permission écrite préalable du syndic ou de son adjoint.

L'avocat et ses confrères

43. L'avocat a le devoir d'être franc, courtois, loyal et respectueux de l'engagement pris ou de la parole donnée. Sa conduite doit être empreinte de moralité professionnelle et d'honnêteté intellectuelle. À ces fins:

1) Il ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable d'abus de confiance ou de procédé déloyal dans ses rapports professionnels et sociaux avec ses confrères;

2) Il doit éviter tout procédé purement dilatoire et coopérer avec ses confrères pour assurer l'expédition des affaires;

3) Il ne doit pas, pour le compte d'une partie dans toute affaire contestée, faire, avant jugement ou décision, des représentations verbales ou écrites à un juge, au tribunal ou aux membres d'un organisme judiciaire ou quasi judiciaire en l'absence ou hors la connaissance de la partie adverse ou de son avocat.

L'avocat de la Couronne

44. En matière criminelle ou pénale, le devoir d'un avocat qui occupe pour la Couronne n'est pas de rechercher uniquement une condamnation mais de voir à ce que justice soit faite. À ces fins:

1) Il a le devoir de ne pas supprimer de faits et de ne pas cacher l'identité de témoins qui pourraient établir l'innocence de l'accusé;

2) Il ne doit rien faire qui tende à empêcher un accusé ou un prévenu d'être représenté par un avocat ou de communiquer avec ce dernier.

L'avocat de la défense

45. 1) En matière criminelle ou pénale l'avocat peut entreprendre la défense d'un client, quelle que soit son opinion personnelle sur la culpabilité de celui-ci.

2) Dans l'exercice de son mandat l'avocat doit présenter la défense que la loi permet afin que personne ne soit condamné autrement que par règle de justice. À ces fins il a le droit d'utiliser tous les moyens légaux qu'il croit utiles ou pertinents à la défense de son client.

L'avocat témoin

46. L'avocat ne doit pas comparaître comme témoin pour son client, sauf pour de simples formalités comme, par exemple, l'attestation ou la garde d'un acte ou document. Si son témoignage est nécessaire sur d'autres questions, il doit confier la cause à un autre avocat.

(3) Failing payment of the fine within the given delay, the syndic shall lodge a complaint. For the purposes of this complaint the demand of the syndic is sufficient proof and the Committee on Discipline has only to decide if the reason for the advocate's silence or non-attendance is valid.

42. An advocate who is informed that his professional conduct is under investigation by the syndic or one of his assistants or who after service of a complaint communicates with the complainant without prior written permission from the syndic or from such assistant is guilty of professional mis-conduct.

The advocate and his colleagues

43. It is the duty of an advocate to be truthful, courteous, loyal and to honour his undertaking or given word. Intellectual probity and professional morality shall mark his conduct. To that end:

(1) He shall not abuse the good faith of a colleague nor commit any breach of confidence nor resort to any dishonesty in his professional or social relations with other members of the Bar;

(2) He shall avoid any proceeding of a purely dilatory nature and he shall cooperate with his colleagues in assuring prompt disposal of matters at hand;

(3) In the absence or without the knowledge of the other party or of his advocate, he shall not make, before judgment or decision, on behalf on a party in a contested matter, any verbal or written representations to a judge, a court or the members of a judicial or quasi-judicial body.

The advocate for the Crown

44. The duty of an advocate acting for the Crown in criminal or penal matters is not solely to seek a conviction but to see that justice is done. To that end:

(1) It is his duty not to withhold facts nor hide the identity of witnesses who might tend to establish the innocence of the accused;

(2) He shall not do anything which might prevent an accused or suspect from being represented by an advocate or communicating with an advocate.

The advocate for the defence

45. (1) In criminal and penal matters an advocate may undertake the defence of a client regardless of his personal opinion as to his client's guilt.

(2) In the discharge of his mandate an advocate shall present any defence permitted by law, so that no person may be condemned but by due process of law. To that end he may use all legal means he believes useful or pertinent to the defence of his client.

The advocate as a witness

46. An advocate shall not appear as a witness on behalf of his client except to testify as to mere formalities as, for example, attestation or custody of a deed or document. If his testimony is necessary on other points he must put the matter in the hands of another advocate.

L'avocat et ses clients

47. L'avocat doit exécuter avec compétence et diligence le mandat qu'il accepte. Sa conduite doit être empreinte de moralité professionnelle et d'honnêteté intellectuelle. À ces fins:

1) Il a le devoir de défendre, avec toute l'habilité dont il est capable, les intérêts de son client;

2) Il ne doit pas surprendre la bonne foi d'un client ni se rendre coupable d'abus de confiance ou de procédé déloyal dans ses rapports professionnels et sociaux avec celui-ci;

3) En avisant un client il a le devoir strict de toujours préférer l'intérêt de ce dernier au sien propre et de ne pas accorder considération aux avantages qu'il peut retirer de l'opinion exprimée;

4) Devant son client il doit tenir une conduite digne et respectueuse à l'égard de la magistrature et de ses confrères;

5) Il doit être particulièrement diligent dans ses remises, ses redditions de comptes et ses rapports au client;

6) Il ne peut prêter ou utiliser les biens de son client pour des fins autres que celles pour lesquelles ils lui sont confiés;

7) Il a l'obligation d'éviter toute situation où se trouverait un conflit d'intérêts;

8) Il doit révéler au client l'intérêt personnel qu'il peut avoir dans l'affaire soumise;

9) Il doit soumettre au client toute offre de règlement qui lui est faite;

10) Il ne doit pas retenir indûment les deniers, titres ou documents d'un client;

11) Il ne peut refuser de rendre compte de l'exécution de son mandat si le client le requiert;

12) Il ne peut présenter à un client une note d'honoraires pour entrevues, communications ou correspondance avec le syndic quand ce dernier lui demande des explications ou des renseignements en vertu des dispositions de l'article 41.

L'avocat et les intermédiaires

48. Les relations entre un avocat et son client sont personnelles et l'avocat n'a de responsabilité qu'à l'égard de son client; il doit ignorer toute intervention qui pourrait influer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

49. Le mandat de rendre des services professionnels à tout groupe, constitué ou non en corporation, dans les affaires où ce groupe comme tel est intéressé ne peut comprendre l'engagement de rendre des services personnels aux membres et employés de tel groupe.

50. L'avocat ne peut accepter un mandat d'un client lorsqu'un intermédiaire a un intérêt illégal dans l'indemnité réclamée ou la conduite d'un affaire ou lorsque la partie qu'il représente a, à sa connaissance, directement ou indirectement, convenu avec une autre personne que celle-ci retienne à ses frais et risques, en tout ou en partie, dans un but de spéculation, de gain ou de profit, les services de l'avocat.

51. Il est interdit à l'avocat de tenir un bureau avec un agent de recouvrement ou un syndic de faillite ou d'en recevoir un salaire, ou de permettre à cet agent ou syndic de percevoir pour

The advocate and his clients

47. An advocate must fulfill competently and diligently the mandate he accepts. Intellectual probity and professional morality shall mark his conduct. To that end:

(1) It is his duty to protect the interests of his client to the best of his ability;

(2) He shall not abuse the good faith of a client nor commit any breach of confidence or resort to any dishonesty in his professional or social relations with him;

(3) In advising a client he has the strict duty always to promote his client's interests in preference to his own and not to speculate on the advantages that he may personally derive from the opinion given;

(4) In the presence of his client he must show a dignified and respectful regard for the Bench and his colleagues;

(5) He must particularly be prompt in his remittances, statements of accounts and reports to his clients;

(6) He shall not loan or otherwise use the assets of his clients for purposes other than those for which they have been entrusted to him;

(7) He is obliged to avoid adopting any position which would involve a conflict of interests;

(8) He must disclose to his client the personal interest he may have in the matter at hand;

(9) He must inform his client of any offer of settlement he receives;

(10) He must not unduly withhold money, titles or documents belonging to a client;

(11) He shall not refuse to render an account of the execution of his mandate if his client requests it;

(12) He may not charge a client for interviews, communications or correspondence with the syndic when the latter asks him for explanations or information in virtue of article 41.

The advocate and intermediaries

48. Relations between an advocate and his client are personal and he is responsible only to the client; he must resist any interference which might have an influence on the performance of his professional duties to the prejudice of his client.

49. The mandate to render professional services to any group, whether or not corporate, in matters in which such group is interested does not include the undertaking to render personal services to members and employees of such group.

50. An advocate shall not accept a mandate from a client when an intermediary has an illegal interest in the indemnity claimed or the conduct of any matter or when the party whom he represents has made, to his knowledge, directly or indirectly, any agreement with another person, whereby such person undertook to retain, at his risk and expense, in whole or in part, for a speculative purpose or for gain or profit, the advocate's services.

51. An advocate may not keep an office with or receive a salary from any collection agent or trustee in bankruptcy, or allow such agent or trustee to collect debts or claims for him or in

lui ou en son nom des créances ou des réclamations, ou de lui fournir un bureau ou un personnel, ou de partager des honoraires avec cet agent ou syndic ou toute autre personne inhabile à exercer la profession d'avocat.

L'avocat et la partie adverse

52. L'avocat ne doit pas communiquer avec une personne représentée par un procureur si ce n'est en la présence ou avec le consentement de ce dernier.

53. L'avocat doit particulièrement éviter tout ce qui pourrait induire en erreur la partie adverse non représentée par avocat.

Mandat de l'avocat

54. Sous réserve des dispositions de l'article 66, l'avocat est libre d'accepter ou refuser le mandat qui lui est offert.

55. Un avocat ne peut représenter des intérêts opposés; il peut cependant agir comme arbitre. Sans limiter le sens de la présente règle, un avocat représente des intérêts opposés quand, pour le compte d'un client, il doit prétendre à quelque chose que son devoir envers un autre client lui commande de contester.

56. 1) Constitue un conflit d'intérêts pour l'avocat d'un syndic ou liquidateur le fait d'avoir agi pour le débiteur, la compagnie ou la société en liquidation dans les deux années précédentes, à moins qu'il ne s'agisse de continuer une affaire ou remplir un mandat spécifique, après avoir dénoncé par écrit aux créanciers ou aux inspecteurs tout mandat antérieur reçu du débiteur, de la compagnie ou de la société la période susdite.

2) Sous la même réserve, constitue également un conflit d'intérêts pour un tel avocat le fait d'avoir alors pour client le débiteur, la compagnie ou la société en liquidation, un créancier garanti ou un créancier dont la réclamation est contestée.

57. Un avocat ne peut cumuler la fonction de juge municipal et celle de conseiller juridique ou de greffier ou de secrétaire-trésorier d'une même municipalité.

58. Un avocat ne doit pas accepter un mandat dans une affaire où il prévoit devoir témoigner.

59. L'avocat ne peut justifier un acte dérogatoire en invoquant qu'il n'a fait que suivre les instructions de son client.

60. L'avocat ne peut délaisser un client avant l'audition ou l'instruction de sa cause sans lui avoir donné le temps de se constituer un nouvel avocat ou menacer de le faire en lui imposant des conditions injustes.

61. Quand un avocat découvre qu'une fraude a été commise à l'avantage de son client, il doit mettre fin à son mandat si son client refuse d'abandonner l'avantage acquis injustement.

62. Entre autres motifs, l'avocat est justifié de cesser d'occuper pour un client si celui-ci le trompe, insiste pour utiliser des moyens injustes ou immoraux dans la conduite d'une affaire, refuse de reconnaître un engagement relatif aux frais, déboursés et honoraires ou persiste à continuer une poursuite futile et vexatoire.

63. Si l'avocat cesse d'occuper après qu'une provision pour frais lui a été versée, il doit rembourser la proportion qui n'en a pas été gagnée.

his name, or supply him with an office or office staff, or share his fees with such agent or trustee or with any other person not qualified to practise as an advocate.

The advocate and the opposite party

52. An advocate shall not communicate with a person represented by counsel unless in the presence of or with the consent of such counsel.

53. An advocate must particularly avoid everything that might mislead an adverse party not represented by counsel.

The advocate's mandate

54. Except as provided in article 66, an advocate is free to accept or refuse the offer of a mandate.

55. An advocate shall not represent conflicting interests; he may however act as arbitrator. Without limiting the meaning of this rule, an advocate represents conflicting interests when, on behalf of one client, he must contend for that which his duty to another client requires him to oppose.

56. (1) A conflict of interests arises, for the advocate of a trustee or liquidator, from the fact that he has acted during the two preceding years for the debtor or for the company or partnership in liquidation, unless he is continuing a matter or carrying out a specific mandate, after having given written notice to the creditors or to the inspectors of any previous mandate received from the debtor, the company or partnership, during the aforesaid period.

(2) Under the same reserve a conflict of interests also arises for such an advocate from the fact of his having then as a client the debtor, the company or partnership in liquidation, a secured creditor or a creditor whose claim is contested.

57. An advocate cannot simultaneously be a municipal judge and legal adviser or clerk or secretary-treasurer of the same municipal corporation.

58. An advocate shall not accept a mandate in a matter where he foresees that he will be called upon to testify.

59. An advocate shall not be admitted to justify a derogatory act on the plea that he is only following his client's instructions.

60. An advocate shall not forsake a client prior to the case being tried or heard, without having given him time to appoint another advocate, or threaten to do so by imposing unfair conditions upon him.

61. When an advocate learns that a fraud has been committed to the advantage of his client, he must terminate his mandate if the client refuses to forego the advantage unjustly gained.

62. Among other reasons, an advocate is justified in ceasing to act for a client if the latter deceives him, insists upon an unjust or immoral course in the conduct of any matter, refuses to honour an agreement as to costs, fees or disbursements or persists in continuing futile and vexatious proceedings.

63. If an advocate ceases to represent a client after being paid a retainer, he must refund such part as has not been earned.

Le secret professionnel

64. 1) L'avocat doit toujours veiller à ce que ses employés ne communiquent pas à autrui les renseignements confidentiels qu'il reçoit.

2) Sauf dans l'exécution de leurs devoirs, les personnes énumérées à l'article 19 de la Loi du Barreau ne doivent rien révéler de ce qui est venu à leur connaissance à l'occasion de leurs fonctions.

65. L'avocat ne peut accepter un mandat qui comporte ou peut comporter la révélation ou l'usage de renseignements et documents confidentiels obtenus d'un autre client, sans le consentement de ce dernier. Il doit mettre fin à son mandat dès qu'il découvre que la présente règle l'empêche d'exécuter pleinement son devoir envers l'un ou l'autre client.

L'avocat nommé d'office ou désigné

66. L'avocat nommé d'office par le président d'un tribunal ou désigné par un organisme d'assistance judiciaire du Barreau ne peut refuser, sans justification, cette nomination ou cette désignation et il doit mettre tous ses talents au service de la personne pour laquelle il a été ainsi nommé ou commis d'office.

Dossiers et pièces de la cour

67. L'avocat ne doit pas retenir indûment, receler, dérober, mutiler, falsifier ou détruire un dossier de la Cour ou une pièce quelconque de celui-ci.

Manoeuvres dolosives

68. L'avocat ne peut, par des moyens dolosifs ou illégaux, tenter d'empêcher que les fins de la justice ne soient atteintes.

Caution

69. Un avocat ne peut se porter caution dans aucune affaire de la compétence d'un tribunal de juridiction criminelle ou pénale, sauf le cas où des relations de famille avec l'inculpé le justifient.

Instigation de procès

70. Il est dérogatoire pour un avocat:

1) De fomenter des dissensions ou des procès en déterrant des défauts, des inexactitudes ou des lacunes dans des titres ou des documents de nature privée et en les portant à la connaissance d'autrui dans le but d'être retenu pour intenter des procédures ou d'en retirer des bénéfices;

2) De rechercher les personnes qui pourraient exercer des réclamations pour blessures corporelles ou autres causes, dans le but de se les attacher comme clients;

3) D'employer des agents ou démarcheurs pour les fins ci-dessus ou de payer, rémunérer ou autrement récompenser ces agents ou démarcheurs, des policiers, des officiers de la cour ou de la prison, des médecins, des membres du personnel d'un hôpital ou toute autre personne qui pourrait, sous le couvert d'un avis désintéressé, obtenir que les services de l'avocat soient retenus;

4) De pactiser de quelque manière que ce soit avec toute personne pour se procurer des clients ou des affaires.

Privileged communications

64. (1) The advocate shall, at all times, see to it that his employees do not communicate to any one the privileged information he receives.

(2) Except in the discharge of their duties persons enumerated in section 19 of the Bar Act shall not disclose any information which they acquire in the course of their work.

65. An advocate shall not accept a mandate which involves or may involve the disclosure or use of confidential information and documents of a former client, without the latter's consent. He must terminate such mandate when he discovers that this rule prevents the full performance of his duty to one or the other client.

The advocate appointed by the court or designated

66. An advocate appointed officially by the Court or designated by a legal aid bureau of the Bar shall not, without just cause, refuse such appointment or designation and must exert his best efforts on behalf of the person for whom he has been so appointed or designated.

Court records and exhibits

67. An advocate shall not unduly retain in his possession, conceal, make away with, mutilate, falsify or destroy a Court record or any portion thereof.

Fraud

68. An advocate shall not, by fraudulent or illegal acts, try to prevent that justice be done.

Bail or suretyship

69. An advocate shall not go bail or surety in any matter within the competency of a court of criminal or penal jurisdiction except if family relationship with the accused warrants such action.

Stirring up litigation

70. It is derogatory for an advocate:

(1) To stir up dissension or litigation by hunting up defects, inaccuracies or insufficiencies in titles or documents of a private nature and bringing them to the attention of others with the object of being retained to take proceedings or of otherwise profiting thereby;

(2) To seek out persons with claims for bodily injuries or for other causes in order to secure them as clients;

(3) To employ agents or runners for the aforesaid purposes or to pay or otherwise remunerate or reward such agents or runners, or policemen, court or prison officials, physicians, hospital personnel or any other person who might, under cover of disinterested advice, secure the retention of the advocate's services;

(4) To make any kind of agreement with any one for the purpose of obtaining clients or business.

Sollicitation de clientèle et publicité

71. Toute sollicitation de clientèle est interdite.

72. Se rend coupable d'un acte dérogatoire l'avocat qui:

1) S'annonce ou permet qu'on l'annonce à la radio ou à la télévision;

2) Publie ou permet de publier dans les journaux, revues, périodiques, ou tous autres imprimés, des annonces contenant autre chose que son nom, celui de ses associés ou des avocats qu'il emploie, sa profession, ses titres académiques ou militaires, de conseil de la reine, de membre du Conseil Privé ou d'une des Chambres fédérales ou provinciales, son titre de bâtonnier, sa fonction au secrétariat du Barreau, ses adresses, numéros de téléphone et heures de bureau;

Ces annonces, dans tous les cas, ne doivent pas dépasser seize pouces carrés en dimension;

Les restrictions édictées aux deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux annonces contenues dans les listes générales d'avocats pour tout le Canada ou d'autres pays;

3) Inscrit sur sa papeterie ou sa carte professionnelle autre chose que ce qui est permis par le paragraphe 2;

4) Utilise la papeterie d'un client;

Il lui est cependant permis d'utiliser la papeterie de son employeur, s'il en est, à temps complet, le conseiller juridique ou un membre du service du contentieux, et d'indiquer cette qualité;

5) S'annonce ou permet qu'on l'annonce au moyen d'une enseigne lumineuse ou d'un panneau-réclame;

6) S'annonce ou permet qu'on l'annonce au moyen d'une enseigne indiquant autre chose que son nom, sa profession, ses titres ci-dessus énumérés, son adresse et ses heures de bureau; cette enseigne de dimensions convenables ne peut être placée ailleurs qu'à son étude légale et à sa résidence;

7) Annonce ou permet qu'on annonce sa qualité de commissaire à l'assermentation ou son titre de juge d'une Cour municipale;

8.) S'annonce ou permet qu'on l'annonce dans une publication dont le caractère ou le contenu rendent cette publicité incompatible avec l'honneur et la dignité du Barreau;

9) Suscite, directement ou indirectement, par voie de commentaires, photographie ou autrement, de la publicité en rapport avec une affaire dans laquelle il occupe ou a occupé.

73. 1) L'avocat qui utilise un organe d'information publique pour publier des études juridiques ou commenter des questions d'intérêt public peut faire connaître sa qualité d'avocat.

2) Un avocat ne peut donner ni permettre que soient données, par l'intermédiaire d'un organe d'information publique, sous son nom ou sous un pseudonyme, des solutions à des problèmes particuliers d'ordre légal.

74. Se rend coupable d'un acte dérogatoire l'avocat qui commente ou fait commenter publiquement de quelque manière une affaire pendante devant un tribunal.

Avocats associés

75. Toute société, nominale ou réelle, en vue d'exercer la profession d'avocat doit être composée exclusivement d'avocats.

76. Seuls les noms des avocats exerçant ensemble ou de quelques-uns d'entre eux doivent apparaître dans le nom collectif de la société.

Advertising and solicitation

71. Any solicitation of professional employment is forbidden.

72. An advocate is guilly of professional misconduct who:

(1) Advertises himself or permits himself to be advertised by radio or television;

(2) Publishes or allows to be published in in newspapers, reviews, periodicals or any other printed matter, advertisements containing anything other than his name, the names of his associates or the advocates whom he employs, his profession, his academic or military titles, the title of Queen's Counsel, member of the Privy Council or of a federal or provincial House of Parliament, of bâtonnier, his quality of member of the Bar's secretariat, his addresses, telephone numbers and office hours;

Such advertisements shall never exceed sixteen square inches in size;

The restrictions laid down in the two preceding sub-paragraphs shall not apply to advertisements contained in legal directories for the whole of Canada or other countries;

(3) Inscribes on his stationery any other material than that which is permitted by paragraph 2;

(4) Uses the stationery of a client;

He may, however, use the stationery of his employer if he is a full-time legal adviser or a member of the legal department thereof, and mention this quality;

(5) Advertises himself or allows himself to be advertised by means of a luminous sign or bill-board;

(6) Advertises himself or allows himself to be advertised by means of any sign indicating any thing other than his name, profession, titles as permitted above, his address and office hours. Such sign shall be of reasonable dimensions and shall not be placed anywhere except at his law office and residence;

(7) Advertises himself or allows himself to be advertised as a commissioner of oaths or a judge of a municipal court;

(8) Advertises himself or permits himself to be advertised in a publication the character or contents of which render such publicity incompatible with the honour and dignity of the Bar;

(9) Directly or indirectly, by way of comments, photograph or otherwise, gives rise to publicity regarding a case in which he is acting or has acted.

73. (1) An advocate who uses a medium of public information to publish legal studies or to comment upon questions of public interest may add his professional title to his name.

(2) An advocate shall not, by means of a medium of public information, under his own name or a pseudonym, give or permit to be given solutions to individual legal problems.

74. An advocate is guilty of professional misconduct who publicity comments upon or by whatever means causes comment to be made upon a case pending before a court.

Partnerships

75. Any pertnership, real or nominal, for the practice of the legal profession shall be composed exclusively of advocates.

76. Only the names of the advocates practising together or of some of them may appear in the collective name of the partnership.

77. Il est interdit d'employer, dans l'exercice de la profession, sur la papeterie ou autrement, le nom d'un avocat ayant cessé d'exercer, par décès ou autre cause, depuis plus de trois mois.

Frais et honoraires

78. Sous réserve d'une disposition législative à ce contraire, l'avocat ne peut convenir avec un client qu'il recevra ou acceptera de ce dernier un salaire, en lui abandonnant les honoraires auxquels ils pourrait avoir droit contre la partie adverse.

79. Pour évaluer ses services, l'avocat doit tenir compte notament et dans leur ensemble des éléments suivants:

a) Son expérience;
b) Le temps consacré à l'affaire;
c) La difficulté du problème soumis;
d) L'importance de l'affaire;
e) Les honoraires judiciaires et extra-judiciaires déjà prévus aux tarifs.

80. Si le client l'exige, l'avocat doit détailler son compte de façon à le renseigner suffisamment sur l'étendue, la nature et la valeur des services rendus.

81. En établissant la valeur de ses services professionels, l'avocat doit se souvenir qu'il est un auxiliaire de l'administration de la justice et qu'il doit éviter toutes les méthodes et attitudes susceptibles de donner à sa profession un caractère de commercialité et de lucre.

82. Sauf dans les cas expressément prévus aux articles 86 et 87 ou dans des cas exceptionnels justifiés par des considérations d'ordre charitable ou familial, l'avocat ne peut:

a) Convenir d'avance avec un client qu'il ne lui réclamera aucuns déboursés ou honoraires judiciaires ou extrajudiciaires;
b) S'engager d'avance envers un client à réduire les honoraires et déboursés établis par les tarifs ou les règlements;
c) Offrir pareil marché à un client en particulier ou au public en général.

83. Il est dérogatoire d'exiger d'un client des avances ou provisions pour frais hors de proportion avec la nature, l'importance, les circonstances de la cause et l'état des parties.

84. Un avocat ne peut renoncer ou convenir de renoncer à ses honoraires, en tout ou en partie, en faveur d'un avocat inhabile à exercer.

85. Le partage d'honoraires pour services professionnels ne peut être fait qu'entre avocats habiles à exercer et doit correspondre à un partage de services et de responsabilité.

86. 1) Dans les cas où le mandat confié à un avocat ne concerne que le recouvrement de comptes pour marchandises vendues, loyer dû, services rendus ou ouvrage fait, taxes, cotisations, droits et honoraires, montant dû sur lettres de change ou reconnaissance de dette à l'exclusion des obligations hypothécaires seulement, les honoraires extrajudiciaires minimums de l'avocat sont établis obligatoirement, pour chaque réclamation, selon l'échelle suivante:

a) Sur $500 ou moins perçus pour ou par le client: 15%;
b) Sur l'excédent de $500 jusqu'à $2,000: 10%;
c) Sur l'excédent de $2,000: suivant la convention des parties.

2) L'avocat peut convenir *par écrit* avec son client de lui charger des honoraires extrajudiciaires calculés selon un pourcentage plus élevé.

77. It is forbidden to use in the practice of the profession, on stationery or otherwise, the name of an advocate who, by reason of death or for any other cause, has discontinued practising for more than three months.

Fees and costs

78. Subject to any legislative provision to the contrary, an advocate shall not agree with a client to turn over to him in return for a salary the fees which he may be entitled to receive from an adverse party.

79. In determining the value of his services, an advocate must take into account especially the following factors as a whole:

(*a*) His experience;
(*b*) The time devoted to the matter;
(*c*) The difficulty of the question involved;
(*d*) The importance of the matter;
(*e*) The judicial and extrajudicial fees fixed by the tariffs.

80. If the client requests it, the advocate must give him an account with sufficient details to enable him to be reasonably informed of the extent, the nature and the value of the services rendered.

81. In establishing the value of his professional services an advocate must bear in mind that he is participating in the administration of justice and so must avoid all methods and attitudes likely to give to his profession a commercial or profit-seeking character.

82. Except in the cases expressly provided for by articles 86 and 87, or in exceptional cases warranted by considerations of a charitable or family nature, an advocate shall not:

(*a*) Agree in advance with a client not to charge him for disbursements or fees, judicial or extrajudicial;
(*b*) Agree in advance with a client to reduce the fees and disbursements established by the tariffs or the by-laws;
(*c*) Offer any such bargain to a particular client or to the public in general.

83. It is unprofessional to demand from a client an advance for fees or retainer disproportionate to the nature, importance and circumstances of the case and the condition of the parties.

84. An advocate shall not renounce or agree to renounce all or part of his fees, in favor of a disqualified advocate.

85. Division of fees for professional services is permitted only between advocates qualified to practise and must correspond to a division of service and responsibility.

86. (1) When an advocate's mandate is solely for the collection of accounts for goods sold, rental due, services rendered or work done, taxes, assessments, dues and fees, amounts due on bills of exchange or acknowledgments of debt, hypothecary obligations only excepted, the advocate's minimum extrajudicial fees, for each claim, shall be fixed in accordance with the following scale which is obligatory:

(*a*) On $500 or less collected on behalf of or by the client: 15%;
(*b*) On the excess over $500 up to $2,000: 10%;
(*c*) On the excess over $2,000: according to agreement between the parties.

(2) An advocate may agree *in writing* with his client, to charge him extrajudicial fees calculated at a higher percentage.

3) Dans les cas prévus au paragraphe 1, l'avocat peut convenir d'avance *par écrit* avec son client et aux conditions établies par telle convention de ne lui réclamer aucuns frais, honoraires ou déboursés de nature quelconque, moyennant le payement d'un pourcentage du montant perçu par ou pour le client, mais non inférieur à celui prévu au paragraphe 1.

4) Le présent article n'est pas applicable aux créances perçues par l'avocat employé à temps complet dans un contentieux et dans l'exercice de cette fonction.

87. Dans les affaires non prévues à l'article 86, l'avocat peut convenir *par écrit* avec son client d'honoraires extrajudiciaires n'excédant pas 30% de la somme obtenue et perçue, de quelque source que ce soit, par voie de transaction ou à la suite d'un jugement, en plus des frais judiciaires payés par la partie adverse et des déboursés extrajudiciaires.

88. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 1 de l'article 86, l'avocat doit créditer à son client s'il y a lieu, et lui révéler à sa demande, tous honoraires ou commissions à lui payés par un tiers:

a) Dans tout règlement hors de cour comportant tel paiement;

b) Dans toute affaire dans laquelle il charge à son client des frais extrajudiciaires.

89. 1) En matière d'expropriation, les honoraires extrajudiciaires suggérés sont les suivants:

a) Un pour cent (1%) du montant de l'indemnité (sauf dans les cas où il a déjà droit à des honoraires équivalents en vertu du tarif des frais judiciaires), plus

b) Dix pour cent (10%) de la différence entre le montant de l'indemnité et le montant de l'offre initiale faite par l'expropriant ou dans le cas où l'expropriant ne fait pas d'offre, la différence entre le montant de l'indemnité et le montant minimum établi par les experts de l'expropriant.

2) Le tarif ci-dessus s'applique, que le montant de l'indemnité soit fixé par jugement ou par entente entre les parties.

3) Dans le cas où il n'est accordé qu'une indemnité nominale, ou s'il n'y a ni offre ni montant établi par les experts des expropriants, les honoraires sont évalués selon l'article 79.

4) Dans tous les cas, les honoraires minimums sont de $75 lorsque l'avocat n'a droit a aucun honoraire en vertu du tarif des frais judiciaires.

90. 1) Quand le syndic, l'un de ses adjoints ou un syndic correspondant n'a pu concilier les parties à un différend qui oppose un client à son avocat relativement à la valeur des services professionnels rendus par ce dernier, le client peut demander au conseil de la section dont l'avocat est membre d'arbitrer le conflit.

2) Le conciliateur expédie le dossier et un rapport sommaire au secrétaire de la section et lui fournit tous autres renseignements requis.

3) Sur demande présentée au secrétaire par le client et sur son engagement par écrit de se conformer à la décision qui sera rendue, le conseil peut ordonner une enquête par trois avocats qui doivent remettre un rapport le plus tôt possible.

4) La décision du Conseil sur ce rapport est finale.

(3) In the cases provided for in paragraph 1, an advocate may agree in advance *in writing* with his client and on the terms defined in such agreement not to charge him any costs, fees or disbursements whatsoever in return for the payment of a percentage of the amount collected on behalf of or by the client, such percentage not to be less than that provided for in paragraph 1.

(4) The present article does not apply to the accounts collected by an advocate working full-time in a legal department and acting in such capacity.

87. (1) In the cases not covered by article 86 an advocate may agree *in writing* with his client, to charge him an extrajudicial fee not exceeding 30% of the amount obtained and collected from any source whatsoever, whether as a result of a settlement or pursuant to a judgment, in addition to the judicial costs paid by the opposing party and the extrajudicial disbursements.

88. Except in the cases covered by paragraph 1 of article 86, an advocate must credit his client if need be, and, at his request, disclose to him all extrajudicial fees or commissions paid to him by a third party:

(*a*) In any settlement out of Court involving such payment;

(*b*) In any matter in which he charges his client extrajudicial fees.

89. (1) In expropriation matters, the suggested extrajudicial fees are as follows:

(*a*) A fee of one per cent (1%) of the amount of the indemnity (save in cases where the advocate is already entitled to an equivalent fee under the tariff of judicial costs), plus

(*b*) A fee of ten per cent (10%) of the difference between the amount of the indemnity and the amount of the initial offer made by the expropriator or, when the expropriator has made no offer, the difference between the amount of the indemnity and the minimum amount established by the experts acting for the expropriator.

(2) The above-mentioned tatiff shall apply whether the amount of the indemnity is fixed by judgment or by agreement between the parties.

(3) When only a nominal indemnity is awarded or when there is neither offer nor amount fixed by the experts for the expropriator, the fees are calculated in accordance with article 79.

(4) In all cases, the minimum fee is $75 when the advocate has no right to any fee under the tariff of judicial costs.

90. (1) When the syndic, one of his assistants or a corresponding syndic has been unable to conciliate the parties to a dispute between a client and his advocate respecting the value of the professional services rendered by the latter, the client may ask the council of the section of which the advocate is a member to arbitrate the dispute.

(2) The arbitrator forwards the file and a summary report to the secretary of the section and provides him with any other information required.

(3) Upon application to the secretary by the client and the latter's written undertaking to abide by the decision to be rendered, the council may order an inquiry by three advocates who shall submit their report as soon as possible.

(4) The council's decision on the report shall be final.

5) Il est dérogatoire pour un avocat de refuser de se soumettre à l'enquête instituée dans les conditions précitées ou de refuser d'accepter ou de négliger d'exécuter la décision du conseil rendue à la suite de cette enquête.

6) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux débats de comptes faisant l'objet d'une actions pendante devant les tribunaux, sauf si les parties y consentent.

Comptes en fidéicommis

91. 1) L'avocat doit, en tout temps, avoir dans un compte en fidéicommis, dans une banque à charte ou autre institution autorisée par la loi à recevoir des dépôts, tous les deniers dont il est comptable ou qu'il a perçus pour le compte d'un client ou reçus d'un client pour être remis à un tiers.

2) Un avocat peut établir autant de comptes en fidéicommis qu'il le désire.

92. L'avocat doit inscrire dans un livre de comptabilité toutes les sommes qu'il est tenu de déposer en fidéicommis et toutes celles qu'il remet à ses clients ou paye à leur acquit.

93. Les deniers reçus pour des services à rendre ou des déboursés à faire doivent être déposés en fidéicommis sauf

a) les deniers versés à un avocat pour s'assurer son concours quand il est convenu par écrit qu'ils lui seront acquis même s'il n'est pas appelé à rendre de services ou à faire des déboursés:

b) les deniers que le client a demandé par écrit de déposer ailleurs; ou

c) les deniers qui, dans le cours ordinaire des affaires, sont immédiatement versés à un tiers à l'acquit du client.

94. L'avocat doit déposer entièrement dans un compte en fidéicommis tout chèque ou autre effet qui représente en partie une somme qu'il est tenu d'y déposer et doit retirer promptement la partie qui lui revient.

95. L'avocat ne doit pas retirer du compte en fidéicommis d'un client autre chose que

a) les déboursés réellement faits pour le compte de ce client ou sur ses instructions ou

b) le montant des comptes d'honoraires et déboursés convenablement rédigés et rendus à ce client ou acceptés par lui.

96. Les deniers retirés du compte en fidéicommis d'un client ne doivent en aucun cas dépasser le montant total de l'argent au crédit de ce client dans ce compte.

97. L'avocat conserve toujours son recours par voie de privilège, compensation ou autrement relativement aux sommes déposées dans un compte en fidéicommis.

98. Le Conseil général a le pouvoir de déterminer une méthode d'inspection pour assurer l'observance des articles 91 à 96.

99. 1) Le syndic et ses adjoints, avec la collaboration de comptables agréées si le Comité exécutif le juge opportun, assurent l'inspection des comptes en fidéicommis.

2) L'avocat est tenu d'exhiber toutes les pièces nécessaires et de fournir les explication et renseignements que requiert l'une ou l'autre des personnes mentionnées au paragraphe 1, par écrit ou autrement, relativement à ces comptes.

(5) An advocate who refuses to submit to such an inquiry or who refuses to accept or neglects to execute the decision of the council rendered upon same, is guilty, of professional misconduct.

(6) The provisions of this article do not apply to disputed accounts which are the object of an action pending before the courts unless the parties consent thereto.

Trust accounts

91. (1) An advocate must, at all times, keep in a trust account, in a chartered bank or other institution authorized by law to receive money on deposit, all moneys collected for a client or received from a client for payment to a third person.

(2) He may keep as many trust accounts as he thinks fit.

92. An advocate must enter in an account book all moneys which he is required to deposit in trust and those which he pays to his clients or on their account.

93. Money received by an advocate in respect of fees for services not yet rendered or of disbursements not yet made must be deposited in tust except

(*a*) money received by way of retained where the advocate is, by agreement in writing, entitled to keep such money for his own use whether or not thereafter any services are rendered or disbursements made;

(*b*) money which the client has in writing requested to deposit elsewhere; or

(*c*) money which, in the ordinary course of business, upon its receipt is paid on behald of the client to a third party.

94. A cheque or other instrument received by an advocate and covering in part money which he is required to deposit in a trust account shall be deposited entirely in such account subject to prompt withdrawal by the advocate of the amount coming to him.

95. A client's trust account must not be charged except

(*a*) for money which has been actually paid out of it on the client's behalf or on his instructions, or

(*b*) with respect to bills for legal fees and disbursements which have been properly prepared and rendered or agreed upon.

96. The money withdrawn from a client's trust account shall not in any case exceed the total of the money held therein for such client.

97. The advocate has always his recourse by way of privilege, compensation or otherwise against moneys on deposit in a trust account.

98. The General Council may determine a method of inspection to ensure compliance with articles 91 to 96.

99. (1) The syndic and his assistants, with the help of chartered accountants if the Executive Committee deems it advisable ensure, the inspection of trust accounts.

(2) The advocate must show all necessary documents and furnish such information and explanations as are required by any one of the persons mentioned in paragraph 1, in witing or otherwise, regarding such accounts.

3) Chaque avocat doit, annuellement, faire parvenir au syndic:

a) soit sa déclaration affirmant qu'il ne détient pas de deniers en fidéicommis;

b) soit un certificat d'un comptable vérificateur établissant que sont respectés dans son cas les articles du Règlement I relatifs aux comptes en fidéicommis.

100. Commet un acte dérogatoire l'avocat qui ne se conforme pas aux instructions écrites du syndic ou de l'un de ses adjoints concernant l'application des articles du Règlement I relatifs aux comptes en fidéicommis.

MESURES DISCIPLINAIRES

101. Sous réserve des dispositions de l'article 90 de la loi, la radiation temporaire ou permanente d'un avocat par le Comité de discipline ou le Conseil de discipline doit toujours comporter, indépendamment des déboursés occasionnés au Barreau auxquels cet avocat peut être condamné, le payement d'une somme de $100 pour défrayer le coût de l'impression et de la distribution des avis prescrits par l'article 114 de la Loi du Barreau.

102. Toute personne appelée comme témoin lors de l'instruction d'une plainte ou d'un appel a droit à la somme prévue pour la taxe d'un témoin devant la Cour supérieure.

103. Si la requête en grâce prévue à l'article 121 de la Loi du Barreau est accueillie, le requérant doit verser la somme de $100 pour défrayer le coût de l'impression et de la distribution d'un avis de sa réinstallation.

104. Un membre du Conseil général, d'un conseil de section, du Comité de discipline, du Conseil de discipline, d'un comité permanent du Conseil général ou du Bureau des examinateurs, qui est l'objet d'une des sanctions prévues à l'article 111 de la Loi du Barreau, est déchu de plein droit de ses fonctions et ne peut être nommé ou élu à ces fonctions dans les cinq ans de la date de la sanction ou de son expiration.

FONDS D'INDEMNISATION

105. Le Conseil général administre un fonds d'indemnisation pour pourvoir, à sa discrétion, au remboursement total ou partiel des pertes pécuniaires subies par toute personne à raison de détournement ou appropriation frauduleuse ou illégale de deniers ou autres biens dont un membre du Barreau du Québec est devenu comptable ou détenteur dans l'exercice de sa profession.

106. Le Fonds d'indemnisation est constitué d'une somme de $100,000 et

a) D'une somme de $5 appropriée à même la cotisation annuelle;

b) Des sommes que le Conseil général peut voter à cette fin;

c) Des sommes provenant des cotisations spéciales de chacun des membres du Barreau selon qu'il peut être décrété par les dispositions de l'article 107;

d) Des intérêts des sommes investies à même le fonds;

e) De toute somme perçue par le Conseil général dans l'exercice d'un droit d'action en recouvrement de deniers.

107. 1) Le Conseil général peut décréter une cotisation spéciale pour les fins du fonds d'indemnisation.

(3) Each advocate must, annually, furnish the syndic with:

(*a*) his declaration attesting that he does not hold money in trust; or

(*b*) a certificate from a chartered accountant stating that in his case the articles of By-Law I regarding trust accounts are complied with.

100. An advocate who does not comply with the written instructions of the syndic or of one of his assistants regarding the application of the articles of By-Law I relating to trust accounts is guilty of professional misconduct.

DISCIPLINARY MEASURES

101. Subject to the provisions of section 90 of the Bar Act, the temporary or permanent disbarment of an advocate by the Committee on Discipline or the Council on Discipline shall always include, irrespective of any expenses incurred by the Bar to which the advocate may be condemned, the payment of a sum of $100 to defray the cost of printing and distributing the notices prescribed by section 114 of the Bar Act.

102. Any person called as a witness at the trial of a complaint or the hearing of an appeal is entitled to receive the sum prescribed for a witness before the Superior Court.

103. If the petition provided for in section 121 of the Bar Act, is granted, the petitioner must pay the sum of $100 to cover the cost of printing and distributing notices of his reinstatement.

104. A member of the General Council, of a council of a section, of the Committee on Discipline, of the Council on Discipline, of a standing committee of the General Council or of the Board of Examiners who incurs any one of the penalties provided by section 111 of the Bar Act automatically forfeits his office and shall not be appointed or elected to any of these offices within five years from the date of the penalty or of its expiration.

INDEMNITY FUND

105. The General Council administers an indemnity fund to provide for the reimbursement, in whole or in part, at its discretion, of pecuniary losses sustained by any person by reason of the misappropriation or fraudulent or illegal conversion of dunds or other property for which a member of the Bar of the Province of Quebec was accountable or which he held in his professional capacity.

106. The Indemnity Fund shall consist of $100,000 and:

(*a*) A sum of $5 allocated from the annual contribution;

(*b*) Such sums as the General Council may vote for this purpose;

(*c*) Such sums accruing from special contributions from all members of the Bar in conformity with the provisions of article 107;

(*d*) Interest on the fund's investments;

(*e*) Any sum collected by the General Council in the exercise of its right of action in recovery of moneys.

107. (1) The General Council may levy a special contribution for the purposes of the Indemnity Fund.

2) Cette cotisation spéciale est payable par tous les membres de l'Ordre dans les trente jours de l'envoi d'un avis à cet effet.

3) Le non-paiement de la cotisation spéciale dans le délai imparti entraîne les mêmes sanctions que le non-paiement de la cotisation annuelle si l'avocat ne peut justifier son défaut.

108. Les dispositions des résolutions du Barreau relatives à l'exercice financier, aux états financiers et à leur expédition, au dépôt et au retrait des deniers s'appliquent, *mutatis mutandis*, au fonds d'indemnisation et le Comité exécutif peut, en tout temps et aux conditions qu'il détermine, autoriser le placement des deniers de ce fonds dans des valeurs rentables.

109. Les actes illégaux, illicites ou frauduleux commis par un avocat et qui peuvent faire l'objet d'une indemnité payable par le fonds sont, entre autres, les suivants:

a) L'appropriation sans droit de deniers ou de biens confiés à l'avocat pour des fins spécifiques dans l'exécution d'un mandat;

b) L'appropriation sans droit de deniers ou de biens perçus pour un client dans l'exécution d'un mandat;

c) L'appropriation sans droit de deniers ou de biens avancés par un client, pour honoraires ou déboursés, quand le mandat n'a pas été exécuté en temps utile ou quand l'exécution en est devenue impossible par la faute de l'avocat;

d) En général, l'un des actes définis dans la partie VII du Code criminel du Canada.

110. 1) Sur la recommandation du Comité de discipline ou du Conseil de discipline, selon le cas, le Conseil général, s'il le juge à propos et à sa discrétion, peut indemniser, en tout ou en partie, toute personne lésée par l'un ou plusieurs des actes décrits à l'article 109, à la condition que telle personne en fasse la demande par écrit, au secrétariat, dans les six mois qui suivent la date de la décision finale sur la culpabilité de l'avocat.

2) Dans les cas de décès, d'absence ou d'incapacité de l'avocat, telle demande peut être soumise par écrit au Comité exécutif qui juge de l'opportunité d'une recommandation au Conseil général.

3) Le syndic doit faire sa propre enquête sur chaque demande d'indemnisation et soumettre un rapport au Comité exécutif qui peut, nonobstant le paragraphe 1, autoriser le payement de toute indemnité inférieure à mille dollars,

4) Aucune indemnité excédant dix mille dollars ne peut être versée dans le vote des deux tiers des membres du Conseil général.

111. Toute personne indemnisée signe une quittance envers le Conseil général avec subrogation dans ses droits jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité.

DISPOSITIONS FINALES

112. Les serments, avis, demandes et certificats exigés ou octroyés aux termes de la loi et du Règlement I doivent être conformes aux formules contenues dans l'Annexe A.

113. À moins qu'il n'en soit autrement prévu par la loi, les articles du Règlement I entreront en vigueur le 1er février 1968, sauf les articles 8

(2) Such special contribution shall be payable by all members of the Order within thirty days after the sending of notice thereof.

(3) Non-payment of the special contribution within the aforesaid delay entails the same penalties as in the case of non-payment of the annual contribution if the advocate is unable to justify his default.

108. The provisions of the resolutions of the Bar relating to the financial year, the financial statements, their transmission, the deposit and withdrawals of funds shall apply *mutatis mutandis* to the Indemnity Fund and the Executive Committee may authorize the investment of the fund's moneys in revenue-bearing securities at any time and upon such conditions as it deems appropriate.

109. The illegal, illicit or fraudulent acts committed by a practising advocate which may give rise to an indemnity payable out of the fund are, *inter alia*, the following:

(*a*) The appropriation without right of money or property entrusted to him for specific purposes in the execution of a mandate;

(*b*) The appropriation without right of money or property collected for a client in the execution of a mandate;

(*c*) The appropriation without right of money or property advanced by a client for fees or disbursements, when the mandate has not been executed in useful time, or when the execution of the mandate has become impossible through the fault of the advocate;

(*d*) Generally any of the offences defined in part VII of the Criminal Code of Canada.

110. (1) Upon the recommendation of the Committee on Discipline or the Council on Discipline, as the case may be, the General Council, if it deems it advisable and at its discretion, may indemnity, in whole or in part, any person suffering loss as a result of one or more of the acts described in article 109 on condition that such person apply therefor in writing to the office of the secretary-general within six months following the date of the final decision as to the advocate's guilt.

(2) In the cases of the advocate's death, absence or incapacity, such application may be submitted in writing to the Executive Committee which decides on the advisability of a recommendation to the General Council.

(3) The syndic shall make his own enquiry on every application for indemnity and submit a report to the Executive Committee which may, notwithstanding paragraph 1, authorize the payment of any indemnity under one thousand dollars.

(4) No indemnity over ten thousand dollars shall be paid unless it be authorized by the vote of two thirds of the members of the General Council.

111. Every person indemnified shall sign a release in favour of the General Council with subrogation in his rights up to the amount of the indemnity.

FINAL PROVISIONS

112. The oaths, notices, applications and certificates called for or granted under the Bar Act and By-Law I shall be in accordance with the forms set forth in Appendix A.

113. Unless otherwise provided for by law, the articles of By-Law I shall come into force on February 1, 1968, except articles 8 and 10

et 10 qui entreront en vigueur le 1er juin 1968 et l'article 9 qui entrera en vigueur le 1er septembre 1968.

114. Les règlements en vigueur avant le 1er février 1968 sont abrogés sauf le règlement 36 qui sera abrogé le 1er juin 1968 et le règlement 38 qui sera abrogé le 1er septembre 1968.

ANNEXE A

FORMULE I

Demande d'immatriculation

(art. 52 de la Loi,
art. 4 du Règlement I)

(Sceau)

BARREAU DE QUÉBEC

Au Bureau des examinateurs du Barreau du Québec

Je, ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐
(nom) (prénoms)

domicilié à.....
(numéro) (rue) (municipalité) (province)

prie le Bureau des examinateurs du Barreau du Québec d'agréer ma demande d'immatriculation.

Je joins à cette demande:

a) la somme de vingt-cinq dollars;
b) mon acte de naissance;
c) l'attestation requise par les alinéas *a* ou *b* de l'article 53 de la Loi;
d) mon dossier académique complet;
e) mes réponses au questionnaire selon la formule II.

Je suis présentement inscrit aux cours de la ..... année de la faculté de droit de l'Université.....

Je m'engage à me conformer aux dispositions de la Loi et des règlements du Barreau.

En foi de quoi, j'ai signé

.....
(date)

.....
(signature ordinaire)

.....
(résidence)

.....
(téléphone)

FORMULE II

Questionnaire

(art. 4 du Règlement I)

(Sceau)

BARREAU DU QUÉBEC

Questionnaire de l'immatriculation

☐ Prière d'attacher une photographie récente, type passeport, environ 2″ sur 2″.

N.B. Répondre à toutes les questions. Les omissions ou les imprécisions sont une cause de rejet. Si l'espace est insuffisant, le requérant utilise une feuille supplémentaire signée et attachée à la présente formule.

which shall come into force on June 1, 1968, and article 9 which shall come into force on September 1, 1968.

114. The By-Laws in force before February 1, 1968, are repealed, except By-Law 36 which shall be repealed on June 1, 1968, and By-Law 38 which shall be repealed on September 1, 1968.

APPENDIX A

FORM I

Application for matriculation

(sec. 52 of the Act,
art. 4 of By-Law I)

(Seal)

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

To the Board of Examiners of the Bar of the Province of Quebec

I, ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐
(name) (given names)

domiciled at.....
(number) (street) (municipality) (Province)

petition the Board of Examiners of the Bar of the Province of Quebec to accept my application for matriculation.

I add to this application:

(*a*) the fee of twenty-five dollars;
(*b*) my birth certificate;
(*c*) the attestation required by paragraphs *a* or *b* of section 53 of the Act;
(*d*) my complete scholastic record:
(*e*) my answers to the questionnaire in accordance with form II.

I am presently enrolled as a student in the ..... year at the Law Faculty of ..... University.

I undertake to abide by the provisions of the Bar Act and of the By-laws of the Bar.

In witness thereof, I have signed

.....
(date)

.....
(usual signature)

.....
(residence)

.....
(telephone)

FORM II

Questionnaire

(art. 4 of By-Law I)

(Seal)

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Questionnaire for Matriculation

☐ Please attach a recent photography, passport type, approximately 2″ by 2″.

N.B. Answer all the questions. Omissions or inaccuracy will occasion refusal of the application. If space is insufficient, kindly use an additional sheet that you are to sign and attach to the present form.

Je, soussigné, déclare solennellement que les réponses ci-après sont complètes et exactes.

1) Nom complet ..... Prénoms ..... Date de naissance ..... Lieu ..... Où avez-vous habité depuis l'âge de 15 ans? (adresses et dates approximatives) ..... Avez-vous utilisé d'autres noms ? Si oui, lesquels ? ..... Votre nom ou celui de votre père a-t-il été changé ? Si oui, quel est l'ancien nom ?. .....Quand a-t-il été changé ?..... Comment (description sommaire du document) ..... Si né ailleurs qu'au Canada, depuis quand y êtes-vous arrivé ?..... Êtes-vous naturalisé ? .....Oui ..... Non ..... Certificat No ..... Date ..... Si vous êtes une femme mariée, quel nom portiez-vous avant votre mariage ? .....

2) Nom de votre père ..... Nom de votre mère ..... Résidence dans les dix dernières années ..... Occupation .....

3) Indiquez les écoles, collèges et universités que vous avez fréquentés, les études suivies et les diplômes, grades ou certificats obtenus: .....

4) Avez-vous déjà été expulsé d'une école, d'un collège ou d'une université ? Oui..... Non..... Si oui, de quelle institution et quand ?.....

5) Avez-vous déjà été déclaré coupable d'une offense criminelle ? Oui..... Non..... Si oui, précisez.....

6) Avez-vous déjà été l'objet d'une sanction disciplinaire à titre de membre d'une autre profession ? Oui..... Non..... Si oui, précisez.....

7) Avez-vous, personnellement ou autrement, déjà fait une cession de biens ou été mis en faillite ou fait une proposition en vertu de la Loi sur la faillite ? Oui..... Non..... Si oui, précisez.....

8) Quel est votre état civil:
Célibataire.....Séparé.....
Marié.....Veuf.....
Divorcé.....Veuve.....

9) Donnez les noms, adresses et occupation de trois autres personnes, autres que vos parents et alliés, qui vous connaissent bien et qui peuvent donner des renseignements exacts sur vous et votre famille.....

Et j'ai signé.

.....
(signature du requérant)

Déclaré devant moi à.....
dans la province de Québec,
ce.....jour de..... 19.....

.....
(notaire ou toute autre personne habile à recevoir le serment)

I, the undersigned, solemnly declare that the answers hereinbelow are complete and accurate.

(1) Complete name ..... Given names ..... Date of birth ..... Place ..... Where have you resided since you were 15 years old ? (addresses and approximate dates) ..... Have you used other names ? If so, which ones ? ..... Has your name or your father's name been changed ? ..... If so, what is the former name ? ..... When was it changed ? ..... How (brief description of the document) ..... If born outside Canada, when did you come to this country ? ..... Are you naturalized ? Yes..... No. ..... Certificate No. ..... Date ..... If you are a married woman, what was your maiden name ?.....

(2) Name of your father ..... Name of your mother ..... Residence during the last ten years ..... Occupation .....

(3) List the schools, colleges and universities that you attended, the courses, that you followed and the diplomas, degrees or certificates that you obtained: .....

(4) Have you ever been expelled from a school, a college or a university ? Yes..... No..... If so, from what institution and when ?.....

(5) Have you ever been found guilty of any criminal offence ? Yes..... No..... If so, give details:.....

(6) As a member of another profession, have you ever been the object of a disciplinary measure ? Yes..... No..... If so, give details: .....

(7) Personally or otherwise, have you ever made an assignment of your property in favour of your creditors, been put into bankruptcy or made a proposal in virtue of the Bankruptcy Act ? Yes..... No..... If so, give details:.....

(8) What is your civil status:
Single.....Separated.....
Married.....Widower.....
Divorced.....Widow.....

(9) Give the names, addresses and occupations of three persons, other than your parents and relatives, who know you well and who can give accurate information on yourself and your family.....

And I have signed

.....
(signature of applicant)

Declared before me at.....
in the Province of Quebec,
this.....day of..... 19.....

.....
(Notary or any other person qualified to administer the oath)

FORMULE III

Certificat d'immatriculation

(art. 5 du Règlement I)

BARREAU DU QUÉBEC

Certification d'immatriculation

Les présentes font foi que.....
est immatriculé au Barreau du Québec.

Montréal, le..... 19.....

(Sceau)

Le bâtonnier,
A.B.
Le secrétaire général,
C.D.

FORMULE IV

Avis de l'étudiant pour être admis à l'examen du Barreau

(art. 9 du Règlement I)

(Sceau)

BARREAU DU QUÉBEC

Je, soussigné,.....
(nom) (prénoms)

domicilié à.....
(adresse) (rue) (municipalité)

.....donne avis au secrétaire
(no de téléphone)

du Bureau des examinateurs que je me présenterai au prochain examen du Barreau.

Je joins à cet avis la somme de $125 requise par les règlements du Barreau.

.....
(signature)

Date.....

FORMULE V

Certificat pour un stagiaire

(art. 28 du Règlement I)

(Sceau)

BARREAU DU QUÉBEC

Je, soussigné, atteste que.....peut poser les actes décrits à l'article 27 du Règlement I du Barreau du Québec sous l'autorité et la responsabilité de Me....., du Barreau de .....

Ce certificat est valable jusqu'au 1er juillet 19.....

Montréal,.....19.....

Le secrétaire général,
C.D.

FORM III

Certificate of matriculation

(art. 5 of By-Law I)

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Certificate of matriculation

The present certifies that.....
is matriculated with the Bar of the Province of Quebec.

Montreal, this.....day of.....19....

(Seal)

A.B.
Bâtonnier
C.D.
Secretary-general

FORM IV

Notice of candidate to be admitted to the Bar examination

(art. 9 of By-Law I)

(Seal)

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

I, the undersigned,.....
(name) (given names)

domiciled at.....
(address) (street) (municipality)

.....give notice to the
(telephone number)

Secretary of the Board of Examiners that I will present myself for the next examination of the Bar.

I add herewith the fee of $125 required by the By-Laws of the Bar.

.....
(signature)

Date.....

FORM V

Certificate for an articled student

(art. 28 of By-Law I)

(Seal)

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

I, the undersigned, certify that.....may discharge the duties set out in article 27 of By-Law I of the Bar of the Province of Quebec under the personal authority and responsibility of Mr..... of the Bar of.....

This certificate is valid until the 1st of July, 19.....

Montreal, this..... day of.....19.....

C.D.
Secretary-general

FORMULE VI

Certificat d'aptitude à exercer la profession

(art. 64 de la Loi)

BARREAU DU QUÉBEC

Certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat

Vu le rapport du Bureau des examinateurs attestant que..... est de bonnes moeurs, a les aptitudes, connaissances et qualités requises et s'est en tout conformé à la Loi et aux règlements du Barreau;

Nous, soussigné, bâtonnier du Québec, en vertu des pouvoirs conférés par la loi, lui accordons le présent certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat, sous réserve des dispositions de la Loi et des règlements du Bareau.

Montréal,.....19.....
(Sceau)

Le bâtonnier,
A.B.
Le secrétaire général,
C.D.

FORMULE VII

Serment d'allégeance et serment d'office

(art. 64 de la Loi)

(Sceau)

BARREAU DU QUÉBEC

Serment d'allégeance

Je,....., jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté la Reine Elizabeth II, ses hoirs et successeurs, selon la Loi.

Ainsi Dieu me soit en aide.

.....
(Signature)

SERMENT D'OFFICE

Je,....., jure que je remplirai les devoirs de la profession d'avocat avec honnêteté, fidélité et justice.

Je maintiendrai toujours dans mes actes et mes paroles une attitude et une conduite respectueuses envers les personnes chargées de l'administration de la justice.

J'exécuterai fidèlement les mandats qui me seront confiés.

Je respecterai le secret professionnel en toutes choses sauf si la Loi m'autorise à le divulguer.

Je me conformerai aux dispositions de la Loi et des règlements du Barreau et j'aurai toujours le souci de ne compromettre en rien l'honneur et la dignité de la profession dans laquelle je m'engage aujourd'hui.

Ainsi Dieu me soit en aide.

.....
(Signature)

Serments reçus par.....
à titre de.....
à.....ce.....19.....
(Sceau)

FORM VI

Certificate of competence to practise the profession

(sec. 64 of the Act)

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Certificate of competence to practise the profession

Seing the report of the Board of Examiners that..... is of good character, has the necessary capacities, knowledge and qualifications and has fully complied with the Law and the by-laws of the Bar;

We, the undersigned, Bâtonnier of the Province of Quebec, by virtue of the powers vested by law, grant him (her) the present certificate of competence to practice the profession of advocate, subject to the provisions of the Bar Act and the by-laws of the Bar.

Montreal, this.....day of.....19
(Seal)

A.B.
Bâtonnier
C.D.
Secretary-general

FORM VII

Oath of allegiance and Oath of office

(sec. 64 of the Bar Act)

(Seal)

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Oath of allegiance

I,....., do swear that I will be faithful and bear true allegiance to Her Majesty Elizabeth II, her heirs, and successors, according to Law.

So help me God.

.....
(Signature)

OATH OF OFFICE

I,....., do swear I will fulfill the duties of the profession of advocate honestly, faithfully and justly.

I will always maintain a respectful attitude in word and in deed towards those charged with the administration of Justice.

I will faithfully execute all mandates entrusted to me.

I will preserve inviolate the secrets of my clients unless I am authorized to divulge the same by the Law.

I will abide by the provisions of the Bar Act and of the By-laws of the Bar, bearing always in mind my duty not to compromise the honour and dignity of the profession which I enter this day.

So help me God.

.....
(Signature)

Oaths received by..... in my capacity of.....at.....this.....19.....

(Seal)

FORMULE VIII

Certificat de qualification tenant lieu d'inscription au Tableau

(art. 82 de la Loi)

BARREAU DU QUÉBEC

Certificat de qualification tenant lieu d'inscription au Tableau

Les présentes attestent que Me..... est habile à exercer la profession d'avocat et tiennent lieu de son inscription au Tableau de l'Ordre pour le reste de l'année 19.....-19.....

Montréal, ... 19.....

Le secrétaire général,
C.D.

FORM VIII

Certificate of qualification to avail as inscription on the Roll

(sec. 82 of the Bar Act)

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Certificate of qualification to avail as inscription on the Roll

These presents certify that..... is qualified to practise as an advocate and shall avail as his inscription on the Roll for the remainder of the year 19.....-19.....

Montreal, ... 19.....

C.D.
Secretary-general

FORMULE IX

Certificat restrictif de qualification pour le conseiller en loi, tenant lieu d'inscription au Tableau

(art. 72 de la Loi)

BARREAU DU QUÉBEC

Certificat restrictif pour le conseiller en loi

Les présentes attestent que Me..... est habile à exercer la profession de conseiller en loi et tiennent lieu de son inscription au Tableau de l'Ordre pour le reste de l'année 19.....-19.....

Montréal, ... 19.....

Le secrétaire général,
C.D.

FORM IX

Solicitor's restrictive certificate of qualification to avail as inscription on the Roll

(sec. 72 of the Bar Act)

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Solicitor's restrictive certificate

This is to certify that..... is qualified to practise as a solicitor and shall avail as his inscription on the Roll for the remainder of the year 19.....-19.....

Montreal, ... 19.....

C.D.
Secretary-general

ANNEXE B

1) Le certificat prévu à l'article 28 du Règlement I ne peut être délivré sans l'assentiment de l'un des directeurs de l'entraînement professionnel.

2) Le secrétaire général peut permettre à un stagiaire de continuer son stage sous la responsabilité et la direction d'un avocat autre que celui qui a requis le certificat originaire.

3) L'avocat a le devoir de collaborer avec le directeur de l'entraînement professionnel pour permettre à un stagiaire de faire son stage.

4) L'avocat qui accepte un stagiaire doit, sur demande, fournir au directeur de l'entraînement professionnel tous renseignements utiles concernant ce stagiaire.

5) Chacun des directeurs de l'entraînement professionnel, avec le concours d'un sous-comité de trois membres du Comité des études universitaires et de la formation professionnelle, recrute les chargés de cours, décide avec eux du sujet de ces cours et détermine l'horaire et les modalités de l'enseignement.

6) Le programme des cours pratiques comporte environ 250 heures d'enseignement dans les matières énumérées à l'article 10 du règlement I ou celles ajoutées par la suite.

APPENDIX B

(1) The certificate provided for in article 28 of By-Law I shall not be delivered without the approval of one of the directors of professional training.

(2) The secretary-general may allow an articled student to continue his clerkship under the responsibility and authority of an advocate other than the one who required the first certificate.

(3) An advocate must cooperate with the director of professional training so that an articled student may pursue his clerkship.

(4) An advocate who takes in an articled student shall, on request, furnish the director of professional training with all useful particulars pertaining to such student.

(5) Each of the directors of professional training, assisted by a sub-committee of three members of the Committee on University Studies and Professional Instruction, recruits the lecturers, decides with them on the contents of the courses and on the schedule and modalities of instruction.

(6) The programme of the practical instruction shall consist of approximately 250 hours of teaching in the subjects enumerated in article 10 of By-Law I or in the subjects added thereafter.

7) Au terme des cours, les directeurs transmettent au Bureau une liste des stagiaires qui ont suivi de façon satisfaisante l'entraînement professionnel prévu à l'article 8 du règlement I. Le stagiaire non inscrit sur l'une de ces listes fait l'objet d'un rapport particulier et le Bureau décide de son droit de subir l'examen aux conditions qu'il juge à propos.

RÈGLEMENT II

Le Barreau a son siège social au 31 de la rue Saint-Jacques, à Montréal.

22450-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3398

Québec, le 7 décembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement sur les succédanés de produits laitiers.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation:

QUE, sous l'autorité de l'article 12 de la Loi des succédanés de produits laitiers (Statuts refondus, 1964, chapitre 123), le règlement sur les succédanés de produits laitiers, édicté par l'arrêté en conseil numéro 1678 du 1er août 1961 et publié le 5 août 1961 dans la *Gazette officielle de Québec*, soit modifié en remplaçant le premier alinéa de l'article 36 par le suivant:

« Article 36. Dans le commerce de détail, la margarine doit être livrée sous forme de pains et emballée dans une boîte en carton, ou livrée et emballée dans une boîte en matière plastique opaque. »

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
22472-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3562

Québec, le 20 décembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositons de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 921 du 4 mai 1965 et amendement, relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 novembre 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

(7) At the close of the courses the directors shall transmit to the Board a list of the articled students who have attended professional training satisfactorily, in compliance with article 8 of By-Law I. The articled student whose name does not appear on one of these lists shall be the object of a special report and the Board shall decide on his right to present himself for examination on the conditions it may see fit to impose.

BY-LAW II

The head office of the Bar is at 31 St. James street in Montreal.

22450-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3398

Quebec, December 7, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the regulations respecting substitutes for dairy products.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT, under the authority of section 12 of the Act respecting substitutes for dairy products (Revised Statutes, 1964, chapter 123), the regulations respecting substitutes for dairy products, enacted by Order in Council Number 1678 of August 1st, 1961, and published August 5, 1961, in the *Quebec Official Gazette*, be amended by replacing the first paragraph of article 36 by the following:

"Article 36. In the retail trade, margarine shall be delivered in the form of pats enclosed in cardboard boxes, or delivered and enclosed in opaque plastic boxes."

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
22472-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3562

Quebec, December 20, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Retail Food Trade in the Montréal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Minister of Labour has given notice that he intended submitting an amendment to Decree number 921 of May 4, 1965, and amendments (Retail Food Trade in the Montreal region) to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the notice was published in the *Quebec Official Gazette* of November 18, 1967;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 921, soit modifié comme suit:

Le dernier alinéa de l'article 3.00 est remplacé par le suivant:

« *Exceptions:* La semaine de travail de tout employé assujetti au présent décret, pour la période allant du 23 décembre 1967 au 2 janvier 1968 inclusivement, sera la suivante:

Le samedi 23 décembre 1967, de 9 h à 17 h;

Le lundi 25 décembre 1967, aucun travail;
Le mardi 26 décembre 1967, de 13 h à 18 h;

Le mercredi 27 décembre, le jeudi 28 décembre 1967 et le vendredi 29 décembre 1967, de 9 h à 21 h;
Le samedi 30 décembre 1967, de 9 h à 17 h;

Le lundi 1er janvier 1968, aucun travail;
Le mardi 2 janvier 1968, de 13 h à 18 h. »

Les paragraphes 2° et 3° dudit article 3.00 demeurent, pour ladite période, inchangés.

Les dispositions de l'article 3.01 sont suspendues à toutes fins que de droit pendant ladite période.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
22470-o DONAT TANGUAY.

THAT said Decree number 921 be amended as follows:

The last paragraph of section 3.00 is superseded by the following:

"*Exceptions:* From December 23, 1967, through January 2, 1968, the work week for every employee governed by this decree shall be as follows:

Saturday, December 23rd: 9:00 a.m. to 5:00 p.m.;
Monday, December 25th: non-working day;
Tuesday, December 26th: 1:00 p.m. to 6:00 p.m.;
Wednesday, December 27th, Thursday, December 28th and Friday, December 29th: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday, December 30th: 9:00 a.m. to 5:00 p.m.;
Monday, January 1st: non-working day;
Tuesday, January 2nd: 1:00 p.m. to 6:00 p.m."

Subsections 2 and 3 of the said section 3.00 remain the same for the abovementioned period.

For all purposes of the law, the provisions of section 3.01 are left in abeyance during the said period."

DONAT TANGUAY,
22470-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Ministère du Travail

Avis de modification

Boîtes de carton — Province de Québec

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, aux fins d'y assujettir le territoire présentement régi par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton de la région de Québec.

1° Remplacer le paragraphe « *a* » de l'article I par le suivant:

« I. *a*) *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret comprend tout le territoire du Québec. Aux fins d'application, ce territoire est divisé en deux (2) zones de la façon suivante:

Zone I: L'Ile de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites en ligne droite, sous réserve des territoires compris dans la zone II.

Zone II: Le reste du champ d'application territorial y compris la municipalité de l'Épiphanie et le district judiciaire de Bedford. »

2° Ajouter le paragraphe « *c* » suivant à l'article I:

« *c*) Les dispositions du décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton de la région de Québec, continueront de s'appliquer aux employeurs et aux salariés exerçant leurs activités dans le champ d'application territorial dudit

Department of Labour

Notice of Amendment

Paper Box Manufacturing — Province of Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that, for the purpose of making the territory covered by Decree number 758 of July 19, 1951, and amendments (Paper Box Industry in the Quebec region) subject to Decree number 1884, the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Paper Boxes in the Province of Quebec (made binding by Decree number 1884 of November 12, 1947, and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the latter decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

1. Subsection "*a*" of section I will be superseded by the following:

"I. (*a*) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this decree encompasses all of Quebec. For enforcement purposes, such territory is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and a 50-mile radius of its limits in a straight line, except the territory included in zone II.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction, including the municipality of l'Épiphanie and the judicial district of Bedford."

2. The following subsection "*c*" will be added to section I:

"(*c*) The provisions of Decree number 758 of July 19, 1951, and amendments (Paper Box Industry in the Quebec region) shall continue to cover employers and employees working in the territorial jurisdiction of said Decree number 758 who will become subject to the present

décret numéro 758 qui deviendront assujettis au présent décret numéro 1884 en vertu des amendements approuvés par un arrêté en conseil qui donnera suite à la présente requête, aussi longtemps que le présent décret numéro 1884 ne sera pas modifié pour déterminer de nouvelles conditions de travail dans leur cas. »

3° Les parties contractantes suivantes seront ajoutées:

« D'UNE PART:

Champlain Paper Box (1963) Limited;

St. Francis Paper Converters Limited.

D'AUTRE PART:

Le Syndicat catholique de la boîte de carton de Québec Inc. ».

L'honorable ministre du Travail donne également avis, par les présentes, que le Syndicat national des employés de « St.Francis Paper Converters Ltd. » inc., (C.S.N.) de Drummondville lui a présenté une requête à l'effet d'être accepté comme partie contractante dudit décret numéro 1884.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 décembre 1967. 22470-o

Decree number 1884, by means of amendments approved by an order in council entailed by this petition, so long as the present Decree number 1884 will not be amended so as to establish new working conditions for such persons."

3. The following will be added to the list of contracting parties:

"ON THE ONE PART:

Champlain Paper Box (1963) Limited;

St. Francis Paper Converters Limited.

And, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat catholique de la boîte de carton de Québec Inc.".

The Honourable Minister of Labour also gives notice by the presents that the National Syndicate of employees of "St.Francis Paper Converters Ltd." inc., (C.S.N.) of Drummondville, has presented him with a petition requesting to be accepted as a contractual party to said Decree number 1884.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 16, 1967. 22470-o

Avis de modification

Imprimerie — Montréal

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 2114 du 4 novembre 1964 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les mots « presses à enveloppes » apparaissant au poste « i » de l'article XIX, titre B, seront biffés.

2° Le poste « iv » suivant sera ajouté à l'article XIX, titre B:

Notice of Amendment

Printing Industry — Montreal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Printing Industry and Trades in the Montreal region (made binding by Decree number 2114 of November 4, 1964, and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

1. In item "i", section XIX, Part B, the words "envelope presses" will be deleted.

2. The following item "iv" will be added to section XIX, Part B:

	Zones I	II	III
« iv) Conducteur(trice) de presses à enveloppes, chez les fabricants d'enveloppes — Operator (male or female) on envelope presses, where envelopes are manufactured:			
1er six mois — 1st six months	$1.38	$1.24	$1.21
2e six mois — 2nd six months	1.60	1.40	1.35
Ultérieurement — Thereafter	1.76	1.56	1.49
Ajusteur d'une presse à enveloppes — Adjuster of one envelope press	2.84	2.62	2.52
Ajusteur en charge de deux ou plusieurs presses à enveloppes — Adjuster in charge of two or more envelope presses	3.15	2.93	2.83

3° Les paragraphes 11°, 12° et 13° de l'article XXIV seront remplacés par les suivants:

« 11° i) Le Comité paritaire peut exiger que tout apprenti ou stagiaire, après une période probatoire de six mois d'apprentissage dans son métier, et jusqu'à ce qu'il ait complété sa troisième année d'apprentissage, suive les cours du soir (un soir par semaine, de septembre à mai) dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec, sous les auspices de la Commission d'apprentissage. Un apprenti ou un stagiaire qui termine sa période probatoire d'apprentissage ne sera pas tenu de fréquenter les cours mentionnés plus haut qui seraient alors en marche, mais commencera à fréquenter les cours du soir qui débuteront en septembre suivant. Quant à l'apprenti ou au stagiaire qui complète le deuxième semestre de sa troisième année d'apprentissage alors qu'il suit les cours du soir, il doit continuer à fréquenter ces cours à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec jusqu'à ce que lesdits cours soient terminés.

ii) Tout salarié embauché comme apprenti, quelle que soit sa classification, doit suivre durant trois années complètes les cours du soir dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec sous les auspices de la Commission d'apprentissage pour les apprentis qui sont dans leurs trois premières années d'apprentissage. Cette disposition ne s'applique pas aux apprentis régis par le paragraphe seize (16) du présent article.

iii) Un apprenti ou un stagiaire des trois premières années qui fait partie d'une équipe de nuit doit être libéré de tout travail par son employeur pendant une période de temps suffisante pour lui permettre d'assister aux cours du soir dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec. Lorsqu'un apprenti d'une équipe de nuit s'absente de son travail pour assister aux cours du soir, il doit recevoir de se employeur une indemnité égale à quatre heures et demie (4½) de salaire au taux normal du travail de nuit.

iv) Un apprenti qui est employé dans une équipe dont les heures de travail ne contreviennent pas à celles des cours du soir, et qui est avisé de suivre lesdits cours du soir, doit y assister, à défaut de quoi il est passible d'être retardé dans sa classification à raison de deux semaines pour chaque soir d'absence aux cours. Quant à l'apprenti qui fait partie d'une équipe de nuit dont les heures contreviennent à celles des cours du soir dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec et qui néglige de suivre les cours auxquels on l'oblige d'assister, il est passible d'une réduction sur son salaire équivalant à deux (2) heures de salaire pour chaque heure d'absence auxdits cours.

12° Les sanctions prévues au paragraphe qui précède ne préjudicient pas aux droits de la Commission, en vertu du sous-paragraphe 8 ci-dessus, de résilier le contrat d'apprentissage de tel apprenti ou des droits du Comité paritaire de porter plainte contre lui en vertu de l'article 47 de la Loi des décrets de convention collective.

13° Lorsque la Commission d'apprentissage avise un apprenti d'avoir à se présenter à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec pour y assister aux cours du soir, l'employeur doit libérer cet apprenti, peu importe qu'il fasse

3. Subsections 11, 12 and 13 of section XXIV will be superseded by the following:

"11. (i) The Parity Committee may require that apprentices or starting press apprentices, from the time they complete a probationary period of six months in the printing industry until they complete their third year apprenticeship, attend all evening courses (one evening a week, September through May) given at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec under the auspices of the Apprenticeship Commission. An apprentice or starting press apprentice completing his probationary period of apprenticeship will not be required to attend the courses referred to above which may then be in progress but will begin attending evening courses which start in September. An apprentice or starting press apprentice who completes the second six months of his third year of apprenticeship while the evening courses are in progress shall continue to attend such courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec until the completion of the courses then in progress.

(ii) Any employee hired as an apprentice, irrespective of his classification, must for three full years attend the evening courses given at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec under the auspices of the Apprenticeship Commission for apprentices in the first three years of apprenticeship. This provision shall not apply to apprentices covered by subsection sixteen (16) of this section.

(iii) Apprentices or starting press apprentices in their first three years of apprenticeship who work on night shifts must be excused from work by their employers for the time they require to attend evening courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec. When an apprentice loses time from his regular night shift to attend evening courses, he shall receive from his employer the equivalent of four and a half (4½) hours pay at his regular night shift rate of pay.

(iv) An apprentice working on a shift which does not conflict with the hours of evening courses, who is notified to attend evening classes must do so or he will be penalized to the extent of having two weeks deducted from his classification for each night he is absent from such classes. An apprentice working on a night shift which conflicts with the hours of evening courses given at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec who fails to attend an evening course when required to do so, shall be penalized two (2) hours' pay for each hour's absence from such course.

12. The penalties provided for in the above subsection shall be without prejudice to the rights of the Commission, under subsection 8 above, to canal such apprentice's indenture or the rights of the Parity Committee to lay a complaint against him under section 47 of the Collective Agreement Decrees Act.

13. When the Apprenticeship Commission notifies an apprentice to attend the evening courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec, the employer must not require the apprentice, whether working on day

partie d'une équipe de jour ou d'une équipe de nuit, et il ne doit confier à ce dernier aucun travail à l'atelier pendant le temps où il est tenu de fréquenter l'école. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 décembre 1967. 22470-o

or night shifts, to work in the plant during the period the apprentice is required to attend the said institute."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 23, 1967. 22470-o

Avis divers

Joseph Jean-Baptiste Réjean Culet

Avis est donné que Joseph Jean-Baptiste Réjean Culet, technicien professionnel demeurant au numéro 2496 de La Lande, Giffard, marié à Lisette Morency, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Joseph Jean-Baptiste Réjean Caulet conformément à la Loi du changement de nom.

Québec, le 11 décembre 1967.

Le requérant,
22379-50-2-o RÉJEAN CULET.

Joseph Philippe André Culet

Avis est donné que Joseph Philippe André Culet, étudiant universitaire demeurant au numéro 717, de la 3ème Rue, ville et district de Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Joseph Philippe André Caulet conformément à la Loi du changement de nom.

Québec, le 11 décembre 1967.

Le requérant,
22380-50-2-o ANDRÉ CULET.

Paroisse de Sainte-Croix

Avis est donné qu'en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises (S.R.Q. 1964, c. 305), la Paroisse de Sainte-Croix, 4211 avenue Esplanade, Montréal, de l'Église catholique nationale polonaise d'Amérique au Canada, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province pour constituer en corporation ladite paroisse.

Le pasteur de la paroisse,
22227-48-4-o Rev. ANDREAS V. CWIKLINSKI.

Borbala Klein

Avis est par les présentes donné que Borbala Klein, coiffeuse, domiciliée et résidant au 4000 rue Dupuis, app. 4, à Montréal, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Borbala Gerlai, de même que le changement du nom de sa fille Dorothy Klein en celui de Dorothy Gerlai, le tout conformément à la Loi du changement de nom (SQ 1965, ch. 77).

Montréal, le 8 décembre 1967.

Les procureur du requérant,
22430-50-2-o MORIN, DESBIENS & PARENT.

Miscellaneous Notices

Joseph Jean-Baptiste Réjean Culet

Notice is given that Joseph Jean-Baptiste Réjean Culet, professional technician domiciled at 2496, La Lande Avenue, Giffard, married to Lisette Morency, will petition the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to Joseph Jean-Baptiste Réjean Caulet pursuant to the change of name Act.

Quebec, December 11, 1967.

RÉJEAN CULET,
22379-50-2-o *Petitioner.*

Joseph Philippe André Culet

Notice is given that Joseph Philippe André Culet, student of the university domiciled at 717 Third Street, city and district of Quebec, will petition the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to Joseph Philippe André Caulet pursuant to the change of name Act.

Quebec, December 11, 1967.

ANDRÉ CULET,
22380-50-2-o *Petitioner.*

Holy Cross Parish

Notice is given that in accordance with the Church Incorporation Act (R.S. 1964, c. 305), Holy Cross Parish, of 4211 Esplanade Avenue, Montreal, of the Polish National Catholic Church of America in Canada, will present to the Lieutenant-Governor in Council of the Province a Petition to incorporate the said Parish.

Rt. Rev. ANDREAS V. CWIKLINSKI,
22227-48-4-o *Pastor of the Parish.*

Borbala Klein

Notice is hereby given that Borbala Klein, hairdresser, domiciled and residing ar 4000 Dupuis, apt. 4, in Montreal, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Counsel, in order to have her name changed from Borbala Klein to Borbala Gerlai, and to have her daughter's name changed from Dorothy Klein to Dorothy Gerlai, the whole in accordance with the change of name Act (SQ 1965, ch. 77).

Montreal, December 8, 1967.

MORIN, DESBIENS & PARENT,
22430-50-2-o *Attorney for Petitioner.*

Demetre Condaxakis

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi du changement de nom (13-14 Eliz. II, c. 77), Demetre Condaxakis, restaurateur, 11575, rue Joseph Casavant, Montréal, province de Québec, présentera une requête pour obtenir le changement de son nom en celui de Dem Condax; ce changement s'applique également à son épouse, Catherine D. Vergiades, sa fille Marie Condaxakis, son fils Georges Nicolas Condaxakis, sa fille Anastasia Condaxakis and sa fille Elizabeth Anna Condaxakis, tous également domiciliés à 11575, rue Joseph Casavant dans les villes et district de Montréal.

Montréal, le 5 décembre 1967.

Le procureur du requérant,

22408-50-2 JACK B. BOBROVE.

Demetre Condaxakis

Notice is hereby given that an application will be made under the change of name Act (13-14 Eliz. II chap. 77), requesting the following change of name: Demetre Condaxakis, restaurateur, 11575 Joseph Casavant Street, Montreal, Quebec to Dem Condax, which said change will also affect his wife, Catherine D. Vergiades, his daughter Marie Condaxakis, his son George Nicolas Condaxakis, his daughter Anastasia Condaxakis and his daughter Elizabeth Anna Condaxakis, all also domiciled at 11575 Joseph Casavant Street in the city and district of Montreal.

Montreal, December 5th, 1967.

JACK B. BOBROVE,

22408-50-2-o *Attorney for applicant.*

Harry Goresky

Avis est par les présentes donné que Harry Goresky, tailleur, domicilié au 5505 Robinson Avenue, Côte St. Luc, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de M. Harry Gore; ledit changement concernera également son épouse Dora Sophia Berson, et ses filles Linda Barbara Goresky et Susan Anne Goresky, toutes domiciliées au même endroit.

Montréal, le 7 décembre 1967.

LIBERMAN, SOGALL, FINKELBERG &

22369-50-2-o FREED.

Harry Goresky

Notice is by these presents given that Harry Goresky, tailor, domiciled at 5505 Robinson Avenue, Côte St. Luc, district of Montreal, Quebec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of a decree changing his name to M. Harry Gore; the said change will also apply to his wife, Dora Sophia Berson, and his daughters, Linda Barbara Goresky and Susan Anne Goresky, all domiciled at the address abovementioned.

Montreal, December 7, 1967.

LIBERMAN, SEGALL, FINKELBERG &

22369-50-2-o FREED.

Gustav Charles Ryner

Avis est par les présentes donné que Gustav Charles Ryner, contremaître, résidant et domicilié sur le chemin de la Côte St-Charles, à St-Lazare, comté de Vaudreuil, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de: Gustav Charles Wilson.

Ce changement bénéficiera à son épouse, née Johanne Cornelia Opzoomer et à ses quatre enfants mineurs, David Robert Ryner, Richard Charles Ryner, Shawn Randall Ryner et Michael Andrew Ryner, tous de la même adresse.

Vaudreuil, le 5 décembre 1967.

Les procureurs du requérant,

22370-50-2-o BELLIVEAU & SAUVÉ.

Gustav Charles Ryner

Notice is hereby given that Gustav Charles Ryner, foreman, residing on Côte St-Charles Road, at St-Lazare, county of Vaudreuil, in the district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to: Gustav Charles Wilson.

This change will affect his wife, born Johanne Cornelia Opzoomer, and his four minor children, David Robert Ryner, Richard Charles Ryner, Shawn Randall Ryner and Michael Andrew Ryner, all of the same address.

Vaudreuil, December 5, 1967.

BELLIVEAU & SAUVÉ,

22370-50-2-o *Attorneys for Applicant.*

Manfred Klaus Sekinger

Avis est donné que Manfred Klaus Sekinger, résidant à 1453, rue Champagne, Ste-Dorothée (Laval) s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Manfred Klaus Bejcek, en vertu des dispositions de la Loi du changement de nom (13-14 Elixabeth II, chapitre 77).

22354-50-2

Manfred Klaus Sekinger

Notice is hereby given that Manfred Klaus Sekinger, residing at 1453 Champagne Street, Ste-Dorothée (Laval) will apply to the Secretary of the Province of Quebec for an order changing his name to that of Manfred Klaus Bejcek under the provisions of the Change of Name Act (13-14 Elizabeth II, chapter 77).

22354-50-2-o

Paroisse de Saint-Léon de Cowansville

(*Erratum*)

Veuillez noter que dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* du 9 décembre 1967, numéro 49, à la page 7047, à la cinquième ligne du corps de l'avis, on devrait lire « Sainte-Thérèse de l'Enfant Jésus de Cowansville » au lieu de « Sainte-Hélène de l'Enfant Jésus de Cowansville ».

22448-o

Parish of Saint-Léon de Cowansville

(*Erratum*)

Please note that in the notice published in the *Official Gazette* dated December 9, 1967, number 49, on page 7047, on the fifth line of the body of the notice, kindly read: "Sainte-Thérèse de l'Enfant Jésus de Cowansville" instead of "Sainte-Hélène de l'Enfant Jésus de Cowansville".

22448-o

Karoly Ivan Sellei

Avis est par les présentes donné que Karoly Ivan Sellei, ingénieur professionnel, domicilié au 4975, rue Prince of Wales, dans les ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Charles Ivan Shelley, et changeant le nom respectif de son épouse, Dame Judit Roza Sellei et de ses deux enfants mineurs non émancipés c'est-à-dire, Gabor Sellei et Pal Henrik Sellei, tous trois domiciliés à l'adresse susmentionnée, en celui de Judith Rose Shelley et de Gabriel Charles Shelley et Paul Henry Shelley.

Montréal, ce 11ième jour de décembre 1967.

22451-51-2-o A.-A. CHARBONNEAU.

Karoly Ivan Sellei

Notice is hereby given that Karoly Ivan Sellei, professional engineer, domiciled at 4975 Prince of Wales Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the granting of an order changing his name to that of Charles Ivan Shelley, and changing the names of his wife, Dame Judit Roza Sellei and of his two unemancipated minor children that is, Gabor Sellei and Pal Henrik Sellei, all three of them domiciled at the same address, to that of Judith Rose Shelley, Gabriel Charles Shelley and Paul Henri Shelley, respectively.

Montreal, this 11th day of December, 1967.

22451-51-2-o A.-A. CHARBONNEAU.

Ville de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des Obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 5½% Sinking Fund Debentures for Public Works, due February 1, 1991 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er février 1968, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des Obligations entièrement immatriculées portant le préfixe RE, rachetables le 1er février 1968 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

5126	$ 200,000	5127	$ 8,000	5128	$ 8,000
5129	$ 2,000	5130	$ 3,000	5131	$ 1,000
5132	$ 3,000	5135	$ 4,000	5136	$ 10,000
5137	$ 40,000	5138	$ 1,000	5139	$ 40,000
5141	$ 40,000	5148	$ 10,000	5149	$ 20,000
5151	$ 30,000	5152	$ 12,000	5153	$ 4,000
5154	$ 4,000	5155	$ 20,000	5158	$ 20,000
5159	$ 10,000	5164	$ 2,000	5186	$ 2,000
5192	$ 6,000	5213	$ 20,000	5214	$ 20,000
5216	$ 20,000	5217	$ 20,000	5218	$ 18,000
5219	$ 16,000	5221	$ 8,000	5222	$ 8,000
5223	$ 8,000	5224	$ 6,000	5225	$ 6,000
5226	$ 4,000	5228	$ 3,000	5229	$ 3,000
5230	$ 2,000	5231	$ 2,000	5232	$ 2,000
5233	$ 8,000	5234	$ 12,000	5243	$ 10,000
5245	$ 4,000	5247	$ 20,000		

Numéros des Obligations à coupons:

AUCUN NUMÉRO

Les Obligations (ou partie de ces Obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des Obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'Obligations à coupons, avec tous les coupons attachés échéant après ladite date de rachat.

City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of Debentures payable in United States Currency of the issue designated "5½% Sinking Fund Debentures for Public Works, due February 1, 1991" (herein called "Debentures") of the City of Montreal, Province of Quebec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on February 1, 1968, pursuant to the provisions of the Debentures, the following Debentures (or portions thereof) as indicated, of the above mentioned issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the Fully Registered Debentures bearing the prefix RE, redeemable on February 1, 1968 to the extent of the principal amount shown against each of the following numbers:

Numbers of the Coupon Debentures:

NONE

Debentures (or portions thereof) to be so redeemed, will be come due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of Debentures bearing the above numbers, in the case of Coupon Debentures with all coupons attached maturing after the said date of redemption.

Les Obligations entièrement immatriculées et les Obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc. Les Obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais. Les Obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les Obligations remises à moins d'instructions d'agir différemment.

AVIS PUBLIC EST AUSSI PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que l'intérêt sur le montant en principal des Obligations présentement appelées pour paiement cessera de s'accroître le et après le 1er février 1968.

Daté à Montréal, ce vingtième jour de décembre 1967.

Ville de Montréal,
L. ROBERGE, C.A.,
22452-o *Directeur des finances.*

Fully Registered Debentures and Coupon Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank. Fully Registered Debentures representing the unredeemed portion of any Debenture redeemed in part only will be issued without charge. Registered Debentures will be registered in the same manner as the Debentures surrendered in the absence of other instructions.

PUBLIC NOTICE IS ALSO HEREBY GIVEN that all interest on the principal amount of the Debentures presently called for payment will cease to accrue from and after February 1, 1968.

Dated at Montreal, this twentieth day of December, 1967.

City of Montreal,
L. ROBERGE, C.A.,
22452-o *Director of Finance.*

Règles de Pratique de la Cour supérieure

Amendement R. P. M. 23

La règle 23 des Règles de Pratique de la Cour supérieure — District de Montréal, est modifiée en remplaçant dans la septième ligne les mots « vingt-quatre » par les mots « quarante-huit ».

Je, soussigné, George S. Challies, certifie par les présentes que l'amendement ci-dessus à la règle 23 des Règles de Pratique de la Cour supérieure du district de Montréal a été approuvé unanimement par plus de la majorité des Juges de la Cour supérieure nommés pour le district de Montréal convoqués à cette fin par leur Juge en chef, à une réunion, au Vieux Palais de Justice, à Montréal, vendredi, le 24 novembre 1967, à 10 heures a.m.

Le juge en chef adjoint,
22471-o GEORGE S. CHALLIES.

Rules of Practice of the Superior Court

Amendment to R. P. M. 23

Rule 23 of the Rules of Practice of the Superior Court — District of Montreal, is amended by replacing the words "twenty-four" in the seventh line by the words "forty-eight".

I, the undersigned, George S. Challies, do hereby certify that the above amendment to rule 23 of the Rules of Practise of the Superior Court of the district of Montreal was unanimously approved by more that the majority of the Judges of the Superior Court appointed for the district of Montreal and convoked for this purpose by their Chief Justice to a meeting in the old Court House, in Montreal, November 24, 1967, at 10 o'clock a.m.

GEORGE S. CHALLIES,
22471 *Associate Chief Justice.*

Chartes — Abandon de

Garson Holdings Inc.

Avis est donné par les présentes que « Garson Holdings Inc. », une corporation constituée d'après la Loi des Compagnies, et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, fera application auprès du Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les provisions de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, ce 27e jour d'octobre, 1967.

(Sceau) *Le président,*
22453-o B. A. GARSON.

Ronald Gary Inc.

Avis est donné que « Ronald Gary Inc. » qui a son bureau chef dans la cité de Montréal, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Montréal, 1 décembre 1967.

Le secrétaire,
22454 JACK BERLINER.

Papineau Construction Limited

Prenez avis que la compagnie « Papineau Construction Limited », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire,
22458-o PIERRE AUBRY.

Charters — Surrender of

Garson Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Garson Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of October, 1967.

(Seal) B. A. GARSON,
22453-o *President.*

Ronald Gary Inc.

Notice is hereby given that "Ronald Gary Inc." having its head office in the city and district of Montreal, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the Companies' Act.

Montreal, December 1, 1967.

JACK BERLINER,
22454-o *Secretary.*

Papineau Construction Limited

Take notice that the company "Papineau Construction Limited", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

PIERRE AUBRY,
22458-o *Secretary.*

L'Habitation Roulotte & Camping ltée

Prenez avis que « L'Habitation Roulotte & Camping lée », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à 943, avenue Painchaud, Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Québec, ce 4e jour de décembre 1967.

La secrétaire,
JEANNETTE R. HARMEGNIES.

22455-o 3363-66

Liesse Investments Ltd.

Avis est donné que « Liesse Investments Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal dans le district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 13e jour de novembre 1967.

Le secrétaire,
22456-o JEAN DE BRABANT.

Nanart Inc.

Avis est par les présentes donné que « Nanart Inc. », corporation constitué en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 6e jour de décembre 1967.

La secrétaire,
22457 NANCY S. STAMPLEMAN.

Sherbrooke Terrace Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Sherbrooke Terrace Ltd. » s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Le procureur de la compagnie,
22459 SAUL HANDELMAN.

Shiff Bros. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Shiff Bros. Ltd.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 13e jour de décembre, 1967. *Le Secrétaire,*
22460-o HARRY SHIFF.

Victoria Towers Inc.

Avis est par les présentes donné que « Victoria Towers Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 4e jour de décembre 1967.

Les procureurs de la compagnie,
GLISERMAN, ACKMAN,
22461 CUTLER & DRUKER.

L'Habitation Roulotte & Camping ltée

Take notice that "L'Habitation Roulotte & Camping ltée", incorporated under the Companies Act, and having its head office at 943 Painchaud Avenue, Quebec, will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Quebec, this 4th day of December, 1967.

JEANNETTE R. HARMEGNIES,
Secretary.
22455 3363-66

Liesse Investments Ltd.

Notice is given that "Liesse Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 13th day of November, 1967.

JEAN DE BRABANT,
22456-o *Secretary.*

Nanart Inc.

Notice is hereby given that "Nanart Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 6th day of December, 1967.

NANCY S. STAMPLEMAN,
22457-o *Secretary.*

Sherbrooke Terrace Ltd.

"Sherbrooke Terrace Ltd.", hereby gives notice that it will make an application to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender the charter ot this company.

SAUL HANDELMAN,
22459-o *Attorney for the company.*

Shiff Bros. Ltd.

Notice is hereby given that "Shiff Bros. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of December, 1967. HARRY SHIFF,
22460-o *Secretary.*

Victoria Towers Inc.

Notice is hereby given that "Victoria Towers Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of December, 1967. GILSERMAN, ACKMAN,
CUTLER & DRUKER,
22461-o *Attorneys for Company.*

First National Property Corporation

Avis est donné que la compagnie « First National Property Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 3 décembre 1963, a transporté son siège social de suite 3408, 1, place Ville Marie, Montréal 2, Québec à : Suite 2703, 1115, ouest, rue Sherbrooke, Montréal 2, Québec.

Montréal, 9 novembre 1967.

L'assistant-secrétaire,
ALBERT HALLAC.

22463 5200-63

First National Property Corporation

Notice is hereby given that "First National Property Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 3, 1963, has moved its head office from Suite 3408, 1 Place Ville Marie, Montreal 2, Quebec to: Suite 2703, 1115 Sherbrooke Street West, Montreal 2, Quebec.

Montreal, November 9, 1967.

ALBERT HALLAC,
Assistant-Secretary.

22463-o 5200-63

Victor Angelillo Inc.

Prenez avis que la Cie « Victor Angelillo Inc. », demandera au secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 12 décembre 1967.

Les procureurs de la compagnie,
22473-o GUAY, DALLAIRE & BOIVIN.

Victor Angelillo Inc.

Take notice that "Victor Angelillo Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Quebec, December 12, 1967.

GUAY, DALLAIRE & BOIVIN,
22473 *Attorneys for the Company.*

Bloch Hosiery of Canada Ltd.

Avis est donné que « Bloch Hosiery of Canada Ltd. », une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, comformément au dispositions de loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12e jour de décembre, 1967.

Les procureurs,
GREENBLATT, GINSBERG,
22474-o GARDNER & GLAZER.

Bloch Hosiery of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Bloch Hosiery of Canada Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of December, 1967.

GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER,
22474-o *Attorneys.*

Le Cartier Health Club Inc.

Avis est par les présentes donné que « Le Cartier Health Club Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et de l'annuler à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Le président,
22475 MARC GREENBLATT.

Le Cartier Health Club Inc.

Notice is hereby given that "Le Cartier Health Club Inc.", a Corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

MARC GREENBLATT,
22475-o *President.*

Knit-Guild of Canada Inc.

Avis est donné par les présentes que « Knit-Guild of Canada Inc. », une corporation constituée d'après la Loi des compagnies, et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, fera application auprès du secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 7e jour de décembre 1967.

(Sceau) *Le président,*
22476-o HYMAN ANCEL.

Knit-Guild of Canada Inc.

Notice is hereby given that "Knit-Guild of Canada Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 7th day of December, 1967.

(Seal) HYMAN ANCEL,
22476-o *President.*

Parkview Construction Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Parkview Construction Ltd. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 4e jour de décembre 1967.

Les procureurs de la compagnie,
GLISERMAN, ACKMAN,
22477 CUTLER & DRUKER.

Parkview Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Parkview Construction Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of December, 1967.

GLISERMAN, ACKMAN,
CUTLER & DRUKER,
22477-o *Attorneys for company.*

Rome-Venice Inc.

Avis est par les présentes donné que « Rome-Venice inc. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8e jour de décembre 1967.

La secrétaire-trésorière,
GLORIA LINDS.

22481 13076-55

Rome-Venice Inc.

Notice is hereby given that "Rome-Venice Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 8th day of December, 1967.

GLORIA LINDS,
Secretary-Treasurer.

22481-o 13076-55

Anglo-Canadian Bond & Share Corporation

Avis est par les présentes donné que « Anglo-Canadian Bond & Share Corporation », présentera une requête au secrétaire de la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des compagnies pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, P.Q., le 15 décembre 1967.

(Sceau) *Le secrétaire,*
22507-o ISABEL WATERHOUSE.

Anglo-Canadian Bond & Share Corporation

Notice is hereby given that "Anglo-Canadian Bond & Share Corporation", will apply to the Provincial Secretary of Quebec under the provisions of the Companies Act for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q., December 15, 1967.

(Seal) ISABEL WATERHOUSE,
22507-o *Secretary.*

A West End Home Maintenance Ltd.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « A West End Home Maintenance Ltd. », donne avis qu'elle s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 24e jour de novembre 1967.

22511 Par: P. G. TROY.

A West End Home Maintenance Ltd.

Under the provisions of the Companies Act, "A West End Home Maintenance Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the secretary of the province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 24th day of November 1967.

22511-o Per: P. G. TROY.

Les Entreprises J. P. E. ltée

Avis est donné que « Les Entreprises J. P. E. ltée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 20 décembre, 1967.

Les notaires,
22516-o MARTEL & BOULANGER.

Les Entreprises J. P. E. ltée

Notice is hereby given that "Les Entreprises J. P. E. ltée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter, pursuant to the Companies Act.

Montreal, December 20, 1967.

MARTEL & BOULANGER,
22516-o *Notaries.*

L.H. & N.A. Timmins Incorporated

Avis est donné, par les présentes, que « L.H. & N.A. Timmins Incorporated », compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies, s'adressera au Secrétariat de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de l'article 26 de la Loi des Compagnies.

Donné à Montréal, ce 20e jour de décembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
22523-o R. G. NESBITT.

L.H. & N.A. Timmins Incorporated

Notice is hereby given that "L.H. & N.A. Timmins Incorporated", a company incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of section 26 of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of December, 1967.

R. G. NESBITT,
22523-o *Secretary-Treasurer.*

Divers
Compagnies

Barclay Management Corporation

Tous les actifs de la compagnie « Barclay Management Corporation », seront distribués aux actionnaires quinze jours après la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec.*

Le procureur de la compagnie,
22495-o Me JEAN-MARC POULIN.

Miscellaneous
Companies

Barclay Management Corporation

All the assets of the "Barclay Management Corporation", will be allotted to shareholders fifteen days after the publishing of the present by-law in the *Quebec Official Gazette.*

Me JEAN-MARC POULIN,
22495 *Attorney for the company.*

Acadia Pulp and Paper Limited

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une nouvelle procuration datée du 22 novembre 1967, et dont copie a été transmise au Secrétaire de la province, M. Arthur P. Beaulieu du 5660, de la rue Ferrier, Mont-Royal, a été nommé en remplacement de M. Jaime W. Dunton, agent principal dans cette province de la compagnie étrangère « Acadia Pulp and Paper Limited », dûment autorisée à faire affaires dans la province, conformément à la Loi des compagnies étrangères.

Avis est donné également qu'en vertu de la nouvelle procuration mentionnée ci-dessus, le siège social de ladite compagnie est établi au 5660, de la rue Ferrier, à Mont-Royal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22494 6-64

Centre des Loisirs de Ste-Pétronille

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 décembre 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Centre des Loisirs de Ste-Pétronille », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22496-o 3889-66

La Fondation École du Théâtre National

Avis est donné que la corporation « La Fondation École du Théâtre National », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le président,
AUBERT BRILLANT.

22497-o 3743-67

La Fondation École du Théâtre National

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 décembre 1967, approuvé les règlements généraux 1 à 12 de la corporation « La Fondation École du Théâtre National », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22497-o 3743-67

Service Central de Lingerie des Hôpitaux de Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 décembre 1967, approuvé le règlement numéro 18 de la corporation « Service Central de Lingerie des Hôpitaux de Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22498-o 2544-66

Immeubles Roberval, inc.

Avis est donné que la compagnie « Immeubles Roberval, inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
ROLAND BROUSSEAU.

22508-o 12061-57

A.-S. Distributors Inc.

Avis est donné que « A.-S. Distributors Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 5.

Le secrétaire,
R. L. FULFORD.

22512 4373-65

Acadia Pulp and Paper Limited

Notice is hereby given, by new power of attorney date November 22, 1967, of which a copy was transmitted to the Provincial Secretary, Mr. Arthur P. Beaulieu, of 5660 Ferrier Street, Mount Royal, was appointed to replace Mr. Jaime W. Dunton, principal agent in this Province, of "Acadia Pulp and Paper Limited", an Extra-Provincial Company, duly authorized to carry on business in the Province in pursuance to the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that in pursuance to the new power of attorney hereabove-mentioned, the principal office of the said company is established at 5660 Ferrier Street, Mount Royal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22494-o 6-64

Centre des Loisirs de Ste-Pétronille

Notice is given that the Provincial Secretary has, on December 7, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Centre des Loisirs de Ste-Pétronille", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22496 3889-66

La Fondation École du Théâtre National

Notice is hereby given that "La Fondation École du Théâtre National", has changed the number of its directors from 3 to 5.

AUBERT BRILLANT,
President.

22497 3743-67

La Fondation École du Théâtre National

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 7, 1967, approved general by-laws 1 to 12 of "La Fondation École du Théâtre National", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22497 3743-67

Service Central de Lingerie des Hôpitaux de Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 7, 1967, approved by-law number 18 of "Service Central de Lingerie des Hôpitaux de Québec", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22498 2544-66

Immeubles Roberval, inc.

Notice is given that "Immeubles Roberval, inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ROLAND BROUSSEAU,
Secretary.

22508 12061-57

A.-S. Distributors Inc.

Notice is given that "A.-S. Distributors Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

R. L. FULFORD,
Secretary.

22512-o 4373-65

Laboratoire Pentagone ltée
Pentagone Laboratory Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Laboratoire Pentagone ltée — Pentagone Laboratory Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
LUCIE DUFAULT.

22513-o 13542-60

Laboratoire Pentagone ltée
Pentagone Laboratory Ltd.

Notice is hereby given that "Laboratoire Pentagone ltée — Pentagone Laboratory Ltd.", has changed the number of its directors, from 5 to 4.

LUCIE DUFAULT,
Secretary.

22513 13542-60

Lemato Realties Ltd.

Avis est donné que « Lemato Realties Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
TOMMY D'ERRICO.

22514 15792-59

Lemato Realties Ltd.

Notice is given that "Lemato Realties Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

TOMMY D'ERRICO,
Secretary-Treasurer.

22514-o 15792-59

Caisse d'épargne et de crédit

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Rimouski

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Les Mutuellistes en Finance et Crédit de Rimouski » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec et à devenir une caisse régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit, sous le nom de « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Rimouski ».

Québec, le 19 décembre 1967.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

22506-o

Saving and Credit Union

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Rimouski

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "Les Mutuellistes en Finance et Crédit de Rimouski" to cease to be governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act and to become a union governed by the Savings and Credit Unions Act, under the name of "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Rimouski".

Quebec, December 19, 1967.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

22506

Compagnie autorisée à faire des affaires

Omega Consultants Ltd.

Avis est par les présentes donné que, le 20e jour de novembre 1967, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec a accordé un nouveau permis à « Omega Business Assistance Ltd. », l'autorisant à faire affaires dans ladite province sous son nouveau nom de « Omega Consultants Ltd. », et ce conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus 1964, chapitre 282.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1121-23 ouest, de la rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22493 48-66 — 1397/45

Company Licensed to do Business

Omega Consultants Ltd.

Notice is hereby given that, on the 20th day of November, 1967, a new license was granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Omega Business Assistance Ltd.", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Omega Consultants Ltd.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

The principal office of the company in the Province is at 1121-23 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22493-o 48-66 — 1397/45

Sièges sociaux

Jaclau inc.

Avis est donné que la compagnie « Jaclau inc. », a changé son siège social de 705, rue Beaumont, Montréal, au numéro 8250, 3e avenue, Anjou.

Le secrétaire,
HÉLÈNE DUCHESNE.

22501-o 10753-61

Head Offices

Jaclau inc.

Notice is given that "Jaclau inc.", has transferred its head office from 705 Beaumont Avenue, Montreal, to 8250 3rd Avenue, Anjou.

HÉLÈNE DUCHESNE.
Secretary.

22501 10753-61

A.C.I. Property Corporation

Avis est donné que la compagnie « A.C.I. Property Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 12 décembre 1962, a transporté son siège social de suite 3408, 1, place Ville Marie, Montréal 2, Québec à: Suite 2703, 1115, ouest, rue Sherbrooke, Montréal 2, Québec.

Montréal, 9 novembre 1967.

L'Assistant-secrétaire,
S. WINER.

22462 15010-62

A.C.I. Property Corporation

Notice is hereby given that "A.C.I. Property Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 12, 1962, has moved its head office from Suite 3408, 1 Place Ville Marie, Montreal 2, Quebec to: Suite 2703, 1115 Sherbrooke Street West, Montreal 2, Quebec.

Montreal, November 9, 1967.

S. WINER,
Assistant-Secretary.

22462-o 15010-62

Habitat Developments Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Habitat Developments Limited », constituée en corporation par lettres patentes le 5e jour de mai 1965, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 3 Place Ville Marie, l'a transporté à 1315 ouest, Boulevard Maisonneuve, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er jour de Novembre 1967.

(Seal) *Le secrétaire,*
(S) PIERRE BOULVA.

22464-o 2097-65

Habitat Developments Limited

Notice is hereby given that "Habitat Developments Limited". incorporated by letters patent on the 5th day of May 1965, and having its head office in the City of Montreal, at 3 Place Ville Marie, has moved it to 1315 Maisonneuve Blvd. West, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the head office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of November 1967.

(Seal) (S) PIERRE BOULVA,
Secretary,

22464-o 2097-65

Marlia Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Marlia Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 3 décembre 1963, a transporté son siège social de suite 3408, 1, place Ville Marie, Montréal 2, Québec à: Suite 2703, 1115, ouest, rue Sherbrooke, Montréal 2, Québec.

Montréal, 9 novembre 1967.

L'Assistant-secrétaire,
ALBERT HALLAC.

22465 5183-63

Marlia Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Marlia Investments Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 3, 1963, has moved its head office from Suite 3408, 1 Place Ville Marie, Montreal 2, Quebec to: Suite 2703, 1115 Sherbrooke Street West, Montreal 2, Quebec.

Montreal, November 9, 1967.

ALBERT HALLAC,
Assistant-Secretary.

22465-o 5183-63

Metrocan Motors Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Metrocan Motors Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 17 novembre 1967 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, Québec, a établi son bureau au Chambre 716, 1440 St. Catherine ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, P.Q., ce 8e jour de décembre, 1967.

Le président,
GERALD C. CORNELL.

22466-o 4638-67

Metrocan Motors Ltd.

Notice is hereby given that "Metrocan Motors Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act on November 17, 1967, and having its head office in the city and district of Montreal, Quebec, has established its office at Room 716, 1440 St. Catherine Street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Montreal, P.Q., this 8th day of December, 1967.

GERALD C. CORNELL,
President.

22466-o 4638-67

Peelbrooke Development Corp.

Avis est donné que la compagnie « Peelbrooke Development Corp. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 28 mars 1961, a transporté son siège social de suite 3408, 1, place Ville Marie, Montréal 2, Québec à: Suite 2703, 1115, ouest, rue Sherbrooke, Montréal 2, Québec.

Montréal, 9 novembre 1967.

L'assistant-secrétaire,
S. WINER.

22467 11264-61

Peelbroke Development Corp.

Notice is hereby given that "Peelbrooke Development Corp.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated March 28, 1961, has moved its head office from Suite 3408, 1 Place Ville Marie, Montreal 2, Quebec to: Suite 2703, 1115 Sherbrooke Street West, Montreal 2, Quebec.

Montreal, November 9, 1967.

S. WINER,
Assistant-Secretary.

22467-o 11264-61

Les Placements Lyonnais ltée
Lyonnais Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Les Placements Lyonnais ltée — Lyonnais Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes du 7 mai 1967, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies a déménagé son siège social du 1155 ouest, du boulevard Dorchester (chambre 2601), dans la ville de Montréal, au numéro 5 de la Place Ville-Marie (chambre 445), dans la ville de Montréal.

Montréal, Québec, ce 28e jour d'août 1967.

Le président,
ALMANZOR LABERGE.

22478 2179-65

Montreal Aircraft Parts Manufacturing Inc.

Avis est par les présentes donné que « Montreal Aircraft Parts Manufacturing Inc. », constitué en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 19 octobre 1967, a établi son siège social au 450 ouest, de la rue de Port-Royal, à Montréal.

Daté à Montréal, ce 24e jour de novembre 1967.

(Sceau) *La présidente,*
GYULA BARTA.

22479 4372-67

Phono-Vue inc.

Avis est donné que la compagnie « Phono-Vue inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 novembre 1967, et ayant son bureau principal dans la cité de St-Léonard, a établi son bureau au 5505 rue Ringuet.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Léonard, ce 20e jour de novembre 1967.

Le président,
GUY LACAILLE.

22480-o 4589-67

Champignon Maisons Mobiles inc.

Avis est donné que la compagnie « Champignon Maisons Mobiles Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 8 août 1967 et ayant son siège social en la ville de Bécancour, comté de Nocolet, province de Québec, a établi son bureau dans le secteur St-Grégoire de ladite ville de Bécancour, comté de Nicolet, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné en la ville de Bécancour, ce 14e jour du mois d'août 1967.

Le président,
J. RÉAL PICHÉ.

22499-o 3378-67

Drana Construction ltée

Avis est donné que la compagnie « Drana Construction ltée », a changé son siège social de St-Magloire-de-Bellechasse, à Route rurale numéro 1, St-Étienne-de-Beaumont.

Le secrétaire,
C. GARIÉPY.

22500-o 11838-62

Les Placements Lyonnais ltée
Lyonnais Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Les Placements Lyonnais ltée — Lyonnais Investments Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated May 7, 1967, has moved its head office from Suite 2601, 1155 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal, to Suite 445, 5 Place Ville Marie, in the city of Montreal.

Montreal, P.Q., this 28th day of August, 1967.

ALMANZOR LABERGE,
President.

22478-o 2179-65

Montreal Aircraft Parts Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that "Montreal Aircraft Parts Manufacturing Inc.", was incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated October 19, 1967, and that its head office is situated at 450, Port Royal West, Montreal, P.Q.

Dated at Montreal, this 24th day of November, 1967.

(Seal) GYULA BARTA,
President.

22479-o 4372-67

Phono-Vue inc.

Notice is given that "Phono-Vue inc.", incorporated by letters patent dated November 17, 1967, and having its head office in the city of Saint-Léonard, has established its office at 5505 Ringuet Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Saint-Léonard, this 20th day of November, 1967.

GUY LACAILLE,
President.

22480 4589-67

Champignon Maisons Mobiles inc.

Notice is hereby given that "Champignon Maisons Mobiles inc.", incorporated by letters patent issued August 8, 1967, and having its head office in the town of Bécancour, county of Nicolet, Province of Quebec, has established its office in the St-Grégoire sector of the said town of Bécancour, county of Nicolet, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given in the town of Bécancour, this 14th day of the month of August, 1967.

J. RÉAL PICHÉ,
President.

22499 3378-67

Drana Construction ltée

Notice is hereby given that "Drana Construction ltée", has changed its head office from St-Magloire-de-Bellechasse, to Rural Route number 1, St-Étienne-de-Beaumont.

C. GARIÉPY,
Secretary.

22500 11838-62

Entreprises Dubord inc.

Avis est donné par la présente, que la compagnie « Entreprises Dubord inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 janvier 1964, et ayant son bureau principal au 485 boulevard des Laurentides, (Pont Viau), ville de Laval, Québec, l'a transporté au 135 est, boulevard de la Concorde, (Pont Viau), ville de Laval, Québec, à compter de la date du présent avis, les bureaux situés au 135 est, boulevard de la Concorde, (Pont Viau), ville de Laval, Québec, seront considérés comme le siège social de la compagnie « Entreprises Dubord inc. ».

(Sceau) *Le président,*
RAOUL DUBORD.

22517-o 297-64

Entreprises Dubord inc.

Notice is hereby given that "Entreprises Dubord inc.", incorporated by letters patent dated January 23, 1964, and having its principal office at 485 des Laurentides Boulevard, (Pont Viau), town of Laval, Quebec, has transferred it to 135 de la Concorde Boulevard East, (Pont Viau), town of Laval, Quebec, from and after the date of the present notice, the offices situated at 135 de la Concorde Boulevard East, (Pont Viau), town of Laval, Quebec, will be considered as the head office of "Entreprises Dubord inc.".

(Seal) RAOUL DUBORD,
President.

22517 297-64

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Jean-Claude Guy

Avis est par les présentes donné que Jean-Claude Guy, ingénieur civil, et son épouse, Nicole Bisaillon, tous deux de LaSalle, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi validant l'adoption, par Jean-Claude Guy, de Céline-Renée-Marie-Claude Lévis et Marie-Claire-Andrée-Céline Lévis, filles légitimes de Laurent Lévis et de Nicole Bisaillon et changeant leur nom en celui de Céline-Renée-Marie-Claude Guy et Marie-Claire-Andrée-Céline Guy.

Montréal, le 11 décembre 1967.

Les pétitionnaires,
JEAN-CLAUDE GUY
22432-50-4-o & NICOLE BISAILLON.

Jean-Claude Guy

Notice is hereby given that Jean-Claude Guy, civil engineer and his wife, Nicole Bisaillon, both of the city of LaSalle, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act validating the adoption, by Mr. Jean-Claude Guy of Céline Renée Marie-Claude Lévis and Marie Claire Andrée Céline Lévis legitimate children of Laurent Lévis and of Nicole Bisaillon and changing their name in the name of Céline Renée Marie Claude Guy and Marie Claire André Céline Guy.

Montreal, December 11, 1967.

JEAN-CLAUDE GUY
& NICOLE BISAILLON,
22432-50-4-o *Petitionners.*

Dame Hermine Marie Eugenie Pashayan

Avis est, par les présentes, donné que, Dame Hermine Marie Eugenie Pashayan, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec à l'admettre à l'exercice de la médecine immédiatement, l'exemptant ainsi de certaines dispositions contenues dans la Section 43 de la Loi Médicale qui l'empêcheraient d'exercer la médecine dans la Province de Québec.

Montréal, P.Q., le 1er jour de décembre, 1967.

Les procureurs de la requérante,
MCMASTER, MEIGHEN, MINNION,
22330-49-4-o PATCH & CORNEAU.

Dame Hermine Marie Eugenie Pashayan

Notice is hereby given that Dame Hermine Marie Eugenie Pashayan of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit her to the practice of Medicine forthwith, thus exempting her from certain provisions contained in Section 43 of the Medical Act, which would not permit her to practice Medicine in the Province of Quebec.

Montreal, this 1st day of December, 1967.

MCMASTER, MEIGHEN, MINNION,
PATCH & CORDEAU,
22330-49-4-o *Attorneys for petitioner.*

La Société des comptables en administration industrielle et en prix de revient de Québec
The Society of Industrial and Cost Accountant of Quebec

Avis est par les présentes donné que « La Société des comptables en administration industrielle et en prix de revient de Québec » (The Society of Industrial and Cost Accountants of Quebec) s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi afin de changer son nom en celui de « La Société des Comptables en Administration Industrielle du Québec » (The Society of Industrial Accountants of Quebec).

Québec, 1er décembre 1967.

Le procureur de la pétitionnaire,
22431-50-4-o LAURENT COSSETTE.

The Society of Industrial and Cost Accountant of Quebec
La Société des comptables en administration industrielle et en prix de revient de Québec

Notice is hereby given that "The Society of Industrial and Cost Accountants of Québec" (La Société des comptables en dadministration industrielle et en prix de revient de Québec) will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the next Session, to change its name into that of "The Society of Incustrial Accountants of Québec" (La Société des comptables en administration industrielle du Québec).

LAURENT DOSSETTE,
22431-50-4-o *Sollicitor for the petitionner.*

The Montreal Museum of Fine Arts

Avis est par les présentes donné que « The Montreal Museum of Fine Arts », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant la loi 23 Victoria, chapitre 13, et ses amendements, quant au nom de la corporation.

Les procureurs de la requérante,
SMITH, DAVIS, ANGLIN,
22398-50-4-o LAING, WELDON & COURTOIS.

Bianchi Limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Bianchi Limitée », corps politique légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires au numéro 11665 rue Letellier, en les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant son titre de propriété quant aux immeubles connus et désignés sous les numéros 463-6-2, 464-1-1 et 2, 464-2-1 du village incorporé de St-Jean-Baptiste.

Montréal, le 19 décembre 1967.
BLAIN, PICHÉ, BERGERON
22535-51-4-o GODBOUT, EMERY.

The Montreal Museum of Fine Arts

Notice is hereby given that "The Montreal Museum of Fine Arts", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending the act 23 Victoria, Chapter 13, as amended, with respect to its name.

SMITH, DAVIS, ANGLIN,
LAING, WELDON & COURTOIS,
22398-50-4-o *Attornys for applicant.*

Bianchi Limitée

Notice is given that "Bianchi Limitée", body politic legally incorporated, having its principal business place at number 11665, Letellier Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Quebec legistalure at its next coming session to request the adoption of an act to be declared owner of the immovable properties known and designed under number 463-6-2, 464-1-1 and 2, 464-2-1 of "Village Incorporé de St-Jean-Baptiste".

Montreal, December 19, 1967.
BLAIN, PICHÉ, BERGERON
22535-51-4-o GODBOUT, EMERY.

Associations coopératives

Association coopérative étudiante du séminaire de Joliette

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante du séminaire de Joliette ».

Le siège social de cette association coopérative est situé au Séminaire de Joliette, Joliette, Québec, dans le district électoral de Joliette.

Québec, le 19 décembre 1967.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
22504-o LUCIEN DARVEAU.

Association coopérative étudiante du collège des Eudistes

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante du collège des Eudistes ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Jeanne-Mance.

Québec, le 19 décembre 1967.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
22505-o LUCIEN DARVEAU.

Association coopérative laitière du Saguenay, Lac St-Jean

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative laitière du Saguenay, Lac St-Jean ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Bruno, Québec, dans le district électoral de Lac St-Jean.

Québec, le 20 décembre 1967.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
22530-o LUCIEN DARVEAU.

Cooperative Associations

Association coopérative étudiante du séminaire de Joliette

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante du séminaire de Joliette".

The head office of this cooperative association is situated at the Séminaire de Joliette, Joliette, Quebec, in the electoral district of Joliette.

Quebec, December 19, 1967.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.
22504

Association coopérative étudiante du collège des Eudistes

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante du collège des Eudistes".

The head office of this cooperative association is situated at Montreal, Quebec, in the electoral district of Jeanne-Mance.

Quebec, December 19, 1967.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.
22505

Association coopérative laitière du Saguenay, Lac St-Jean

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative laitière du Saguenay, Lac St-Jean".

The head office of this cooperative association is situated at St-Bruno, Quebec, in the electoral district of Lac St-Jean.

Quebec, December 20, 1967.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.
22530

Avis d'annulation de lettres patentes

Centre du Pneu Baie-Comeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de l'article 24 de la Loi des compagnies, la compagnie dont le nom suit a omis pendant deux années consécutives de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies et de ce fait est passible d'annulation, soixante jours après la publication de cet avis.

Le nom de la compagnie: Centre du Pneu Baie-Comeau Inc., date des lettres patentes, le 9 septembre 1965.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o

Lettres Patent Notice of annulment

Baie-Comeau Tire Center Inc.

Notice is given under section 24 of the Companies Act that the following company has failed to file, during two consecutive years, the return required by section 4 of the Companies Information Act and for this reason is liable to be annulled sixty days after the publication in the *Quebec Official Gazette* of this notice.

Name of the company: Baie-Comeau Tire Center Inc., date of the letters patent, September 9, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant-Secretary of the Province.

22448-o

Liquidation — Avis de

St. Patrick's Credit Union

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « St. Patrick's Credit Union », tenue le 22 novembre 1967, à Québec, il a été résolu que les affaires de ladite caisse d'économie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. John H. C. McGreevy, C.A., a été nommé liquidateur.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22482-o 202-158

Winding up Notices

St. Patricd's Credit Union

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "St. Patrick's Credit Union", held on November 22, 1967, at Quebec, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said credit union be woundup, and that they be dissolved in pursuance to the provisions of the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Mr. John H. C. McGreevy, C.A., was appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22482-o 202-158

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 26 octobre 1967.

M. Claude Bigué, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, d'Amos: nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans les districts judiciaires d'Abitibi et Rouyn-Noranda, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de districts, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville d'Amos ou dans les environs, ledit M. Claude Bigué, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 26 octobre 1967, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22448-o 67-67

Apointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Quebec, October 26, 1967.

Mr. Claude Bigué, advocate, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel, of Amos: appointed pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Provincial Court, with jurisdiction in all the Province, but particularly and without restriction, in the judicial districts of Abitibi and Rouyn-Noranda, according to section 126 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, as district magistrate as to that which concerns the jurisdictions attributed by the Laws of Canadian Parliament for district magistrates, that these jurisdictions be attributed to them under the title of "magistrate" or under that of "district magistrate", with residence in the town of Amos or in the vicinity, the said Mr. Claude Bigué, considering his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under the authority of paragraph *b*) of section 466 of the Criminal Code, from and after October 26, 1967, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of this Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22448 67-67

Ministère des Affaires municipales

Paroisse de Sainte-Rose-du-Dégelis

Avis est donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 22 novembre 1967, un arrêté en conseil ayant pour objet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégelé, comté de Témiscouata, en celui de: « Paroisse de Sainte-Rose-du-Dégelis ».

Conformément à l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Ste-Rose, 12 décembre 1967.

Le maire,
GEORGES DESCHÊNES.
La secrétaire-trésorière,
22483-o GINETTE C. MOREL.

Department of Municipal Affairs

Parish of Sainte-Rose-du-Dégelis

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council adopted, on November 22, 1967, an Order in Council changing the name of the municipality of the parish of Sainte-Rose-du-Dégelé, county of Témiscouata, to that of "Parish of Sainte-Rose-du-Dégelis".

Pursuant to section 48 of the municipal Code, this change of name becomes effective as from the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Ste-Rose, December 12, 1967.

GEORGES DESCHÊNES,
Mayor.
GINETTE C. MOREL,
22483 *Secretary-Treasurer.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Village de Longueuil

Cadastre officiel du Village de Longueuil, municipalité de la cité de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 352 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 novembre 1967.

Le sous-ministre,
22485-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 123-600 à 123-606, 123-619, 123-622, 123-635 à 123-637, 123-664, 123-689, 123-728, 123-729 sont annulés et une partie du lot 123-62 est remise en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 novembre 1967.

Le sous-ministre,
22485-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Canut

Cadastre officiel de la paroisse de St-Canut, municipalité de la paroisse de St-Canut, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 246-4 à 246-8, 246-20 à 246-27, 246-30 à 246-37, 246-39 à 246-42, 246-55, 246-128, 247-2 à 247-4, 247-9 à 247-14, 247-18, 247-45 et 247-46 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 novembre 1967.

Le sous-ministre,
22485-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Georges de Clarenceville

Cadastre officiel de la paroisse de St-Georges de Clarenceville, municipalité de Venise en Québec, division d'enregistrement de Missisquoi

Department of Lands and Forests
Cadastre

Village of Longueuil

Official cadastre of village of Longueuil, municipality of the city of Longueuil, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 352 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 21, 1967.

FERNAND BOUTIN,
22485-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 123-600 to 123-606, 123-619, 123-622, 123-635 to 123-637, 123-664, 123-689, 123-728, 123-729 are cancelled and a part of lot 123-62 is reinstated in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 23, 1967.

FERNAND BOUTIN.
22485-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Canut

Official cadastre of the parish of St-Canut, municipality of the parish of St-Canut, registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lots 246-4 to 246-8, 246-20 to 246-27, 246-30 to 246-37, 246-39 to 246-42, 246-55, 246-128, 247-2 to 247-4, 247-9 to 247-14, 247-18, 247-45 and 247-46 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 30, 1967.

FERNAND BOUTIN.
22485-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Georges de Clarenceville

Official cadastre of the parish of St-Georges de Clarenceville, municipality of Venise en Québec, registration division of Missisquoi.

Avis est par la présente donné que les lots 189-82 à 189-94 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 décembre 1967.

Le sous-ministre,
22485-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Marie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie, municipalité de la paroisse de Ste-Marie, division d'enregistrement de Beauce.

Avis est par la présente donné que les lots 694-2 à 694-4, 694-6 à 694-8 et la partie restante des lots 694-1, 694-5 et 694-9 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 octobre 1967.

Le sous-ministre,
22485-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 189-82 to 189-94 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 6, 1967.

FERNAND BOUTIN,
22485-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Marie

Official cadastre of the parish of Ste-Marie, municipality of the parish of Ste-Marie, registration division of Beauce.

Notice is hereby given that lots 694-2 to 694-4, 694-6 to 694-8 and the remaining part of lots 694-1, 694-5 and 694-9 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 16, 1967.

FERNAND BOUTIN,
22485-o *Deputy Minister.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.5 région s'étendant du quai de l'Anse Noire – ancien chemin à Richard Fortin

N-6.1 région s'étendant de Pointe aux Outardes ouest – Grosse Pointe

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 7 décembre 1967.

Le ministre de l'Industrie et Commerce,
22515-o JEAN-PAUL BEAUDRY.

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-4.5 region extending from the wharf of Anse Noire – former Richard Fortin Road

N-6.1 region extending from Pointe aux Outardes West – Grosse Pointe

are no longer toxic to a degree unsafe for use as *a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Quebec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said areas to fishing, and permits whomsoever to fish, take or have in his possession, clams from the said areas.

Quebec, December 7, 1967.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
22515 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère des Finances
Assurances

Royal General Insurance Company of Canada
La Compagnie d'Assurance Royal Général du Canada

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Royal General Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Royal Général du Canada », enregistrée sous le numéro 700, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1436, qui l'autorise, à compter du 24 novembre 1967, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, fuite d'eau; Accident; Automobile; Aviation; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Chute d'aéronef; Défectuosité d'ex-

Department of Finance
Insurance

Royal General Insurance Company of Canada
La Compagnie d'Assurance Royal Général du Canada

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Royal General Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Royal Général du Canada", registered under number 700, has obtained the license and certificate of registry number 1436, authorizing it, as from the 24th of November, 1967, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, impact by vehicles, water damage; Accident; Aircraft; Automobile; Boiler; Earthquake; Employers' liability; Explosion; Falling aircraft; Forgery; Guarantee; Hail; Inland transportation;

tincteurs automatiques; Explosion; Faux; Garantie; Grêle; Intempéries; Ouragan; Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Tremblement de terre; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 535, rue Homer, Vancouver, Colombie Britannique.

La compagnie a nommé monsieur Marcel Côté, 1, Place Ville-Marie, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 11 décembre 1967.

Pour le ministre des finances
de la province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

22468-51-2-o

Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sickness; Sprinkler leakage; Theft; Weather; Windstorm; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situated at 535, Horner Street, Vancouver, British Columbia.

The company has appointed Mr. Marcel Côté, 1, Place Ville Marie, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 11th of December, 1967.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

22468-51-2-o

Soumissions

Municipalité de Notre-Dame
Comté de Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. Desrochers, secrétaire-trésorier, 855, rue Domville, Notre-Dame, comté de Laprairie, P.Q., jusqu'à 5 heures p.m., et par après jusqu'à 8 heures p.m., à 770, rue Pauline, Notre-Dame, comté de Laprairie, P.Q., mercredi le 10 janvier 1967, pour l'achat de $74,000 d'obligations de la municipalité de Notre-Dame, comté de Laprairie datées du 1er février 1968 et remboursables par séries du 1er février 1969 au 1er février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 46 — $74,000 — consolidation de dettes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1968.

Tableau d'amortissement — $74,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1969	$2,000
1er février 1970	2,000
1er février 1971	2,000
1er février 1972	2,000
1er février 1973	2,500
1er février 1974	2,500
1er février 1975	2,500
1er février 1976	3,000
1er février 1977	3,000
1er février 1978	3,500
1er février 1979	3,500
1er février 1980	4,000
1er février 1981	4,000
1er février 1982	4,500
1er février 1983	4,500
1er février 1984	5,000
1er février 1985	5,500
1er février 1986	5,500
1er février 1987	6,000
1er février 1988	6,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Tenders

Municipality of Notre-Dame
County of Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. Desrochers, secretary-treasurer, 855 Domville St., Notre-Dame, county of Laprairie, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at 770 Pauline St., Notre-Dame, county of Laprairie, P.Q., Wednesday, January 10, 1967, for the purchase of an issue of $74,000 of bonds for the municipality of Notre-Dame, county of Laprairie, dated February 1, 1968, and redeemable serially from February 1, 1969 to February 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 46 — $74,000 — consolidation of debts.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1968.

Table of redemption — $74,000 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1969	$2,000
February 1, 1970	2,000
February 1, 1971	2,000
February 1, 1972	2,000
February 1, 1973	2,500
February 1, 1974	2,500
February 1, 1975	2,500
February 1, 1976	3,000
February 1, 1977	3,000
February 1, 1978	3,500
February 1, 1979	3,500
February 1, 1980	4,000
February 1, 1981	4,000
February 1, 1982	4,500
February 1, 1983	4,500
February 1, 1984	5,000
February 1, 1985	5,500
February 1, 1986	5,500
February 1, 1987	6,000
February 1, 1988	6,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 janvier 1967 à 8 heures du soir, à 770 rue Pauline, Notre-Dame, comté de Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame, (Comté de Laprairie), ce 14 décembre 1967. *Le secrétaire-trésorier,*
L. DESROCHERS.

855, rue Domville,
Notre-Dame, (Laprairie), P.Q.
Téléphone: 676-1954, code 514. 22510-o

Ville de Malartic
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Réjean Hamel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 901, rue Royale, C.P. 3090, Malartic, comté d'Abitibi-Est, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 8 janvier 1968, pour l'achat de $318,000 d'obligations de la ville de Malartic, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er février 1968 et remboursables par séries du 1er février 1969 au 1er février 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 175 — $150,000 — services récréatifs et communautaires; 178 — $127,600 — fins industrielles; 180 — $40,400 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1968.

Tableau d'amortissement — $318,000 — 15 ans

Année	*Capital*
1er février 1969	$16,000
1er février 1970	19,000
1er février 1971	20,000
1er février 1972	21,000
1er février 1973	24,000
1er février 1974	28,000
1er février 1975	30,000
1er février 1976	31,000
1er février 1977	32,000
1er février 1978	34,000
1er février 1979	12,000
1er février 1980	12,000
1er février 1981	13,000
1er février 1982	13,000
1er février 1983	13,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, January 10, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at 770 Pauline St., Notre-Dame, county of Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame, (County of Laprairie), December 14, 1967. L. DESROCHERS,
Secretary-Treasurer.

855 Domville St.,
Notre-Dame, (Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-1954, code 514. 22510

Town of Malartic
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Réjean Hamel, secretary-treasurer, Town Hall, 901 Royale Street, P.O. Box 3090, Malartic, county of Abitibi-East, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, January 8, 1968, for the purchase of an issue of $318,000 of bonds for the town of Malartic, county of Abitibi-East, dated February 1, 1968, and redeemable serially from February 1, 1969 to February 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 175 — $150,000 — recreational and communal services; 178 — $127,600 — industrial purposes; 180 — $40,400 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1968.

Table of redemption — $318,000 — 15 years

Year	*Capital*
February 1, 1969	$16,000
February 1, 1970	19,000
February 1, 1971	20,000
February 1, 1972	21,000
February 1, 1973	24,000
February 1, 1974	28,000
February 1, 1975	30,000
February 1, 1976	31,000
February 1, 1977	32,000
February 1, 1978	34,000
February 1, 1979	12,000
February 1, 1980	12,000
February 1, 1981	13,000
February 1, 1982	13,000
February 1, 1983	13,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Malartic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 janvier 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 901, rue Royale, C.P. 3090, Malartic, comté d'Abitibi-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Malartic, (Comté d'Abitibi-Est), ce 18 décembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
RÉJEAN HAMEL.

Hôtel de Ville, 901, rue Royale, C.P. 3090,
Malartic, (Abitibi-Est) P.Q.
Téléphone: 757-3611, code 819. 22525-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Malartic.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 8, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 901 Royale Street, P.O. Box 3090, Malartic, county of Abitibi-East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Malartic, (County of Abitibi-East), December 18, 1967.

RÉJEAN HAMEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 901 Royale Street, P.O. Box 3090.
Malartic, (Abitibi-East), P.Q.
Telephone: 757-3611, code 819. 22525

Cité de Dorval
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand DelTorchio, greffier, Hôtel de Ville, 60, Ave Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, lundi, le 8 janvier 1967, pour l'achat de $1,973,000 d'obligations de la cité de Dorval, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er février 1968 et remboursables par séries du 1er février 1969 au 1er février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 673 — $950,000 — voirie; 693 — $267,000 — voirie; 703-66 — $55,000 — voirie; 704-66 — $9,000 — aqueduc, égouts; 706-66 — $120,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 707-66 — $150,000 — aqueduc, égouts, etc.; 712-66 — $46,000 — aqueduc, égouts; 713-66 — $77,000 — aqueduc, égouts; 715-66 — $120,000 — aqueduc, égouts; 716-66 — $24,000 — aqueduc, égouts; 727-66 — $123,000 — voirie; 737-66 — $7,200 — voirie; 741-66 — $6,700 — aqueduc, égouts; 742-66 — $4,800 — aqueduc, égouts; 746-67 — $13,300 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1968.

Tableau d'amortissement — $1,973,000 — 20 ans

Année	*Capital*
February 1, 1969	$ 53,000
February 1, 1970	56,000
February 1, 1971	59,000
February 1, 1972	63,000
February 1, 1973	66,000
February 1, 1974	70,000
February 1, 1975	76,000
February 1, 1976	80,000
February 1, 1977	84,000
February 1, 1978	90,000

City of Dorval
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Armand DelTorchio, clerk, Town Hall, 60 Martin Avenue, Dorval, county of Jacques-Cartier, P.Q., until 9:00 o'clock p.m., Monday, January 8, 1967, for the purchase of an issue of $1,973,000 of bonds for the city of Dorval, county of Jacques-Cartier, dated February 1, 1968 and redeemable serially from February 1, 1969 to February 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue, or it may vary according to maturities.

By-law Nos. 673 — $950,000 — roads; 693 — $267,000 — roads; 703-66 — $55,000 — roads; 704-66 — $9,000 — aqueduct, sewers; 706-66 — $120,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 707-66 — $150,000 — aqueduct, sewers, etc.; 712-66 — $46,000 — aqueduct, sewers; 713-66 — $77,000 — aqueduct, sewers; 715-66 — $120,000 — aqueduct, sewers; 716-66 — $24,000 — aqueduct, sewers; 727-66 — $123,000 — roads; 737-66 — $7,200 — roads; 741-66 — $6,700 — aqueduct, sewers; 742-66 — $4,800 — aqueduct, sewers; 746-67 — $13,300 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1968.

Table of redemption — $1,973,000 — 20 years

Year	*Capital*
1er février 1969	$ 53,000
1er février 1970	56,000
1er février 1971	59,000
1er février 1972	63,000
1er février 1973	66,000
1er février 1974	70,000
1er février 1975	76,000
1er février 1976	80,000
1er février 1977	84,000
1er février 1978	90,000

February 1, 1979	$ 96,000
February 1, 1980	101,000
February 1, 1981	108,000
February 1, 1982	114,000
February 1, 1983	123,000
February 1, 1984	130,000
February 1, 1985	137,000
February 1, 1986	147,000
February 1, 1987	156,000
February 1, 1988	164,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $164,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émise seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er février de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 janvier 1968, à 9 heures du soir, Hôtel de Ville, 60, Ave Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorval, (Comté de Jacques-Cartier), ce 13 décembre 1967.

Le greffier,
ARMAND DELTORCHIO.

Hôtel de Ville, 60, Ave Martin,
Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 636-4040, code 514. 22484-o

Cité de Drummondville
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L.-Philippe Langevin, greffier, Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q., jusqu'à 8 heures

1er février 1979	$ 96,000
1er février 1980	101,000
1er février 1981	108,000
1er février 1982	114,000
1er février 1983	123,000
1er février 1984	130,000
1er février 1985	137,000
1er février 1986	147,000
1er février 1987	156,000
1er février 1988	164,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as ten-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in twenty years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term, and the other part thereof as twenty-year sinking-fund bonds, provided, however, that the latter part not be for less than $164,000, and, if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations, as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, be certified cheque payable at par at Dorval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year, for the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 8, 1968, at 9:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 60 Martin Avenue, Dorval, county of Jacques-Cartier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dorval, (County of Jacques-Cartier), December 13, 1967.

ARMAND DELTORCHIO,
Clerk.

Town Hall, 60 Martin Avenue,
Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 636-4040, code 514. 22484

City of Drummondville
County of Drummund

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L.-Philippe Langevin, clerk, Town Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, county of Drummond, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, January 9, 1968,

du soir, mardi, le 9 janvier 1968, pour l'achat de $598,500 d'obligations de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 1er février 1968 et remboursables par séries du 1er février 1969 au 1er février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 623 — $85,000 — fins industrielles; 642 — $238,000 — fins industrielles; 713 — $57,000 — fins industrielles; 724 — $53,000 — fins industrielles; 766 — $55,000 — fins industrielles; 778 — $55,000 — fins industrielles; 788 — $55,500 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1968.

Tableau d'amortissement — $598,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1969	$17,500
1er février 1970	18,000
1er février 1971	19,000
1er février 1972	22,000
1er février 1973	25,000
1er février 1974	26,000
1er février 1975	28,000
1er février 1976	29,000
1er février 1977	34,000
1er février 1978	35,000
1er février 1979	29,000
1er février 1980	29,000
1er février 1981	31,000
1er février 1982	32,000
1er février 1983	34,500
1er février 1984	35,500
1er février 1985	35,500
1er février 1986	36,500
1er février 1987	39,500
1er février 1988	42,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $42,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissent au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Les obligations seront rachetables par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance des intérêts.

for the purchase of an issue of $598,500 of bonds for the city of Drummondville, county of Drummond, dated February 1, 1968 and redeemable serially from February 1, 1969 to February 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos. 623 — $85,000 — industrial purposes; 642 — $238,000 — industrial purposes; 713 — $57,000 — industrial purposes; 724 — $53,000 — industrial purposes; 766 — $55,000 — industrial purposes; 778 — $55,000 — industrial purposes; 788 — $55,500 — industrial purposes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1968.

Table of redemption — $598,500 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1969	$17,500
February 1, 1970	18,000
February 1, 1971	19,000
February 1, 1972	22,000
February 1, 1973	25,000
February 1, 1974	26,000
February 1, 1975	28,000
February 1, 1976	29,000
February 1, 1977	34,000
February 1, 1978	35,000
February 1, 1979	29,000
February 1, 1980	29,000
February 1, 1981	31,000
February 1, 1982	32,000
February 1, 1983	34,500
February 1, 1984	35,500
February 1, 1985	35,500
February 1, 1986	36,500
February 1, 1987	39,500
February 1, 1988	42,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year and 15-year short-term bonds. Also, tenders will be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20-years; in this case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as 10-year short-term and the other part as 20-year sinking fund, provided, however, that this latter part not be for an amount of less than $42,500 and, if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, as appearing in the table, starting at the last years of maturity. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will be redeemable by anticipation, in whole or in part, at part, at any interest maturity date.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 janvier 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville, (Comté de Drummond), ce 14 décembre 1967.

Le greffier,
L.-PHILIPPE LANGEVIN.

Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay,
Drummondville, (Drummond), P.Q.
Téléphone: 478-4111, code 819. 22509-o

Ville de Châteauguay-Centre
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurier Legault, greffier, jusqu'à 5 heures p.m., Hôtel de Ville, 25, Boulevard d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, 1 Croissant Richard, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q., mardi, le 9 janvier 1968, pour l'achat de $597,000 d'obligations de la ville de Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, datées du 1er février 1968 et remboursables par séries du 1er février 1969 au 1er février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½% ni supérieur à 7½% payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 447 — $50,000 — éclairage de rues; 460 — $68,500 — aqueduc; 461 — $185,000 — achat de terrains; 560 — $30,000 — service récréatif; 576 — $32,000 — aqueduc et égouts; 578 — $10,000 — aqueduc, égouts; 579 — $32,000 — aqueduc, égouts; 580 — $41,000 — voirie; 581 — $2,000 — voirie; 582 — $10,000 — voirie, aqueduc, égouts; 612 — $136,500 — voirie, aqueduc ,égouts.

Pour l'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1968.

Tableau d'amortissement — $597,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1969	$ 12,000
1er février 1970	13,000
1er février 1971	14,000
1er février 1972	15,000
1er février 1973	18,000
1er février 1974	19,000
1er février 1975	20,000
1er février 1976	20,000
1er février 1977	23,000
1er février 1978	25,000
1er février 1979	26,000
1er février 1980	27,000
1er février 1981	30,000
1er février 1982	32,000
1er février 1983	33,000
1er février 1984	35,000
1er février 1985	42,000
1er février 1986	44,000
1er février 1987	45,000
1er février 1988	104,000

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, January 9, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, county of Drummond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville, (County of Drummond), December 14, 1967.

L.-PHILIPPE LANGEVIN,
Clerk.

Town Hall, 415 Lindsay Street,
Drummondville, (Drummond), P.Q.
Telephone: 478-4111, code 819. 22509

Town of Châteauguay-Centre
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Laurier Legault, Town Clerk, until 5:00 o'clock p.m., Town Hall, 25 d'Anjou Blvd., Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in the municipal auditorium, 1 Croissant Richard, Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, P.Q., Tuesday, January 9, 1968, for the purchase of an issue of $597,000 of bonds for the town of Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, dated February 1, 1968 and redeemable serially from February 1, 1969 to February 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 447 — $50,000 — street lighting; 460 — $68,500 — aqueduct; 461 — $185,000 — purchase of grounds; 560 — $30,000 — recreational services; 576 — $32,000 — aqueduct and sewers; 578 — $10,000 — aqueduct, sewers; 579 — $32,000 — aqueduct, sewers; 580 — $41,000 — roads; 581 — $2,000 — roads; 582 — $10,000 — roads, aqueduct, sewers; 612 — $136,500 — roads, aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be claculated as from February 1, 1968.

Table of redemption — $597,000 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1969	$ 12,000
February 1, 1970	13,000
February 1, 1971	14,000
February 1, 1972	15,000
February 1, 1973	18,000
February 1, 1974	19,000
February 1, 1975	20,000
February 1, 1976	20,000
February 1, 1977	23,000
February 1, 1978	25,000
February 1, 1979	26,000
February 1, 1980	27,000
February 1, 1981	30,000
February 1, 1982	32,000
February 1, 1983	33,000
February 1, 1984	35,000
February 1, 1985	42,000
February 1, 1986	44,000
February 1, 1987	45,000
February 1, 1988	104,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $57,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumission ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er février de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 janvier 1968, à 8 heures du soir, Salle municipale, 1, Croissant Richard, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Centre, (Comté de Châteauguay), ce 14 décembre 1967.

Le greffier,
LAURIER LEGAULT.

Hôtel de Ville, 25, Boulevard d'Anjou,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6761, code 514. 22502-o

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as ten-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in twenty years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term, and the other part thereof as twenty-year sinking fund bonds, provided, however, that the latter part not be for less than $57,000, and, if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking fund, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year, for the annual amount required to amortize this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, January 9, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the municipal auditorium, 1 Croissant Richard, Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Centre, (County of Châteauguay), December 14, 1967.

LAURIER LEGAULT,
Town Clerk.

Town Hall, 25 d'Anjou Blvd.,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6761, code 514. 22502

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Michel-de-Rougemont
Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Frégeau, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission Scolaire, 574, rue Principale, C.P. 100, Rougemont, comté de Rouville, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, et par après jusqu'à 8 heures du soir à l'École St-Michel, Rougemont, comté de Rouville, P.Q., lundi, le 8 janvier 1968, pour l'achat de $168,000 d'obli-

The School Commissioners for the municipality of St-Michel-de-Rougemont
County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy Frégeau, secretary-treasurer, Office of the School Commission, 574, rue Principale (P.O. Box 100) Rougemont, county of Rouville, Quebec, until 7:30 o'clock p.m., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at St-Michel School, Rougemont, county of Rouville, Quebec, on Monday, January 8, 1968, for the purchase of an issue of

gations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Michel-de-Rougemont, comté de Rouville, datées du 1er février 1968 et remboursables par séries du 1er février 1969 au 1er février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½% par année, payable semi-annuellement le 1er février et le 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 février 1967 — $168,000 — Agrandissement de l'école du village de Rougemont.

Pour adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1968.

Tableau d'amortissement — $168,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er février 1969	x	$39,500
1er février 1970	x	42,500
1er février 1971		2,500
1er février 1972		2,500
1er février 1973		3,000
1er février 1974		3,000
1er février 1975		3,500
1er février 1976		3,500
1er février 1977		3,500
1er février 1978		4,000
1er février 1979		4,500
1er février 1980		4,500
1er février 1981		5,000
1er février 1982		5,500
1er février 1983		6,000
1er février 1984		6,000
1er février 1985		6,500
1er février 1986		7,000
1er février 1987		7,500
1er février 1988		8,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $86,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements annuels égaux de $43,000 chacun, de 1969 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Marieville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 janvier 1968, à 8 heures du soir, à l'École St-Michel, Rougemont, comté de Rouville, P.Q.

$168,000 of bonds for the School Commissioners for the Municipality of St-Michel-de-Rougemont, county of Rouville, dated February 1st, 1968, and redeemable serially from February 1st 1969 to February 1st, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, a year payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated February 13, 1967 — $168,000 — Enlargement of the Village of Rougemont School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1st, 1968.

Table of redemption — $168,000 — 20 years

Year		*Capital*
February 1, 1969	x	$39,500
February 1, 1970	x	42,500
February 1, 1971		2,500
February 1, 1972		2,500
February 1, 1973		3,000
February 1, 1974		3,000
February 1, 1975		3,500
February 1, 1976		3,500
February 1, 1977		3,500
February 1, 1978		4,000
February 1, 1979		4,500
February 1, 1980		4,500
February 1, 1981		5,000
February 1, 1982		5,500
February 1, 1983		6,000
February 1, 1984		6,000
February 1, 1985		6,500
February 1, 1986		7,000
February 1, 1987		7,500
February 1, 1988		8,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $86,000 granted by the Provincial Government and payable in two equal annual instalments of $43,000 each, from 1969 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Marieville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, January 8, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at St-Michel School, Rougemont, county of Rouville, Quebec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rougemont, (Comté de Rouville), ce 13 décembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
GUY FRÉGEAU.

Bureau de la Commission Scolaire,
574, rue Principale, C.P. 100,
Rougemont, (Rouville), P.Q.
Téléphone: 536-2333, code: 514. • 22518-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauport
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. Armand Gendron, secrétaire-trésorier, 15A, Rue St-Edmond, C.P. 98, Beauport, Québec 5, P.Q. jusqu'à 8 heures du soir, lundi le 8 janvier 1968, pour l'achat de $439,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauport, comté de Québec, datées du 1er février 1968 et remboursables par séries du 1er février 1969 au 1er février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, par année, payable semi-annuellement le 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 28 août 1967 — $439,000 — Construction d'une école élémentaire de 12 classes.

Pour adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1968.

Tableau d'amortissement — $439,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er février 1969	x	$36,000
1er février 1970	x	39,000
1er février 1971	x	41,000
1er février 1972	x	44,000
1er février 1973	x	47,000
1er février 1974	x	50,000
1er février 1975		8,000
1er février 1976		9,000
1er février 1977		9,000
1er février 1978		10,000
1er février 1979		11,000
1er février 1980		11,000
1er février 1981		12,000
1er février 1982		13,000
1er février 1983		14,000
1er février 1984		15,000
1er février 1985		16,000
1er février 1986		17,000
1er février 1987		18,000
1er février 1988		19,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $276,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en six versements annuels égaux de $46,000 chacun de 1969 à 1974 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rougemont, (County of Rouville), December 13th, 1967.

GUY FRÉGEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
574, rue Principale, P.O. Box 100,
Rougemont (Rouville), Québec.
Telephone: 536-2333, code: 514. 22518

The School Commissioners for the Municipality of the City of Beauport
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. Armand Gendron, secretary-treasurer, 15A, St-Edmond Street, P.O. Box 98, Beauport, Quebec 5, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, January 8, 1968 for the purchase of an issue of $439,000 of bonds for the School Commissioners for the municipality of the city of Beauport, county of Quebec, dated February 1, 1968, and redeemable serially from February 1, 1969 to February 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½% nor more than 7½% payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 28, 1967 — $439,000 — Construction of a 12 class elementary school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1968.

Table of redemption — $439,000 — 20 years

Year		*Capital*
February 1, 1969	x	$36,000
February 1, 1970	x	39,000
February 1, 1971	x	41,000
February 1, 1972	x	44,000
February 1, 1973	x	47,000
February 1, 1974	x	50,000
February 1, 1975		8,000
February 1, 1976		9,000
February 1, 1977		9,000
February 1, 1978		10,000
February 1, 1979		11,000
February 1, 1980		11,000
February 1, 1981		12,000
February 1, 1982		13,000
February 1, 1983		14,000
February 1, 1984		15,000
February 1, 1985		16,000
February 1, 1986		17,000
February 1, 1987		18,000
February 1, 1988		19,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $276,000 granted by the Provincial Government and payable in six equal annual instalments of $46,000 each from 1969 to 1974 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 janvier 1969 à 8 heures du soir, à 15A, Rue St-Edmond, C.P. 98, Beauport, Québec 5, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauport, (Comté de Québec), ce 19 décembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
J. ARMAND GENDRON.

15A, Rue St-Edmond, C.P. 98,
Beauport, (Québec 5), P.Q.
Téléphone: 661-3781, code 418. 22524-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, January 8, 1968 ,at 8:00 o'clock p.m., at 15A, St-Edmond Street, P.O. Box 98, Beauport, Quebec 5, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Beauport, (County of Quebec), December 19, 1967.

J. ARMAND GENDRON,
Secretary-Treasurer.

15A, St-Edmond Street, P.O. Box 98,
Beauport, (Quebec 5), P.Q.
Telephone: 661-3781, code 418. 22524

Proclamations

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 5 de la Loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 136, intitulée « Loi concernant la Corporation de Prêt et Revenu », ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er janvier 1968 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3406, en date du 14 décembre 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 136, intitulée « Loi concernant la Corporation de Prêt et Revenu » soit fixée au 1er janvier 1968.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom the present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS pursuant to section 5 of Act 15-16 Elizabeth II, chapter 136, entitled "An Act respecting Savings and Investments Corporation", the said act shall come into force on a day which the Lieutenant-Governor in Council shall be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS it is deemed expedient to fix January 1, 1968 as the date on which the said act shall come into force.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3406, dated December 14, 1967, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the coming into force of Act 15-16 Eliz. II, chapter 136, entitled "An Act respecting Savings and Investment Corporation" be fixed for January 1, 1968.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

22448-o

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

22448

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L .S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite d'ériger en municipalité sous le nom de « municipalité de L'Ascension-de-Patapédia » le territoire, ci-après décrit, non organisé au point de vue municipal et situé dans le comté municipal de Bonaventure;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 1er décembre 1967, portant le numéro 3341, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons, par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans les cantons de Patapédia et de Matapédia et faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-François-d'Assise et d'un territoire ne possédant pas d'organisation municipale distincte dans le comté de Bonaventure, comprenant en référence aux cadastres officiels desdits cantons, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir:

Partant du point d'intersection de la rive nord de la rivière Ristigouche avec la ligne sud-ouest du lot 32-A, rang III, du canton de Patapédia; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: dans le canton de Patapédia, ladite ligne sud-ouest du lot 32-A du rang III et la

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to erect into a municipality, under the name of "municipality of L'Ascension-de-Patapédia", the territory hereinafter described, not yet organized from a municipal point of view, and situated in the municipal county of Bonaventure;

WHEREAS all the formalities prescribed by law in this matter have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS pursuant to section 42 of the municipal Code, the present proclamation will enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Officielle Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated December 1, 1967, bearing number 3341, and pursuant to the provisions of the municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and decree,

THAT the following territory, to wit:

A territory situated in the Townships of Patapédia and Matapédia, and forming part of the municipality of the Parish of Saint-François-d'Assise and of a territory not having a separate municipal organization in the county of Bonaventure, including, in reference to the official cadastres of the said Townships, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, highways, rivers, watercourses or parts of the same, the whole enclosed within the perimeter hereinafter described, to wit:

Starting at the point of intersection of the north bank of the Ristigouche River with the southwest line of lot 32-A, Range III in the Township of Patapédia; thence, successively, the following lines and demarcations: in the Township of Patapédia, the said southwest

ligne sud-ouest du lot 32-B du même rang; la ligne sud-ouest du lot 32 dans chacun des rangs IV et V et son prolongement à travers les rangs VI et VII jusqu'à la ligne séparative des rangs VII et VIII; ladite ligne séparative de rangs et son prolongement à travers le bloc « A » jusqu'au prolongement de la ligne séparant les lots A, B, C, D, E, F, G, H du rang V et 1, 2, 3, 4, 5-B, 5-A, 6 du rang VI d'un côté des lots 1, 3, 5, 7, 9, J du rang V et 7, 9, 11, 13, 15, 17 du rang VI de l'autre côté; ce dernier prolongement et cette dernière ligne séparative; la ligne séparative des cantons de Patapédia et de Matapédia jusqu'à la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Matapédia; puis dans le canton de Matapédia, ladite ligne séparative des rangs IV et V, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot H, rang IV; ladite ligne sud-ouest du lot H rang IV et la ligne sud-ouest du lot 47, rang III; la ligne séparative des rangs II et III en allant vers le nord-est, jusqu'à la ligne séparative des lots 49 et 50, rang II, Rivière Ristigouche; ladite ligne séparative des lots 49 et 50, rang II, Rivière Ristigouche; la ligne séparative des rangs II et I, Rivière Ristigouche, en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 53 et 54, rang I Rivière Ristigouche; cette dernière ligne séparative de lots et son prolongement jusqu'à la ligne centrale de la Rivière Ristigouche; la ligne centrale de ladite rivière en allant vers l'ouest et en contournant par le nord les îles les plus rapprochées de la rive sud et par le sud les îles les plus rapprochées de la rive nord jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 32-A, rang III, du canton de Patapédia; enfin ledit prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire, formé d'une partie du canton de Matapédia et détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-François-d'Assise et formé d'une partie du canton de Patapédia et détachée d'un territoire ne possédant pas d'organisation municipale distincte, sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, érigé en municipalité sous le nom de « municipalité de L'Ascension-de-Patapédia », dans le comté municipal de Bonaventure;

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

22448-o

line of lot 32-A on Range III and the southwest line of lot 32-B on the same range; the southwest line of lot 32 on each of the Ranges IV and V and its extension across Ranges VI and VII to the line separating Ranges VII and VIII; the said line separating the ranges and its extension across block "A" to the extension of the line separating lots A, B, C, D, E, F, G, H on Range V and 1, 2, 3, 4, 5-B, 5-A, 6 on Range VI on one side from lots 1, 3, 5, 7, 9, J on Range V and 7, 9, 11, 13, 15, 17 on Range VI from the other side; the latter extension and the latter separating line; the line separating the Townships of Patapédia and Matapédia to the line separating Ranges IV and V in the Township of Matapédia; then, in the Township of Matapédia, the said line separating Ranges IV and V, to the southwest line of lot H, Range IV; the said southwest line of lot H, Range IV and the southwest line of lot 47, Range III; the line separating Ranges II and III going towards the northeast, to the line separating lots 49 and 50, Range II, Ristigouche River; the said line separating lots 49 and 50, Range II, Ristigouche River; the line separating Ranges II and I, Ristigouche River, going towards the southwest to the line separating lots 53 and 54, Range I, Ristigouche River; the latter line separating the lots and its extension to the center-line of the Ristigouche River; the center-line of the said river going towards the west and skirting the north side of the islands the nearest to the south bank, and the south side of the islands the nearest to the north bank to the extension of the southwest line of lot 32-A, Range III in the Township of Patapédia; finally, the said extension to the starting point; which territory, formed by a part of the Township of Matapédia and detached from the municipality of the Parish of Saint-François-d'Assise and formed by a part of the Township of Patapédia and detached from a territory not having separate municipal organization, will be, as from the first day of January following the date of publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, erected into a municipality under the name of "municipality of L'Ascension-de-Patapédia", in the municipal county of Bonaventure;

THAT the present proclamation will come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH, Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven, and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

22448

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rosalie, dans le comté municipal de Bagot, et de l'annexer à la municipalité du village de Sainte-Rosalie, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3304, en date du 1er décembre 1967, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rosalie, comté de Bagot, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, une partie du lot 112 et ses subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point d'intersection du côté sud-ouest d'un chemin public limitant au nord-est le lot 116 avec le côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien Pacifique (lot 148); de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le côté sud-ouest dudit chemin public en allant vers le nord-ouest, jusqu'à la ligne médiane d'un ruisseau séparant les lots 111 et 112; la ligne médiane dudit ruisseau en allant vers le nord-est et le nord, jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 112; ledit prolongement et partie de la ligne nord-est du lot 112, jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien Pacifique (lot 148); enfin, le côté nord-ouest de ladite emprise en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rosalie, dans le comté municipal de Bagot, et sera annexé à la municipalité du village de Sainte-Rosalie, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the parish of Sainte-Rosalie, in the municipal county of Bagot, and to annex it to the municipality of the village of Sainte-Rosalie, in the same municipal county;

WHEREAS all the formalities prescribed by law in this matter have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHERPAS, pursuant to section 42 of the municipal Code, the present proclamation shall come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3304, dated December 1, 1967, and pursuant to the provisions of the municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and decree,

THAT the following territory, to wit:

A territory forming part of the municipality of the municipality of the parish of Sainte-Rosalie, county of Bagot, including, in reference to the official cadastre of the said parish, a part of lot 112 and its present and future subdivisions, as well as the roads, streets, watercourses, or parts of the same, the whole enclosed within the boundaries hereinafter described, to wit: starting at the point of intersection of the southwest side of a public road bordering on the northeast on lot 116 with the northwest side of the Canadian Pacific Railroad right of way (lot 148); thence, successively, the following lines and demarcations: the southwest side of the said public road going towards the northwest to the center-line of a brook separating lots 111 and 112; the center-line of the said brook going towards the northeast and the north, to the extension of the northeast line of lot 112; the said extension and part of the northeast line of lot 112, to the northwest side of the Canadian Pacific Railroad right of way (lot 148); finally, the northwest side of the said right of way going towards the southwest to the starting point;

will be, from and after the first day of January following the date of publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Sainte-Rosalie, in the municipal county of Bagot, and will be annexed to the municipality of the village of Sainte-Rosalie, in the same municipal county.

THAT the present proclamation shall come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

22448-o

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de Mont-Rolland, dans le comté municipal de Terrebonne, et de l'annexer à la municipalité de Sainte-Adèle, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3303, en date du 1er décembre 1967, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Deux territoires faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Mont-Rolland, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle d'Abercrombie, une partie des lots 4A, 5A, 6A et 7A du rang X du canton d'Abercrombie et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites des deux périmètres ci-après décrits, à savoir:

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

22448

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present latters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS a request was made to detach the territory hereafter described from the municipality of Mont-Rolland, in the municipal county of Terrebonne, and to annex it to the municipality of Sainte-Adèle, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this matter have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, the present proclamation will come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3303, dated December 1, 1967, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We do hereby declare and decree,

THAT the following territory, to wit:

Two territories presently being part of the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Mont-Rolland, including in reference to the official cadastre of the parish of Ste-Adèle d'Abercrombie, a part of lots 4A, 5A, 6A and 7A of range X of the township of Abercrombie and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, water courses or parts of these, the whole enclosed in the limits of both perimeters hereafter described, to wit:

Premier périmètre:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs X et XI du canton d'Abercrombie avec la ligne médiane du lot 6A du rang X dudit canton; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de ladite ligne médiane du lot 6A en allant vers le sud-est sur une distance de neuf cent soixante pieds (960′); puis dans les lots 6A et 5A, les lignes ayant les directions astronomiques et longueurs suivantes: S. 56° 38′ O., 860 pieds et S. 0° 51′ E., 774 pieds jusqu'à la ligne séparative des lots 4A et 5A; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud-est sur une longueur de 182.2 pieds; puis dans le lot 4A, les lignes ayant les directions astronomiques et longueurs suivantes: S. 54° 41′ O. 456.7 pieds et N. 35° 19′ O. 1822.3 pieds jusqu'à la ligne séparative des rangs X et XI; enfin, partie de ladite ligne séparative de rangs en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ;

Deuxième périmètre:

Partant d'un point situé sur la ligne médiane du lot 6A rang X à une distance de huit (8) arpents de la ligne séparative des rangs X et XI, distance mesurée le long de ladite ligne médiane de lots à partir de ladite ligne séparative de rangs; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs X et XI en allant vers le nord-est à travers la demie nord-est du lot 6A et le lot 7A; partie de la ligne séparative des lots 7A et 8A en allant vers le sud-est sur une longueur de 850.6 pieds; puis dans les lots 7A et 6A, les lignes ayant les directions astronomiques et longueurs suivantes: S. 88° 37′ O. 388 pieds, N. 26° 01′ O. 80 pieds et S. 34° 46′ O. 1021 pieds jusqu'à la ligne médiane du lot 6A; enfin, partie de ladite ligne médiane dudit lot en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ; sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de Mont-Rolland, dans le comté municipal de Terrebonne, et sera annexé à la municipalité de Sainte-Adèle, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

22448-o

First perimeter:

Starting from the intersection point of the separative line of ranges X and XI of the township of Abercrombie with the median line of lot 6A of range X of the said township, thence, successively, the following lines and demarcations: part of the said median line of lot 6A going to the south-east on a distance of nine hundred and sixty feet (960′); then on lots 6A and 5A, the lines having the following astronomic directions and lengths: S. 56° 38′ W. 860 feet and S. 0° 51′ E. 774 feet up to the separative line of lots 4A and 5A; part of the said separative line of the lots going south-east on a length of 182.2. feet; then on lot 4A, the lines having the following astronomic directions and lengths: S. 54° 41′ W. 456.7 feet and N. 35° 19′ W. 1822.3 feet up to the separative line of ranges X and XI; finally, part of the said separative line of ranges going north-east up to the point of departure;

Second perimeter:

Starting from a point situated on the median line of lot 6A range X at a distance of eight (8) arpents from the separative line of ranges X and XI, distance measured along the said median line of the lots starting from the said separative line of the ranges; thence, successively, the following lines and demarcations: a line parallel to the separative line of ranges X and XI going north-east across the north-east half of lot 6A and lot 7A; part of the separative line of lots 7A and 8A going south-east on a length of 850.6 feet; then on lots 7A and 6A, the lines having the following astronomic directions and lengths: S. 88° 37′ W. 388 feet, N. 26° 01′ W. 80 feet and S. 34° 46′ W. 1021 feet up to the median line of lot 6A; finally, part of the said median line of the said lot going north-wast up to the point of departure; will be, from and after the first day of January following the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of Mont-Rolland, in the municipal county of Terrebonne, and will be annexed to the municipality of Sainte-Adèle, in the same municipal county.

THAT the present proclamation will come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

22448

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de Rivière-Boyer, dans le comté municipal de Lévis, et de l'annexer à la municipalité du village de Saint-Henri, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3344, en date du 1er décembre 1967, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Rivière-Boyer, comté de Lévis, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, cours d'eau ou partie d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du sommet de l'angle sud-est du lot de subdivision 594-7; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-est des lots de subdivision 594-7, 594-6 et 594-5, la dernière prolongée à travers l'ancienne route no 53, dans le lot 394, et à travers la nouvelle route no 53 jusqu'au côté nord-est de ladite route; ledit côté nord-est de ladite route en allant vers le nord-ouest sur une longueur approximative de 440 pieds soit jusqu'aux limites actuelles du village de Saint-Henri; puis suivant les limites actuelles du village de Saint-Henri; une ligne à travers la nouvelle route no 53 et le lot 394, jusqu'au coin est du lot 394A; la ligne sud-est des lots 394-A et 395, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de l'ancienne route no 53; la ligne médiane de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à un point à une distance de 400 pieds du prolongement de la ligne sud-est du lot 595; une ligne perpendiculaire aux lignes latérales de lots traversant la demie largeur sud-est de l'ancienne route No 53 et les lots de subdivision 594-5, 594-6 et 594-7; puis laissant les limites actuelles, du village de Saint-Henri, partie de la ligne sud-ouest du lot de subdivision 594-7 en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ;

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereafter described from the municipality of Rivière-Boyer, in the municipal county of Levis, and to annex it to the municipality of the village of Saint-Henri, in the same municipal county;

WHEREAS all the formalities prescribed by law in this matter have been complied with;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation will enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

THEFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3344, dated December 1, 1967, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We do hereby declare and decree,

THAT the following territory, to wit:

A territory presently being part of the municipality of Rivière-Boyer, county of Levis, including in reference to the official cadastre of the parish of Saint-Henri-de-Lauzon, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as roads, streets, routes, water courses or parts of these, the whole enclosed in the limits hereafter described, to wit: starting from the summit of the southeast angle of the lot of subdivision 594-7; thence, successively, the following lines and demarcations: the southeast line of the lots of subdivision 594-7, 594-6 and 594-5, the latter prolonged across former route No. 53, on lot 394, and across new route No. 53 up to the northeast side of the said route; the said northeast side of the said route going northwest on an approximate length of 440 feet, being right to the present limits of the village of Saint-Henri; then following the actual limits of the village of Saint-Henri; a line across new route No. 53 and lot 394, up to the east corner of lot 394A; the southeast line of lots 394-A and 395, the latter prolonged to the median line of former route No. 53; the median line of the said route going southeast up to a point at a distance of 400 feet from the prolongation of the southeast line of lot 595; a line perpendicular to the lateral lines of the lots crossing the southeast half width of former route No. 53 and the lots of subdivision 594-5, 594-6 and 594-7; then leaving the present limits of the village of Saint-Henri, part of the southwest line of the lot of subdivision 594-7 going southeast to the point of departure;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de Rivière-Boyer, dans le comté municipal de Lévis, et sera annexé à la municipalité du village de Saint-Henri, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

22448-o

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté municipal de Dorchester, et de l'annexer à la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3305, en date du 1er décembre 1967, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

will be, from and after the first day of January following the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of Rivière-Boyer, in the municipal county of Levis, and will be annexed to the municipality of the village of Saint-Henri, in the same municipal county.

THAT the present proclamation will come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

22448

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingsom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereafter described of the municipality of the parish of Saint-Anselme, in the municipal county of Dorchester, and to annex it to the municipality of the parish of Saint-Isidore, in the same municipal county;

WHEREAS all the formalities prescribed by law in this matter have been complied with;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation will enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3305, dated December 1, 1967, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare and hereby order,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins cours d'eau au parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites territoire ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle ouest du lot 753; delà, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-ouest des lots 753 et 755 à 761 inclusivement; une ligne brisée séparant d'un côté les lots 761 et 745 des lots 550, 551, 555, 557, 559, 560, 562 à 565 inclusivement, 744 et partie de 747 de l'autre côté; les lignes sud-est et sud-ouest du lot 746; partie de la ligne sud-est du lot 756 en allant vers le sud-ouest et la ligne sud-est du lot 755; une ligne brisée séparant le lot 751 des lots 753, 754 et 752 jusqu'au côté ouest d'un chemin public limitant vers l'est le lot 752; le côté ouest dudit chemin public en allant vers le sud, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 752; enfin, ladite ligne sud-ouest en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ; sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté municipal de Dorchester, et sera annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

22448-o

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT.

THAT the following territory, to wit:

A territory presently being part of the municipality of the parish of Saint-Anselme, county of Dorchester, including in reference to the official cadastre of the said parish, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, water courses or parts of these, the whole enclosed in the limits of the territory hereafter described, to wit:

starting from the summit of the west angle of lot 753; thence, successively, the following lines and demarcations: the north-west line of lots 753 and 755 to 761 inclusively; a broken line separating on one side lots 761 and 745 lots 550, 551, 555, 557, 559, 560, 562 to 565 inclusively, 744 and part of 747 on the other side; the south-east and south-west lines of lot 746; part of the south-east line of lot 756 going south-west and the south-east line of lot 755; a broken line separating lot 751 from lots 753, 754 and 752 up to the west side of a public road limiting on the east of lot 752; the west side of the said public road going south, up to the south-west line of lot 752; finally, the said south-west line going north-west up to the point of departure; will be, from and after the first day of January following the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Saint-Anselme, in the municipal county of Dorchester, and will be annexed to the municipality of the parish of Saint-Isidore, in the same municipal county.

THAT the present proclamation will come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH, Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

22448

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, dans le comté municipal de Témiscouata, et de l'annexer à la municipalité du village de Notre-Dame-du-Lac, dans le même comté municipal.

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3302, en date du 1er décembre 1967, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Madawaska, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, comprenant, en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, une partie des lots 57, 58 et 60 et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, emprise de chemin de fer, partie de lac, cours d'eau, ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du point d'intersection de la ligne sud-est du lot 60 avec la rive ouest du lac Témiscouata; delà, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne sud-est dudit lot 60 jusqu'au côté nord-est du chemin actuel Témiscouata, cette ligne traversant l'emprise du chemin de fer du lac Témiscouata; les côtés nord-est, nord et nord-ouest dudit chemin en allant dans une direction générale nord-ouest, jusqu'à sa rencontre avec la ligne nord-ouest du lot 57; partie de ladite ligne nord-ouest du lot 57 en allant vers le nord-est, cette ligne traversant un cours d'eau, ainsi que l'emprise du chemin de fer du lac Témiscouata et se prolongeant jusqu'à la ligne médiane du lac Témiscouata; la ligne médiane du lac Témiscouata en allant dans des directions sud-est et sud jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 60; enfin ledit prolongement vers le sud-ouest jusqu'au point de départ;

sera à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamadans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, dans le comté municipal de Témiscouata, et sera annexé à la municipalité du village de Notre-Dame-du-Lac, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamation

Deputy Attorney General,
JULIEN CHOUINARD.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Lac, in the municipal county of Témiscouata, and to annex it to the municipality of the village of Notre-Dame-du-Lac, in the same municipal county.

WHEREAS all the formalities prescribed by law in this matter have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS pursuant to section 42 of the municipal Code, the present proclamation will enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3302, dated December 1, 1967, and pursuant to the provisions of the municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and decree,

THAT the following territory, to wit:

A territory situated in the Seigniory of Madawaska, presently forming part of the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Lac, including, in reference to the official cadastre of the said parish, a part of lots 57, 58 and 60 and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, railroad right of ways, parts of lakes, watercourses, or parts of the same, the whole enclosed within the boundaries hereinafter described, to wit:

starting at the point of intersection of the south-east line of lot 60 with the west bank of Lake Témiscouata; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the south-east line of said lot 60 to the north-east side of the present Témiscouata road, this line crossing the Lake Témiscouata railroad right of way; the north-east, north and north-west sides of the said road going in a general north-westerly direction, to its meeting with the north-west line of lot 57; part of the said north-west line of lot 57 going towards the north-east, this line crossing a watercourse, as well as the Lake Témiscouata railroad right of way, and extending itself to the center-line of Lake Témiscouata; the center-line of Lake Témiscouata going in south-easterly and southerly directions to the extension of the south-east line of lot 60; finally, the said extension towards the south-west to the starting point;

will be, from and after the first day of January following the date of publication the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Lac, in the municipal county of Témiscouata, and will be annexed to the municipality of the village of Notre-Dame-du-Lac, in the same municipal county.

THAT the present proclamation will enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH, Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

22448-o

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Saint-Luc a soumis, pour approbation, son règlement numéro 116 à l'effet de ne plus soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Saint-Jean;

ATTENDU que le conseil municipal de la cité de Saint-Jean, par son règlement numéro 837, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la ville de Saint-Luc;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3108, en date du 15 novembre 1967, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité de la ville de Saint-Luc ne sera plus soumis à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Saint-Jean.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

22448

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS the municipal Council of the town of Saint-Luc submitted for approval its by-law number 116 to the effect of no longer submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the city of Saint Johns;

WHEREAS the municipal Council of the city of Saint Johns, by its by-law number 837, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the town of Saint-Luc;

WHEREAS, under the authority of section 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3108, dated November 15, 1967, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do hereby decree that as from thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the town of Saint-Luc will no longer be submitted to the jurisdiction of the municipal Court of the city of Saint Johns.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce septième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint,
de la province,
LUCIEN DARVEAU.

22448-o

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventh day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU.
Associate Assistant Secretary
of the Province.

22448

Syndicat professionnel

Syndicat des Avocats et Notaires de la Fonction Publique

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 décembre 1967, autorisé le changement de nom du « Syndicat Professionnel des Avocats de la Fonction Publique », dont la constitution a été autorisée le 29 septembre 1965, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Syndicat des Avocats et Notaires de la Fonction Publique », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 11 décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22503-o 103-65

Professional Syndicate

Syndicat des Avocats et Notaires de la Fonction Publique

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 7, 1967, authorized the change of name of "Syndicat Professionnel des Avocats de la Fonction Publique", whose incorporation was authorized on September 29, 1965, and whose head office is situated at Quebec, into that of "Syndicat des Avocats et Notaires de la Fonction Publique", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes 1964, chapter 146.

Quebec, December 11, 1967.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

22503 103-65

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias de Terris
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 14,692. LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, demanderesse, *vs* ANTONIN-N. BIGAOUETTE, agent, demeurant à Val d'Or, district d'Abitibi, P.Q., défendeur.

« Deux lots de terre situés à Val d'Or, connus et désignés comme étant les lots numéros cinquante-sept et cinquante-huit de la subdivision du lot originaire numéro soixante (60-57 et 60-58) aux plan et livre de renvoi officiels du rang 7, du canton de Dubuisson avec bâtisse y érigée et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice, à Amos, le TRENTIÈME jour de JANVIER 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Amos, le 12 décembre 1967.

22487-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been siezed, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias de Terris
District of Abitibi

Superior Court, No. 14,692. LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, body politic and corporate, having its principal place of business and head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ANTONIN-N. BIGAOUETTE, agent, residing in Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

Two lots of land situated in Val d'Or, known and designated as being lots numbers fifty-seven and fifty-eight of the subdivision of original lot number sixty (60-57 and 60-58) on the official plan and book of reference of range 7 for the township of Dubuisson, with building thereon erected and dependencies.

To be sold at the registry office at the Court House at Amos, the THIRTIETH day of JANUARY, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, December 12, 1967.

22487

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 14,694. { YVETTE GAUTHIER, épouse commune en biens de Antonin Tourigny, mineur, domiciliée à 441, De Saules, Malartic, district d'Abitibi, demanderesse; *vs* ANTONIN TOURIGNY, mineur, domicilié à 441, de Saules, Malartic, district d'Abitibi, défendeur.

Lot No 5, Bloc 19, canton Fournière.
Lot No 18, bloc 2, canton Fournière.
Lot No 42, bloc 2, canton Fournière.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement au Palais de Justice, à Amos, le TRENTIÈME jour de JANVIER 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Amos, le 12 décembre 1967. 22486-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec — District of Abitibi

Superior Court, No. 14,694. { YVETTE GAUTHIER, wife common as to property of Antonin Tourigny, miner, domiciled at 441 De Saules, Malartic, district of Abitibi, plaintiff; *vs* ANTONIN TOURIGNY, miner, domiciled at 441 De Saules, Malartic, district of Abitibi, defendant.

Lot No. 5, block 19, township of Fournière.
Lot No. 18, block 2, township of Fournière.
Lot No. 42, block 2, township of Fournière.

To be sold in the Registry office, in the Court House, Amos, on the THIRTIETH day of JANUARY, 1968, at THREE o'clock in the forenoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, December 12, 1967. 22486

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, No. 149-304. { NARCISSE TANGUAY, rentier, domicilié à Ste-Claire, comté Dorchester, demandeur; *vs* JULES OLIVIER, domicilié à St-Malachie, comté Dorchester, défendeur.

Pour être vendu en bloc l'immeuble ci-après décrit:

« Un circuit de terrain de dix pieds, de largeur longeant le « Lac à l'Équerre, » adjacent à icelui et le contournant sur et pris dans la terre à l'extrémité nord d'icelle sur le bord reverain dudit Lac sur toute la longueur qu'il peut y avoir à partir du terrain de Joseph Roy ou représentant décrit sous le numéro vingt-trois-A (No 23-A) du cadastre pour le troisième rang du canton de Buckland à aller dans la direction du sud-est en suivant et longeant toujours ledit Lac jusqu'au ruisseau appelé « Charge du Lac », et de là au trait carré toujours en longeant ledit Lac, lequel circuit de terre est détaché et fait partie des lots numéros vingt-trois-B et vingt-trois-C (Part. 23-B et part. 23-C) des plan et livre et renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Malachie, Dorchester, troisième rang, du canton de Buckland. »

« 2° Une étendue de terrain de deux cents pieds de longueur sur deux cents pieds de largeur le long du « Lac à l'Équerre, détachée et faisant partie de la terre immédiatement sus-désignée sous partie du lot numéro vingt-trois-B (Part. 23-B) et contenue dans les bornes suivantes: au nord à la jonction du Lac et du chemin du quatrième rang, au nord-ouest au Lac, à l'est au chemin dudit rang et au sud au reste de la terre de Noé Labrecque ou représentant, désignée sous le numéro 23-B du troisième rang, laquelle étendue de terrain fait partie et est détachée des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Malachie, Dorchester, sous partie du lot numéro vingt-trois-B (Part. 23-B), troisième rang, du canton de Buckland, avec le droit de passage dans le chemin actuel, communiquant du chemin du quatrième rang du Lac, ainsi que les droits de propriété et autres tant que la surface et l'étendue que dans le fond et sur le lit dudit « Lac à l'Équerre » tel que le tout est désigné plus au long suivant titre enrégistré à Dorchester sous No 54,121;

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No 149-304. { NARCISSE TANGUAY, annuitant, domiciled at Ste-Claire, county of Dorchester, plaintiff, *vs* JULES OLIVIER, domiciled at St-Malachie, county of Dorchester, defendant.

The immovable hereafter described to be sold "en bloc".

"A lot of land of ten feet in width along "à l'Équerre Lake", adjacent to it and surrounding it and taken on the land at its northern extremity on the river-side of the said Lake by all the length which may exist from the land of Joseph Roy or representatives described under number twenty-three-A (No. 23-A) of the cadastre for the third range of the township of Buckland to the southeast direction following and going along the said Lake up to a stream called "Charge du Lac", thence, "trait carré" along the said Lake, which lot of land is detached and is part of lot numbers twenty-three-B and twenty-three-C (Part. 23-B and Part. 23-C) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St-Malachie, Dorchester, third range, of the township of Buckland."

"2. A strip of land of two hundred feet in length by two hundred feet in width along "à l'Équerre Lake", detached and being part of the land immediately afore-mentioned under part of lot number twenty-three-B (Part. 23-B) and contained in the following boundaries: on the north at the joining of the Lake and the road of the fourth range, on the northwest by the Lake, on the east by the road of the said range and on the south by the remainder of the land of Noé Labrecque or representative, designated under number 23-B of the third range, which said strip of land is part and is detached from the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St-Malachie, Dorchester, under part of lot number twenty-three-B (Part. 23-B), third range, of the township of Buckland, with the right of way on the actual road, communicating from the road of the fourth range of the Lake, as well as the property rights and others on the surface and strip of land as well as on the bottom and bed of said "à l'Équerre Lake", such as the whole is designated according to the deed registered at Dorchester under No. 54,121.

« 3° *a*) Un circuit de terrain de dix pieds de largeur longeant « Le Lac à l'Équerre », adjacent à celui-ci du côté nord-est et le contournant sur et pris dans la terre de Mary FitzGibbons ou représentant, à l'extrémité sud-ouest d'icelle et sur le nord riverain dudit Lac, sur toute la larreur qu'il peut y avoir à partir de la ligne de terrain de Joseph Doherty ou représentant, décrite sous le No 23-A du cadastre du quatrième rang de Buckland, allant dans la direction du sud-ouest en suivant et longeant toujours ledit Lac sur tout son parcours sur ladite terre lequel circuit de terre présentement décrit fait partie du lot numéro vingt-trois-B (Part. 23-B) quatrième rang du canton de Buckland, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Malachie, Dorchester, ainsi que les droits de propriété et autres tant sur la surface et l'étendue que dans le fonds ou le lit dudit « Lac à l'Équerre » en raison de la partie sus-désignée, tel que le tout est décrit plus au long dans un titre enregistré à Dorchester sous le No 54,228;

« *b*) Une lisière de terrain de vingt-cinq pieds, tout le contour du « Lac des Cèdres », en plus des dix pieds de largeur ci-dessus décrits dans l'acte enregistré sous le No 54,228, faisant partie du lot numéro vingt-trois-B (Part. 23-B) quatrième rang du canton Buckland du cadastre officiel pour St-Malachie, Dorchester, telle que cette réserve est faite dans un titre enregistré sous le No 53,251 à Bellechasse;

« 4° Un circuit de terrain de quatre-vingt-dix pieds de largeur longeant les dix pieds de terrain sus-désigné, lesquels dix pieds de terrain sont adjacents au « Lac à l'Équerre » et le contournant, cedit circuit de terrain présentement décrit part de la propriété de Joseph Roy ou représentant décrite sous le No 23-A du cadastre officiel de la paroisse de St-Malachie, 3e rang du canton de Buckland, pour aller dans la direction sud-est en longeant toujours les dix pieds de terrain appartenant à Louis Joseph Piuze ou représentant et décrits plus haut jusqu'à la propriété que ledit Joseph L. Piuze a acheté en janvier 1922 de Noé Labrecque ou représentant, cedit circuit de terrain est détaché et fait partie des lots numéros vingt-trois-B et vingt-trois-C (Part. 23-B et Part. 23-C) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Malachie, Dorchester, troisième rang du canton de Buckland;

« 5° Un circuit de terrain de cent pieds de largeur longeant le « Lac à l'Équerre » adjacent à icelui du côté nord et le contournant, sur et pris dans sa terre à l'extrémité sud-ouest d'icelle et sur le bord riverain dudit Lac, sur toute la longueur qu'il peut y avoir à partir de la ligne de terrain de Dame Vve James O'Farrell et décrit sous le No 23-B du cadastre du quatrième rang du canton de Buckland allant dans la direction du Nord sur tout le parcours dudit Lac sur cette dite terre de Joseph Doherty ou représentant, en suivant et longeant ledit Lac, lequel circuit de terre présentement décrit est détaché et fait partie du lot numéro vingt-trois-A (Part. 23-A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Malachie Dorchester, quatrième rang du canton Buckland, avec tous les droits de propriété et autres tant sur la surface et l'étendue que dans le fonds ou le lit dudit « Lac à l'Équerre », tel que le tout est décrit plus au long dans un acte enregistré à Dorchester sous le No 54,242;

« 6° Un circuit de terrain de dix pieds de largeur longeant le « Lac à l'Équerre » adjacent à icelui et le contournant, sur et pris dans la terre

"3. (*a*) A lot of land of ten feet in width along "à l'Équerre Lake", adjacent to it on the north-east side and surrounding it and taken on the land of Mary FitzGibbons or representative, on its southwest extremity and on the northern river-side of the said lake, by all the width which may exist from the line of the land of Joseph Doherty or representative, described under No. 23-A of the cadastre of the fourth range of Buckland, going in a southwest direction following and running along the said Lake along its course on the said land, which lot of land presently described is part of lot number twenty-three-B (Part 23-B) fourth range of the township of Buckland, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Malachie, Dorchester, as well as property rights and others on the surface and strip of land as well as on the bottom or bed of said "à l'Équerre Lake", pertaining to the above-mentioned part, such as the whole is described in the deed registered at Dorchester under No. 54,228;

"(*b*) A strip of land of twenty-five feet, the entire circumference of des Cèdres Lake, in addition to the ten feet in width hereabove-described in the deed registered under No. 54,228, being part of lot number twenty-three-B (Part 23-B) range four of the township of Buckland, on the official cadastre of St-Malachie, Dorchester, such as this reserve is made on a deed registered under No. 53,251 at Bellechasse;

"4. A lot of land of ninety feet in width running along the ten feet of land hereabove-designated, which ten feet of land are adjacent to "à l'Équerre Lake", and surrounding it, this said lot of land presently described part of the property of Joseph Roy or representative described under No. 23-A of the official cadastre of the parish of St-Malachie, 3rd range of the township of Buckland, going in a southeasterly direction along the ten feet of land belonging to Louis Joseph Piuze or representative and hereabove described up to the property that the said Joseph L. Piuze bought in January, 1922, from Noé Labrecque or representative, this said lot of land is detached and is part of lot numbers twenty-three-B and twenty-three-C (Part 23-B and Part 23-C) on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Malachie, Dorchester, third range of the township of Buckland;

"5. A lot of land of one hundred feet in width along "à l'Équerre Lake", adjacent to that of the north side and surrounding it, on and taken on its land at the south-western extremity and on the river-side of the said Lake, on all the length which may exist from the line of the land of Mrs. James O'Farrell, widow, and described under No. 23-B of the cadastre of the fourth range of the township of Buckland going in a north direction on all the distance of the said lake on this said land of Joseph Doherty or representative, following and running along the said lake, which lot of land presently described is detached and is a part of lot number twenty-three-A (Part 23-A) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Malachie, Dorchester, range four of the township of Buckland, with all the property rights and others on the surface and strip of land as well as on the bottom or bed of said "à l'Équerre Lake", such as the whole is detached in a deed registered at Dorchester under No. 54,242;

"6. A lot of land of ten feet in width along "à l'Équerre Lake", adjacent to and surrounding it, on and taken on the land at its northern

à l'extrémité Nord d'icelle et sur le bord riverain dudit Lac, sur toute la longueur qu'il peut y avoir à partir de la ligne de division de la terre de celle portant le numéro vingt-trois-B (23-B) et appartenant actuellement à Noé Labrecque ou représentant, à aller jusqu'à l'extrémité sud-ouest des terres du quatrième rang du canton de Buckland appartenant à M. Frank Doherty, lequel circuit de terre fait partie du lot numéro vingt-trois-A (Part. 23-A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Malachie, Dorchester, troisième rang du canton de Buckland;

« 7° Une étendue de terrain de cent cinquante pieds carrés située le long du « Lac à l'Équerre » et détachée de la terre immédiatement sus-désignée, et contenue dans les bornes suivantes: vers le nord au terrain de Joseph Roy ou représentant, vers le nord-est à la lisière de terrain de dix pieds de largeur longeant et comprenant la rive dudit « Lac à l'Équerre », vers le sud à Joseph Roy à une distance de cent cinquante pieds du fil de l'eau de la décharge du Lac, allant vers le nord-est, à l'endroit du défrichement fait et effectué, vers le nord-ouest par le reste de la terre d'où cette étendue de terre est détachée et faisant partie du lot numéro vingt-trois-A (Part 23-A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Malachie, Dorchester, troisième rang du canton de Buckland, avec tous les droits de propriété et autres tant sur la surface et l'étendue que dans le fonds ou le lit du dit « Lac à l'Équerre » et tel que le tout est mentionné dans un acte de vente enregistré à Dorchester sous le No 54,120;

« 8° Un lopin de terre faisant partie du lot numéro vingt-trois-B (Part. 23-B) et aussi du lot numéro vingt-trois-C (Part. 23-C) quatrième rang du canton de Buckland, St-Malachie, Dorchester, annexé à St-Damien Bellechasse, mesurant deux cents pieds de largeur du nord-ouest au sud-est sur une profondeur de cent cinquante-huit pieds, borné au nord partie à la lisière de terrain ci-après décrite et partie à la balance du lot restant à Louis O'Farrell ou représentant, au sud-ouest au chemin conduisant du chemin public au « Lac à L'Équerre », au sud-est à la balance du lot restant à Louis O'Farrell ou représentant et au nord-ouest à la lisière de trente-cinq pieds de largeur appartenant à M. Jules Olivier et ci-haut décrite;

« 9° Une lisière de terrain mesurant soixante-cinq pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a partir du lopin de terre ci-dessus décrit contournant la lisière de trente-cinq pieds appartenant à M. Jules Olivier et se rendant au terrain de M. Édouard Doherty, bornée au nord-est au terrain d'Édouard Doherty au nord-ouest à la lisière de terrain de trente-cinq pieds de largeur contournant le « Lac à l'Équerre » et appartenant à M. Jules Olivier, au sud-est au terrain restant à Louis O'Farrell ou représentant et au sud-ouest au lopin de terre ci-dessus décrit, faisant partie de ladite lisière de terrain des lots numéros vingt-trois-B et vingt-trois-C (Part. 23-B et Part. 23-C) du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Buckland, paroisse de St-Malachie, Dorchester, annexé à St-Damien, Bellechasse;

« 10° Un lopin de terre faisant partie et à distraire du lot numéro vingt-trois-A (Part. 23-A) du cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Buckland, paroisse de St-Malachie, Dorchester, mesurant quatre-vingt-dix pieds de largeur (mesure anglaise) à partir de la lisière

extremity and on the river-side of the said lake, by all the length which may exist from the division line of the land bearing number twenty-three-B (23-B) and presently belonging to Noé Labrecque or representative, going to the south-western extremity of the land of the fourth range of the township of Buckland belonging to Mr. Frank Doherty, which lot of land is part of lot number twenty-three-A (Part 23-A) on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Malachie, Dorchester, third range of the township of Buckland;

"7. A strip of land of one hundred and fifty square feet situated along "à l'Équerre Lake" and detached from the land immediately above-designated, and contained in the following boundaries: on the north by the land of Joseph Roy or representative, on the northeast by the strip of land of ten feet in width along and including the shore of said "à l'Équerre Lake", on the south by Joseph Roy at a distance of one hundred and fifty feet on the water level of the discharge of the lake, going northeast, at the clearing, on the northwest by the remainder of the land where this strip of land is detached and being part of lot number twenty-three-A (Part 23-A) on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Malachie, Dorchester, third range of the township of Buckland, with all the property rights and others on the surface and strip of land as well as on the bottom or bed of the said "à l'Équerre Lake" and such as the whole is mentioned in a deed of sale registered at Dorchester under No. 54,120;

"8. A strip of land being part of lot number twenty-three-B (Part 23-B) and also of lot number twenty-three-C (Part 23-C) fourth range of the township of Buckland, St-Malachie, Dorchester, annexed to St-Damien Bellechasse measuring two hundred feet in width from the northwest to the southeast on a depth of one hundred and fifty-eight feet, bounded on the north part by the strip of land hereafter described and part by the remainder of the lot belonging to Louis O'Farrell or representative, on the southwest by the road leading to the public road of "à l'Équerre Lake", on the southeast by the remainder of the lot belonging to Louis O'Farrell or representative and on the northwest by a strip of thirty-five feet in width belonging to Mr. Jules Olivier and herebove described;

"9. A strip of land measuring sixty-five feet in width by the depth which exists from the strip of land hereabove described surrounding the strip of thirty-five feet belonging to Mr. Jules Olivier and going to the land of Mr. Édouard Doherty, bounded on the northeast by the land of Édouard Doherty, on the northwest by the strip of land of thirty-five feet in width surrounding "à l'Équerre Lake" and belonging to Mr. Jules Olivier, on the southeast by the land belonging to Louis O'Farrell or representative and on the southwest by the strip of land hereabove described, being part of the said strip of land of lot numbers twenty-three-B and twenty-three-C (Part 23-B and Part 23-C) of the official cadastre of the fourth range of the township of Buckland, parish of St-Malachie, Dorchester, annexed to St-Damien, Bellechasse;

"10. A strip of land being part and withdrawn from lot number twenty-three-A Part 23-A) of the official cadastre of the third range of the township of Buckland, parish of St-Malachie, Dorchester, measuring ninety feet in width (English measure) from the strip of ten feet in

de dix pieds de largeur contournant le « Lac à l'Équerre ou des Cèdres et appartenant ladite lisière de terrain audit Jules Olivier et décrite plus haut et allant vers le nord-ouest et ayant comme profondeur tout l'espace compris entre le terrain de cent cinquante-pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur appartenant aussi audit Jules Olivier et le trait carré nord-est dudit lot No 23-A, borné au nord-est par le trait carré du lot No 23-A, au sud-ouest par le terrain de 150 pieds par 150 pieds appartenant à Jules Olivier, au nord-ouest à la balance du lot No 23-A restant à Émile Guillemette et au sud-est à la lisière de terrain de dix pieds de largeur séparant le « Lac à l'Équerre ou des Cèdres du terrain présentement décrit et appartenant à ladite lisière audit Jules Olivier;

« 11° Tous les chalets et autres bâtisses érigés sur les dix terrains ci-dessus décrits. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Dorchester, à Ste-Hénédine, comté Dorchester, district de Beauce, le TRENTIÈME jour de JANVIER, 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le député-shérif*,
Ville St-Joseph, ADALBERT LESSARD.
de Beauce, le 7 décembre 1967. 22449-o

width surrounding "à l'Équerre Lake" or des Cèdres and the said strip of land belonging to the said Jules Olivier and hereabove described going on the northwest and having as depth all the space included between the piece of land of one hundred and fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth also belonging to said Jules Olivier and the northeast "trait carré" of said lot No. 23-A, on the southwest by the piece of land of 150 feet by 150 feet belonging to Jules Olivier, on the northwest by the remainder of lot No. 23-A belonging to Émile Guillemette and on the southeast by the strip of land of ten feet in width separating "à l'Équerre Lake" or des Cèdres from the land presently described and the said strip of land belonging to the said Jules Olivier;

"11. All the chalets and other buildings erected on the ten pieces of land hereabove described."

To be sold at the registry office of the division of Dorchester, Ste-Hénédine, county of Dorchester, district of Beauce, on the THIRTIETH day of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
Town of St-Joseph *Associate-Sheriff*.
de Beauce, December 7, 1967. 22449

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 33 280. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur; *vs* JEAN-PIERRE CHAMPAGNE, St-Prosper, comté de Dorchester, défendeur.

L'Immeuble ci-après décrit:

« Les lots numéros dix et onze A (10 et 11a) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le rang huit nord-est du canton Watford, comté de Dorchester, avec les bâtisses y construites.

Servitude: Les immeubles ci-dessus sont sujets à une servitude de ligne de transmission d'énergie électrique établie suivant acte reçu devant J. A. Tardif, notaire, le 23 août 1948, enregistré à Dorchester sous le No 89766. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de la division de Dorchester, à Ste-Hénédine, comté de Dorchester, district de Beauce, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le député-shérif*,
Ville St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD.
le 7 décembre 1967. 22469-o

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 33 280. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* JEAN-PIERRE CHAMPAGNE, of St-Prosper, county of Dorchester, defendant.

The immovable hereafter described:

"Lot numbers ten and eleven A (10 and 11a) of the official plan and book of reference of the cadastre for range eight, north-east of the township of Watford, County of Dorchester, with buildings constructed thereon.

Servitude: The immovables hereabove are subject to an electric energy transmission line servitude established according to the deed received before J. A. Tardif, notary, on August 23, 1948, registered at Dorchester under No. 89766."

To be sold at the Registry Office of the division of Dorchester, at Ste-Hénédine, county of Dorchester, district of Beauce, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
Town of St-Joseph de Beauce, *Associate-Sheriff*.
December 7, 1967. 22469

BEAUHARNOIS

De Terris

District de Beauharnois

Cour Supérieure, No: 10,375. SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, un corps politique constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville de Montréal, demanderesse, *contre* DONALD McCLUSKEY, de la ville de Châteauguay, Centre, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour Supérieure dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant, savoir:

BEAUHARNOIS

De Terris

District of Beauharnois

Superior Court, No: 10,375. SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, plaintiff, *against* DONALD McCLUSKEY, of the Town of Châteauguay Centre, county of Châteauguay, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Superior Court, in our district of Beauharnois, judgement declaring the following immovable, to wit:

« Un emplacement ayant front sur une rue (connue comme étant le numéro 221-12 du cadastre ci-après mentionné) composé de la subdivision numéro dix-huit du lot originaire numéro deux cent vintg et un (221-18) du cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay et étant de forme rectangulaire, mesurant soixante pieds (60.0′) de largeur sur une profondeur de cent pieds (100.0′) et contenant une superficie de six mille (6,000) pieds carrés. Toutes les dimensions sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 60, rue Wilbrod, Châteauguay Centre. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division et Châteauguay, à Ste-Martine, le MERCREDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield,
le 18 décembre 1967.

22531-o

"An emplacement fronting on a street (known as lot number 221-12 of the cadastre hereinafter mentioned) composed of subdivision number eighteen of the original lot number two hundred and twenty-one (221-18) of the official cadastre of the parish of St. Joachim de Châteauguay and being of rectangular figure measuring sixty feet (60.0′) in width by a depth of one hundred feet (100.0′) and containing a superficial area of six thousand (6,000) square feet. All measurements are English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 60 Wilbrod Street, Châteauguay Centre."

To be sold at the registry office of the division of Châteauguay, in Ste-Martine, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield,
December 18, 1967.

22531

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, No 1,435. { EXCEL PAPER LTD., corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal, demanderesse, *vs* J. ELZ. ROY, faisant affaire sous les nom et raison sociale Boulangerie St-Norbert, Cap-Chat, P.Q., défendeur.

Une maison résidentielle de 28 pieds par 26 pieds, à deux étages, avec une annexe à un étage et utilisée comme boulangerie; cesdites bâtisses construites partie en bois et partie en bloc de ciment sur un certain terrain tenu par bail à rente de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat avec et y compris tous les droits audit bail dudit terrain mesurant 70.5 pieds au nord-ouest, 86.3 pieds au nord-est, 69.2 pieds au sud-est, 83.3 pieds au sud-ouest, le tout plus ou moins, mesure anglaise, désigné comme étant le lot portant le numéro 66-1-23 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel revisé pour le 1er rang du canton Cap-Chat et est borné comme suit: au nord-ouest par le lot 66-1-24 de Germain Côté, au nord-est par une rue, au sud-est par le lot 66-1-22 d'Alphonse Sergerie et au sud-ouest par les lots 66-1-1 et 66-2-2 de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat et occupés pour partie par la Commission Scolaire de Cap-Chat.

Un autre immeuble sis et situé en la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat, consistant en un terrain mesurant 145 pieds tant à la ligne nord-ouest qu'à celle sud-est et 212.5 pieds tant à la ligne nord-est qu'à celle sud-ouest, plus ou moins, contenant en superficie 29,044 pieds carrés, sans bâtisse, désigné comme étant le lot 65-14-42 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du premier rang du canton Cap-Chat.

Un autre immeuble sis et situé en la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat, consistant en un terrain de forme irrégulière, mesurant 29 pieds au nord-ouest, 60 pieds au nord-est, 30 pieds dans

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Provincial Court, No. 1,435. { EXCEL PAPER LTD., body legally incorporated, having its head office in Montreal, plaintiff, *vs* J. ELZ. ROY, carrying on business under the name and style of Boulangerie St-Norbert, Cap-Chat, P.Q., defendant.

A residential house of 28 feet by 26 feet, having two floors with a one-storey annex used as a bakery; these buildings are constructed partly of wood and partly of cement blocks on a lot of land held by rental lease of the Oeuvre et Fabrique of the Parish of St-Norbert de Cap-Chat, with and including all the rights to the said lease of the lot of land measuring 70.5 feet on the northwest, 86.3 feet on the northeast, 69.2 feet on the southeast, 83.3 feet on the southwest, the whole more or less, English measure, designated as being the lot bearing number 66-1-23 on the plan and in the book of reference of the revised official cadastre for the 1st range of the township of Cap-Chat and is bounded as follows: on the northwest by lot 66-1-24, belonging to Germain Côté, on the northeast, by a street, on the southeast by lot 66-1-22 belonging to Alphonse Sergerie, and on the southwest by lots 66-1-1 and 66-2-2 belonging to the Oeuvre et Fabrique of the parish of St-Norbert de Cap-Chat, and partly occupied by the Cap-Chat School Commission.

Another immovable lying and situated in the parish of St-Norbert de Cap-Chat, consisting in a lot of land measuring 145 feet on its northwest line as well as on its southeast line, and 212.5 feet on its northeast line and on its southwest line, more or less, having an area of 29,044 square feet, without buildings, designated as being lot 65-14-42 on the plan and in the book of reference of the official cadastre of the first Range of the township of Cap-Chat.

Another immovable lying and situated in the parish of St-Norbert de Cap-Chat, consisting in a lot of land of irregular shape, measuring 29 feet on the northwest, 60 feet on the north-

une première ligne sud-ouest et 56 pieds dans une autre ligne sud-ouest, plus ou moins, avec la bâtisse dessus construite servant d'entrepôt; ce terrain désigné comme faisant partie du lot portant le numéro 65-78-3 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le 1er rang du canton Cap-Chat et borné comme suit: au nord-est par une rue, au sud-ouest par le lot 66-1-6 de Lionel Gagné pour une partie et partie par le lot 66-1-5 de Chs.-Auguste Gagnon, au nord-ouest et dans une autre ligne sud-ouest par le résidu du lot 65-78-3 appartenant à Alcide Roy.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, Comté Gaspé-Nord, LUNDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
J. ALBERT ROY.

Bureau du Shéèif,
Percé, le 12 décembre 1967. 22488-o

east, 30 feet on its first southwest line and 56 feet on another southwest line, more or less, with the building constructed thereon, serving as a warehouse; this terrain is designated as forming part of the lot bearing number 65-78-3 on the plan and in the book of reference of the official cadastre of the 1st range of the township of Cap-Chat, and is bounded as follows: on the northeast by a street, on the southwest by lot 66-1-6 belonging to Lionel Gagné on the one part and partly by lot 66-1-5 belonging to Chs.-Auguste Gagnon, on the northwest and on another southwest line by the remainder of lot 65-78-3 belonging to Alcide Roy.

To be sold in the registry office of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé-North, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ALBERT ROY.
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, December 12, 1967. 22488-o

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
Sept-Iles, District de Hauterive
La Cour Locale Municipale

No C. M. C. 1867. { LA CITÉ DE SEPT-ILES, corporation légalement constitué ayant son siège social à Sept-Iles, 546 avenue Dequen, district de Hauterive, demanderesse *vs* LAURENDALE HOMES LTD., défenderesse.

Pour les lots: quatre cent quatre-vingt-quatorze, un quinze; quatre cent quatre-vingt-quinze, quatorze; quatre cent quatre-vingt-quinze, seize (494-1-15, 495-14, 495-16) du rang deux (2), village des Sept-Iles, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier.

Lot: 494-1-15

Propriétaire au livre de renvoi: Sept-Iles Gardens ltée.

Description:

De forme irrégulière, borné vers le nord-est par les lots 494-1-13 et 494-1-14, vers le sud-est par les lots 495-19, 495-20, 495-21, 495-22, et 494-1-14 vers le sud-ouest par les lots 494-1-12, 494-1-7 (rue) 494-1-11, 495-1-10, 494-1-4 (rue) et 494-1-9, vers le nord-ouest par le lot 16-i; mesurant cinq cent trente-trois pieds et un dixième (533.1′) et cent seize pieds (116′) au nord-est, cent vingt pieds (120′) et trois cent quarante-sept pieds et neuf dixièmes (347.9′) au sud-est, cent vingt et un pieds (121′) vingt-deux pieds et un dixième (22.1′) cinquante pieds (50′) quatorze pieds (14′), cent quatorze pieds (114′) quatorze pieds (14′) cent trente-huit pieds et huit dixièmes (138.8′) vingt-trois pieds et un dixième (23.1′) quarante neuf pieds et sept dixième (49.7′), trente-quatre pieds (34′) et cent trente-quatre pieds et huit dixièmes (134.8′) successivement le long de la ligne brisée qui forme la limite sud-ouest du lot 494-1-15 et quatre cent quatre-vingt-seize pieds et six dixièmes (496-6′) au nord-ouest; contenant en superficie deux cent soixante-dix-sept mille trois cent quatre-vingt-quinze pieds carrés. M.A. (277,395 p.c.).

Lot: 495-14

Propriétaire au livre de renvoi: Pierre H. Abraham.

HAUTERIVE

Canada — Province of Quebec
Sept-Iles, District of Hauterive
The Local Municipal Court

No C. M. C. 1867. { THE CITY OF SEPT-ILES, a corporation legally constituted having its head office in Sept-Iles, 546 Dequen Avenue, district of Hauterive, plaintiff, *vs* LAURENDALE HOMES LTD., Sept-Iles, P.Q. defandant.

For lots: four hundred and ninety-four, one fifteen, four hundred and ninety-five, fourteen four hundred and ninety-five, sixteen (494-1-15, 495-14, 495-16) in range two (2) village of Sept-Iles, on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Letellier.

Lot: 494-1-15

Owner on the book of reference: Sept-Iles Gardens ltée.

Description:

Of irregular figure, bounded towards northeast by lots 494-1-13 and 494-1-14, towards southeast by lots 495-19, 495-20, 495-21, 495-22 and 494-1-14; towards southwest by lots 494-1-12, 494-1-7 (street) 494-1-11, 494-1-10, 494-1-4 (street) and 494-1-9, towards northwest by lot 16-i; measuring five hundred and thirty-three feet and one tenth (533.1′) and one hundred and sixteen feet (116′) on the northeast, one hundred and twenty feet (120′) and three hundred and forty-seven feet and nine tenths (347.9′) on the southeast, one hundred and twenty-one feet (121′) twenty-two feet and one tenth (22.1′) fifty feet (50′) fourteen feet (14′), one hundred and fourteen (114′) fourteen feet (14′) one hundred and thirty-eight feet and eight tenths (138.8′) twenty-three feet and one tenth (23.1′) forty-nine feet and seven tenths (49.7′) thirty-four feet (34′) and oue hundred and thirty-four feet and eight tenths (134.8′) successively along the broken line which forms the southwest limit of lot 494-1-15 and four hundred and ninety-six feet and six tenths (496.6′) on the northwest; containing in superficial area two hundred and seventy-seven thousand and three hundred and ninety-five square feet. E.M. (277,395 s.f.).

Lot: 495-14

Owner on the book of reference: Pierre H. Abraham.

Description:

Un rectangle. Borné au nord-est par le lot 495-15 (rue), au sud-est par la rue Régneau, au sud-ouest par le lot 495-13, au nord-ouest par le lot 494. Mesurant quatre-vingt-deux pieds de largeur et cent trente-deux pieds de profondeur. Contenant en superficie dix mille huit cent vingt-quatre pieds carrés. M.A. (10,824')

Lot: 495-16
Propriétaire au livre de renvoi: Pierre H. Abraham.

Description:

Un rectangle. Borné au nord-est par le lot 495-17, au sud-est par la rue Régneau, au sud-ouest par le lot 495-15 (rue), nord-ouest par le lot 494. Mesurant quatre-vingt-deux pieds de largeur et cent trente-deux pieds de profondeur. Contenant en superficie dix mille huit cent vingt-quatre pieds carrés. M.A. (10,824'). Le tout tel que décrit avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, Palais de justice, Sept-Iles, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
22519-o JEAN TRUCHON.

Description:

A rectagle. Bounded on the northeast by lot 495-15 (street), on the southeast by Régneau street, on the southwest by lot 495-13, on the northwest by lot 494. Measuring eithty-two feet in width and one hundred and thirty-two feet in depth. Containing in superficial area ten thousand eight hundred and twenty-four square feet. E.M. (10,824').
Lot 495-16
Owner on the book of reference: Pierre H. Abraham

Description:

A rectangle. Bounded on the northeast by lot 495-17, on the southeast by Régneau street, on the southwest by lot 495-15 (street), on the northwest by lot 494. Measuring eighty-two feet in width by one hundred and thirty-two feet in depth. Containing in superficial area ten thousand eight hundred and twenty-four square feet. E.M. (10,824'). The whole as described with circumstances and dependancies.

To be sold at the registry office, Court House, Sept-Iles, the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN TRUCHON,
22519 *Associate-Sheriff.*

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, Joliette, No 16,833. STONE CASTLE CORPORATION, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* JEAN-PAUL THERRIEN, constructeur et/ou entrepreneur, de St-Antoine des Laurentides, district de Terrebonne, (1031 Boul. St-Antoine), défendeur.

1° Un lot portant le numéro 337-5 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de la figure d'un secteur, borné en front vers l'est par la route 48, vers le sud-ouest par les lots Nos. 337-6 et 337-7 et vers le nord-ouest par le lot 337-3 étant un Boulevard; mesurant cent soixante pieds en front à l'est, cent vingt-quatre pieds et un dixième au sud-ouest et cent soixante pieds au nord-ouest; contenant en superficie neuf mille neuf cent trente pieds et trois dixièmes, Mesure anglaise. (Superficie 9,930.3' Pieds M.A.).

2° Un lot portant le numéro 337-6 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure irrégulière, borné en front vers le nord-ouest par le lot No. 337-3 étant un Boulevard, vers le nord-est par le lot No 337-5, vers le sud-est par le lot No 337-7 et vers le sud-ouest par le lot No 337-8 étant une Avenue; mesurant quatre-vingt-dix pieds en front au nord-ouest, soixante-deux pieds et cinq centièmes au nord-est, quatre-vingt-dix pieds au sud-est et quatre-vingt-dix-sept pieds au sud-ouest; contenant en superficie sept mille cent cinquante-six pieds et huit dixièmes, Mesure anglaise. (Superficie: 7,156.8' pieds M.A.).

3° Un lot portant le numéro 337-7 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure irrègulière, borné en front vers l'est par la route 48, vers le sud-ouest par le lot no 337-8 étant

JOLIE TTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, Joliette, No. 16,833. STONE CASTLE CORPORATION, a corporation legally incorporated, having its principal business place in the city of Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN-PAUL THERRIEN, constructor and/or contractor, of St-Antoine des Laurentides, district of Terrebonne, (1031 St-Antoine Boulevard), defendant.

1. A lot bearing number 337-5 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, the form of a sector, bounded in the front on the east by route 48, on the southwest by lot Nos. 337-6 and 337-7 and on the northwest by lot 337-3 being a boulevard; measuring one hundred and sixty feet in front on the east, one hundred and twenty-four feet and one tenth on the southwest and one hundred and sixty feet on the northwest; containing in area nine thousand nine hundred and thirty feet and three tenths, English measure. (Area 9,930.3 feet E.M.).

2. A lot bearing number 337-6 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of an irregular form, bounded in front on the northwest by lot No. 337-3 being a boulevard, on the northeast by lot No. 337-5, on the southeast by lot No. 337-7 and on the southwest by lot No. 337-8 being an avenue; measuring ninety feet in front on the northwest, sixty-two feet and five hundredths on the northeast, ninety feet on the southeast and ninety-seven feet on the southwest; containing in area seven thousand one hundred and fifty-six feet and eight tenths, English measure. (Area: 7,156.8 feet E.M.).

3. A lot bearing number 337-7 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of an irregular form, bounded in front on the east by route 48, on the southwest by lot No. 337-8

une Avenue, vers le nord-ouest par le lot 337-6 et vers le nord-est par le lot No 337-5; mesuran-quatre-vingt-dix pieds en front à l'est, quatret vingt-dix-sept pieds au sud-ouest, quatre-vingt-dix pieds au nord-ouest et soixante-deux pieds et cinq centièmes au nord-est; contenant en superficie sept mille cent cinquante-six pieds et huit dixièmes, mesure anglaise. (Superficie 7,156.8′ pieds M.A.).

4° Un lot portant le numéro 337-109 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure rectangulaire, borné en front vers le sud-est par le lot No 337-77 étant un boulevard, vers le sud-ouest par le lot no 337-110, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-108; mesurant soixante-six pieds et sept dixièmes de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; contenant en superficie six mille trois pieds, mesure anglaise. (Mesure Anglaise 6,003 pieds M.A.).

5° Un lot portant le numéro 337-110 du cadastre de la paroisse de S-Paul de Joliette, de figure rectangulaire, borné en front vers le sud-est par le lot no 337-77 étant un boulevard, vers le sud-ouest par le lot no 337-111, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-109; mesurant soixante-six pieds et sept dixièmes de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; contenant en superficie six mille trois pieds, mesure anglaise; (Superficie 6,003′ pieds M.A.).

6° Un lot portant le numéro 337-111 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure rectangulaire, borné en front vers le sud-est par le lot no 337-77 étant un boulevard, vers le sud-ouest par le lot no 337-112, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-110; mesurant soixante-six pieds et sept dixièmes de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; contenant en superficie six mille trois pieds, mesure anglaise (Superficie 6,003′ pieds M.A.).

7° Un lot portant le numéro 337-112 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure rectangulaire, borné en front vers le sud-est par le lot no 337-77 étant un boulevard, vers le sud-ouest par le lot no 337-113, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-111; mesurant soixante-six pieds et sept dixièmes de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; contenant en superficie six mille trois pieds, mesure anglaise. (Superficie 6,003′ pieds M.A.).

8° Un lot portant le numéro 337-113 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure rectangulaire, borné en front vers le sud-est par le lot no 337-77 étant un boulevard, vers le sud-ouest par le lot no 337-114, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-112; mesurant soixante-six pieds et sept dixièmes de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; contenant en superficie six mille trois pieds, mesure anglaise. (Superficie 6,003 pieds M.A.).

9° Un lot portant le numéro 337-114 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure rectangulaire, borné en front vers le sud-est par le lot no 337-77 étant un boulevard, vers le sud-ouest par le lot no 337-115, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-113; mesurant soixante-six pieds et sept dixièmes de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; contenant en superficie six mille trois pieds, mesure anglaise. (Superficie 6,003 pieds M.A.).

being an avenue, on the northwest by lot 337-6 and on the northeast by lot No. 337-5; measuring ninety feet in front on the east, ninety-seven feet on the southwest, ninety feet on the northwest and sixty-two feet and five hundredths on the northeast; containing in area seven thousand one hundred and fifty-six feet and eight tenths, English measure. (Area 7,156.8 feet E.M.).

4. A lot bearing number 337-109 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of a rectangular form, bounded in front on the southeast by lot No. 337-77 being a boulevard, on the southwest by lot No. 337-110, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-108; measuring sixty-six feet and seven tenths in width, by ninety feet in depth; containing in area six thousand three feet, English measure. (English Measure, 6,003 feet E.M.).

5. A lot bearing number 337-110 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of a rectangular form, bounded in front on the southeast by lot No. 337-77 being a boulevard, on the southwest by lot No. 337-111, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-109; measuring sixty-six feet and seven tenths in width, by ninety feet in depth; containing in area six thousand three feet, English measure; (Area 6,003 feet E.M.).

6. A lot bearing number 337-111 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of a rectangular form, bounded in front on the southeast by lot No. 337-77 being a boulevard, on the southwest by lot No. 337-112, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-110; measuring sixty-six feet and seven tenths in width by ninety feet in depth; containing in area six thousand three feet, English measure (Area 6,003 feet E.M.).

7. A lot bearing number 337-112 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of a rectangular figure, bounded in front on the southeast by lot No. 337-77 being a boulevard, on the southweast by lot No. 337-113, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-111; measuring sixty-six feet and seven tenths in width, by ninety feet in depth; containing in area six thousand three feet English measure. (Area 6,003 feet E.M.).

8. A lot bearing number 337-113 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of a rectangular form, bounded in front on the southeast by lot No. 337-77 being a boulevard, on the southwest by lot No. 337-114, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-112; measuring sixty-six feet and seven tenths in width, by ninety feet in depth; containing in area six thousand three. English measure. (Area 6,003 feet E.M.).

9. A lot bearing number 337-114 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of a rectangular figure, bounded in front on the southeast by lot No. 337-77 being a boulevard, on the southwest by lot No. 337-115, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-113; measuring sixty-six feet and seven tenths in width, by ninety feet in depth; containing in area six thousand three feet. English measure. (Area 6,003 feet E.M.).

10° Un lot portant le numéro 337-115 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure rectangulaire, borné en front vers le sud-est par le lot 337-77 étant un boulevard, vers le sud-ouest par le lot 337-116, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-114; mesurant soixante-six pieds et sept dixièmes de largeur, par quatre-vingt-dix pieds de profondeur; contenant en superficie six mille trois pieds, mesure anglaise. (Superficie 6,003 pieds, M.A.).

11° Un lot portant le numéro 337-116 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure rectangulaire, borné en front vers le sud-est par le lot no 337-77 étant un boulevard, vers le sud-ouest par le lot no 337-117, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-115; mesurant soixante-six pieds et sept dixièmes de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; contenant en superficie six mille trois pieds, mesure anglaise. (Superficie 6,003 pieds M.A.).

12° Un lot portant le numéro 337-117 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure rectangulaire, borné vers le sud-est, en front, par le lot no 337-77 étant un boulevard, vers le sud-ouest par le lot no 337-118, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-116; mesurant soixante-six pieds et sept dixièmes de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; contenant en superficie six mille trois pieds, mesure anglaise. (Superficie 6,003 pieds M.A.).

13° Un lot portant le numéro 337-118 du cadastre de la paroisse de St-Paul de Joliette, de figure irrégulière, borné en front vers le sud-est par le lot no 337-77 étant un boulevard, vers le sud par le lot no 337-119, vers le nord-ouest par le lot no 339 et vers le nord-est par le lot no 337-117; mesurant soixante pieds en front au sud-est, cent vingt-trois pieds au sud, cent quarante-trois pieds et huit dixièmes au nord-ouest et quatre-vingt-dix pieds au nord-est; contenant en superficie neuf mille cent soixante et onze pieds, mesure anglaise. (Superficie 9,171 pieds M.A.).

Pour être vendus à la division d'enregistrement de Joliette, sis au no 591 de la rue Notre-Dame à Joliette, comté et district de Joliette, MARDI, le TRENTIÈME jour du mois de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du shérif,
Joliette, ce 13 décembre 1967. 22489-o

10. A lot bearing number 337,115 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of a rectangular form, bounded in front on the southeast by lot 337-77 being a boulevard, on the southwest by lot No. 337-116, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-114; measuring sixty-six and seven tenths in width, by ninety feet in depth; containing in area six thousand three feet, Engish measure. (Area 6,003 feet E.M.).

11. A lot bearing number 337-116 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of a rectangular form, bounded in front on the southeast by lot No. 337-77 being a boulevard, on the southwest by lot No. 337-117, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-115; measuring sixty-six feet and seven tenths in width, by ninety feet in depth; containing in area six thousand three feet, English measure. (Area 6,003 feet, E.M.).

12. A lot bearing number 337-117 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of a rectangular form, bounded on the southeast, in front, by lot No. 337-77 being a boulevard, on the southwest by lot No. 337-118, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-116; measuring sixty-six feet and seven tenths in width, by ninety feet in depth; containing in area six thousand three feet, English measure. (Area 6,003 feet E.M.).

13. A lot bearing number 337-118 of the cadastre of the parish of St-Paul de Joliette, of an irregular figure, bounded in front on the southeast by lot No. 337-77 being a boulevard, on the south by lot No. 337-119, on the northwest by lot No. 339 and on the northeast by lot No. 337-117; measuring sixty feet in front on the southeast, one hundred and twenty-three feet on the south, one hundred and forty-three feet and eight tenths on the northwest and ninety feet on the northeast; containing in area nine thousand one hundred and seventy-one feet, English measure. (Area 9,171 feet, E.M.).

To be sold at the registration division of Joliette, situated at 591 Notre-Dame Street, at Joliette, county and district of Joliette, TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the morning.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, December 13, 1967. 22489

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 735 471. HYMOR ASSOCIATES LTD., demanderesse, *vs* PIERRE MICHEL & GIOVANNI CUFFARO, (en faillite) & LA MAISON MODERNE LTÉE, défenderesses.

« 1° Les numéros de subdivision quatre, cinq, six et sept du lot originaire numéro mille quatre cent soixante-treize (1473-4, 5, 6 et 7) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, mesurant chacun desdits lots vingt-quatre pieds de largeur sur une profondeur de cent cinq pieds (105'), mesure anglaise et plus ou moins.

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 735 471. HYMOR ASSOCIATES LTD., plaintiff, *vs* PIERRE MICHEL & GIOVANNI CUFFARO, (in bankrupt) & LA MAISON MODERNE LTÉE, defendants.

"1. Subdivision numbers four, five, six and seven of original lot number one thousand four hundred and seventy-three (1473-4, 5, 6 and 7) on the official plan and book of reference of Quartier Ste-Marie, measuring, each of said lots, twenty-four feet in width by a depth of one hundred and five feet (105'), English measure and more or less.

2° Une partie de la subdivision numéro dix dudit lot originaire numéro mille quatre cent soixante-treize (1473-ptie 10) auxdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, mesurant quarante-sept pieds et vingt-cinq centièmes d'un pied (47.25') de largeur sur une profondeur de vingt pieds (20') et contenant une superficie de neuf cent quarante-cinq pieds carrés (945 p.c.) mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: Au nord-ouest par une partie de la subdivision numéro vingt-quatre du lot originaire numéro mille quatre cent soixante-treize (1473-ptie 24); au sud-est par lesdites subdivisions numéros quatre et cinq dudit lot originaire (1473-4 et 5); au sud-ouest par le résidu de ladite subdivision numéro dix dudit lot originaire (1473-ptie 10); et au nord-est par une ruelle étant la subdivision numéro vingt-trois ou dit lot originaire (1473-23).

Ainsi que le tout subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans aucune exception ou réserve de la part du débiteur. »

Pour être vendues à mon bureau, en la ville de Montréal, MERCREDI, le TRENTE ET UNIÈME (31e) jour de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 18 décembre 1967. 22521

2. Part of subdivision number ten of said original lot number one thousand four hundred and seventy-three (1473-Pt. 10) on the said official plan and book of reference of Quartier Ste-Marie, measuring forty-seven feet and twenty-five one hundredths of a foot (47.25') in width by a depth of twenty feet (20') and containing a superficial area of nine hundred and forty-five square feet (945 sq. ft.) English measure and more or less, and bounded as follows: to the northwest by part of subdivision number twenty-four of original lot number one thousand four hundred and seventy-three (1473-Pt. 24); to the southeast by said subdivision numbers four and five of said original lot (1473-4 and 5); to the southwest by the residue of said subdivision number ten of said original lot (1473-Pt. 10); and to the northeast by a lane being subdivision number twenty-three of said original lot (1473-23).

As the whole now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve on the part of the debtor."

To be sold at my office, in the city of Montreal, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST (31st) day of JANUARY 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, December 18, 1967. 22521-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: 605 339. JEAN ALLARD, garagiste de la cité de Montréal-Nord, demandeur *vs* OSCAR BENOIT, defendeur.

« Un immeuble étant connu et désigné comme étant la subdivision 63 du lot originaire 196 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Martin, avec bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 137, 68e Ave, dans la ville de Laval ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, ce 18 décembre 1967. 22520-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: 605 339. JEAN ALLARD, garage keeper of the city of Montreal-North, plaintiff, *vs* OSCAR BENOIT, defendant.

"An immovable known and designated as being subdivision 63 of original lot 196 on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, with a building erected thereon and bearing civic number 137, 68th Avenue, in the town of Laval."

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the town of Laval, the TWENTY-FIFTH day of JANUARY, 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, December 18, 1967. 22520

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 736-690. MONTREAL TRUST COMPANY, demandeur, *contre* SAMUEL DRUKER et MELVIN C. ZWAIG, ès qualités, et FLEX-I-CON MANUFACTURING COMPANY LIMITED, en faillite, défendeurs, et GEORGES PATENAUDE, mis-en-cause ès-qualité.

Un emplacement en front sur la rue La Fontaine, dans la cité de Montréal, consistant en:

a) la subdivision cent deux du lot trente-cinq (35-102) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Longue-Pointe, mesurant deux cent vingt pieds sur ses lignes nord-ouest et sud-est; quatre cent cinquante-cinq pieds sur ses lignes nord-est et sud-ouest et ayant une superficie de cent mille cent pieds carrés;

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 736-690. MONTREAL TRUST COMPANY, plaintiff; *vs* SAMUEL DRUKER and MELVIN C. ZWAIG, és-qualités, and FLEX-I-CON MANUFACTURING COMPANY LIMITED, in bankruptcy, defendants, and GEORGES PATENAUDE, mis-en-cause ès-qualité.

An emplacement fronting on La Fontaine Street in the city of Montreal composed of:

(*a*) Subdivision one hundred and two of lot thirty-five (35-102) on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe measuring two hundred and twenty feet in its northwest and southeast lines, four hundred and fifty-five feet in its northeast and southwest lines and having an area of one hundred thousand one hundred square feet.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 6155 de la rue La Fontaine.

Avec les droits de l'emprunteur au chemin du nord-est, connu comme étant la subdivision cent quatre dudit lot (35-104) et sur lequel passe une voie d'évitement.

Avec le droit d'entretenir et d'utiliser, en accord avec d'autres, la voie d'évitement placée sur ledit chemin, lequel a une largeur de quatorze pieds, se prolongeant de la ligne nord-ouest de la subdivision cent dudit lot trente-cinq jusqu'à la ligne de la propriété acquise, par la compagnie Canadian Pacific Railway de la succession de Joseph Ovide Gravel, par contrat passé devant E. R. Décary, notaire, le deuxième jour d'avril mil neuf cent treize et inscrit au Bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier sous le numéro 241584; ce droit sujet aux conditions auxquelles il a été concédé par un acte de vente et de cession de la succession J. O. Gravel à Canadian Benedict Stone Ltd., passé devant J. A. Perodeau, notaire, le 9e jour de décembre mil neuf cent vingt-neuf, et inscrit au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 231981; et

b) La subdivision un de la subdivision un de la subdivision quatre-vingt-seize dudit lot (35-96-1-1) mesurant trente-trois pieds de largeur en front sur la rue La Fontaine et sur sa ligne nord-ouest et cinq cent cinquante-cinq pieds et huit-dixièmes de pied sur sa ligne nord-est et sud-ouest.

Sujet aux droits de vues et passage en faveur de la subdivision cent dudit lot (35-100) aux dépens de la partie de l'extrême sud-est de ladite subdivision un mesurant cent pieds en profondeur sur trente-cinq de largeur.

Tout ce qui précède est en mesure anglaise, et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER 1968, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 18 décembre 1967. 22522

With the building thereon erected bearing Civic number 6155 La Fontaine Street.

With the borrower's rights in the lane to the northeast known as subdivision one hundred and four of the said lot (35-104) on which a railway siding runs.

With the right to maintain and use in common with others the railway siding laid on the said lane having a width of fourteen feet extending from the northwest line of subdivision one hundred of the said lot thirty-five to the line of the property acquired by the Canadian Pacific Railway Company from the Estate of Joseph Ovide Gravel by deed executed before E. R. Décary, Notary, on the second day of April nineteen hundred and thirteen registered at the Registry Office for the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier under the number 241584, this right being subject to the conditions under which it was granted under a deed of sale and conveyance from the Estate J. O. Gravel to Canadian Benedict Stone Ltd., executed before J. A. Perodeau, notary, on the ninth day of December nineteen hundred and twenty-nine, registered in the Registry Office for Montreal under the number 231981; and

(*b*) Subdivision one of subdivision one of subdivision ninety-six of the said lot (35-96-1-1) measuring thirty-three feet in width in front along La Fontaine Street and in its northwest line and five hundred and fifty-five feet and eight tenths of a foot in its northeast and southwest lines.

Subject to rights of view and passage in favour of subdivision one hundred of the said lot (35-100) over the extreme southeast part of the said subdivision one measuring one hundred feet in depth by thirty-five feet in width.

All the above measurements are English measure and are more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY 1968, at TEN (10) o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, December 18, 1967. 22522-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 150-867. } VILLE DE BEAUPORT, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à 577, Ave Royale, Beauport, district de Québec, *contre* GASTON BOUCHARD, 1515 St-Pascal, Québec.

« 1. Adresse Civique: 154-156 rue du Manège, Beauport.

Une parcelle de terrain formée de parties des lots nos 478, 479 et 480 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport mesurant 142 pieds de front sur la rue du Manège par 64 pieds de profondeur, le tout ou moins, mesure anglaise et borné comme suit: En front à l'est par la rue du Manège, en arrière à l'ouest par le lot 28-1 des subdivisions du lot originaire no 531 du même cadastre, d'un côté au sud par les lots 478-4, 480-1 et 479-2 du même cadastre et de l'autre côté au nord par une autre partie desdits lots 478, 479 et 480 avec bâtisses y dessus construites, circonstance et dépendance.

2° Adresse Civique: 158-160 rue du Manège, Beauport.

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 150-867. } TOWN OF BEAUPORT, a corporation legally incorporated having its business place at 577 Royale Avenue, Beauport, district of Quebec, *vs* GASTON BOUCHARD, 1515 St-Pascal, Quebec.

1. Civic address: 154-156 du Manège Street, Beauport.

A strip of land formed by parts of lot Nos. 478, 479 and 480 of the official cadastre of the parish of Beauport measuring 142 feet in front on du Manège Street by 64 feet in depth, the whole more or less, English measure and bounded as follows: In front on the east by du Manège Street, in the back on the west by lot 28-1 of the subdivisions of original lot No. 531 of the same cadastre, on one side on the south by lots 478-4, 480-1, and 479-2 of the same cadastre and on the other side on the north by another part of said lots 478, 479 and 480 with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

2. Civic address: 158-160 du Manège Street, Beauport.

Une parcelle de terrain formée des lots nos 478-4, 480-1 et 479-2 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport avec bâtisses y dessus construites, circonstance et dépendance.

A. *Lot 478-4:* a une figure irrégulière borné au nord par une partie non subdivisée du lot originaire no 478, à l'est par le lot no 480-1, au sud par le fleuve St-Laurent et à l'ouest par le lot no 531-28-7, mesurant 31 pieds de largeur moyenne par une profondeur moyenne de 200 pieds plus ou moins, contenant une superficie de 6,200 pieds carrés plus ou moins, mesure anglaise, avec bâtisses y dessus construites, circonstance et dépendance.

B. *Lot 480-1:* a une figure trapezoïdale, borné au nord par une partie non subdivisée du lot originaire 480, à l'est par le lot 479-2, au sud par le fleuve St-Laurent et à l'ouest par le lot 478-4 mesurant 30 pieds de largeur par une profondeur moyenne de 205 pieds, plus ou moins, contenant une superficie de 6,050 pieds carrés, plus ou moins mesure anglaise, avec bâtisses y dessus construites, circonstance et dépendance.

C. *Lot 479-2:* a une figure irrégulière, borné au nord par une partie non subdivisée du lot originaire no 479, à l'est par la rue du Manège (partie non subdivisée de 479) au sud par le fleuve St-Laurent et à l'ouest par le lot 480-1, mesurant 5 pieds de largeur moyenne par une longueur moyenne de 212 pieds plus ou moins, contenant une superficie de 1,060 pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise, avec bâtisses y dessus construites, circonstances et dépendance.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 20 décembre 1967. 22526-o

A strip of land formed by lot Nos. 478-4, 480-1 and 479-2 of the official cadastre of the parish of Beauport with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

A. *Lot 478-4:* an irregular figure bounded on the north by an unsubdivided part of original lot No. 478, on the east by lot No. 480-1, on the south by the St. Lawrence River and on the west by lot No. 531-28-7, measuring 31 feet in an average width by an average depth of 200 feet, more or less, containing an area of 6,200 square feet, more or less, English measure, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

B. *Lot 480-1:* a trapezoidal figure, bounded on the north by an unsubdivided part of original lot 480, on the east by lot 479-2, on the south by the St. Lawrence River and on the west by lot 478-4 measuring 30 feet in width by an average depth of 205 feet, more or less, containing an area of 6050 square feet, more or less, English measure, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

C. *Lot 479-2:* an irregular figure, bounded on the north by an unsubdivided part of original lot No. 479, on the east by du Manège Street (unsubdivided part of 479) on the south by the St. Lawrence River and on the west by lot 480-1, measuring 5 feet in an average width by an average length of 212 feet, more or less, containing an area of 1060 square feet, more or less, English measure, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Quebec registry office in Quebec, at Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE.
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, December 20, 1967. 22526

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 150-732.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation ayant son siège social en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, dûment constituée en vertu d'un acte spécial du Parlement Canadien et ayant une place d'affaires en la cité et district de Québec, *contre* ALCIDE GILBERT, autrefois domicilié et résidant à 157, rue Bourget, en la cité de Villeneuve, district de Quebec, maintenant d'adresse inconnue, et J.-C. PICHER, es-qualité de régistrateur, bureau d'enregistrement de Québec en la cité et district de Québec, mis-en-cause.

« Un emplacement situé en la ville de Villeneuve, comté de Québec, côté ouest de la rue Bourget, désigné comme étant la subdivision cent seize du lot originaire numéro trois cent cinquante et un (351-116) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec; avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. Sujet à la mitoyenneté du mur nord de ladite maison construite sur la ligne de division qui sépare ledit lot 351-116 du lot 351-117. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 20 décembre 1967. 22528-o

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 150-732.

THE CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation having its head office in the city of Ottawa, province of Ontario, duly constituted in virtue of a special Act of the canadian Parliament and having a place of business in the city and district of Quebec, *versus* ALCIDE GILBERT, formerly domiciled and residing at 157, Bourget Street, in the city of Villeneuve, district of Quebec, now of unknown address, and J.-C. PICHER, es-qualité of registrar, registry office of Quebec, in the city and district of Quebec, mis-en-cause.

"An emplacement situated in the town of Villeneuve, county of Quebec, west side of Bourget Street, designated as being subdivision one hundred and sixteen of original lot number three hundred and fifty-one (351-116) of the official cadastre for the parish of Beauport, registry division of Quebec; with a house thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the mitoyen north wall of the said house built on the division line which divide the said lot 351-116 from lot 351-117."

To be sold at the registry office of Quebec, in Quebec, the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE.
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, December 20, 1967. 22528

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 681. } LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES pour la municipalité du Lac St-Charles dans le comté de Chauveau, corporation légalement constituée et y ayant son siège social, *contre* ÉMILIEN AD. RHÉAUME, domicilié à 388, 1ère Avenue, Lac St-Charles.

« Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Françoise Calerini, Lac St-Charles, formant partie du lot 1421 (quatorze cent vingt et un) du cadastre de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune-Lorette, mesurant 60′ de largeur (soixante pieds) sur 40′ de profondeur (quarante pieds), mesure anglaise, borné au nord-est par le chemin public, au sud par un chemin appartenant à Alfred A. Rhéaume, au nord et au sud-ouest par le résidu du lot 1421, avec maison, circonstances et dépendances dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 20 décembre 1967. 22527-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 8189. } MONIQUE PELLETIER, fille majeure usant de ses droits, secrétaire, domiciliée à 900, Boulevard St-Jacques, Loretteville, *contre* ANDRÉ POULIN, domicilié à 3233, Boulevard Hamel, Ville Les Saules.

« 1. Le lot 21-B du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de L'Ancienne-Lorette, comté de Québec, de figure irrégulière, borné au nord-est par un chemin public (route nationale), vers le sud-est par le lot 21-A, vers le sud-ouest par la rivière des Saules, et vers le nord-est par une partie non-subdivisée du lot 21, mesurant 60 pieds de largeur pour une profondeur moyenne de 375 pieds et contenant en superficie 22,560 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot 21-C du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de L'Ancienne-Lorette, comté de Québec, borné vers le nord-est par le chemin public, vers le sud-est par le lot 21-B, vers le sud-ouest par la rivière des Saules, vers le nord-ouest par une partie non subdivisée du lot 21. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 20 décembre 1967. 22532-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 150-662. } LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation ayant son siège social en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, dûment constitué en vertu d'un acte spécial du Parlement Canadien et ayant une place d'affaires en la cité et district de Québec, *vs* ROGER GARON, domicilié et résidant à 7398, avenue de Brunoy, en la cité de Charlesbourg, district de Québec, et J. C. PICHER, es-qualité régistrateur, bureau d'enregistrement de Québec en la cité et district de Québec, mis-en-cause.

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Provincial Court, No. 681. } THE SCHOOL COMMISSIONERS for the municipality of Lake St-Charles, in the county of Chauveau, corporation legally constituted and there having its head office, *against* ÉMILIEN AD. RHÉAUME, domiciled at 388, 1st Avenue, Lake St-Charles.

"An emplacement situated in the parish of Ste-Françoise Calerini, Lake St-Charles, forming part of lot 1421 (fourteen hundred and twenty-one) of the cadastre for the parish of St-Ambroise de la Jeune-Lorette, measuring 60′ in width (sixty feet) by 40′ in depth (forty feet), English measure, bounded on the northeast by the public road, on the south by a road belonging to Alfred A. Rhéaume, on the north and the southwest by the residue of lot 1421, with building, circumstances and dependencies thereon erected."

To be sold at the registry office of Quebec, in Quebec, the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, December 20, 1967. 22527

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Provincial Court, No. 8189. } MONIQUE PELLETIER, spinster of the full age of majority, secretary, domiciled at 900 St-Jacques Boulevard, Loretteville, *against* ANDRÉ POULIN, domiciled at 3233 Hamel Boulevard, ville Les Saules.

"1. Lot number 21-B of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de L'Ancienne-Lorette, county of Quebec, of irregular shape, bounded on the north-east by a public road (National Highway), on the south-east by lot number 21-A, on the south-west by Des Saules river, and on the north-east by a non-subdivided part of lot 21, measuring 60 feet in width with an average depth of 375 feet, and having a surface area of 22,560 feet, the whole more or less, English Measure, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot 21-C of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de L'Ancienne-Lorette, county of Quebec, bounded on the north-east by the public road, on the south-east by lot 21-B, on the south-west by Des Saules river, on the north-west by a non-subdivided part of lot 21."

To be sold at the registry office of Quebec, at Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, December 20, 1967. 22532

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 150-662. } CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation having its head office in the city of Ottawa, Province of Ontario, duly incorporated pursuant to a special Act of the Parliament of Canada and having a business place in the city and district of Quebec, *vs* ROGER GARON, domiciled and residing at 7398 de Brunoy Avenue, in the city of Charlesbourg, district of Quebec, and J. C. PICHER, in his capacity as registrar, registry office of Quebec, in the city and district of Quebec, mis-en-cause.

« Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant la subdivision deux de la subdivision deux cent deux du lot originaire sept cent quarante et un (741-202-2), la subdivision un de la subdivision deux cent trois du lot originaire sept cent quarante et un (741-203-1), la subdivision deux de la subdivision trente-six du lot originaire sept cent quarante-cinq-A (745-A-36-2) et la subdivision un de la subdivision trente-sept du lot originaire sept cent quarante-cinq-A (745-A-37-1) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec. Avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances. Le mur nord-ouest de la maison érigée sur les lots 741-202-2 et 745-A-36-2 est mitoyen avec le mur sud-est de la propriété érigée sur les lots 741-202-1 et 745-A-36-1 du susdit cadastre. Sujet, le susdit immeuble, aux servitudes d'utilités publiques pouvant exister contre le susdit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT-F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 20 décembre 1967. 22529-o

"A piece of land or emplacement known and designated as being subdivision two of subdivision two hundred and two of original lot seven hundred and forty-one (741-202-2), subdivision one of subdivision two hundred and three of original lot seven hundred and forty-one (741-203-1), subdivision two of subdivision thirty-six of original lot seven hundred and forty-five-A (745-A-36-2) and subdivision one of subdivision thirty-seven of original lot seven hundred and forty-five-A (745-A-37-1) of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Quebec. With a house constructed thereon, circumstances and dependencies. The northwest wall of the house erected on lots 741-202-2 and 745-A-36-2 is common to the southeast wall of the property erected on lots 741-202-1 and 745-A-36-1 of the aforesaid cadastre. Subject, the aforesaid immovable, to public utility servitudes which may exist against the aforesaid immovable."

To be sold at the registry office of Quebec, at Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT-F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, December 20, 1967. 22529

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 33,159. NEWMONT INVESTMENT CORPORATION, corporation ayant établissement à 50, Place Crémazie, Montréal, demanderesse, *vs* MARCEL GAUDREAULT, actuellement de Dolbeau, district de Roberval, défendeur.

« Un emplacement situé dans la ville de Chapais, connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux cent (No 200), du bloc I, du cadastre officiel du canton de Lévis, division d'enregistrement du Lac St-Jean-Ouest, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest à Roberval, district de Roberval, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Roberval,
le 12 décembre 1967. 22490-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 33,159. NEWMONT INVESTMENT CORPORATION, a corporation situated at 50 Place Crémazie, Montreal, plaintiff, *vs* MARCEL GAUDREAULT, presently of Dolbeau, district of Roberval, defendant.

"An emplacement situated in the town of Chapais, known and designated as being subdivision number two hundred (No. 200), of block I, of the official cadastre of the township of Lévis, registration division of Lac St-Jean West, with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the registry office of the registration division of Lac St-Jean West at Roberval, district of Roberval, the TWENTY-FIFTH day of JANUARY, 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House, Roberval,
December 12, 1967. 22490

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Supérieure, de Sherbrooke, No 32,298. LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, demanderesse, *vs* ROGER LAFLEUR, de la ville de Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

« Un certain immeubles sis et situé à Sherbrooke, connu et désigné comme étant le lot numéro cent cinquante de la subdivision du lot

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis

Superior Court, of Sherbrooke, No. 32,298. LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ROGER LAFLEUR, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, defendant.

"A certain immovable situated in Sherbrooke, known and designated as being lot number one hundred and fifty of the subdivision of original

originaire numéro seize « A » (16A-150) dans le rang six (Rg. 6) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton d'Ascot, avec bâtisses dessus construites, portant le numéro civique 1425, rue Dagenais, Sherbrooke, P.Q. »

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice, Sherbrooke, MARDI le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Sherbrooke,
le 13 décembre 1967. 22491-o

lot number sixteen "A" (16A-150) on range six (R. 6) on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Ascot, with the buildings constructed thereon, bearing civic number 1425 Dagenais St., Sherbrooke, P.Q."

To be sold in the sheriff's office, in the court house, Sherbrooke, TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House, Sherbrooke,
December 13, 1967. 22491

Ventes pour taxes

Ville de Senneterre
(Abitibi-Est)

Avis public, est par les présentes donné que les propriétaires ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville, située au numéro 551, 10ième Avenue dans la ville de Senneterre, VENDREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1968 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente:

Sales for Taxes

Town of Senneterre
(Abitibi-East)

Public notice is hereby given that the properties below designated shall be sold by public auction at the Town Hall, situated at number 551, 10th Avenue in the town of Senneterre, FRIDAY, the NINETEENTH day of JANUARY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon, in satisfaction for payment of municipal and school taxes with interest, plus subsequent costs incurred, unless such taxes, interest and expenses are paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of owner	No d'ordre Order No.	Cadastre	Subdivision
Bernard, Berthe	666	28 r. 7	104.
Désormeaux, Georges	118	10	19.
Duval, Alexandre	785	15	2.
Gagné, Joseph	686	28 r. 7 A7.	A51.
Gagnon, Thomas	565	96	13.
Grand'maison, Narcisse	334	78	1.
Kragle, Henick	111	10	12.
Larouche, Richard	748	27 r. 7	44.
St-Amant, Sylva	668	28 r. 8	109 P. 108.
Paradis, Marcel	349	78	16.
Pépin, Conrad Mme-Mrs.	578	28 r. 8	6.
Price Mills	804	28	11-12-13.
Price Mills	806	25	5.
Price Mills	807	25	16.
Price Mills	808	23-24-25-29-30-31.	
Thériault, Isidore	799	48	bât.-bldg.
Flamant, Arthur	255	34	7.
Leroux, Charles	610	27 r. 8	27 P. S.
Bourque, Philippe	763	r. 8	29 B. P. S.
Fecteau, Arthur	765	r. 8	30-2.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Senneterre, et situés dans la ville de Senneterre. Ladite vente sera en outre fait avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachés audits immeubles.

Donné à Senneterre, province de Québec, ce 11e jour de décembre 1967.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
22436-50-2-o MARCEL MIRAULT.

The above immovables are all on the official plan and in the book of reference of the town of Senneterre, and situated in the town of Senneterre. The said sale shall, moreover, be made with all the servitudes, active or passive, apparent or unapparent, attached to the said immovables.

Given to Senneterre, Province of Quebec, this 11th day of December, 1967.

(Seal) MARCEL MIRAULT,
22436-50-2-o *Secretary-Treasurer.*

Cité de Chambly

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de la Cité de Chambly, JEUDI, le PREMIER jour du mois de FÉVRIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais

City of Chambly

Public notice is hereby given by the undersigned city clerk, that the immovable properties hereinafter described will be sold by public auction on THURSDAY, the FIRST day of FEBRUARY 1968, at TEN o'clock in the forenoon, in the Council's Meeting Hall of the City of Chambly, to satisfy the payment of the

subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 27 octobre 1967, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

municipal taxes and school taxes with interests, plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the date of sale.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated October 27, 1967, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550, of Cities and Towns Act, as amended by the Cities and Towns Act, S.R.Q. 1964, chapter 193.

Propriétaire — Owner	Description	Taxes mun. et intérêts Mun. Taxes and interests	Taxes scol. cath. et intérêts Cath. School Taxes and interests	Taxes scol. prot. et intérêts Prot. School Taxes and interests
Suss-Wool Realties	278-1	$ 16.11	$ 29.28	$ 3.91
Suss-Wool Realties	289-30	2,167.51	61.89	34.42
Mme-Mrs. A. Groholski, a/s-c/o Me Luc Geoffroy	271-3-2	490.90	.....	361.93
M. Roland Gagnon	271-4	1,052.35	.....	.....
M. Paul Mainville	271-30	346.31	1,084.33	.....
Cathan Const	231-14-2, 231-53	172.22	60.25	13.98
Richelieu Garden	231-14-3, 231-54	147.59	51.27	12.00
M. Guillermo Alonzo	268-44	548.00	7.97	.....
M. Guillermo Alonzo	268-62	551.30	7.97	.....
M. Angus Swanson	270-40/41	20.42	57.34	.....
M. Kyriskakis	270-58-59	27.47	33.86	.....
M. Kyriskakis	270-200-201	26.50	71.51	.....
M. Francis P. Martin	270-391	12.95	12.05	.....
M. Georges Geiger	270-409	15.00	13.46	.....
M. Georges Geiger	270-434	14.90	13.46	.....
Plaza Realties	272-4-1, 272-5 à-to 9	521.08	352.49	.....
Plaza Realties	272-9	92.33	71.28	22.01
Mme-Mrs. A. A. Segal	272-19	14.37	8.33	15.80
Mme-Mrs. A. A. Segal	272-20	14.12	8.14	15.44
Plaza Realties	272-25	111.73	89.03	27.50
Mlle-Miss J. Weissenberg	272-52	13.66	12.64	.....
Plaza Realties	272-68	13.66	10.82	3.35
Mme-Mrs. J. M. Losonesy	272-74/5	27.59	.....	.....
M. Frank Koleti	272-85	13.66	.....	15.08
Plaza Realties	272-182	18.17	14.43	4.45
Plaza Realties	272-223	35.39	28.08	8.68
Plaza Realties	272-256	30.04	23.81	7.33
Richelieu Garden	P. 231	968.22	989.44	.....
Cette partie du lot 231 de forme irrégulière mesurant: en front dans un côté sud-est 160 pieds et dans un autre côté sud-est, environ 40 pieds; dans son côté nord-ouest environ 180 pieds; et dans son côté sud-ouest environ 85.44 pieds; et borné en front dans un côté sud-est par la rue Daily, et dans un autre côté sud-est par le lot 267; dans son côté nord-ouest par le lot 105 et dans son côté sud-ouest par le lot 231-107.		This part of lot 231 is of irregular figure measuring: in front on the southeast 160 feet and on southeast is 40 feet; on the northwest, 180 feet and on the southwest, 85.44 feet; and bounded in front on the southeast by Daily Street and on the southeast by lot 267; on the northwest by lot 105 and on the southwest by lot 231-107.		
Cette partie de lot 231, de forme triangulaire mesurant en front dans son côté nord-ouest 66.22 pieds et dans son côté sud-ouest 94.62 pieds et bornée au nord-ouest par la rue Daily, au sud-ouest par le lot 231-137 (rue) et au sud-est par le lot 267.		This part of lot 231 is of triangular figure measuring in front on the northwest side 66.22 feet and on the southwest, 94.62 feet and bounded on the northwest by Daily Street, on the southwest by lot 231-137 (street) and on the southeast by lot 267.		
Suss-Wool Realties	P. 289	5,020.88	172.73	36.42
Ladite partie du lot est de forme irrégulière et bornée au nord-ouest au nord et au nord-est par la rue Colborne (289-66); au sud et par une partie du lot 289, et au sud-ouest par la rue Gentilly (289-65).		The said part of lot is of irregular figure bounded to the northwest, north and northeast by Colborne Street (289-66) to the southeast by part of lot 289 and to the southwest by Gengilly Street (289-65).		
Suss-Wool Realty Corporation	P. 289	8.91	3.88	2.18
Ladite partie du lot est de forme triangulaire, mesure 70 pieds dans son côté nord-ouest, 45 pieds dans son côté sud-ouest et est bornée au nord-ouest par la rue Grenade dont le numéro de lot est 289-3, au sud-ouest par le numéro 289-30 et au sud-est par une partie du lot 289.		The said part of lot is of triangular form, measuring 70 feet on the north west; 45 feet on the southwest and bounded on the northwest by Grenade Street (lot 289-3); on the southwest by number 289-30 and on the southwest by part of lot 289.		
Jedby Corporation, au rôle-on roll: Suss-Wool Realties Corporation	P. 279	463.38	0.69	0.37
Cette partie de lot étant de forme trapézoïdale et bornée au nord-est par une partie du lot 279, au sud-est par une partie du lot 289; au sud-ouest, partie par la rue Franquet et partie par une partie du lot 279. Le côté nord-est étant l'ancienne ligne limitative entre le territoire de la ville de Chambly et le territoire de la paroisse Saint-Joseph de Chambly. Cette partie de lot est sujette à une servitude de droit de passage en faveur de l'Hydro-Québec.		This part of lot is of trapezoidal figure and bounded on the northeast by part of lot 279, on the southeast by part of lot 289, on the southwest, part by Franquet Street and part by part of lot 279. The northeast side being the ancient limit between the territory of the town of Chambly and the territory of the parish of St. Joseph of Chambly. This part of lot is subject to a servitude of right of way favourable to Hydro-Quebec.		

Cette partie du lot 279 de forme triangulaire mesurant dans son côté sud-est 96.17 pieds et bornée au nord-est par la rue Franquet, au sud-est par les lots 279-246 et 279-240 et au nord-ouest par le lot 278.

Cette partie de lot est sujette à une servitude de droit de passage en faveur de l'Hydro-Québec.

This part of lot 279 is of triangular figure, measuring on the southeast 96.17 feet and bounded on the northeast by Franquet Street on the southeast by lots 279-246 and 279-240 and on the northwest, by lot 278.

This part of lot is subject to a servitude of right of way favourable to Hydro-Quebec.

Propriétaire — Owner	Description	Taxes mun. et intérêts Mun. Taxes and interests	Taxes scol. cath. et intérêts Cath. School Taxes and interests	Taxes scol. prot. et intérêts Prot. School Taxes and interests
Suss-Wool Realties Corporation				
Ladite partie du lot étant de forme irrégulière et bornée au nord-est par les lots 279-117, 279-118, 279-119 et 279-120, au sud-est par une partie du lot 289, dans un côté sud-ouest par une partie du lot 279 et dans un autre côté sud-ouest par la rue Franquet et au nord-ouest par le lot 279-126. Le côté sud-ouest étant l'ancienne ligne limitative entre le territoire de la ville de Chambly et le territoire de la paroisse St-Joseph de Chambly. Cette partie de lot est sujette à une servitude de droit de passage en faveur de l'Hydro-Québec.	This part of lot is of irregular figure and bounded on the northeast by lots 279-117, 279-118, 279-119 and 279-120, on the southeast by part of lot 289, on the southwest side by part of lot 279 and on the southwest side by Franquet Street and on the northwest by lot 279-126. The southwest side being the ancient limit between the territory of the town of Chambly and the territory of the parish of St. Joseph of Chambly. This part of lot is subject to a servitude of right of way favourable to Hydro-Quebec.			
Suss-Wool Realties Corporation	P. 289	$ 3,408.27	$ 282.54	$ 37.73
Ladite partie de lot de forme trapézoïdale mesurant environ 75 pieds en front sur la rue Thavenet, environ 10 pieds en arrière et 125 pieds de profondeur et est bornée en front au nord par la rue Thavenet dont le numéro de cadastre est 289-4 au sud-est par une partie du lot 289 au sud par une partie du lot 289 étant un droit de passage de l'Hydro-Québec et à l'ouest par le lot 289-29.	This part of lot is of trapezoidal figure measuring 75 feet in front on Thavenet Street, 10 feet at rear and 125 feet deep and is bounded in front on the north by Thavenet Street cadastre number (289-4), on the southeast by part of lot 289, on the south by part of lot 289 being a right of way of Hydro-Quebec, and on the west by lot 289-29.			
Suss-Wool Realties Corporation	P. 289	496.43	1.01	0.54
Ladite partie de lot étant de forme parallélogrammatique, mesurant environ 60 pieds de profondeur et 300 pieds de largeur et bornée au nord-est par les lots 289-25, 289-26, 289-27, 289-28, 289-29 et une partie du 289; au sud-est par une partie du lot 289 au sud-ouest par une partie du lot 289 et au nord-ouest par une partie du lot 279. Le côté sud-ouest étant l'ancienne ligne limitative entre le territoire de la ville de Chambly et le territoire de la paroisse St-Joseph de Chambly. Cette dite partie de lot est sujette à une servitude de droit de passage en faveur de l'Hydro-Québec. Mesures au plan cadastre paroisse St-Joseph de Chambly.	The said part of lot is of parallelogram figure measuring 60 feet deep and 300 feet wide and bounded on the northeast by lots 289-25, 289-26, 289-27, 289-28, 289-29 and part of 289; on the southeast by part of lot 289, on the southwest by part of lot 289 and on the northwest by part of lot 279. The southwest side being the ancient limit between the territory of the town of Chambly and the territory of the parish of St. Joseph of Chambly. The said part of lot is subject to a servitude of right of way favourable to Hydro-Quebec .Measures are from the plan of the cadastre of the parish of St-Joseph de Chambly.			
Jedby Corporation, au rôle-on roll: Consolidated Building Corporation	P. 289			
Ladite partie de lot étant de forme parallélogrammatique, mesurant environ 60 pieds de profondeur et 300 pieds de largeur et bornée au nord-est par une partie du lot 289,au sud-est par une partie du lot 289, au sud-ouest par une partie du lot 289 et au nord-ouest par une partie du lot 279. Le côté nord-est étant l'ancienne ligne limitative entre le territoire de la ville de Chambly et le territoire de la paroisse St-Joseph de Chambly. Cette partie de lot est sujette à une servitude de droit de passage en faveur de l'Hydro-Québec.	The said part of lot is of parallelogram figure measuring 60 feet deep and 300 feet wide and bounded on the northeast by part of lot 289, on the southeast by part of lot 289, on the southwest by part of lot 289 and on the northwest by part of lot 279. The northeast side being the ancient limit between the territory of the town of Chambly and the territory of the parish of St. Joseph of Chambly. This part of lot is subject to a servitude of right of way favourable to Hydro-Quebec.			
Consolidated Building Corporation, au rôle-on roll: Suss-Wool Realties Corporation	P. 289, P. 279			
Cette partie du lot 289 de forme trapézoïdale mesurant en front sur la rue Franquet, environ 270 pieds et bornée au nord-est par une partie du lot 289, au sud-est par une partie du lot 289, au sud-ouest par le lot 289-91 (rue Franquet) et au nord-ouest par le lot 279. et cette partie du lot 279 de forme triangulaire bornée au sud-est par une partie du lot 289, au sud-ouest par la rue Franquet et au nord-est par une partie du lot 279;	The part of lot 289 is of trapezoidal figure, measuring in front on Franquet Street, 270 feet and bounded on the northeast by part of lot 289, on the southeast by part of lot 289, on the southwest by lot 289-91 (Franquest Street) and on the northwest par lot 279. and this part of lot 279 is of triangular form bounded on the south east, by part of 289, on the southwest by Franquet Street and on the northeast by part of lot 279.			
Les immeubles susdits sont du cadastre officiel de la paroisse St-Joseph de Chambly.	The above immovables are of the official cadastre of the parish of St-Joseph de Chambly.			
M. Lionel Colette	130-136	$ 18.21	$ 18.97	
M. Roger Jodoin	16-6/7	45.53	44.57	
M. Georges Faust	110-44-3	652.80	30.52	
M. John L. Hynes	110-12-P. 1	506.35	66.35	
M. R. Pearson	P. 16	398.01	63.63	
Ladite partie de lot mesurant 75 pieds de largeur par une profondeur de 110 pieds et bornée en front vers le nord-ouest par la rue Béique, (16-50) vers le nord-est par le lot 16-53, vers le sud-est par le lot numéro 26-132 et une partie du lot numéro 26-131; vers le sud-ouest par le lot numéro 16-256. Cet immeuble fait partie du cadastre officiel du village du Bassin de Chambly, division d'enregistrement de Chambly.	The said part of lot measuring 75 feet wide by 110 feet deep and bounded in front to the northwest by Béique Street, (16-50); to the northeast by lot 16-53; to the southeast by lot 26-132 and part of lot 26-131; to the southwest by lot 16-256. This property belongs to the official plan of the parish of St. Joseph of Chambly, registration division of Chambly.			

Les immeubles susdits sont du cadastre officiel du village du Bassin de Chambly.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné dans la cité de Chambly, ce 19e jour de décembre 1967.

Le greffier,

22534-51-2-o MARTHE-E. MONGRAIN.

The above of the immovables are of the official cadastre of the village of Bassin de Chambly.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult attached in the said properties.

Given in the city of Chambly, this 19th day of December 1967.

MARTHE-E. MONGRAIN,

22534-51-2-o *City Clerk.*

Cité de Ste-Thérèse

Avis public est par le présent donné par le soussigné, greffier de la cité de Sainte-Thérèse, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère en la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la cité de Sainte-Thérèse, 38 rue Blainville ouest, LUNDI, le CINQUIÈME jour de FÉVRIER 1968, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt pour les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

City of Ste-Thérèse

Public notice is hereby given by the undersigned City-Clerk of the aforesaid city, that the hereinafter described immovables, will be sold by public auction, at the sitting-room of the council of the said city of Sainte-Thérèse, in the City Hall building, 38 Blainville Street West, Sainte-Thérèse, on MONDAY, the FIFTH day of the month of FEBRUARY 1968, at TWO o'clock in the afternoon to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the interest and the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
Succ.-est. Moïse Thibault	P. 198	
(Un emplacement situé sur la rue Bélanger en la cité de Sainte-Thérèse connu et désigné comme faisant partie du lot No 198 au cadastre officiel du village de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 40 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, le tout de mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en avant vers le nord par la rue Bélanger, en arrière vers le sud par partie dudit lot No 198 appartenant à M. Didace Labonté, d'un côté vers l'est par partie du lot No 199 du même cadastre appartenant à Dame Oliva Martin, épouse d'Adélard Beaudette ou représentants, et de l'autre côté vers l'ouest par partie dudit lot No 198 appartenant à Thérèse Vaudry, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.)	(Situated on Bélanger Street in the city of Sainte-Thérèse known and designated as a part of lot No. 198 of the official cadastre of the village of Ste-Thérèse de Blainville, measuring 40 feet in width by 90 feet in depth, English measure, more or less, bounded as follows: in the front towards the north by the Bélanger Street, towards the south by a part of the said lot No. 198 belonging to Didace Labonté, on one side towards the east by part of lot No. 199 of the same cadastre belonging to Mrs. Oliva Martin, wife of Mr. Adélard Beaudette, or representatives and on the other side towards the west by part of the said lot No. 198, belonging to Thérèse Vaudry, with a house and other building thereon erected.)	
Gagnon & Fils Ltée	550	133.
Alfred Gagnon	267	25, -26.
Benmar Dev. Corp.	550	17, -18.
Benmar Dev. Corp.	548	21.
	550	16.

Les immeubles P198, 267-25 et 267-26 sont du cadastre officiel du village de Ste-Thérèse de Blainville et les immeubles 550-133, 550-17, -18, 548-21 et 550-16 sont au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la cité de Sainte-Thérèse, ce 11e jour de décembre 1967.

Le greffier de la cité,

22492-51-2-o CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS.

The above described immovables under the lot numbers P. 198, 267-25 and 267-26 of the official cadastre of the village of Ste-Thérèse de Blainville and the above described immovables under the lot numbers 550-133, 550-17, -18, 548-21 and 550-16 are of the official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville.

The said sale will be made with all subrogation rights, and all active and passive servitudes, apparant or occult attached to the said properties.

Given at the city of Sainte-Thérèse, this 11th day of December, 1967.

CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS,

22492-51-2-o *City-Clerk.*

INDEX No 51

ARRÊTÉS en conseil ***ORDERS in Council***

3364 — Barreau du Québec, règlements numéro un et deux. 7245
3364 — Bar of the Province of Quebec, by-laws number one and two 7245
3398 — Succédanés de produits laitiers (*Règlement*) 7268
3398 — Dairy Products Substitutes (*By-law*) 7268
3562 — Alimentation, détail Montréal 7268
3562 — Food, Retail, Montreal 7268

ASSOCIATIONS Coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative étudiante du collège des Eudistes (*Formation*) 7284
Association coopérative étudiante du séminaire de Joliette (*Formation*) 7284
Association coopérative laitière du Saguenay, Lac St-Jean (*Formation*) 7284

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Condaxakis, Demetre (*Dem.– Appl.*) 7273
Culet, Joseph Jean-Baptiste, (*Dem.– Appl.*) 7272
Culet, Joseph Philippe André, (*Dem.– AApl.*) 7272
Goresky, Harry (*Dem.– Appl.*) 7273
Holy Cross Parish (*Appl.*) 7272
Klein, Borbala (*Dem.– Appl.*) 7272
Montréal, ville-city (*Rachat d'obligations-Redemption of Bonds*) 7274
Parish of Sain-Léon de Cowansville (*Erratum*) 7273
Paroisse de Saint-Léon de Cowansville, (*Erratum*) 7273
Paroisse de Ste-Croix (*Dem.*) 7272
Règles de pratique de la Cour Supérieure pour le district de Montréal (*Amendement Règlement 23*) 7275
Rules of Practice of the Superior Court for the district of Montreal (*Amendment by-law 23*) 7275
Ryner, Gustav Charles (*Dem.– Appl.*) 7273
Sekinger, Manfred Klaus (*Dem.– Appl.*) 7273
Sellei, Karoly Ivan (*Dem.-Appl.*) 7274

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Rimouski (*Stat. ch.*) 7280

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisée à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Omega Consultants Ltd. 7280

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Angelillo (Victor) inc. 7277
Anglo-Canadian Bond & Share Corporation 7278
A West End Home Maintenance Ltd. 7278
Bloch Hosiery of Canada Ltd. 7277
Cartier Health Club Inc. (Le) 7277
Entreprises J.P.E. ltée (Les) 7278
Garson Holdings Inc. 7275
Gary (Ronald) Inc. 7275
Habitation Roulotte & Camping ltée (L') 7276
Knit-Guild of Canada Inc. 7277
L.H. & N.A. Timmins Incorporated 7278
Liesse Investments Ltd. 7276
Nanart Inc. 7276
Papineau Construction Limited 7275
Parkview Construction Ltd. 7277
Rome-Venice Inc. 7278
Sherbrooke Terrace Ltd. 7276
Shiff Bros. Ltd. 7276
Victoria Towers Inc. 7276

Divers — ***Micellaneous***

A.-S. Distributors Inc. (*Règl.– By-laws*) 7279
Acadia Pulp and Paper Limited (*Agent*) 7279
Barclay Management Corporation (*Dist. Actif – Assets*) 7278
Centre des Loisirs de Ste-Pétronille (*Règl.– By-laws*) 7279
Fondation École du Théâtre National (La) (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*) 7279
Immeubles Roberval inc. (*Dir.*) 7279
Laboratoire Pentagone ltée (*Dir.*) 7280
Lemato Realties Ltd. (*Dir.*) 7280
Pentagone Laboratory Ltd. (*Dir.*) 7280
Service Central de Lingerie des Hôpitaux de Québec (*Règl.– By-laws*) 7279

Letters patentes Avis d'annulation — ***Letters Patent, Notice of annulment***

Baie-Comeau Tire Center Inc. 7285
Centre du pneu Baie-Comeau inc. 7285

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A. J. P. Electronics Inc 7202
A. J. P. électronique inc. 7202
Acadie Builders Ltd. (L') 7202
Acier Maheu inc 7203
Accueil de Ville Saint-Georges inc. (L') 7203
Agence Champigny inc. 7203
Agenco Inc. 7204
Aldred Development Inc 7204
Ameublement et Lingerie d'Aubaines ltée 7204
Ameublement Philippe Ouellet inc. 7205
Amis du Mont-Fortin de Kénogami inc. (Les) 7205
Aric ltée 7206
Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond, Tremblay et Compagnie limitée 7206
Association Citadel Pee Wee de Neufchâtel 7206
Association des Loisirs St-Raymond de Hull 7207
Association des marchands d'alimentation de Montréal inc. 7209
Association des Natifs d'Agnone (Lega Agnonese) inc. (L') 7207
Association des Propriétaires et des Locataires du Lac Corbeau (L') 7207
Association des Voituriers de Grand'-Mère inc. (L') 7208
Association hôtelière Mont-Orford inc. (L') 7208
Association Jos. Hébert inc. 7208
Association of Food Merchants of Montreal Inc 7209
Atlas Lumber Co. Ltd. 7209
Atwater Hardwood Sales Inc. 7209
Au Petit Collet inc. 7210
Aux Gamins inc. 7210
Aventuriers de Québec (Les) 7210
B. T. U. Electrix Inc 7211
Becotte inc 7211
Bel-Main Inc. 7211

Lettres patentes — ***Letters Patent*** (*suite*) (*continued*)

Bélanger, (J. et P.) ltée 7212
Bens Delicatessen and Restaurant Corporation 7212
Bijouterie Cartier de Montréal inc. 7212
Bildon Industries Ltd. 7213
Boites contreplaquées St-Laurent ltée 7213
Brasserie Baby inc 7213
Breuvages Ex-Tra inc. (Les) 7213
Bryson Construction Company Limited. 7214
Caisse de la Jeune Fille inc 7214
Centre de pneus de l'Est inc 7214
Centre d'Escompte Mont Royal inc 7215
Centre International de Plongée inc 7231
Champagne (Roland) transport inc. 7215
Charcuterie Ste-Thérèse inc. 7215
Chauffage Bonaventure ltée 7216
Champigny Agency Inc 7203
Vity and District Development Inc. 7216
Cloutier (Gilles) inc 7216
Club auto-neige Argenteuil-Nord inc. 7236
Club d'Autos-neige Nomininque inc. 7217
Club de santé pour administrateurs du Québec ltée 7225
Club des 50 Sportifs inc. (Le) 7217
Collège A. Dionne inc. 7217
Collège d'affaires de Chicoutimi inc. 7218
Compagnie du dossier conjoint limitée 7231
Comité des Loisirs St-Bonaventure inc. 7218
Comité d'éducation agricole inc 7218
Conseil de Développement du Territoire des Iles-de-la-Madeleine inc. 7219
Conseil Économique Régional des Laurentides, inc 7219
Constructions Élan inc. (Les) 7219
Contre-plaqués Victo ltée. 7220
Copains des Neiges inc. 7220
Corbeil (F.) Cie ltée 7220
Corporation Youville 7245
Cowansville Construction (1967) Ltd. 7221
Daco Sales Inc. 7221
Denys Institute (1967) Inc 7230
Deshaies (Noël) inc. 7221
Développements Ross inc. (Les) 7222
Dixie Take Out Inc. 7222
Domaine de la Rivière Ste-Anne inc. (Le) 7222
Doman inc. 7223
Doucet (J.) inc. 7223
Du Bois Industries Inc. 7230
East End Tire Centre Inc. 7214
École Ellis inc. 7223
Entreprises Orion inc. (Les) 7224
Entreprises Roger Roy ltée (Les) 7224
Entreprises Terrain inc. 7243
Everest Lumber Inc. 7224
Executive Health Clubs of Quebec Ltd. 7225
Far East Restaurant Inc. 7225
Finances Bluenose inc. 7225
Foster (John) Construction Co. Inc. 7226
G. A. Aluminium inc. 7226
Galeries de l'Élégance inc. 7226
General Steel International, Ltd. 7227
Gestion — Évaluation Élite inc. 7227
Gingras (Nazaire) inc. 7227
H. & H. Realty Company Ltd. 7228
Harricana Granite Club 7228
Hôtel La Guadeloupe inc. 7228
Huile Moderne ltée (L') 7228
I. E. P. corporation 7229
Immeubles Grandson ltée (Les) 7229
Importations Ste-Hélène inc. (Les) 7229
Imprimerie commerciale de Thetford ltée 7230
Industries Du Bois inc. (Les) 7230
Institut Denys (1967) inc. 7230
International Diving Centre Inc. 7231
Joint Record Company Limited 7231
Kelly Elevator Co. Ltd. 7231
Langlois (Gilles) ltée 7232
Lasalle Metal Works Inc. 7232
Laurentian Regional Economic Council, Inc. 7219
Levelec Ltd. 7232
Levelec ltée 7232
Ligue de Hockey Senior « B » du Québec inc. 7233
M. B. industries inc. 7233
Machineries aratoires et industrielles de Sabrevois, ltée (Les) 7233
Maheu (Gérard) inc. 7234
Maheu Steel Inc. 7263
Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated 7234
Marché Lionel Bourdon inc. 7235
Montreal Techni-Metal Inc. 7235
Mount Royal Discount Center Inc. 7215
Musique Albert inc. 7235
North Argenteuil Snowmobile Club Inc. 7236
Ordre des Conquérants du Nord (L') 7236
Phono-Vue inc. 7236
Pisapia Construction (Quebec) Inc. 7237
Piscines Caron inc. 7237
Placements Cécile Verreault, ltée 7237
Quebec Arabian Horse Association 7238
Québec Haut-Parleurs inc. 7238
Restaurant Le Florence inc. 7238
Restaurant Le Kajama inc. 7238
Restaurant Pierre & Paul inc. 7239
Rioux (Marc-André) ltée 7239
La Ronde Steak House Inc. 7239
St-Lawrence Plywood Boxes Ltd. 7213
Service d'Auxiliaires familiales de Québec inc. 7240
Service des Loisirs Saint-Damase de la Cité de Saint-Michel 7240
Six Acres inc. 7241
Someco Colbert inc. 7241
Special Clothing Inc. 7241
Sports T. M. inc. 7241
Studio J. P. M. inc. 7242
Sureau & associés inc. 7242
Sybel construction inc. 7243
T-R Réfrigération ltée 7243
Taverne Canuck inc. 7243
Terrain Enterprises Inc. 7243
Tracy commerce inc. 7244
Les Transports Pionniers ltée 7244
Victo Veneers Ltd. 7220
Viscount Leasing Corporation 7245
Youville Corporation 7245

Sièges sociaux — ***Head Offices***

A.C.I. Property Corporation 7281
Champignon Maisons Mobiles inc. 7282
Drana Construction ltée 7282
Entreprises Dubord inc. 7283
First National Property Corporation 7277
Habitat Developments Limited 7281
Jaclau inc. 7280
Lyonnais Investments Ltd. 7282
Marlia Investments Ltd. 7281
Metrocan Motors Limited 7281
Montreal Aircraft Parts Manufacturing Inc. 7282
Peelbrooke Development Corp. 7282
Phono-Vue inc. 7282
Placements Lyonnais ltée (Les) 7281
Rome-Venice Inc. 7281

DEMANDES *APPLICATIONS*
à la Législature *to Legislature*

Bianchi Limitée 7284
Guy, Jean-Claude 7283
Montreal Museum of Fine Arts (The) . 7284
Pashayan, Hermine Marie Eugénie 7283
Société des comptables en administration industrielle et en prix de revient de Québec (La) — Society of Industrial and Cost Accountants of Quebec (The) 7283

LIQUIDATION *WINDING*
avis de *up Notices*

St. Patrick's Credit Union 7285

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Ste-Rose-du-Dégelis, par. (*Nom-Name ch.*) 7286

Finances *Finances*

Assurances: *Insurance:*

Cie d'Assurance Royal Général du Canada (La) 7287
Royal General Insurance Company of Canada 7287

Industrie et Commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coques 7287
Shell fishing notice 7287

Terres et Forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Longueuil, village 7286
St-Antoine de Longueuil, par. 7286
St-Canut, par. 7286
St-Georges de Clarenceville, par. 7286
Ste-Marie, par. 7287

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Boîte de carton, province (*Mod.*) 7269
Imprimerie, Montréal, (*Mod.*) 7270
Paper Box, Province (*Amend.*) 7269
Printing, Montreal (*Amend.*) 7270

NOMINATION *APOINTMENT*

Divers 7285
Miscellaneous 7285

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*

Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de Rivière-Boyer à la à la municipalité du village de Saint-Henri, comté de Lévis 7303
Annexation of a part of the territory of the municipality of Rivière-Boyer to the municipality of the village of Saint-Henri, county of Levis 7303
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rosalie à la municipalité du village de Sainte-Rosalie, comté de Bagot 7300
Annexation of a part of the territory of the municipality of the parish of Sainte-Rosalie to the municipality of the village of Sainte-Rosalie, county of Bagot 7300
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Anselme à la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore, comté de Dorchester 7304
Annexation of a part of the territory of the municipality of the parish of Saint-Anselme to the municipality of the parish of Saint-Isidore, county of Dorchester 7304
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de Mont-Rolland à la municipalité de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne 7301
Annexation of a part of the territory of the municipality of Mont-Rolland to the municipality of Sainte-Adèle, county of Terrebonne 7301
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac à la municipalité du village de Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata 7305
Annexation of a part of the territory of the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Lac to the municipality of the village of Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata 7305
Corporation de Prêt et Revenu, entrée en vigueur de la Loi 7297
Érection de la « municipalité de l'Ascension-de-Patapédia », dans le comté municipal de Bonaventure 7298
Erection of the "municipality of l'Ascension-de-Patapédia", in the municipal county of Bonaventure 7298
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la cité de Saint-Jean à la ville Saint-Luc 7307
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the city of St. Johns to the town of Saint-Luc 7307
Savings and Investment Corporation, coming into force of the Act 7297

SOUMISSIONS *TENDERS*

Beauport, cité-city 7296
Châteauguay-Centre, ville-town 7293
Dorval, cité-city 7290
Drummondville, cité-city 7291
Malartic, ville-town 7289
Notre-Dame, munic. 7288
St-Michel-de-Rougemont, c.s.-s.c. 7294

SYNDICAT *SYNDICATE*
Professionnel *Professional*

Syndicat des avocats et notaires de la fonction publique (*Nom-Name ch.*). 7308

VENTES *SALES*

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Abitibi *Abitibi*

Gauthier *vs* Tourigny 7309
Société des Artisans (La) *vs* Bigaouette 7308

Beauce *Beauce*

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Champagne 7312
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Champagne 7312
Tanguay *vs* Olivier 7309

Beauharnois *Beauharnois*

Sun Life Assurance Co. of Canada *vs* McCluskey 7312

Gaspé *Gaspé*

Excel Paper Ltd. *vs* Roy 7313

Hauterive *Hauterive*

Sept-Iles, cité-city *vs* Laurendale Homes Ltd. 7314

Joliette *Joliette*

Stone Castle Corporation *vs* Therrien 7315

Montréal *Montreal*

Allard *vs* Benoit 7318
Hymor Associates Ltd. *vs* Cuffaro *et al* 7317
Montreal Trust Company *vs* Druker *et al* 7318

Québec *Quebec*

Beauport, ville-town *vs* Bouchard 7319
Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Gilbert 7320
Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Garon 7321
Lac St-Charles, c.s.-s.c. *vs* Rhéaume 7321
Pelletier *vs* Poulin 7321
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Gilbert 7320
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Garon 7321

Roberval *Roberval*

Newmont Investment Corp. *vs* Gaudreault 7322

Saint-François *Saint Francis*

Société des Artisans (La) *vs* Lafleur 7322

Taxes *Taxes*

Chambly, cité-city 7323
Ste-Thérèse, cité-city 7326
Senneterre, ville – town 7323